



Un budget américain irréaliste

Un président à l'hôpital, un gouvernement affaibli par un scandale qui va ébranler la chronique pendant encore de longs mois, une situation économique désespérément morose : il plane sur Washington, alors que se réunit le mardi 6 janvier, le centième Congrès des États-Unis, une étrange atmosphère de fin de règne. Gâté par le succès — et par la chance — pendant ses six premières années de pouvoir, M. Reagan affronte depuis six semaines une situation entièrement nouvelle pour lui et qu'il risque fort de traîner comme un boulet jusqu'à la fin de son mandat, dans deux ans.

Habitué à l'offensive, l'homme qui avait promis de remettre l'Amérique debout se trouve sur la défensive, face à un Congrès dominé par ses adversaires démocrates. Au cours de cet étrange interrègne ouvert par la défaite des républicains aux élections du 4 novembre dernier, le centre du pouvoir que M. Reagan avait su fixer à la Maison Blanche s'est brusquement déplacé vers le Capitole, siège de parlementaires que le président a eu trop tendance dans le passé à juger « irresponsables » et qui pourraient, demain, lui faire payer les années d'hier.

Présenté lundi, le projet de budget pour l'année fiscale 1988 constitue un parfait cheval de bataille. A peine dévoilé, il est dénoncé comme « totalement irréaliste » par les démocrates les plus modérés et comme un simple « point de départ » par les propres amis républicains du président. Comme la magie du verbe, chère à M. Reagan, celle des chiffres ne joue plus. Le plafond imposé par la loi Gramm-Rudman au déficit 1988 — 108 milliards de dollars — a été scrupuleusement respecté. L'impasse prévue par le projet est de 107,8 milliards. Mais ce calcul repose sur un double pari : une croissance de 3,2 % en 1987, à laquelle aucun économiste américain ou international ne croit, et des économies de 42 milliards de dollars, dont la répartition provoquera une épreuve de force entre la Maison Blanche et le Congrès.

Le credo du président — un peu plus d'armes, un peu moins d'aides sociales et de subventions, surtout pas d'impôts supplémentaires — se heurte à un scepticisme général, doublé, chez nombre de partenaires, d'une franche hostilité politique. Entre les démocrates opposés à des coupes sévères dans les domaines sociaux et les élus des États agricoles peu soucieux de voir rogner les subventions aux producteurs, tous les éléments d'une rébellion sont réunis. Et les mesures d'accroissement des recettes sous forme de ventes d'armes fédérales ont un caractère de « gadget » peu encourageant.

Les analystes américains ne sont pas seuls à s'en alarmer. Les partenaires des États-Unis, tout aussi persuadés que Washington de l'urgence d'une forte réduction du déficit budgétaire de la plus grande puissance économique du monde occidental — et de surcroît premier débiteur de la planète, — n'envisagent pas de galetés de couer les prochaines passes d'armes entre l'exécutif et le législatif.

Les incertitudes ont toujours alimenté la spéculation monétaire, et les tensions politiques outre-Atlantique pourraient, si l'on n'y prend garde, s'accompagner de turbulences dommageables pour l'ensemble de l'économie mondiale.

(Lire nos informations page 3.)

Le gouvernement face aux conflits sociaux

M. Chirac réaffirme sa politique de « rigueur » et de « solidarité envers les plus défavorisés »

M. Jacques Chirac a réuni, le mardi 6 janvier, l'ensemble du gouvernement à l'hôtel Matignon pendant une heure un quart, alors que la grève des services publics était diversement suivie. Le premier ministre a rappelé les principes de l'action dont le gouvernement

particulièrement celui des jeunes. « Cela suppose en particulier, a souligné M. Chirac, que l'on n'augmente pas les salaires dans des conditions qui, faisant repartir l'inflation, se traduiraient en réalité par un marché de dupes, les avantages immédiatement acquis étant instantanément repris par la hausse des prix. C'est un processus que nous avons connu. »

Il s'agit donc, a insisté M. Chirac, d'affecter nos disponibilités prioritairement à ceux qui sont les plus défavorisés, c'est-à-dire ceux qui cherchent un emploi et qui supportent les conséquences du chômage, « quel que soit leur âge ».

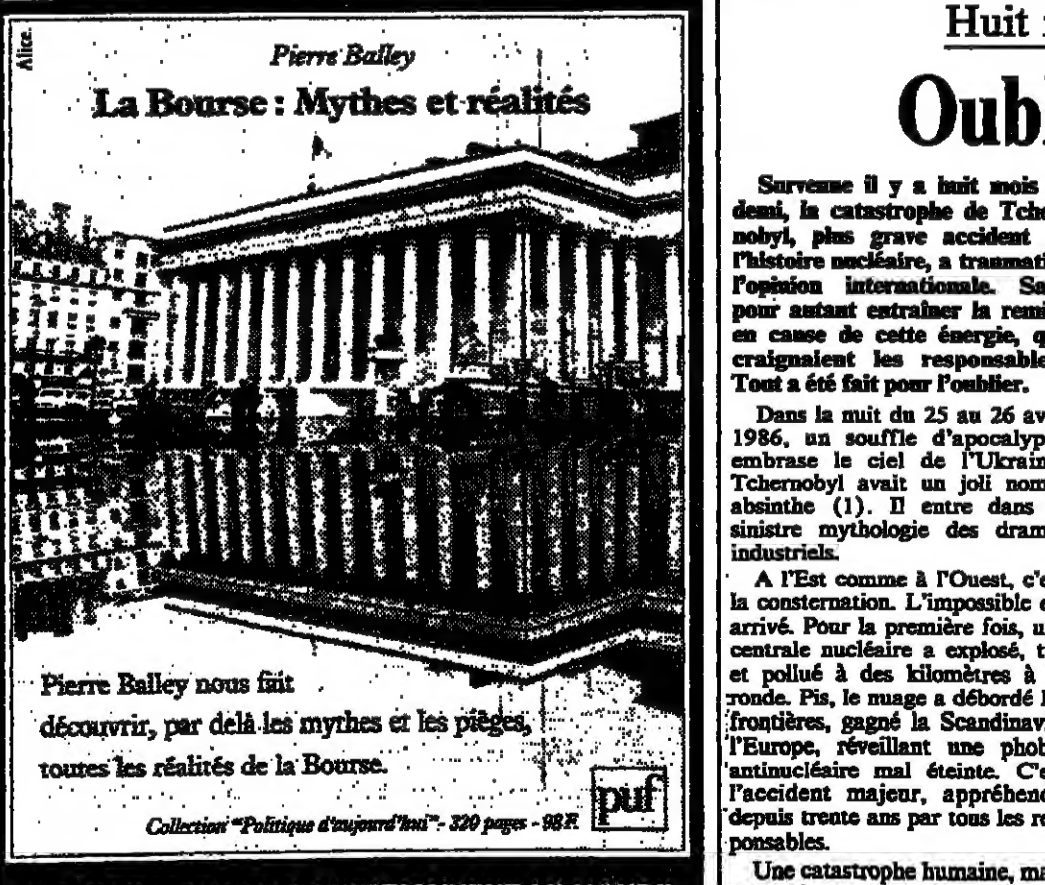
« C'est dans cette direction, a insisté le premier ministre, que

L'armée discrète d'un non-candidat à l'élection présidentielle

Voyage dans la maison Barre

M. Raymond Barre devait être, le mercredi 7 janvier, l'invité de l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité ». Rien qu'il cultive sa « non-candidature », l'ancien premier ministre a autour de lui des « réseaux » qui pourraient lui être très utiles au moment de l'élection présidentielle.

Il ne manque plus un bouton de guêtre. Les troupes barristes attendent l'arme au pied. Surtout, prière de ne pas écouter le principal intéressé, inimitable dans son numéro de pas-encore-candidat-c'est-trop-tôt. De sa voix flûtée, Raymond Barre le répète pourtant de meeting en débat : « Quand on se pose la question de sa candidature à l'élection présidentielle, mesdames et messieurs, j'ai une réponse très au point. Je retourne la question à mon interrogateur en lui demandant ce qu'il en pense... » Bons gros rires des futurs non-électeurs du non-candidat. Franche rigolade des



Collection « Politique d'aujourd'hui » - 320 pages - 98 F

Carrefour du développement

Le juge Michau prépare de nouvelles inculpations

M. Gérard, directeur de la DST, aurait reconnu avoir fourni un « vrai faux » passeport à M. Chabrier, à la demande de M. Pasqua.

Tchad : Paris envisage une riposte limitée



Lire nos informations page 36

Tension dans le système monétaire européen

La Banque de France intervient massivement pour soutenir le franc.

Trente mille Vietnamiens en Tchécoslovaquie

Travailleurs immigrés en « mission patriotique ».

Les inégalités en Grande-Bretagne

Le Parti travailliste part en campagne contre l'accroissement des disparités entre le nord et le sud du royaume.

Tentative d'attentat contre un juge d'instruction

Le magistrat, M. Brugère, est chargé des principaux dossiers concernant l'Action directe.

Le Monde SCIENCES

Les « petits monstres » de M^{me} Le Douarin

Electrons sauteurs

L'écran des arbres

Pages 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 36

Huit mois après l'accident nucléaire

Oublier Tchernobyl...

Surveillez il y a huit mois et demi, la catastrophe de Tchernobyl, plus grave accident de l'histoire nucléaire, a transmis l'opinion internationale. Sans pour autant entraîner la remise en cause de cette énergie, qui craignaient les responsables. Tout a été fait pour l'oublier.

Dans la nuit du 25 au 26 avril 1986, un souffle d'apocalypse embrase le ciel de l'Ukraine. Tchernobyl avait un joli nom : absinthe (1). Il entre dans la sinistre mythologie des drames industriels.

A l'Est comme à l'Ouest, c'est la consternation. L'impossible est arrivé. Pour la première fois, une centrale nucléaire a explosé, tué et pollué à des kilomètres à la ronde. Pis, le nuage a débordé les frontières, gagné la Scandinavie, l'Europe, révélant une phobie antimaculaire mal éteinte. C'est l'accident majeur, appréhendé depuis trente ans par tous les responsables.

Une catastrophe humaine, mais aussi économique et politique. L'industrie nucléaire, gérée par la

recherche des prix du pétrole, se remet à peine de son revers précédent — l'accident de Three Mile Island — pourtant vieux de sept ans et infiniment moins grave. Tchernobyl, en ressuscitant l'opposition antinucléaire va-t-il lui porter un coup fatal ?

Les gouvernements occidentaux s'inquiètent aussi. L'épreuve affaiblit l'Union soviétique, mais M. Gorbatchev, passé le premier flottement, ne se prive pas d'amalgamer les risques du nucléaire civil et militaire. On est en pleine bagarre sur le désarmement. Le poids des Verts européens peut être déterminant... Huit mois plus tard les nucléocrates respirent. Le bilan humain et écologique est lourd, mais à l'Est comme à l'Ouest ses « retombées » économiques et politiques ont somme toute été limitées. Les leçons de Tchernobyl ne seront pas tirées de sitôt.

« Nul ne pense aujourd'hui que Tchernobyl puisse avoir des conséquences notables sur les grands équilibres économiques de l'Union soviétique », écrit

M. Gérard Wilot dans le numéro d'octobre de la revue *Politique étrangère* de l'IFRI consacré à l'accident. Moscou s'en tire à bon compte : 3 milliards de dollars, selon les premières estimations officielles. Même si l'addition *in fine* s'avérerait beaucoup plus lourde, comme l'a laissé entendre récemment M. Gorbatchev au premier ministre norvégien, c'est presque un minimum. D'autant que le bilan humain et écologique aurait pu, lui aussi, être infiniment plus grave si la région était plus peuplée et si des conditions climatiques « idéales » au moment de l'accident n'avaient empêché les radiations de retomber immédiatement.

Encore heureux qu'il ait fait beau... et que la centrale soit un modèle unique au monde, entonnent en sourdine les techniciens occidentaux.

VÉRONIQUE MAURUS.
(Lire la suite page 32.)

(1) Tchernobyl désigne en russe une variété d'absinthe.

Débats

Cessons de légiférer

« Le difficile est de ne promulguer que des lois nécessaires (...), de se mettre en garde contre la fureur de gouverner, la plus funeste maladie des gouvernements modernes. »
(Comte de Mirabeau.)

par GEORGES LAVAU (*)

Le retrait des deux projets dits Devaquet et Monory donne un répit, mais il ne donne aucune garantie que, après une « concertation » plus ou moins habile, ministres et législateurs ne reviennent pas aux mêmes erreurs de méthode (qui n'ont pas commencé en 1986...).

Au-delà de leurs intentions, de leurs mérites ou de leurs défauts, les réformes Fauré, Sauzet-Séité, Savary, Devaquet (pour les universités) et Haby, Bouillac, Chevènement, Monory (pour le secondaire),

parce qu'elles étaient des réformes centralistes d'Etat, cumulaient trois inconvénients (qu'aggravait la succession accélérée des réformes).

— Chacune s'articule autour d'une idée centrale dominante qui, d'une part, « vieillit » mal et, d'autre part, s'adapte mal à des situations très différentes, alors qu'elle est censée être une « clé universelle » d'un futur totalement maîtrisé par le réformateur (supposé seul détenteur d'un savoir infailible).

— Toutes ont été en fait le résultat de compromis non viables, parfois cyniques, entre une « bonne volonté » autoritairement réformatrice (facilement fascinée par des modèles mythifiés : « américain », « japonais », « qualité de la science ») et des concessions faites à des groupes catégoriels brandissant chacun leurs titres de propriété.

— Décidées par des autorités politiques et des pouvoirs d'Etat, toujours au lendemain de la « victoire » d'un camp sur un autre, toutes ces réformes — en même temps qu'essais plus ou moins rationnels d'organisation — sont aussi des revanches du camp partizan ou syndical — battu — au coup précédent.

Un changement radical

Il doit y avoir, certes, une relation entre enseignement initial et emploi, mais cette relation n'est ni directe ni linéaire : tant de variables (dont le temps, avec ses changements) s'interposent entre les deux termes de la relation ! Et puis l'ajustement dépend pour partie des choix qui seront faits quant aux créations d'emplois (notamment dans le secteur des services). Personne n'a, en janvier 1987, de solution sûre, capable de « tenir la route » sur les six à sept ans qui séparent la classe de seconde de la fin du second cycle du supérieur, moins encore sur la douzaine ans qui vont jusqu'à la confirmation du choix professionnel supposé définitif (après lequel on sait — et c'est de façon certaine — qu'il faudra encore réapprendre, comme on sait que les enseignants devront être mis à même de sans cesse réapprendre aussi bien leurs connaissances passées que leurs rapports à leurs élèves).

n'est pas une panacée et elle est difficile à mettre en œuvre, mais elle indique une voie : un équilibre entre sécurité et responsabilité. Ce qu'elle repousse, c'est l'idée sauvage de « concurrence » et de « sélection-porillon ».

3) Ces principes-cadres posés, deux idées directrices. La première est tout simplement de substituer à la chirurgie réformatrice des médecines douces, modestes, adaptables à des terrains très divers qui ont des pathologies et des ressources de récupération très différentes; de tenir compte des moyens mobilisables sur place; de prévoir des ajustements et des petits réglages en fonction des variations conjoncturelles. La seconde est de faire le pari qu'il y a partout des chefs d'établissement et des conseils intelligents, des élèves suffisamment mûrs — s'ils sont placés en face de leurs responsabilités et invités à prendre eux-mêmes les choses en main — pour faire eux-mêmes les « arrangements pratiques », contractuels et réglables.

4) Objecterai-je qu'on vivra alors, vingt ans durant, dans un effroyable désordre ? Hélas ! nous y sommes déjà et, on l'a vu, une réforme centrale crée d'autres désordres qui débordent l'enseignement et déchaînent le pire. Le vide législatif et réglementaire — « désordre » du *Journal officiel* et du *Bulletin officiel*, soit — n'est pas fatalement le désordre. Encadrés par les quelques principes-cadres posés par la commission des sages, les recommandations fragmentaires et les médecines douces pourraient suppléer les ans autres par des effets de contagion et d'adaptation, toujours pratiques. Rien n'interdit non plus d'imaginer que ces « expériences » soient éclairées par des instances de débat et de conseil aux niveaux régional et national dont ne serait évidemment écarté personne (et surtout pas les enseignants). Recteurs et inspecteurs se feraient conciliateurs en organisation puisqu'ils ne seraient plus des applicateurs de circulaires.

Les « libéraux », prônant le « moins d'Etat » (mais avides de la colonisation), seraient fidèles à leurs idéaux proclamés. La gauche, qui se dit autogestionnaire (mais plus soucieuse de légiférer pour un bien absolu que d'éliminer pratiquement des maux concrets), prouverait sa cohérence. Tous les autres Français, qui peignent sans cesse d'être privés d'initiative et de responsabilité, ne manqueraient pas d'ouvrage.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

ENSEIGNEMENT

L'agitation des esprits va succéder à celle de la rue sur la question de l'enseignement. Georges Lavau demande qu'on arrête les « réformes » et que l'on se borne à confier à une « commission des sages » le soin de fixer un petit nombre de principes-cadres. Souplesse, tel est le maître-mot que souhaitent promouvoir Jacques Colin et Hervé Mathe, afin que les passerelles se multiplient entre universités, grandes écoles et instituts professionnels.

Pour un « parcours sinueux »

Un étudiant doit pouvoir compléter un cycle universitaire classique par l'acquisition d'une qualification professionnelle en école.

par JACQUES COLIN et HERVÉ MATHE (*)

MÉCANISME complexe et fragile, l'enseignement supérieur français oscille entre la mission « historique » dont il est l'héritier, développement et transmission de la connaissance, et sa mission de formation professionnelle. Cette dernière mission constitue la vocation des grandes écoles ainsi que celle de certaines filières universitaires classiques : médecine, préparation au professorat, etc., ou plus récentes : IUT, IAE...

Dans un climat d'inquiétude légitime en matière d'emploi des jeunes, la mission de formation professionnelle apparaît, pour certains, comme l'axe prioritaire d'évolution des universités. Au risque d'occulter la dimension culturelle et de rompre ainsi l'équilibre de l'enseignement supérieur, la proposition des réformes qui, fait-il s'en doute, soulèvent plus de passions qu'elles n'apportent de solutions.

Or la richesse de l'enseignement supérieur français réside dans son extrême différenciation. Plutôt que d'opposer entre elles ses différentes fractions, soit au nom de la culture, soit au nom de l'efficacité économique, nous pensons qu'il serait infiniment préférable d'établir des passerelles entre les différentes orientations et de favoriser la mise en œuvre de multiples cycles de formation issus d'initiatives locales. Ce processus conduirait notamment à une plus grande innovation pédagogique.

Quatre exemples

Un étudiant qui le désire doit pouvoir accomplir un « parcours sinueux », c'est-à-dire compléter un cycle universitaire classique par l'acquisition d'une qualification professionnelle en école, ou vice versa. Disposer d'une formation multiple constitue un atout grâce auquel un étudiant pourra s'adapter plus aisément au climat d'insécurité et de

changement permanent qui s'imposera au cours de sa vie active.

Nous voudrions rappeler quatre exemples de ces « parcours sinueux ».

— Certains étudiants des filières universitaires classiques, après avoir obtenu un diplôme de premier ou de second cycle, intègrent sur titre une grande école et y accomplissent de très bonnes scolarités.

— A l'inverse, des élèves des grandes écoles complètent leurs études en rejoignant une formation par la recherche offerte en troisième cycle universitaire; ils renforcent alors leurs aptitudes à comprendre et à gérer l'instable. La création du doctorat unique, sur le modèle international du Ph.D., a été considérée comme un élément renforçant l'attractivité de ce type de démarche.

— Les instituts universitaires de technologie accueillent volontiers des étudiants issus d'un premier cycle universitaire souvent inachevé, de même qu'ils poussent leurs meilleurs étudiants à poursuivre leurs études dans des filières classiques de l'université, soit, plus rarement, dans les grandes écoles.

— A la demande, et avec le soutien financier d'entreprises ou de collectivités régionales, des formations spécifiques très pointues sont montées par des institutions d'enseignement ou avec le concours d'enseignants des universités et des grandes écoles. Elles s'adressent à des étudiants désireux de se professionnaliser rapidement, issus de l'université ou dans certains cas simplement titulaires du baccalauréat.

Ces quelques exemples, qu'il conviendrait de compléter par

(*) Respectivement maître-assistant à l'université Aix-Marseille-II et professeur à l'ESSEC.

l'extraordinaire palette des formations continues, montrent que, loin d'être condamné à une rigidité qui légitimerait peut-être le traitement de choc d'une réforme, le dispositif français d'enseignement supérieur peut faire preuve d'imagination, de souplesse et d'efficacité en jouant de ses diversités et de ses complémentarités.

La condition nécessaire au renforcement de cette dynamique est double. D'une part, les pouvoirs publics doivent laisser se développer, voire favoriser, les initiatives des acteurs du terrain. D'autre part les responsables politiques doivent s'abstenir de chercher à tordre les vocations des principales composantes du système éducatif.

Le point de vue défendu ici sera bien sûr taxé d'angélisme par tous ceux qui, au sein de l'enseignement supérieur, pratiquent la politique des « priorités ». Ceux-là oubliant plus pour faire de leur établissement ou de leur unité d'enseignement une citadelle qu'ils protègent de toutes les autres avec une extrême vigilance que pour se constituer en réseau afin de profiter des synergies possibles. Ces attitudes s'expliquent mais elles conduisent à priver les étudiants, et plus globalement la collectivité tout entière, d'une part importante des ressources potentielles que recèle l'enseignement supérieur français.

COURRIER DES LECTEURS

■ « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

Dans son petit article sur les obsèques de Mallik, Agathe Logez rapporte un fait très éloquent : l'arrivée au Père-Lachaise, une fois la cérémonie achevée, d'un jeune homme seul portant dans ses bras une gerbe minuscule où figurait en lettres dorées sur fond de satin rouge l'inscription : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

Il s'agit, elle ne le dit pas, d'un vers d'Aragon tiré du *Roman inachevé* (Folio/Gallimard, page 73) : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ».

Et leurs baisers au loin les suivent.

LUCE-CLAUDE MAITRE, Paris.

■ Détournement de Hugo

Ce qui est intellectuellement scandaleux, c'est de voir M. Biot (*Le Monde* du 23 décembre) embrigader Victor Hugo. Non seulement parce que le voisinage de Taine lui va mal, mais parce que Hugo, vrai démocrate qui porta avec fierté son titre de « représentant du peuple », n'a jamais été de ceux qui ont opposé les pratiques référendaires ou plébiscitaires à l'« ochlocratie ». Que M. Biot lise *Napoléon le Petit* : il y verra comment le peuple, secoué, encaissé et quelque peu fasciné par un « établissement » bien-pensant, tombe dans le panneau du plébiscite, et y perd son âme même. Il est vrai que, pour Victor Hugo, les bandits ne sont pas tous dans la rue.

JEAN GAUDON, professeur de littérature française à l'université Paris-XII.

■ « Il faut mieux » et « Il vaut mieux »

Une faute de français est en train de se répandre avec une vitesse inquiétante : il s'agit de la confusion opérée dans le langage courant, et notamment dans la presse écrite, entre les deux locutions verbales « il faut mieux » et « il vaut mieux ».

Un exemple parmi tant d'autres : celui de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1 le 15 décembre dernier. Interrogé par Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, qui venait d'évoquer les risques d'attentats terroristes dirigés contre les manifestations des lycéens et étudiants, le journaliste lui pose la question suivante : « Est-ce qu'il ne fallait pas mieux le dire avant... ? » L'interrogation correcte aurait été : « Est-ce qu'il ne valait pas mieux... ? » En effet, Jean-Pierre Elkabbach voulait demander à son interlocuteur s'il n'était pas préférable d'indiquer par avance les menaces terroristes.

L'expression du préférence ne saurait être formulée par la locution « il faut mieux », qui exprime au contraire une obligation. Un exemple pour illustrer le propos : « Il faut mieux dépenser si l'on veut éviter les gaspillages ». Cette phrase signifie que, dans le cadre d'une dépense dont on ne discute pas l'existence, il est obligatoire de mieux orienter les dépenses envisagées si l'on veut éviter les gaspillages. Autrement dit, l'adverbe *mieux* modifie l'infinifit *dépenser*, et non pas le présent *faut*, alors que dans *il vaut mieux*, l'adverbe *mieux* modifie le présent *vaut*, et non pas l'infinifit *qu'il* le suit.

Les raisons d'une telle erreur sont clairement identifiables : outre la parenté phonétique des deux mots (*faut/vaut*), on voit bien qu'il n'y a qu'un pas — intellectuellement parlant — pour aller du préférable à l'obligatoire et pour faire de ce qui est préférable une quasi-obligation.

PIERRE SOUBELET, commissaire de la République de la région de Bourgogne et de la Côte-d'Or.

CA C'EST NEUBAUER

309 SPÉCIALE

du 10 janvier au 10 février

le mois du crédit

chez NEUBAUER

Taux exceptionnel de 12% sur 12, 24 ou 36 mois*

* sous réserve d'acceptation du dossier par notre organisme bancaire agréé

Reprise minimale 5000 F pour tout achat d'une PEUGEOT neuve en livraison immédiate

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service !

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauré (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-48 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A. P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Etranger

La santé de M. Reagan et la rentrée parlementaire aux Etats-Unis

Le président américain serait en « excellente forme » après son opération de la prostate

Washington (AFP). — L'opération de la prostate à laquelle s'est soumis, le lundi 5 janvier, le président Reagan, s'est apparemment déroulée sans problèmes. Quelques heures après l'intervention, la Maison Blanche a publié un communiqué indiquant que M. Reagan était « en excellente forme » et qu'« aucune complication » n'était signalée.

L'opération a duré environ une heure. Le médecin personnel du président, le colonel John Hutton, a précisé que les tumeurs prélevées à cette occasion n'ont pas révélé la moindre trace de cancer.

Le chef de l'exécutif américain a été placé sous anesthésie locale et il est resté conscient, a indiqué, pour sa part, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes. A la demande de M. Reagan, l'opération qui s'est déroulée à l'hôpital naval de Bethesda (Maryland), près de Washington, n'a pas été effectuée par des médecins militaires, mais par une équipe de chirurgiens civils, dirigée par le docteur David Uzzo.

Pour cette intervention, il n'a pas été nécessaire que M. Reagan procède à une passation des pouvoirs au vice-président George Bush, comme cela avait été le cas lors d'une précédente

opération du président, sous anesthésie complète, en 1985.

Selon la Maison Blanche, M. Reagan, qui fêtera le mois prochain son soixante-seizième anniversaire, devrait reprendre ses activités normales dans trois ou quatre jours. Mardi, il devait subir un examen général au scanner pour vérifier qu'aucune métastase ne s'est produite depuis son opération d'un cancer au côlon en 1985. Dimanche, de premiers examens avaient permis de détecter quatre polypes bénins sur le même organe, aussitôt prélevés par les médecins.

La santé de M. Casey

D'autre part, selon la chaîne de télévision ABC, le directeur de la CIA, M. William Casey, ne se serait pas remis de son opération du cerveau pratiquée d'urgence le 18 décembre et il ne reprendrait probablement pas ses fonctions. M. Casey serait pleinement conscient, mais il ne pourrait ni marcher, ni parler, ni contrôler le côté droit de son corps, indique ABC.

Parmi les possibles successeurs de M. Casey, les noms les plus fréquemment avancés sont ceux de M. Vernon Walters, actuel ambassadeur américain aux Nations unies, et des anciens sénateurs John Tower et Howard Baker.

HAITI

L'annonce d'un remaniement ministériel renforce la position du général Namphy

Quatre ministres haïtiens ont été remplacés, lundi 5 janvier, par le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG). Il ne s'agit que d'un simple remaniement — ce n'est d'ailleurs pas le premier — si les quatre personnes qui quittent leur poste n'appartenaient pas à des courants politiques opposés à la direction de son école et sa tâche de prédicateur.

Les quatre anciens ministres étaient, de part leurs fonctions, en butte à de nombreuses critiques d'une partie de la population. La difficile rentrée scolaire au mois de novembre avait été l'occasion de manifestations contre l'ancien ministre de l'éducation. De même le ministre de la justice fut attaqué pour sa position, jugée trop clémente, à l'égard des anciens dévalétisés, tout comme l'ex-ministre des affaires étrangères, à qui il fut reproché de n'avoir pas remplacé assez vite les chefs de mission diplomatique à l'étranger, restés pour la plupart à leur poste depuis le 7 février. Le conflit avec les personnels de santé avait aussi fragilisé la position de l'ancien ministre de la santé malgré l'autorité indéfectible de cet ancien président de l'association médicale haïtienne.

Ces conflits avaient, pour la plupart, trouvé leurs solutions. La rentrée scolaire, après deux semaines de flottement, s'est produite sans incidents, les chefs de mission diplomatique ont été le 11 novembre « considérés comme démissionnaires » et devaient être remplacés dans les semaines à venir. Un tel remaniement peut donc difficilement apparaître comme l'expression d'un « sursaut » du CNG face au mécontentement de la population. Un seul ministre important, celui de l'économie et des finances, M. Leslie Delatour, n'est pas concerné par ces remplacements. Il est vrai qu'il apparaît avant tout comme un « technicien » et bénéficie en outre de la bienveillance du FMI et de la Banque mondiale, où il travailla précédemment. Le départ de quatre ministres importants peut apparaître comme un renforcement du pouvoir du général Namphy et des militaires au sein du CNG et du gouvernement au sein d'une année qui doit être riche en événements électoraux (référendum sur la Constitution en février, élections municipales en juillet puis législatives et présidentielle en novembre).

Denis Hautin-Guiraut.

Les nouveaux ministres

Affaires étrangères : colonel Hénard Abraham, officier de carrière et ancien ministre de l'information et de la coordination.

Justice : M. François Saint-Flour, bâtonnier de l'ordre des avocats du Cap-Haïtien (deuxième ville d'Haïti, au nord de l'île).

Santé publique et population : lieutenant-colonel Jean Velly, du corps médical de l'armée haïtienne.

Economie nationale : M. Patrice Delacour, ancien secrétaire d'Etat du ministre.

Information et coordination : M. Jacques Lortie, ancien commissaire adjoint au Plan.

Le projet de budget de 1 024 milliards de dollars est jugé inapplicable par les démocrates

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan a présenté, lundi 5 janvier, au Congrès, un projet de budget pour l'année fiscale 1988 dont l'unique nouveauté est le montant : 1 024 milliards de dollars. C'est en effet la première fois qu'un président américain propose de faire franchir ses dépenses fédérales ce seuil du million de millions, pour le reste, le moins qu'on puisse dire est que M. Reagan s'est montré à la fois fidèle à des priorités et des principes aussi communs que politiques inapplicables.

S'il était suivi, la progression des dépenses militaires (3 % en termes réels) n'empêcherait donc pas de réduire de près de 40 % le déficit, ramené — d'une année sur l'autre et sans augmentation d'impôt — de 173 milliards à moins de 108 grâce à une combinaison de coupes de dépenses publiques et de nouvelles coupes dans les budgets civils. Du renforcement de la défense au refus d'augmenter la pression fiscale, en passant par le désengagement économique et social de l'Etat, toute l'orthodoxie de la « révolution conservatrice » serait ainsi respectée, tandis que serait amorcé un retour marqué à la rigueur budgétaire.

Moderation pour le Pentagone

Le problème est que M. Reagan ne sera pas suivi, car sa démarche ignore aussi bien la perte d'autorité qu'il a subie depuis deux mois que le changement de rapports de force au Congrès, dont les deux Chambres ont récemment cédé par les démocrates. La seule concession faite à ces réalités tient à la modification des ambitions présidentielles pour le Pentagone, puisqu'il n'est pas demandé, autorisations de programmes comprises, plus de 312 milliards contre 320 l'année passée.

Le Congrès n'en ayant alors débattu que 293, la progression proposée par la Maison Blanche est la plus faible qu'elle ait tenté d'obtenir depuis 1981. Il n'en reste pas moins que cette somme représente près du tiers de l'ensemble des dépenses et que le seul programme d'initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles ») se verrait attribuer 52 milliards — sensiblement ce qui avait été sollicité pour cette année, mais 63 % de plus que ce qui avait été voté.

Malgré ce très relatif effort de conciliation, il est en conséquence certain que le futur budget de 1988 n'aura que peu de chose à voir avec le texte publié lundi, et pas seulement parce que les élections de novembre dernier ont fait perdre le Sénat aux républicains. Dès avant ces élections, M. Reagan avait, en effet, de plus en plus de mal à se faire suivre par beaucoup de ses propres amis politiques, qui commencent déjà à penser aux menaces que l'excès d'idéologie faisait peser sur l'avenir de leur parti.

Or si la rébellion était possible avant l'« Irangate », elle l'est beaucoup plus encore depuis, et il est frappant, de ce point de vue, que M. Robert Dole, chef de la minorité républicaine du Sénat et candidat notoire à la présidence, ait froidement qualifié, lundi, le projet de M. Reagan de « point de départ ». Les démocrates, eux, critiquent le scandale et dénoncent la, comme le très modéré sénateur Glenn, « le budget le plus complètement irréaliste de l'histoire de notre pays ».

Et de fait, pas plus sur les bords républicains que démocrates, on ne voit d'élus des régions agricoles (beaucoup de monde) disposés à voter une réduction de 8 % des dépenses du département de l'Agriculture, qui se traduirait par une diminution radicale (de 31 milliards actuellement à 26 milliards en 1988, puis à 18 milliards dans deux ans) des sommes consacrées au soutien des prix. Cette amputation peut être parfaitement justifiable, puisque le

soutien aux prix profite avant tout aux grosses exploitations et encourage une surproduction aux effets budgétaires exponentiels, mais, politiquement, c'est de la dynamique à l'heure où les fermiers américains sont en pleine déconfiture.

De même, on ne voit pas où seraient les majorités plus favorables que l'an dernier à la réduction, souvent massive, ou à l'élimination complète de programmes fédéraux d'aide à l'habitat, de bourses et prêts aux étudiants, d'assistance sociale et de soutien à l'habitat bon marché ou au développement des réseaux de transports en commun.

Trois secteurs en augmentation

Des consensus devraient en revanche se dégager sur au moins trois augmentations d'envergure. Celle de la NASA d'abord, à laquelle il est proposé d'allouer 9,5 milliards (contre 7,8 milliards pour l'année fiscale en cours, ce qui devrait être accepté sans difficulté car les revers subis en 1986 ont fait profondément craindre que les Etats-Unis ne puissent se laisser distancer dans la conquête de l'espace.

Les 28 % d'augmentation demandés en faveur de la lutte contre le SIDA, qui bénéficierait donc de plus d'un demi-milliard, devraient également être débloqués sans opposition, tant ce fléau est devenu familier aux Américains.

Le budget des affaires internationales (19 milliards) devrait enfin recevoir une partie au moins de l'augmentation demandée, car M. Shultz jouit d'une excellente réputation au Congrès et il semble avoir réussi à persuader les élus que, à trop rogner sur les crédits aux pays amis, ils mettaient à mal la crédibilité américaine. Le secrétaire d'Etat paraît pouvoir également arracher une part substantielle des 1 300 millions supplémentaires qu'il réclame pour compenser les coupes de l'an passé et apaiser la mauvaise humeur des Etats subissant des basses américaines. Si les aides traditionnelles (notamment à Israël et à l'Egypte) ne doivent faire réellement problème, les 105 nouveaux millions demandés pour la guérilla antisandiniste domeront, en revanche, lieu à l'une des plus sérieuses batailles parlementaires des mois à venir.

An total, l'argent qui sera refusé au Pentagone ne suffira pourtant pas à compenser celui qu'on refusera de retrancher aux dépenses civiles. Les cessions d'avoirs de

l'Etat — notamment Amtrak, le réseau de trains de voyageurs — par lesquelles M. Reagan propose de faire rentrer quelque 11 milliards dans les caisses pourraient donc être partiellement entérinées par le Congrès, mais au bout du compte il faudra inévitablement choisir entre une augmentation de la pression fiscale et un déficit supérieur à la limite de 108 milliards théoriquement fixée par la loi Gramm-Rudman de retour à l'équilibre d'ici à 1991.

Le projet de M. Reagan respecte ce plafond, et l'arme qu'il s'est réservée dans la bataille à venir est d'accrocher les démocrates soit à relever les impôts soit à manquer à la lutte contre le déficit. Sur le papier, c'est habile, mais lundi, au Congrès, rigoureusement personne ne semblait terrifié par le défi.

On contre-attaque déjà au contraire en faisant remarquer, premièrement, que les augmentations de « droits » divers dont le projet présidentiel est truffé rassemblent à s'y méprendre à un relèvement indirect de la pression fiscale, et, deuxièmement, que les taux de croissance (3,2 % en 1987 et 3,7 % en 1988) sur lesquels sont fondés les calculs de la Maison Blanche semblent singulièrement optimistes.

L'épreuve de force sera dure. M. Reagan n'est pas le mieux placé pour la remporter, mais la victoire n'aurait de toute manière pas bon goût pour le Congrès, et pour les démocrates en particulier. Devoir annoncer que s'ouvre l'ère du rembournement des dettes n'est en effet jamais plaisant.

BERNARD GUETTA.

● M. Gorbatchev invité à rencontrer le président Reagan. — La Maison Blanche a renouvelé, lundi 5 janvier, l'invitation faite à M. Gorbatchev de participer à un sommet avec le président Reagan aux Etats-Unis et a suggéré que cette rencontre ait lieu cette année. « L'invitation du président pour un sommet aux Etats-Unis reste ouverte », a déclaré à la presse M. Larry Speakes, porte-parole. M. Reagan et Gorbatchev s'étaient mis d'accord, lors du sommet de Genève de novembre 1985, sur le principe d'une rencontre aux Etats-Unis en 1986, suivie d'une autre en URSS en 1987. Mais ces plans restent en suspens depuis le semi-échec de la rencontre « informelle » de Reykjavik, en octobre dernier.

100 kilomètres de billets de 1 000 dollars...

Mille milliards de dollars, ce chiffre dépasse les capacités des plus imaginatifs. Conscient du caractère presque surréaliste du montant du budget, le président Reagan, toujours didactique, avait indiqué au Congrès qu'une telle somme représenterait une pile de... 100 kilomètres de billets de 1 000 dollars.

Autre exemple susceptible de faire rêver : la distribution de ces 1 000 milliards permettrait à chaque habitant de la planète de recevoir 250 dollars. Plus prosaïquement, ce chiffre représente le quart du produit national brut américain.

Report d'un procès de trafiquants d'armes vers l'Iran

New-York (AFP). — Un juge du tribunal de New-York a décidé, le lundi 5 janvier, de repousser à une date ultérieure l'ouverture du procès de dix-sept personnes inculpées l'année dernière pour avoir projeté de livrer à l'Iran du matériel militaire américain d'un montant supérieur à 2 milliards de dollars.

L'affaire, qui devait être jugée à partir du 2 février prochain, a pris une tournure nouvelle depuis que le gouvernement américain a reconnu, en novembre dernier, avoir approuvé secrètement des ventes d'armes à Téhéran.

Le juge Leonard Sand a refusé de fixer une autre date pour le début de ce procès tant qu'il n'aurait pas été en contact avec le procureur spécial Lawrence Walsh, chargé par le département de la justice d'enquêter sur l'« Irangate ».

Pieurs des accusés, parmi lesquels figurent un général israélien à la retraite ainsi que des ressortissants ouest-allemands, britanniques, français et grecs, ont demandé à bénéficier d'un non-lieu. Ils affirment notamment avoir reçu l'assurance que les autorités américaines avaient approuvé les ventes d'armes qu'ils sont accusés d'avoir projetées. Le matériel militaire en question, qui comprenait des chasseurs F-4 et F-5, n'est jamais parvenu en Iran.

● Quinze morts dans l'accident de train de Baltimore. — Le déraillement d'un train de voyageurs, le dimanche 4 janvier, près de Baltimore (Maryland) a fait quinze morts et cent soixante-seize blessés, selon des indications officielles fournies lundi soir. L'accident serait dû au non-respect d'un signal par un convoi qui est venu percuter un train rapide assurant la liaison entre Washington et Boston. — (AFP.)

Le Monde

Dans « le Monde diplomatique » de janvier Débat du libéralisme à Washington

L'esprit de croisade avait puissamment contribué à modeler l'image optimiste du président Reagan, une image qui camouflait mal ses nombreux échecs. Ce même esprit l'a entraîné dans les aventures iraniennes et nicaraguayennes, où s'est brisée la magie par laquelle il gouvernait. Dressé par Claude Julien, le bilan de cette déroute est accompagné par un reportage de Florence Beaugé sur la faillite des fermiers américains et par des articles de Marie-France Toinet et Fabrizio Tonello.

En France aussi, l'idéologie libérale connaît déjà de sérieux déboires, notamment avec la mobilisation lycéenne et étudiante, dont la signification est décodée par Ignacio Ramonet, Jacques Ardoino et Michel Debevoise.

Le même numéro contient une critique de l'action du Fonds monétaire international et des articles sur Porto-Rico, sur les relations entre l'Europe et l'Amérique latine, la campagne contre l'aide humanitaire à l'Ethiopie, l'entente entre Israël et la Jordanie contre l'OPLP, les difficultés de M. Aquino aux Philippines, ainsi qu'un étonnant témoignage sur la vie quotidienne en Iran. En outre : un dossier de sept pages sur la compétition internationale pour la conquête de l'espace, un supplément sur les Flandres, un extrait du roman de Bruno Traven, le Révolte des pandus, et un article de Gilles Perrault sur une curieuse affaire judiciaire qui, si elle se déroule en Italie, concerne en fait toute l'Europe occidentale.

L'histoire SPECIAL

MILLE ANS D'UNE NATION

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS 987-1987

PRESENTATION : JEAN FAVIER

AVEC COLLETTE BEAUNE, JACQUES BELLARD, PIERRE CHUVIN, PHILIPPE CONTAMINE, ROBERT DELORT, JANNINE SARRISON, FRANÇOISE BERNARD, JACQUES LE GOFF, E. LE ROY LAURIEU, PIERRE MILLA, J.M. DE MONTREMY, JEAN ROBERT PITE, RENÉ RICHARD, JEAN PIERRE RIGOU, LAURENT THEIS, MICHEL WINOCK, ETC.

N° 96-31F

Europe

GRANDE-BRETAGNE : déshérités du Nord, sans-abri

Le Parti travailliste part en campagne contre l'accroissement des inégalités

LONDRES

de notre correspondant

1987 sera très probablement une année électorale. Or elle vient de commencer avec deux constats sévères pour le gouvernement conservateur. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher en 1979, les inégalités entre le Nord et le Sud du Royaume-Uni, de même que la situation du logement pour les plus défavorisés, se sont considérablement aggravées. Elles fournissent de solides arguments à l'opposition qui s'appuie à passer à la contre-offensive pour combattre le net regain de popularité dont le Parti conservateur a bénéficié, selon les sondages, au cours des derniers mois de 1986. Le Parti travailliste mettra l'accent durant les prochaines semaines sur le débat économique et social afin de répondre aux récentes attaques des dirigeants conservateurs qui, avec un apparent succès, ont vivement dénoncé l'« *Irish-lime* » de sa politique de défense (antimilitarisme) et la persistance du chômage dans certaines collectivités locales contrôlées par le Labour.

Attendu depuis longtemps, un rapport gouvernemental sur l'évolution de l'emploi doit être publié officiellement jeudi. Mais l'Observer et le Parti travailliste en ont révélé dès dimanche les données essentielles. Les statistiques établies par le ministère de l'emploi montrent de manière presque caricaturale un pays de plus en plus coupé en deux. Une confirmation accablante qui ne peut que renforcer la réputation de « *divisive* » dont souffre M. Thatcher.

Depuis 1979, 94 % des suppressions d'emplois ont affecté l'Écosse, le nord de l'Angleterre, les Midlands, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, où vit la majorité de la population (58 %), tandis que le déficit n'est que de 6 % dans le Sud-Est (le bassin de la Tamise et la région londonienne). Durant la même période, plus des deux tiers des emplois créés dans le secteur des services, dont l'expansion est chère au premier ministre, l'ont été dans cette seule région.

Le recensement confirme également le déclin accéléré de l'industrie manufacturière et, surtout, celui de ses principaux foyers traditionnels, les Midlands, le Nord et l'Écosse. Ce secteur a perdu, en sept ans, 28 % de sa main-d'œuvre, et la comparaison avec d'autres pays est révélatrice : - 2 % aux États-Unis, - 8,5 % en République fédérale, - 9,4 % en Italie. Même l'industrie

électronique, tant encouragée par le gouvernement Thatcher, a été durement frappée : - 24 %.

Le porte-parole du Parti travailliste pour le développement régional a demandé au premier ministre d'expliquer pourquoi le rythme d'augmentation du chômage est dix à dix-sept fois plus grand dans le Nord par rapport au Sud-Est, pourquoi aussi les différences de salaires qui étaient de 10 livres en moyenne en 1979 sont maintenant de 30 à 40 livres. La veille, M. Peter Walker, ministre de l'énergie et chef de file des conservateurs modérés au sein du cabinet, avait, une fois de plus, insisté sur ses critiques à peine voilées à l'encontre du premier ministre. Il a souhaité que 1987 ne voie pas la Grande-Bretagne devenir « un pays divisé en deux nations, l'une au travail, l'autre au chômage, partagée entre un Sud prospère et un Nord pauvre ».

Une « société-bidonville »

D'autre part, lord Scarman a inauguré, lundi, une campagne organisée par plusieurs mouvements sociaux pour venir en aide aux sans-abri. Selon ces institutions, cent mille familles britanniques entrent dans cette catégorie ; leur nombre a presque doublé en dix ans. Cent soixante mille personnes vivent à présent dans des « logements de secours » ; il n'y en avait que cinquante mille en 1979. Quatre millions d'habitants sont actuellement considérés comme insalubres. Là encore la répartition est ou ne peut pas être inégale entre le Nord et le Sud.

Auteur d'un rapport inquiétant sur les causes des émeutes qui se sont produites en 1981 dans les quartiers d'immigrés des grandes villes, lord Scarman avait lancé un nouvel avertissement lorsque des incidents similaires se sont reproduits en 1985, souvent aux mêmes endroits. Le 5 janvier, il a déclaré que toute une partie de la Grande-Bretagne était en passe de devenir une « *société-bidonville* ». Il a souligné que les mauvaises conditions de logement sont « le ferment de la criminalité et du déviance et de la délinquance ». Lord Scarman a ainsi alimenté les protestations des dirigeants de l'opposition qui ne cessent de faire valoir que la délinquance et surtout la consommation de stupéfiants sont en très nette hausse ces dernières années au Royaume-Uni.

FRANCIS CORNU.

Trente mille Vietnamiens en Tchécoslovaquie

Travailleurs immigrés en « mission patriotique »

PRAGUE
correspondance

Hoang est vietnamien. Arrivé à Prague en 1981 comme apprenti, il vend aujourd'hui des chaussures. Une promotion extraordinaire. Plus exceptionnel encore : il a épousé une Tchécoslovaque, qui est donc devenue M^{me} Hoangova. Son mariage lui a enfin permis de quitter le foyer de travailleurs vietnamiens dans lequel il vivait depuis quatre ans. M. et M^{me} Hoang, qui attendent un enfant, vivent dans une cité de la banlieue de Prague. Une intégration réussie ? Plutôt un contre-exemple. D'ordinaire, les « travailleurs frères » du Vietnam ne sont pas là pour « faire souche ».

Pour pouvoir rester en Tchécoslovaquie, Hoang a dû déboursier une fortune : 46000 couronnes, soit 37000 F, versées à l'Etat tchécoslovaque à titre de dédommagement. Car si le Vietnam l'a envoyé en Tchécoslovaquie, c'est pour qu'il en revienne ouvrier spécialisé et qu'il fasse profiter le pays de sa formation. A côté de cette « exception », plus de trente mille Vietnamiens, hommes et femmes, sont en permanence au service de l'industrie tchécoslovaque pour une durée de quatre ans.

Les deux Minh, par exemple. Ils viennent du Nord-Vietnam. Homonymes et frères de guerre dans l'armée régulière, ils ne se sont pas quittés depuis. Ils ont aujourd'hui vingt-six ans et travaillent côte à côte dans une usine de textile, à Skoda, l'industrie automobile tchécoslovaque. Dans le cadre, disent-ils, d'un « accord de coopération entre l'Auto-Skoda et l'Auto-Badinh » - l'industrie vietnamienne de pièces détachées.

Travail forcé ou volontaire ? La réponse est pour le moins ambiguë : « Nous sommes en mission patriotique, nous sommes ici pour acquiescer l'expérience des pays avancés, c'est un devoir, une mission qu'on doit accomplir pour aider notre pays ».

Mais à choisir entre la Tchécoslovaquie et le Vietnam ? « La vie est toujours mieux dans son pays », répondent-ils.

Les frères Minh restent réservés. Elevés dans la ligne du parti, ils citent Marx à tout propos et, bien que l'on sente certaines réticences, ils ne se plaignent pas ouvertement de leur sort. Leur salaire ? 2 500 couronnes (1), le salaire moyen d'un Tchécoslovaque étant de 2 800 couronnes. Des vacances ? Quinze jours par an. Plus, en projet,

un voyage d'études en RDA, organisé par l'usine.

Et leur vie affective ? Au début, c'est-à-dire fin 1980, le Vietnam n'envoyait que des hommes. Depuis deux ans, la Tchécoslovaquie accueille également de jeunes ouvrières vietnamiennes. A Mladá Boleslav, où habitent les deux frères Minh, il y avait une Vietnamiennne pour dix Vietnamiens. Bien entendu, les foyers de travailleurs ne sont pas mixtes. Si l'on rencontre beaucoup d'Asiatiques dans les rues de Prague le week-end, on ne voit jamais d'enfant. Dès qu'une ouvrière est enceinte, elle est renvoyée dans son pays.

Les travailleurs immigrés dans les pays de l'Est ne font pas partie d'eux. Pourtant, la Fédération internationale des droits de l'homme s'est inquiétée du sort des centaines de milliers de Vietnamiens qui travaillent, ou ont travaillé, en Tchécoslovaquie. La question étant bien sûr de savoir s'il s'agit ou non de travail forcé. Saisi du dossier, le Bureau international du travail a demandé au gouvernement tchécoslovaque l'autorisation de faire une enquête sur place. C'était il y a trois ans. Il n'y a jamais eu de réponse. D'ailleurs, comment savoir ? Le contact avec les Vietnamiens est pratiquement impossible sans l'entremise d'un de leurs compatriotes. Encore ce dernier devra-t-il se présenter comme un parfait communiste.

Une sortie de cinéma, avenue Václavské, les Champs-Élysées de Prague, un samedi après-midi. Une discussion s'engage à propos du film *Cotton Club*. Loy et Binh finissent par nous inviter à dîner chez eux : un foyer de mille travailleurs en banlieue, propre et moderne, qui n'a rien à envier à ceux de la *Sococotra*. A l'entrée, il faut laisser son passeport au gardien. Nos hôtes ont préparé, dans leur chambre, un repas vietnamien avec les moyens du bord : pas facile de cuisiner des plats impériaux avec ce qu'on peut acheter dans les *potraviny*, les épicerie tchécoslovaques.

En bruit de fond, la télévision : un film d'espionnage soviétique. Au cours du repas, un camarade passe proposer quelques montres électroniques dernier cri, en provenance de Hongkong. Nous sommes sollicités. Aurons-nous des dollars, un appareil photo à vendre ? Nos hôtes restent méfiants mais sont attirés par la possibilité de faire quelques affaires. La chambre est un véritable brio à bric à mac : machine à coudre, postes de radio, pneus de bicyclette... De quoi

être un « bon parti » lors du retour au pays.

En Tchécoslovaquie, ce sont les Vietnamiens qui « tiennent » les réseaux de vente parallèles de disques, cassettes et montres. C'est une des raisons pour lesquelles les Tchécoslovaques accusent « leurs » travailleurs immigrés de tous les maux. « On manque de bicyclettes ? Normal, ce sont les Vietnamiens qui les achètent pour les remporter chez eux », entend-on dire.

Ce n'est qu'une des rumeurs qui courent dans le pays. En voici d'autres : un Vietnamiennne aurait tué un coup de hache un médecin pragois qui lui refusait un arrêt maladie ; ou mieux encore : les Vietnamiens auraient répandu la peste dans le pays.

Une main-d'œuvre idéale

A l'origine de cette immigration « organisée », un accord signé fin 1980 entre le gouvernement tchécoslovaque et le gouvernement vietnamien, aux termes duquel des jeunes Vietnamiens sont envoyés dans le pays frère pour acquiescer en quatre ans une formation d'ouvriers spécialisés. On les retrouve dans les industries chimique, textile, sidérurgique et de l'automobile. Souvent à des postes à risques. A l'abri des regards, jamais sur un quai de métro, un balcon à la main, ou dans la rue, vivant au rythme du maréchalage. Il arrive que l'on rencontre certaines Vietnamiennes aides-soignantes dans les hôpitaux, mais la présence de ces immigrés reste volontairement discrète.

La Tchécoslovaquie, qui est loin d'avoir atteint l'ère de la robotisation, manque de bras. Les femmes sont incitées à travailler. Dans l'industrie automobile, elles représentent 40 % du personnel. Autre problème, inhérent au système socialiste : l'emploi étant garanti, les postes les plus ingrats restent vacants. Dans ces conditions, les Vietnamiens fournissent un complément de main-d'œuvre idéal : bon marché, malléable, et politiquement sûr.

Petr Uhl, un des dissidents fondateurs de la Charte 77, va jusqu'à dire que la présence des Vietnamiens est un facteur de stabilité pour le gouvernement. « Les Asiatiques font les sales boulot, ce qui évite des conflits entre les travailleurs tchécoslovaques et les autochtones ». Toujours selon lui, ces travailleurs immigrés seraient quasiment responsables. Ses « contacts » lui ont dit verser 15 % de leur salaire à l'Etat vietnamien et 15 % à l'Etat tchécoslovaque. Petr Uhl n'est pas le seul à expliquer leur présence en termes économiques.

La balance commerciale entre les deux pays est largement déficitaire pour le Vietnam. D'abord, il n'a pas terminé de rembourser sa dette de guerre. Si Hanoi l'a emporté sur Saigon, c'est grâce à l'aide de tous les « pays frères ». Non seulement cette dette n'est pas remboursée, mais elle s'est alourdie. La Tchécoslovaquie continue à fournir des armes, des produits manufacturés, à envoyer des experts. Cet état de fait, un protocole d'accord a été signé pour la livraison de locomotives.

Que peut offrir le Vietnam en échange, si ce n'est de la main-d'œuvre ? Les autorités tchécoslovaques envisagent d'ailleurs d'implanter des usines sur place afin d'utiliser la main-d'œuvre locale. Mais il existe un inconvénient majeur, qui fait reculer le gouvernement pour le moment : il est impossible, sur place, de « choisir » les travailleurs. Car c'est la sélection qui fait la fiabilité du système. Les travailleurs vietnamiens en Tchécoslovaquie ont conscience d'appartenir à une élite, d'autant que ceux de leurs compatriotes qui sont envoyés en Union soviétique, en Bulgarie et, dans une moindre mesure, en RDA, ont des conditions de vie beaucoup plus difficiles. En Tchécoslovaquie, on ne vit pas trop mal et on peut se faire un petit pécule, autant d'avantages qui garantissent le silence et la docilité de cette main-d'œuvre. Quand on est né à Hanoi, quand on a vécu son enfance dans un pays en guerre, le Tchécoslovaquie, c'est déjà l'Occident.

LOUISE VICTOR.

(1) 2 500 couronnes = 2 000 F.

RFA

La dernière gaffe du chancelier

Il y avait plusieurs semaines que le chancelier Kohl n'avait pas lâché une de ces gaffes qui, à intervalles réguliers, font couler des flots d'encre et donnent bien de la peine à ses services diplomatiques. La dernière est venue dimanche, quand M. Helmut Kohl, dans son discours électoral de Dortmund, a accusé la RDA de détenir deux mille prisonniers politiques dans des « camps de concentration ». On ne sait s'il faut attribuer l'expression au manque de sensibilité historique que le chancelier a déjà démontré, en maintes occasions, ou bien à un coup plus malin que celui de flatter, à quelques semaines des législatives, une partie de son électorat, notamment cette couche droite nationale qui s'est montrée sans masque aux élections d'octobre en Bavière.

L'usage de cette expression si historiquement décriée en tout

cas provoqué un déluge de réactions, à commencer par celles de la RDA. Il n'y a pas de « camps de concentration » en RDA, déclare le ministère est-allemand des affaires étrangères, qui en profite pour ajouter, contre toute évidence qu'il n'y a pas non plus de prisonniers politiques en dehors de ceux qui ont été condamnés pour crimes de guerre dans ou contre l'Allemagne et pour réprimer « l'humilité et pour réprimer » l'éternel débat - que les détenus de RDA ne sont pas, contrairement aux termes employés par le chancelier ses « compatriotes ».

A Bonn, M. Kohl persiste à signer, tandis que les sociaux-démocrates s'offusquent et que les libéraux sont contrainsts, une fois de plus, de « prendre leurs distances ». M. Genescher a l'habitude...

CLAIRE TRÉAN.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur solde immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 15 janvier 1987, à 14 h.
DEUX PARKINGS
au troisième sous-sol du bld. C, portant les n° 14 et 15, de cet imm.
Situé, rue de l'Arbre-Sec, à PARIS (15^e)
Mise à prix : 38 000 F chaque lot. S'adr. à M^{re} DANIÈLE TALON, avocat à PARIS, 20, rue de la Mégisserie, tél. : 42-56-59-25 ; M^{re} Charles et Daniel THEILLAC, avocats à PARIS, 53 bis, quai des Saints-Pères, tél. : 43-36-22-22.

Vente à l'adjudication IMM. PALAIS EVRY (91), MARDI 13 JANVIER 1987, à 14 h.
UNE MAISON à SAINT-MICHEL
Située à EVRY (91240), 30, allée Louise-Labé, 1 et 3 et 5.
M. à P. : 110 000 F. S'adr. SCP R. et F. ELLUL-J.-M. GRIMAL, avocats à EVRY (91000), 3, rue du Village, tél. : 60-77-96-10.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 15 janvier 1987, à 14 h.
UN LOGEMENT à CLAMART (92)
au rez-de-chaussée et 1^{er} étage bâtiment du fond d'ici à l'us. d'un ter. et deux hangars, rue Courcelles, n° 181.
MISE A PRIX : 100 000 F
OCCUPÉ par le sold. M^{re} VIVES TOURAINE, avocat à PARIS (91), 48, rue de Cligny, 48-74-45-85 ; M^{re} Patrick MIZON, syndic à PARIS, 60, bd de Sébastopol.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice à PARIS le LUNDI 13 JANVIER 1987, à 14 h.
UN APPARTEMENT
au 1^{er} étage, sur duplex, compr. au 7^e et 8^e étages, avec studio, cuisine, WC, et au 9^e et 10^e étages, avec 1 P. et 1 S. de la rue de la Chapelle, n° 10.
M. à P. : 400 000 F - S'adr. SCP BRUN et ROCHER, sociétés d'avocats, 40, rue de Liège, PARIS (9^e), 42-93-50-40.

Vente à l'adjudication IMM. PALAIS EVRY (91), MARDI 13 JANVIER 1987, à 14 h.
UN PAVILLON à CERNY
(91590), 39 bis, rue Damiot, 13 et 14 et 15 et 16 et 17 et 18 et 19 et 20 et 21 et 22 et 23 et 24 et 25 et 26 et 27 et 28 et 29 et 30 et 31 et 32 et 33 et 34 et 35 et 36 et 37 et 38 et 39 et 40 et 41 et 42 et 43 et 44 et 45 et 46 et 47 et 48 et 49 et 50 et 51 et 52 et 53 et 54 et 55 et 56 et 57 et 58 et 59 et 60 et 61 et 62 et 63 et 64 et 65 et 66 et 67 et 68 et 69 et 70 et 71 et 72 et 73 et 74 et 75 et 76 et 77 et 78 et 79 et 80 et 81 et 82 et 83 et 84 et 85 et 86 et 87 et 88 et 89 et 90 et 91 et 92 et 93 et 94 et 95 et 96 et 97 et 98 et 99 et 100 et 101 et 102 et 103 et 104 et 105 et 106 et 107 et 108 et 109 et 110 et 111 et 112 et 113 et 114 et 115 et 116 et 117 et 118 et 119 et 120 et 121 et 122 et 123 et 124 et 125 et 126 et 127 et 128 et 129 et 130 et 131 et 132 et 133 et 134 et 135 et 136 et 137 et 138 et 139 et 140 et 141 et 142 et 143 et 144 et 145 et 146 et 147 et 148 et 149 et 150 et 151 et 152 et 153 et 154 et 155 et 156 et 157 et 158 et 159 et 160 et 161 et 162 et 163 et 164 et 165 et 166 et 167 et 168 et 169 et 170 et 171 et 172 et 173 et 174 et 175 et 176 et 177 et 178 et 179 et 180 et 181 et 182 et 183 et 184 et 185 et 186 et 187 et 188 et 189 et 190 et 191 et 192 et 193 et 194 et 195 et 196 et 197 et 198 et 199 et 200 et 201 et 202 et 203 et 204 et 205 et 206 et 207 et 208 et 209 et 210 et 211 et 212 et 213 et 214 et 215 et 216 et 217 et 218 et 219 et 220 et 221 et 222 et 223 et 224 et 225 et 226 et 227 et 228 et 229 et 230 et 231 et 232 et 233 et 234 et 235 et 236 et 237 et 238 et 239 et 240 et 241 et 242 et 243 et 244 et 245 et 246 et 247 et 248 et 249 et 250 et 251 et 252 et 253 et 254 et 255 et 256 et 257 et 258 et 259 et 260 et 261 et 262 et 263 et 264 et 265 et 266 et 267 et 268 et 269 et 270 et 271 et 272 et 273 et 274 et 275 et 276 et 277 et 278 et 279 et 280 et 281 et 282 et 283 et 284 et 285 et 286 et 287 et 288 et 289 et 290 et 291 et 292 et 293 et 294 et 295 et 296 et 297 et 298 et 299 et 300 et 301 et 302 et 303 et 304 et 305 et 306 et 307 et 308 et 309 et 310 et 311 et 312 et 313 et 314 et 315 et 316 et 317 et 318 et 319 et 320 et 321 et 322 et 323 et 324 et 325 et 326 et 327 et 328 et 329 et 330 et 331 et 332 et 333 et 334 et 335 et 336 et 337 et 338 et 339 et 340 et 341 et 342 et 343 et 344 et 345 et 346 et 347 et 348 et 349 et 350 et 351 et 352 et 353 et 354 et 355 et 356 et 357 et 358 et 359 et 360 et 361 et 362 et 363 et 364 et 365 et 366 et 367 et 368 et 369 et 370 et 371 et 372 et 373 et 374 et 375 et 376 et 377 et 378 et 379 et 380 et 381 et 382 et 383 et 384 et 385 et 386 et 387 et 388 et 389 et 390 et 391 et 392 et 393 et 394 et 395 et 396 et 397 et 398 et 399 et 400 et 401 et 402 et 403 et 404 et 405 et 406 et 407 et 408 et 409 et 410 et 411 et 412 et 413 et 414 et 415 et 416 et 417 et 418 et 419 et 420 et 421 et 422 et 423 et 424 et 425 et 426 et 427 et 428 et 429 et 430 et 431 et 432 et 433 et 434 et 435 et 436 et 437 et 438 et 439 et 440 et 441 et 442 et 443 et 444 et 445 et 446 et 447 et 448 et 449 et 450 et 451 et 452 et 453 et 454 et 455 et 456 et 457 et 458 et 459 et 460 et 461 et 462 et 463 et 464 et 465 et 466 et 467 et 468 et 469 et 470 et 471 et 472 et 473 et 474 et 475 et 476 et 477 et 478 et 479 et 480 et 481 et 482 et 483 et 484 et 485 et 486 et 487 et 488 et 489 et 490 et 491 et 492 et 493 et 494 et 495 et 496 et 497 et 498 et 499 et 500 et 501 et 502 et 503 et 504 et 505 et 506 et 507 et 508 et 509 et 510 et 511 et 512 et 513 et 514 et 515 et 516 et 517 et 518 et 519 et 520 et 521 et 522 et 523 et 524 et 525 et 526 et 527 et 528 et 529 et 530 et 531 et 532 et 533 et 534 et 535 et 536 et 537 et 538 et 539 et 540 et 541 et 542 et 543 et 544 et 545 et 546 et 547 et 548 et 549 et 550 et 551 et 552 et 553 et 554 et 555 et 556 et 557 et 558 et 559 et 560 et 561 et 562 et 563 et 564 et 565 et 566 et 567 et 568 et 569 et 570 et 571 et 572 et 573 et 574 et 575 et 576 et 577 et 578 et 579 et 580 et 581 et 582 et 583 et 584 et 585 et 586 et 587 et 588 et 589 et 590 et 591 et 592 et 593 et 594 et 595 et 596 et 597 et 598 et 599 et 600 et 601 et 602 et 603 et 604 et 605 et 606 et 607 et 608 et 609 et 610 et 611 et 612 et 613 et 614 et 615 et 616 et 617 et 618 et 619 et 620 et 621 et 622 et 623 et 624 et 625 et 626 et 627 et 628 et 629 et 630 et 631 et 632 et 633 et 634 et 635 et 636 et 637 et 638 et 639 et 640 et 641 et 642 et 643 et 644 et 645 et 646 et 647 et 648 et 649 et 650 et 651 et 652 et 653 et 654 et 655 et 656 et 657 et 658 et 659 et 660 et 661 et 662 et 663 et 664 et 665 et 666 et 667 et 668 et 669 et 670 et 671 et 672 et 673 et 674 et 675 et 676 et 677 et 678 et 679 et 680 et 681 et 682 et 683 et 684 et 685 et 686 et 687 et 688 et 689 et 690 et 691 et 692 et 693 et 694 et 695 et 696 et 697 et 698 et 699 et 700 et 701 et 702 et 703 et 704 et 705 et 706 et 707 et 708 et 709 et 710 et 711 et 712 et 713 et 714 et 715 et 716 et 717 et 718 et 719 et 720 et 721 et 722 et 723 et 724 et 725 et 726 et 727 et 728 et 729 et 730 et 731 et 732 et 733 et 734 et 735 et 736 et 737 et 738 et 739 et 740 et 741 et 742 et 743 et 744 et 745 et 746 et 747 et 748 et 749 et 750 et 751 et 752 et 753 et 754 et 755 et 756 et 757 et 758 et 759 et 760 et 761 et 762 et 763 et 764 et 765 et 766 et 767 et 768 et 769 et 770 et 771 et 772 et 773 et 774 et 775 et 776 et 777 et 778 et 779 et 780 et 781 et 782 et 783 et 784 et 785 et 786 et 787 et 788 et 789 et 790 et 791 et 792 et 793 et 794 et 795 et 796 et 797 et 798 et 799 et 800 et 801 et 802 et 803 et 804 et 805 et 806 et 807 et 808 et 809 et 810 et 811 et 812 et 813 et 814 et 815 et 816 et 817 et 818 et 819 et 820 et 821 et 822 et 823 et 824 et 825 et 826 et 827 et 828 et 829 et 830 et 831 et 832 et 833 et 834 et 835 et 836 et 837 et 838 et 839 et 840 et 841 et 842 et 843 et 844 et 845 et 846 et 847 et 848 et 849 et 850 et 851 et 852 et 853 et 854 et 855 et 856 et 857 et 858 et 859 et 860 et 861 et 862 et 863 et 864 et 865 et 866 et 867 et 868 et 869 et 870 et 871 et 872 et 873 et 874 et 875 et 876 et 877 et 878 et 879 et 880 et 881 et 882 et 883 et 884 et 885 et 886 et 887 et 888 et 889 et 890 et 891 et 892 et 893 et 894 et 895 et 896 et 897 et 898 et 899 et 900 et 901 et 902 et 903 et 904 et 905 et 906 et 907 et 908 et 909 et 910 et 911 et 912 et 913 et 914 et 915 et 916 et 917 et 918 et 919 et 920 et 921 et 922 et 923 et 924 et 925 et 926 et 927 et 928 et 929 et 930 et 931 et 932 et 933 et 934 et 935 et 936 et 937 et 938 et 939 et 940 et 941 et 942 et 943 et 944 et 945 et 946 et 947 et 948 et 949 et 950 et 951 et 952 et 953 et 954 et 955 et 956 et 957 et 958 et 959 et 960 et 961 et 962 et 963 et 964 et 965 et 966 et 967 et 968 et 969 et 970 et 971 et 972 et 973 et 974 et 975 et 976 et 977 et 978 et 979 et 980 et 981 et 982 et 983 et 984 et 985 et 986 et 987 et 988 et 989 et 990 et 991 et 992 et 993 et 994 et 995 et 996 et 997 et 998 et 999 et 1000 et 1001 et 1002 et 1003 et 1004 et 1005 et 1006 et 1007 et 1008 et 1009 et 1010 et 1011 et 1012 et 1013 et 1014 et 1015 et 1016 et 1017 et 1018 et 1019 et 1020 et 1021 et 1022 et 1023 et 1024 et 1025 et 1026 et 1027 et 1028 et 1029 et 1030 et 1031 et 1032 et 1033 et 1034 et 1035 et 1036 et 1037 et 1038 et 1039 et 1040 et 1041 et 1042 et 1043 et 1044 et 1045 et 1046 et 1047 et 1048 et 1049 et 1050 et 1051 et 1052 et 1053 et 1054 et 1055 et 1056 et 1057 et 1058 et 1059 et 1060 et 1061 et 1062 et 1063 et 1064 et 1065 et 1066 et 1067 et 1068 et 1069 et 1070 et 1071 et 1072 et 1073 et 1074 et 1075 et 1076 et 1077 et 1078 et 1079 et 1080 et 1081 et 1082 et 1083 et 1084 et 1085 et 1086 et 1087 et 1088 et 1089 et 1090 et 1091 et 1092 et 1093 et 1094 et 1095 et 1096 et 1097 et 1098 et 1099 et 1100 et 1101 et 1102 et 1103 et 1104 et 1105 et 1106 et 1107 et 1108 et 1109 et 1110 et 1111 et 1112 et 1113 et 1114 et 1115 et 1116 et 1117 et 1118 et 1119 et 1120 et 1121 et 1122 et 1123 et 1124 et 1125 et 1126 et 1127 et 1128 et 1129 et 1130 et 1131 et 1132 et 1133 et 1134 et 1135 et

Madame, Monsieur, Voici quelques-unes de nos participations qui peuvent vous éclairer sur la vôtre.

Principales Participations du Groupe Paribas (1)

au 30 juin 1986

Assurances	% (2)	BSN	1,63	Mines	
Agence Française de Courtage et Merle	48,62	Société Générale de Champagne	10,08	Compagnie Métallurgique et Minière (3)	38,80
Drouot Assurances ... (obligations convertibles)		Cofigéo	10,70	Phosphate de Taïba	13,65
Banques et Sociétés Financières		Grands Vins Jean-Claude Boisset	3,24	Pétroles et Carburants	
Banque Centrale de Compensation	10,00	Mestrezat	22,48	Coparex (3)	86,57
Banque Parisienne Internationale	19,98	Automobile		IHC Caland NV (3)	36,50
Banque Privée de Gestion Financière "BPGF" (3)	36,99	Neiman SA (3)	49,01	Elf Aquitaine	0,24
Banque Pétrofigaz (3)	23,63	Bâtiment et Travaux Publics		Compagnie Générale de Géophysique	5,07
Banque Sudameris	12,00	Fougerolle (3)	39,54	Total	1,66
Caisse Centrale de Récompte (3)	27,14	Omnium Technique Holding "OTH" (3)	99,99	Moonie Oil	5,25
Comith	17,46	Poliet (3)	27,09	Cométra Oil	7,90
Crédit Martiniquais	11,46	Campeon Bernard	10,90	Pétrofina	1,60
Crédit Naval	10,04	Entreprise Léon Chagnaud et Fils	16,65	Produits Chimiques	
Robert Lefevre SA	29,96	Constructions Mécaniques		Carbone Lorraine	10,50
Crédit National	3,49	Société Générale de Fonderie (3)	30,52	Cofaz	6,80
Soficômi	6,20	Compagnie de Fives Lille (3)	29,37	Dolisos	17,84
Société Internationale de Banque	10,00	Sagem (actions votantes)	5,52	Services	
Banco Amazonas	19,90	Latécoère	2,05	Expand SA	7,49
Merrill Lynch and Co., Inc.	2,60	Hôtels, Tourisme, Loisirs		Cie Luxembourgeoise de Télédiffusion	10,37
Bank of Sharjah	15,00	UGC Belgique	28,97	Textiles	
Banque Ottomane	45,59	Accor	2,88	Sommer Allibert	2,72
Société Marocaine de Dépôt et Crédit	22,78	Aqualand	25,00	Transports	
Sociétés Immobilières		Club Méditerranée	0,69	Air Inter	2,65
Compagnie Foncière (3)	47,15	La Belle Créole SA	10,22	Groupe Sofrana	17,50
Cogédim (3)	47,16	Sephi	10,00	Transnucléaire (3)	24,98
Régie Immobilière de la Ville de Paris (3)	32,23	UGC Droits Audiovisuels	5,91	Capital à Risque et Haute Technologie	
Saci (3)	56,00	UGC SA	10,72	Transgène	14,43
Sociétés de Portefeuille		Imprimerie, Papiers, Edition		Sofinnova	11,70
Chiers Chatillon (3)	44,67	Cellulose du Rhône et d'Aquitaine (3)	24,91	Sudinnova	8,33
Compagnie du Midi	3,72	La Rochette Cenpa	17,86	Epicéa	5,00
Santa Fé	8,20	Magasins, Commerces		Sébia	10,00
Erbé SA	47,01	Cendry	10,12	Lectra Systèmes	8,42
Enelfi Bretagne (3)	30,47	Scoa (3)	35,20	Kleiner Perkins	—
Avepar	30,01	GB Inno BM	10,38	Paribaven USA	—
Avelec	75,79	Matériel Electrique		Paribaven Japan	—
Nord-Est (3)	39,13	Maneurop (3)	47,56	Paribaven Overseas	—
Financière de Saulnes (3)	37,77	Alstom	1,83	Investors (PIV)	—
Agro-Alimentaire		Horlogerie Photographique Française "HPF"	18,88	Veninter	33,73
Etablissements Doux	10,01	Olivetti	0,35	Industries Diverses	
Etablissements Bonduelle	15,54	Métallurgie		Sema Metra (3)	54,20
		Sofresid	14,01		

(1) Titres de sociétés non consolidées et de sociétés mises en équivalence, détenus par les sociétés consolidées par intégration globale.
(2) Les pourcentages indiqués sont ceux détenus par les sociétés du groupe consolidées par intégration globale.
(3) Société consolidée par mise en équivalence.

Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Paribas.

GROUPE PARIBAS

Une note d'information (visé C.O.B. n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

Téléphonez au (1) 46.24.11.11 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.

Asie

CHINE : les suites des manifestations

La presse accentue ses critiques contre les étudiants

PÉKIN
de notre correspondant

Le *Quotidien de Pékin* a réagi, le mardi 6 janvier, à l'autodafé d'un certain nombre d'exemplaires de son édition de lundi par des étudiants de Beida, la principale université de la capitale (le *Monde* du 6 janvier). Il a reproché à « certains journalistes étrangers d'avoir tenté d'attiser les sentiments de gens » et s'est félicité d'avoir lui-même « touché le point sensible des éléments hostiles au socialisme ». Il accuse les étudiants d'être « manipulés ». Les jeunes ont grandi dans un pot de miel. Ils entendent en permanence des flatteurs et sont tellement gâtés qu'ils ne tolèrent pas la moindre critique (...). La vérité n'est pas tou-

jours douce à entendre, elle peut avoir un goût amer et il faut avoir le courage de ne pas en avoir peur... »

Cet article, tout comme celui de la veille qui a été lu intégralement pendant le journal télévisé de lundi, risque de provoquer une nouvelle réaction des étudiants. Or ceux-ci, qui viennent de commencer deux semaines d'examen, ne cessent de répéter qu'ils n'ont plus l'intention de manifester, qu'il leur faut aussi préparer leur départ en vacances et faire la queue pour des billets de train... En fait, ajoutent certains d'entre eux, rien ne devrait plus se passer avant les élections locales prévues en mars. Alors, peut-on se demander, y a-t-il des gens dans les rangs du pouvoir qui cherchent déli-

berement la provocation de façon à faire à nouveau sortir les étudiants de leurs gonds, et dans quel but? Entendent-ils prendre leur revanche sur ceux qui avaient décidé d'éviter tout affrontement lors des manifestations du 1^{er} janvier?

« Une tendance au libéralisme bourgeois »

Le *Quotidien du peuple* se fait lui aussi menaçant. Après avoir jugé nécessaire de réaffirmer que « le comité central du parti est uni », ce qui n'apparaît pas toujours évident, y compris à la lecture de l'éditorial, le journal se lance dans une sévère attaque du « libéralisme bourgeois » qu'il voit derrière les manifestations étudiantes : « Bien que n'étant pas inquiétant, le fait que des étudiants descendent dans la rue est un événement important. C'est le résultat de plusieurs années d'une tendance au libéralisme bourgeois et de l'échec de certains de nos camarades qui ne s'y sont pas opposés fermement... Et de rappeler que, par deux fois, M. Deng Xiaoping s'est, lui, opposé.

Certains de nos camarades, poursuit le *Quotidien du peuple*, haïssent le dévotionisme de gauche. C'est très bien. Mais ils sont apathiques contre le libéralisme bourgeois. (...) Il faut avoir à son encontre une attitude ferme, tout en évitant de prendre des mesures simplistes. En clair, cela signifie que le mouvement étudiant en faveur des réformes, de la liberté et de la démocratie, est « réactionnaire » et dangereux, qu'il vise à rétablir le capitalisme, qu'il « rejette l'ennemi » comme le dit le quotidien de Pékin.

En fait, les étudiants sont accusés des pires crimes idéologiques. Ils ne doivent cependant pas être ramenés à la raison par la violence pure. Il faut utiliser « le travail idéologique, théorique, culturel et éducatif ». Les dirigeants visent un certain nombre de cadres accusés d'avoir oublié que le « droitisme » existait toujours.

Unis pour critiquer les étudiants, les dirigeants ne le sont pas forcément plus autour du fond du problème. Le fait qu'il soit pratiquement impossible d'obtenir des commentaires en dehors des publications officielles indique que le débat se poursuit de manière sérieuse.

PATRICE DE BEER.

régiments soviétiques d'Afghanistan, que M. Gorbatchev a présentée comme un « geste de bonne volonté » de l'URSS.

Le 1^{er} janvier, de manière aussi spectaculaire qu'inattendue, M. Najibullah a proposé, devant le comité central de son parti, réuni en plénum extraordinaire, un cessez-le-feu à la guerre, dans le cadre de sa politique de « réconciliation nationale » lancée il y a un an.

Cessation des ingérences extérieures

Les principaux représentants de la guérilla ont aussitôt fait savoir qu'ils rejettent cette offre. Malgré cela, le Conseil révolutionnaire (plus haute instance de l'Etat afghan) a proclamé le cessez-le-feu pour le 15 janvier, étant bien entendu que les forces gouvernementales riposteront si elles sont attaquées.

M. Najibullah a précisé qu'un retrait total des troupes soviétiques ne pourrait se faire qu'après la formation, à Kaboul, d'un « gouvernement d'unité nationale » et la cessation des « ingérences extérieures ». L'offre de cessez-le-feu rappelle, à maints égards, diverses initiatives internationales de M. Gorbatchev en matière de désarmement. Le moratoire sur les essais nucléaires, par exemple, était aussi unilatéral et avait été décrété pour une durée reconductible. Reconduit à quatre reprises, il n'a pas été suivi d'effet par les Etats-Unis et l'URSS a finalement décidé de reprendre ses expériences nucléaires, dès le prochain essai américain. Le voyage de MM. Chevardnadze et Dobrynine illustre également la dimension diplomatique que Moscou souhaite donner à la question afghane.

Afrique

CENTRAFRIQUE : le procès Bokassa

La litanie des « disparitions »

Bangui (AFP, Reuters). — Deux cas de « disparitions » parmi d'autres, de personnes détenues ont été évoqués, le lundi 5 janvier, par la cour criminelle de Bangui, au cours de la treizième audience du procès de l'ex-empereur Jean-Bédel Bokassa. Le premier cas évoqué a été celui de Pierre-Emery Mbaye. Etudiant au Canada, il avait écrit à Bokassa pour le remercier de l'obtention d'une bourse et pour critiquer le nombre trop important de ministres dans un pays pauvre comme la Centrafrique. L'ex-empereur lui avait demandé de reve-

nir, pour lui confier le poste de ministre des affaires étrangères. Arrêté dès son retour, il avait été incarcéré à la prison de Ngarabha, et personne ne l'a jamais revu.

Le second cas est celui du général Martin Lingoupou, de sa mère et d'autres membres de sa famille morts en détention. Bokassa avait fait arrêter la mère du général Lingoupou (condamné à dix ans de prison en 1974 pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ») parce qu'il accusait celle-ci de trahison, par ses « pouvoirs magiques », de faire disparaître son fils de la prison. L'ancien premier ministre, M. Henri Malidou, devait être entendu mardi par la cour.

● Interdiction en France de la revue des partisans de M. Ben Bella. — La rédaction de la revue *El Badil*, éditée en France par des personnes se réclamant du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de l'ancien président Ben Bella, proteste contre une mesure d'interdiction et de diffusion de la publication prise par M. Robert Pandaud, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur. Selon un arrêté publié le 31 décembre dans le *Journal officiel*, la vente d'*El Badil* est, « dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France ». En vente dans certains kiosques, achetée par de nombreux immigrés et voyageurs, *El Badil* devait être publié un numéro annonçant « le vent du changement sur l'Algérie ».

GUERRES DE SUCCESSION EN ORIENT

De l'Atlantique au Golfe, le monde arabo-islamique va être prochainement bouleversé par l'effacement d'une demi-douzaine de chefs historiques.

Qui va succéder à Bourguiba, à Khoméini, à Siad Barré de Somalie ?

ARABES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, publie dans son numéro 1 un dossier brillant. Vous saurez tout sur cette âpre lutte que se livrent dans l'ombre les prétendants.

ARABES, en vente en kiosques et dans les librairies.

Proche-Orient

La situation au Liban sud

Israël s'inquiète des attaques répétées contre l'ALS

Le mouvement Résistance islamique, bras armé du Hezbollah (le Parti de Dieu, extrémistes chiites libanais pro-iraniens), a revendiqué la responsabilité de l'attentat au cours duquel, le lundi 5 janvier, quatre miliciens pro-israéliens ont été tués au Liban sud (le *Monde* du 6 janvier).

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'Armée du Liban sud (ALS) vit de nouveau des temps difficiles. En l'espace de quarante-huit heures, la milice libanaise qu'Israël finance, équipe et entraîne vient de déplorer dix morts et huit blessés.

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier, plusieurs dizaines de combattants du Hezbollah — le mouvement intégriste chiite — avaient pris d'assaut puis détruit une position de l'ALS, tuant six de ses défenseurs près de Baraachite, dans la « zone de sécurité », secteur du Liban sud resté sous le contrôle de l'Etat juif. Lundi 5 janvier, nouvel incident : quatre soldats de l'ALS sont morts lors de l'explosion d'une charge près de Markaba, à 3 kilomètres seulement de la frontière israélienne.

Le jour même, à Beyrouth, le cheikh Fadallah, chef spirituel du Hezbollah, répétait l'un des mots d'ordre favoris de son mouvement : « L'ALS doit être détruite ! ». Ce slogan, les extrémistes chiites s'efforcent de l'appliquer sur le terrain. Après trois bons mois de pause, la nouvelle escalade anti-ALS a de quoi tracasser Israël et ses alliés. On décèle, ici, en effet, certains motifs d'inquiétude qui n'existaient pas lors de la précédente offensive du Hezbollah, en septembre.

A l'époque, sept attaques simultanées n'avaient permis aux assaillants de s'occuper à moitié d'un seul avant-poste, vite reconquis. En outre, le Hezbollah avait payé sa brève victoire d'un lourd tribut, en perdant plusieurs dizaines d'hommes. Cette fois, le tableau est très différent. Profitant pleinement de l'effet de surprise, l'attaquant a infligé à son adversaire des pertes trois fois plus lourdes que celles subies.

Submergés par la vague des miliciens chiites, les soldats de l'ALS n'ont pu prévenir leur état-major. Celui-ci découvrit l'étendue des dégâts samedi à l'aube seulement, après avoir vainement tenté d'établir

un contact radio avec la position vaincue. Et une victoire non usurpée que les combattants chiites célébrèrent ensuite autour de leur butin, un transport de troupes blindé de l'ALS.

Les faiblesses de l'allié

Après ce sérieux revers, Israël devra une nouvelle fois méditer sur les faiblesses de l'ALS et tenter d'y porter remède : un entraînement insuffisant, une combativité déficiente, une occupation du terrain trop statique qui la rend vulnérable aux attaques-surprise. Fondant sa stratégie libanaise depuis 1983 sur le maintien d'une « zone-tampon » servant de cordon sanitaire aux localités frontalières de Galilée, Israël n'aura pas d'autre choix que d'épailler rapidement son allié. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, s'est publiquement engagé dès lundi. L'Etat hébreu renforcera sans doute une nouvelle fois son aide logistique et matérielle.

Reste à savoir s'il jugera nécessaire d'augmenter aussi ses propres effectifs au Liban — conseillers, soldats et agents de renseignements — estimés en période de calme « entre

400 et 500 ». Il est crucial pour Israël de remonter le moral de l'ALS face à un adversaire déterminé jusqu'au fanatisme, galvanisé par chaque nouveau succès, et recevant de son protecteur iranien les fonds dont il a besoin pour recruter des combattants parmi la population chiite du Sud.

Le regain d'attaques contre l'ALS tombe d'autant plus mal qu'il coïncide avec une campagne de recrutement rendue nécessaire par une série de démissions. En trois mois, l'ALS, forte de 25 000 hommes, a perdu un soldat sur dix. La plupart de ces démissionnaires sont des chrétiens originaires du Nord qui, après les combats de septembre, ont redouté des représailles contre leurs familles.

La position de l'ALS attaquée vendredi se trouve dans la zone « irlandaise » de la FINUL, tandis que les installations du Hezbollah bombardées en réponse par Israël sont en secteur « ghanéen ». On peut donc s'attendre que Jérusalem, à deux semaines du renouvellement du mandat de la Force, instruite une nouvelle fois le procès des « casques bleus », accusés de fermer les yeux sur les activités du Hezbollah.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La guerre du Golfe

Un hélicoptère américain échappe à un missile

Washington. — Un missile sol-air a été tiré contre un hélicoptère de la marine américaine qui approchait, lundi 5 janvier, un navire de commerce non identifié dans le Golfe, a annoncé le Pentagone. L'incident a eu lieu vers 12 h 30 TU (13 h 30 à Paris), alors que l'hélicoptère — basé sur le destroyer *O'Bannon* — survolait les eaux au nord-ouest des Emirats arabes unis.

Lorsque le missile a été tiré, l'équipage de l'hélicoptère — qui effectuait, selon le Pentagone, une « mission de routine » — a aussitôt manœuvré pour l'éviter, et l'engin est passé à environ 180 mètres.

L'hélicoptère, un SH-2 Seasprite, avait été dépêché par le navire de guerre américain pour identifier le navire marchand, a ajouté le Pentagone. L'hélicoptère se trouvait à environ 5 kilomètres du bâtiment de commerce lorsque celui-ci a tiré le

missile sol-air, et à quelque 50 kilomètres du *O'Bannon*.

Prévenu par l'hélicoptère, le *O'Bannon* s'est immédiatement lancé à la poursuite du bâtiment de commerce, mais ce dernier est rapidement entré dans un port des Emirats, cependant que le navire américain restait en dehors des eaux territoriales. Le destroyer *O'Bannon* est l'un des cinq navires de guerre américains qui patrouillent en permanence dans la région.

Les témoignages recueillis sur place sont assez vagues, et il est impossible de confirmer si le missile a bien été tiré — comme le dit le Pentagone — depuis le cargo non identifié ou bien d'un autre navire ou encore d'un avion. Depuis quel temps, certains navires marchands s'aventurent dans les eaux du Golfe sont équipés d'engins antiaériens pour parer aux éventuelles attaques d'appareils iraniens et irakiens. — (AFP, AP, Reuters.)

Diplomatie

Les relations franco-australiennes

Canberra ne comprend pas la suspension de toute visite ministérielle

SIDNEY
de notre correspondante

L'année commence mal pour les relations franco-australiennes. Elles n'étaient déjà pas au beau fixe, mais la décision prise par Paris (1) de suspendre « pour une période indéterminée » tout échange de visites au niveau ministériel entre les deux pays crée un orage de plus dans une atmosphère déjà chargée.

De côté australien, on comprend d'autant moins la décision française qu'elle est censée sanctionner le rôle joué par l'Australie dans la campagne en faveur de la réinscription de

la Nouvelle-Calédonie sur la liste des « territoires non autonomes », selon une résolution votée en août à l'unanimité par les treize pays du Forum du Pacifique sud et adoptée ultérieurement par l'Assemblée générale des Nations unies par 89 voix contre 24 (le *Monde* du 4 décembre). « Si encore Paris nous sanctionnait pour avoir été à l'origine du traité de démocratisation du Pacifique sud, initiative qui nous revient, nous comprendrions, mais là... », ajoute-t-on au département des affaires étrangères à Canberra.

Car depuis quatre mois l'Australie ne cesse de répéter que, en sou-

nant la résolution sur la Nouvelle-Calédonie, elle n'a fait que se rallier au « consensus de la Communauté du Pacifique sud ». « Nous sommes même fiers d'être critiqués par certains pays du Forum pour n'avoir pas défendu la résolution auprès de l'ONU avec assez de fermeté », assure-t-on aujourd'hui dans la capitale fédérale. « Les Français persistent à croire qu'ils sont victimes d'un complot anglo-saxon dans le Pacifique, dont nous aurions pris la tête. La rivalité légendaire entre intérêts britanniques et français dans la région était vraie il y a deux cents ans, peut-être il y a cent ans encore. Mais nous sommes indépendants depuis plus de quatre-vingts ans. L'Australie d'aujourd'hui, ethniquement, n'est plus ce qu'elle était. »

à regagner des sympathies à la France auprès des pays de la région.

On attendait aussi à Canberra, pour le mois de février, deux autres ministres français, MM. Guillaume (agriculture) et Noir (commerce extérieur), qui avaient été conviés par leurs homologues australiens, MM. Kerin et Dawkins, afin, dit-on, de poursuivre des échanges fort cordiaux entamés lors de la conférence du GATT, en septembre à Punta-del-Este.

Or s'il est un aspect de leurs relations avec la France que les Australiens, en ce début d'année, désirent préserver, ce sont bien leurs échanges commerciaux. En 1985 et 1986, les exportations de l'Australie vers la France se chiffraient aux alentours de 710 millions de dollars australiens (soit quelque 3 milliards de francs). Quant aux Australiens, ils importaient, dans la même période, pour près de 3,4 milliards de francs de produits en provenance de l'Hexagone. Or l'Australie est en proie à une grave crise économique, notamment depuis la chute des cours de certaines matières premières dont elle dispose en abondance, et elle s'est décidée à développer son secteur manufacturier, très faible jusqu'ici. Un secteur dont elle compte bien écouler les produits sur le marché français.

SYLVIE CROSSMAN.

(1) Décision qui avait tout d'abord été annoncée par la presse australienne et que le Quai d'Orsay a confirmé lundi 5 janvier.

● Prochaine visite du roi Hussein à Paris. — Le souverain effectuera en France, du 12 au 15 janvier à Paris, une visite d'Etat, à l'invitation de M. Mitterrand, a annoncé l'Elysée, le lundi 5 janvier. Le roi Hussein doit ensuite se rendre en Italie.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

Grève de la faim d'un détenu français

Un ressortissant français, incarcéré à la prison madrilène de Carabanchel pour une accusation de vol à main armée, observe une grève de la faim depuis vingt-trois jours, a indiqué lundi 5 janvier son avocat, M. Manuel María Salgado. M. Salgado a précisé que son client, M. Alain Develay, trente-quatre ans, antérieur protestant contre le fait qu'il se trouvait en prison préventive depuis plus de deux ans, pour un délit datant de 1983. La durée maximale pour la prison préventive en Espagne est de deux ans, mais elle peut être prolongée jusqu'à trois dans certains cas. Egalement accusé de détention illégale d'explosifs, M. Develay est considéré comme un repris de justice notoire par les services policiers, a-t-on indiqué de source française à Madrid. — (AFP.)

Portugal

Un dirigeant du GAL arrêté à Lisbonne

La police portugaise a confirmé, le lundi 5 janvier, l'arrestation annoncée par l'hebdomadaire *l'Expresso* de Jean-Philippe Lebon, dirigeant présumé du Groupe de libération antiterroriste (GAL), responsable de la mort de plusieurs militants séparatistes basques espagnols exilés dans le sud-ouest de la France. Il est accusé d'avoir tenté de recruter des Portugais pour grossir les rangs du GAL.

Plusieurs Portugais, soupçonnés d'avoir participé à des opérations du GAL, sont aussi détenus. Une enquête est en cours et toute demande éventuelle d'extradition de leur part de la France sera examinée en temps voulu, a indiqué le porte-parole de la police. — (Flour.)

M. Flosse

ne viendra pas

Les milieux diplomatiques français dans la capitale fédérale admettaient, mardi, que les Australiens sont, « d'une certaine manière, sincères », et qu'à l'origine ils n'ont fait que se rallier au consensus du Forum, mais estimant aussi que, bon gré mal gré, Canberra s'est laissée entraîner à l'activisme « proné par les plus virulents au sein du Forum (notamment l'Alliance mélanésienne de Vanuatu, l'ancien condominium franco-britannique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon) ». On se dit aussi « très choqué » de l'attitude inamicale de l'Australie dans les coulisses du sommet des pays non alignés, qui s'est déroulé à Harare du 1^{er} au 7 septembre.

Dans l'immédiat, sur un plan pratique, la décision de Paris sous le glas d'un événement qui était très attendu ici : la visite, prévue pour février, de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat pour le Pacifique sud, dans le cadre d'une tournée destinée

12, rue de la Paix 75009 Paris - Tél : 16.1.42.61.80.60 - Départ ORLY SUD : mardi-vendredi-dimanche - Retour : lundi-jeudi-samedi

Politique

L'armée discrète d'un non-candidat à l'élection présidentielle

Voyage dans la maison Barre

(Suite de la première page.)

Une, puis deux, puis trente associations. Et aujourd'hui, à travers tout le pays, cent vingt. Alors, depuis mai 1986, Charles Millon, *fait du tri*, reprend une à une les mailles de ces cellules locales, presque toujours animées par des notables, membres de professions libérales, petits entrepreneurs, bref, ces « socio-professionnels » allégués aux manœuvres politiciennes du microcosme qui constituent le noyau dur des barrières. Rude tâche. D'abord, parce que le ciment de la maison Barre est une crispation très universitaire à l'égard de ce qui peut ressembler à une carte ou à un curriculum vitae. Suivez mon regard du côté du RPR. Ensuite, parce qu'en province les présidents de chambre de commerce ou d'agriculture — pivots essentiels d'un prosélytisme

fourré, souterrain — ne sont pas une race qui porte banderoles. Chaque département est confié à un élu, souvent à un élu local, lorsqu'elles existent, les initiatives ou rivalités qui opposent « associatifs » et « politiques ». En déployant des trésors de diplomatie, Charles Millon nomme ensuite un « coordinateur », le plus souvent le politicien le plus ancien dans le grade le plus élevé. L'opération est répétée cent fois. A ce jour, quelque soixante-dix départements ont été visités, « harmonisés », dotés en vue de l'échéance de 1988.

Voilà qui consacre bien le poids nouveau des parlementaires par rapport aux associations. Même si Raymond Barre tient à ce qu'elles conservent leur « quant à soi ». L'évidence est là : « Un député, ça fait ça », tranche Pascal Clément, vicieux.

Pas d'« évangelistes »

Mais attention, motu et bouche cousue. Personne n'est mandaté pour parler et agir au nom de l'ancien premier ministre. « Raymond Barre n'a pas d'évangélistes », résume joliment François d'Aubert, député (PR) de la Mayenne. « Une des grandes valeurs de ce système, explique Charles Millon, c'est d'être discret. Nous ne voulons pas de photos dans les journaux régionaux avec des légendes : *Un député, président de l'association barrière. Tout cela doit rester simple.* »

Reste aux barrières à se dévouer dans le bénévolat anonyme et à s'adonner studieusement à la lecture et à la réflexion. Né en 1952, le GISEC (Groupe d'études sociales économiques et civiques) réunit une centaine de sympathisants universitaires, cadres supérieurs et hauts fonctionnaires qui pondent de vastes synthèses politico-administratives. « On y trouve le meilleur et le pire mais il faut bien que les gens s'expriment », ironise un grand dignitaire du barrière. Les textes les plus solides — et ceux auteurs n'en sont pas — sont publiés sous forme d'extraits dans le lettre mensuelle *Faits et arguments*, diffusée à vingt mille abonnés selon son responsable Jacques Bille.

Les militants barrières peuvent aussi planter sur leur territoire pour s'informer des réunions organisées par les « réseaux Millon » ou consulter le bulletin *Asst* en septembre. On y propose de nombreuses conférences. Comme des dizaines d'autres, l'association Propros, animée à Toulon par Philippe Esper, ami et ancien élève de Raymond Barre, lance des débats et a toute latitude pour piocher dans le pool des conférences maison : Henri Amoureux, journaliste, historien et auteur de la biographie *Monsieur Barre*, Lionel Stoléru, économiste et ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Soube, directeur général du bulletin *Liens sociaux* et ancien directeur de l'Institut de l'Entreprise, organisme dépendant du CNPF.

Les barrières seraient-ils des boy-scouts ? Pas vraiment. Simplement allergiques aux « grandes machines » et aux partis politiques. Tel est leur pari : on peut gagner des élections présidentielles sans disposer d'un appareil puissant avec fédérations, comité central, permanents au garde-à-vous. Le « staff » barrière n'est constitué que d'une dou-

zaine de fantasmes, dont un conseiller, qui se partageait entre deux appartements loués à Paris, boulevard Saint-Germain.

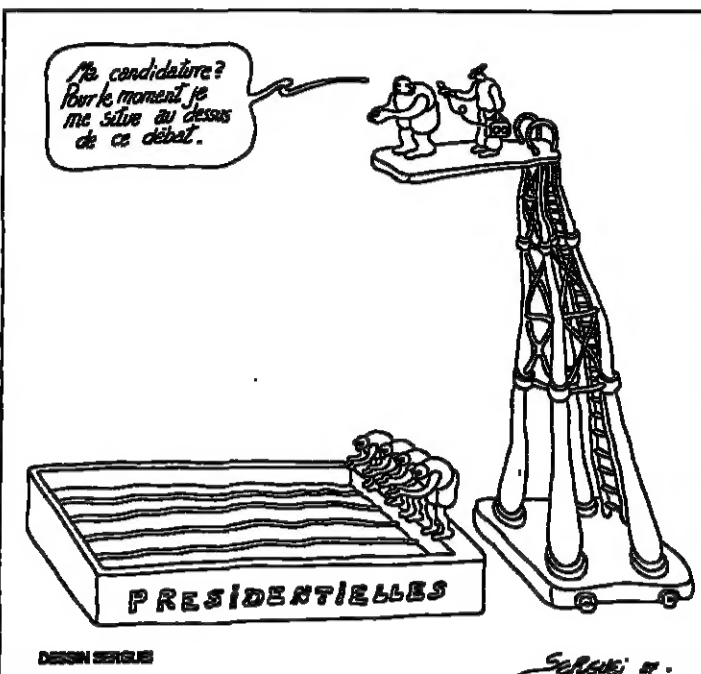
Un principe de base : éviter à tout prix les rigidités. Et un grand exemple historique : celui de Giscard d'Estaing, en 1974. « Son parti était alors comparable, quantitativement, aux adhérents directs de l'UDF aujourd'hui », explique Philippe Mestre, président desdits adhérents. « Et la France n'en a pas moins été reconstruite d'affiches de Giscard », ajoute Charles Millon. Le manque de « gros bras », de militants, n'angoisse pas les barrières. « Ça se trouve, ça se trouve », murmure le premier d'entre eux qui ne tient pas à « s'embarasser d'impédiments longtemps à l'avance ».

Le moment voulu, le produit Barre sera bien mieux « vendu » par un réseau « Tupperware », à l'américaine. Chaque département devra alors donner naissance à un comité de soutien irréprochable, de fière allure, incarnant le je-ne-sais-quoi barrière. Un proche de Raymond Barre vend la mèche : « Notre travail est devenu carrement militant. Nous renforçons et perfectionnons nos fichiers. De Paris, nous devons pouvoir diffuser demain, sans problème, une circulaire sur l'ensemble des milieux médicaux ou, par exemple, les professionnels de la justice ».

Beaucoup reste à faire. Et d'abord déminer les vrais relais d'opinion dans les départements, sonder les notables porteurs d'une popularité réelle, entraîner, écarter les barons-reposants. Bref, s'adapter au terrain. Ainsi, dans la Mayenne, François d'Aubert couvre tout particulièrement les caisses locales du Crédit Mutuel, très autonomes et décentralisées, supposées être des relais très efficaces.

N'en déplaise à la légende, le « paysan du Danube », qui prétend être Raymond Barre est aussi entouré par une « garde noire » très politique. « Il n'aime peut-être pas la classe politique, mais il aime bien plusieurs de ses élèves », assure Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. A preuve, les poignées de main cordiales et généreuses qu'il distribue tous les mercredis après-midi dans l'hémicycle, à l'occasion de la séance des questions orales au gouvernement. Certains députés RPR n'y seraient du reste pas insensibles, affirment les barrières.

Avec l'expérience, les barrières visent le « microcosme » et les salles cinglantes sur le « régime des



paris » se sont donc adossés. De part et d'autre, on se fait une douce violence. « De temps en temps, nous lui rappelons qu'un certain type de discours sur les partis peut être mal reçu à la base », admet Bernard Stasi qui fut l'un des premiers, en 1982, à faire allégeance à Raymond Barre. Il n'empêche que les hommes politiques barrières sont parfois les premiers à fuir... les hommes politiques. « La fonction politique est trop sacrée en France », dit Charles Millon. *Quand vous assistez à une cérémonie d'inauguration en compagnie de chefs d'entreprise, vous le sentez parfaitement. Tous les honneurs sont pour nous alors que ce sont eux, tout de même, qui créent les emplois !*

Les élus du CDS — les Barrot, Bayrou, Stasi — figurent au premier rang des « chouchous » du sévère professeur. Mais le maître a aussi les yeux de Chimène pour toute une bande de volatiles turcs, tribulations sympathiques au fond des trévas, issus parfois du Parti républicain et en rupture de jétorisme. On repère du premier coup d'œil François d'Aubert, spécialiste de la communication et des botes sournoises anti-Hersant, Edmond Alphandéry et Bruno Durieux, experts en économie, grands dévoués de chiffres, Pascal Clément, toujours volontaire pour les missions-suicides comme le rapport sur le projet de loi de découpage électoral ou la présidence de la commission d'enquête sur les événements étudiants de novembre-décembre.

Mais gare ! Aucun d'eux, à aucun moment, par aucune parole, ne saurait engager le « patron », car

aucune consigne n'est jamais donnée par le Boulevard Saint-Germain.

« Sur la non-concentration de la presse, à propos de laquelle je suis intervenu, nous nous sommes entendus mutuellement avec Raymond Barre », explique François d'Aubert.

Ils peuvent bien rencontrer leur gourou « une fois tous les dix jours en moyenne », ils gardent leur liberté de parole : « Raymond Barre n'est pas un homme de grande machine. Il n'est pas obsédé par le fait de tout savoir, de tout contrôler. » On a des compétences mais pas de spécialités, précise Pascal Clément. Raymond Barre n'est pas à l'aise dans les organigrammes.

Dans le même temps, des fidèles se sont rangés sous la bannière du non-candidat. Et ils n'ont rien de petits seigneurs. Un Pierre Méhaignerie dans l'Ouest, un André Rossi dans l'Aisne, un Jean-Marc Reuchet en Lorraine, un Daniel Hoell en Alsace, un Jean-Claude Gaudin à Marseille, et plus discrètement un Jean-François Poncelet dans le Lot-et-Garonne, un Dominique Baudis à Toulouse requinquant les barrières parfois en proie au doute. Voilà des « pros » qui savent construire une campagne électorale, organiser un meeting réussi, parler à l'électeur. Voilà des « petits lords » qu'on ne refuse pas et qui comprennent largement double puisque « les ambassadeurs du pouvoir en province que sont les préfets sont désormais dépourvus de moyens », explique Philippe Mestre.

Les prospecteurs

Ainsi donc, il n'y a peut-être pas de « machine » barrière mais une sacrée armée de machinistes qui commencent à se bousculer devant la chaudière. De braves gens, tout disposés à la souplesse, fourmillent autour de lui. Bien sûr, des humbles, des saut-grades, mais surtout les autres, les « noms », les « têtes » pour l'autre « barrière par nature », selon la distinction de l'ancien premier ministre. Ceux qui demain feront signer des appels, téléphoneront, débiteront, les professionnels du comité de soutien clés en main. Toujours fiables et motivés ? C'est une autre question. De plus en plus nombreux, en tout cas.

Des têtes de pont sont ainsi lancées dans bon nombre de milieux sociaux et de groupes socio-professionnels. L'université, berceau historique du barrière, est par définition choyée. Deux hommes jouent à un rôle essentiel. D'abord, bien sûr, le fidèle Jean-Claude Casanova, 56 à Raymond Barre depuis le début des années 50, quand il fut, à Tunis, son élève. Professeur à Sciences-Po, éditorialiste à

L'Express, animateur de la revue *Commentaires*, il compte dans l'université d'innombrables amis et d'indéfectibles reconnaissances lettrées de l'époque où, conseiller à Matignon, il fut le bras droit de l'épouse d'Alice Saunier-Seïte, alors ministre, un certain nombre de collègues menés.

Admettons, quoi de plus facile que de « vendre » Raymond Barre aux universitaires ? N'est-il pas l'auteur d'un traité d'économie dont on ne compte plus les rééditions ? Ne possède-t-il pas l'art de réviser ses anciens papiers en les accueillant d'un « Mes chers collègues », au reste très naturel ? Du pain béni pour Michel Frigant, président des Cercles universitaires, qui se fait fort, à titre personnel, de drainer professeurs et maîtres-assistants pour l'ancien premier ministre.

Ce directeur général des Presses universitaires de France, stratégiquement situé au carrefour de tout ce qui enseigne, recherche et publie dans la République des lettres et des sciences, est l'autorité morale de Raymond Barre. Le mot réseau ne lui fait pas peur, ni la politique

d'influence. Il prospecte et assure pouvoir sortir de son chapeau, le moment voulu, une « liste de cent profs talentueux, amis de leurs étudiants, respectés », appelant à bien voter... « Il y a soixante-trois villes universitaires, il faut que je bouche encore trente-cinq trous, dit-il. Ce sera fait. J'ai pris l'engagement d'être prêt début janvier ».

Par nature plus réservée, la haute administration ne boude pas non plus le professeur. Les grands ennemis de l'Etat se font un devoir d'apporter leur lot d'informations aux groupes d'études barrières et à l'entourage direct du non-candidat. Ils sont les bienvenus, cependant vite catalogués. « Nous savons bien qu'ils sont souvent multi-cartes, mais qu'y pouvons-nous », lâche un barrière un tantinet égaré par ces opportunistes.

Peu de patrons... et de journalistes

Paradoxalement, le patronat — l'establishment — dit Raymond Barre avec une moue indescriptible — est peut-être moins travaillé par les barrières. Vieux dépit de l'ancien premier ministre envers les quinquan-diers de subventions qu'il dut subir, cinq années durant, à Matignon ? Sagace de celui qui sait que les patrons sont gens prudents ? En tout cas, ces derniers n'occupent pas le devant de la scène.

Excepté un Jean-Louis Descours, PDG des Chaussures André, les « têtes » ne dépassent guère. Et mis à part les noms de Michel Drancourt, déjà cité, Albert Costa de Beauregard, ancien conseiller pour les affaires économiques à Matignon de 1976 à 1981, récemment nommé directeur de la branche militaire de Naxos, Renaud de La Guesle, président de la Compagnie financière de Suez, des noms de sympathisants dans le monde de la grande entreprise ne viennent pas spontanément en masse aux lèvres des barrières.

Au point que l'on ne peut s'empêcher d'avoir une pensée pour Gilbert Beaux, numéro deux du groupe de la Générale Occidentale de James Goldsmith, trésorier du GISEC, à qui reviendra à ce titre la tâche de réunir les fonds de la future campagne de Raymond Barre !

Cette impression de relatif isolement se retrouve, encore plus vive, par rapport aux médias. Bien des fidèles s'en inquiètent et aimeraient voir l'ancien locataire de Matignon s'efforcer de séduire la gent journalistique. Mais c'est mal le connaître.

Une « fraternelle » barrière

S'informer, écouter, résorber les contentieux : louable occupation. Raymond Barre, qui a toujours entretenu de bonnes et profondes relations avec l'Eglise catholique — ses rapports avec Mgr Decourtray, à Lyon, sont sans image — s'efforce discrètement de raviver des liens distendus avec la communauté juive qui se rappelle que la « circulaire sur le boycottage » d'Israël, en matière d'exportation, fut signée par son gouvernement et que l'ancien premier ministre laisse échapper une phrase maladroite, en octobre 1980, après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris (« Un attentat qui visait des Israélites se rendant à la synagogue et qui a frappé des Français innocents »). Lionel Stoléru, barrière et président de la chambre de commerce française, s'emploie comme il le peut à gommer ces méfiances et suspensions. Nul doute que le tout récent ralliement de Simone Veil facilitera les choses.

De son côté, un homme comme Paul Estienne, ancien président national de la jeune chambre économique française, aujourd'hui à la tête de l'association République et démocratie, drague ouvertement les cadres et dirigeants d'entreprise. Avec une particularité : Paul Estienne, franco-maçon, a créé ni plus ni moins une « fraternelle » barrière largement ouverte : quelque soixante-cinq antennes locales répandues en France. Un club ardent, qui groupe plus de deux mille franc-maçons des trois principales obédiences — Grand Orient, Grande Loge de France et Grande Loge nationale — et s'est épris d'un « maçon sans tablier », c'est-à-dire sans lien avec la franc-maçonnerie, mais dont le « langage de vérité » subjugue. Pour sa part, André Rossi anime efficacement la « fraternelle » UDF.

De même, on compte bien sur l'association féminine Dialogue, de l'ancienne ministre giscardienne Monique Pelletier, qui, « sans tambour ni trompette », a choisi Raymond Barre, assure-t-on boulevard Saint-Germain.

Tout près du soleil, Charles Millon, Philippe Mestre, Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, le préfet Daniel Doustin, qui fut son pro-

Au carrefour de l'intelligentsia et d'un certain syndicalisme — proche de la CFDT — se trouve une singulière institution, la Fondation Saint-Simon. Créée par l'historien François Furet, ancien président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Roger Fauroux, actuel directeur de l'ENA, elle rassemble des esprits libres, qui popularisent le concept de rigueur économique avant qu'il ne devienne à la mode et qui contribuent à peser contre la sortie de la France du système monétaire européen au moment — en 1983 — où le dilemme se présente au chef de l'Etat. Une fondation que l'un de ses membres définit comme « rocard-barrière ». Etiquette abusive ? La Fondation Saint-Simon n'aura jamais une quelconque influence dans une élection présidentielle, coupe court Jean-Claude Casanova.

Jean-Claude Casanova reflète assez justement sa pensée lorsqu'il tranche : « Vous savez, en 1974, Giscard d'Estaing n'avait pas de soutien dans la presse ». A charge, par Jacques Alexandre, l'ancien chef du service de presse de Matignon après une riche carrière dans l'audiovisuel, pour Bernard Brua, grand interprète des non-dits, et Sylvie Dumaine de porter haut le message barrière et à des hommes comme Jacques Bille, président de l'Association des agences-conseils en publicité, et Michel Bongrand, conseiller en communication, de veiller à l'image du non-candidat.

A contrario, Raymond Barre s'est efforcé de rattraper son handicap matignonnesque avec les syndicats. Ainsi a-t-il conservé des relations cordiales avec André Bergeron (FO), interlocuteur privilégié de 1976 à 1981. « Hélas ! » soupirent les barrières purs et durs. Singulier dialogue, en effet, que celui du contempteur des « nantis » et des « porteurs de pancartes » — partisan occasionnel de l'art de gouverner « avec des boules qu'il » — et du porte-parole obstiné de la France sous statut, de l'augmentation indécise et de l'avancement à l'ancienneté, conservateur en chef des avantages acquis.

De même Raymond Barre entretient le contact avec les autres centrales. Raymond Soube, ancien conseiller social de Matignon, garde un oeil attentif sur les propositions de la CFDT, sur l'évolution de la CGT.

miel directeur de cabinet à Matignon, Jean-Louis Chaussende, ancien conseiller du premier ministre et actuel trésorier-payeur général de l'Aube, organisent savamment les « capillarités » diverses. Raymond Barre, lui, se fait un devoir de penser que l'intendance suivra, armé d'une conviction : le jour dit, seul l'homme, le présidentiable, comptera. « Ce jour-là, les Français choisissent eux-mêmes. C'est un moment de confiance. Cela ne se crée pas, cela se donne ».

Ra attendant, l'ancien premier ministre écoute, s'informe, discute haute stratégie avec l'amiral Lacoste — oui, celui de Greenpeace — Thierry de Montbrial, ancien chef du centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, les généraux Guy Méry, Pierre Gallois, Etienne Copel, donne audience aux ambassadeurs qui le désirent, reçoit ses collaborateurs et fidèles, s'échappe à l'étranger à l'invitation de telle université, de telle organisation internationale, sans autre suite que l'inspecteur des voyages officiels mis à disposition de tous les anciens premiers ministres, en déployant des ruses de Sioux pour que la presse n'en soit pas avertie.

Il marche à pas comptés, fige ses interventions sur l'Europe, la participation, l'indépendance nationale, accepte de présider un débat à l'OCDE, dont le secrétaire général n'est autre que Jean-Claude Paye, l'un de ses premiers étudiants, un fidèle parmi les fidèles.

« Le Rubicon, il l'a déjà franchi », souffle Philippe Mestre. A coup sûr. Le regard des barrières, on le sent, est déjà fixé sur la ligne bleue du second tour. Dans son bureau bien ordonné du boulevard Saint-Germain, sous le portrait du général de Gaulle par Moretti, à côté de ses volumes des *Mémoires de guerre* et des *Mémoires d'espoir*, fatigués par de fréquentes compulsions, Raymond Barre glisse : « Vous savez, ce n'est pas une partie de plaisir, si l'on gagne. C'est davantage une machine à causer et chagrins qu'à satisfactions perpétuelles. » Sortez vos mouchoirs !

LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN

SCIENCES-PO

FORMATION CONTINUE

« LA FRANCE DE LA COHABITATION » Politique et société en 1987

- Cycle de 20 conférences sur la vie politique en France
- Sous la conduite d'Alfred GROSSE
- A partir du 26 janvier 1987, les lundis et jeudis de 18h30 à 20h30
- Destinée à un large public : cadres, fonctionnaires, enseignants, journalistes, ...
- Le programme porte sur l'évolution des institutions, la situation des partis, les syndicats, le contexte économique, l'évolution des médias, les sondages, les problèmes de société, la position de la France dans le Monde, les idéologies...
- Avec la concours de Gérard ADAM, Guy CARCASSONNE, Jean CHARLOT, Michèle COTTA, Olivier DURAMEL, Jérôme JAFFRE, Michel FERRERAU, Antoine FROST, Jean-Louis GUERINONNE, Bruno REMOND, René REMOND, Jean-Jacques SALOMON, Sylvain SULLEROT, Georges TAPINOS, Gérard VINCENT.
- Programme détaillé et inscriptions : Service de Formation continue INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS 215, Boulevard Saint-Germain 75007 Paris - Tél. (1) 45.49.50.50 45.49.50.96 - 45.49.50.99

Une élection municipale

LA RÉUNION : Saint-Philippe (premier tour).

Inscr. 2.252 ; vot. 1.851 ; suff. expr. 1.827. Liste PS conduite par M. Wilfrid Bertille, 1.047 voix, 3 élus ; liste maj. conduite par M. Hugues Salvan (UDF), 840.

[M. Bertille retrouvera, vraisemblablement, vendredi prochain, son poste de maire. Tout en conservant son mandat de conseiller municipal, l'ancien député socialiste s'était démis de ses fonctions, à la suite de sa condamnation, le 26 septembre, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis, pour délit d'escroquerie, sa décision entraînant le déclassement de trois élus (PS) du conseil municipal. Simultanément, M. Bertille s'était démis de son mandat de conseiller général du canton de Saint-Philippe, élisant en sa place le premier tour de l'élection municipale organisée le 8 décembre.]

En recueillant 57,3 % des suffrages, la liste conduite par M. Bertille a obtenu de près de deux points le score qu'elle avait enregistré en mars 1983 (55,32 %).

Au premier tour de l'élection municipale de mars 1983, la liste conduite par M. Bertille l'emportait avec 966 voix contre 780 à la liste dirigée par M. Salvan, sur 1.746 suffrages exprimés, 1.738 votants et 2.123 électeurs inscrits.]

L'affaire du Carrefour du développement et le « vrai faux » passeport de M. Chalier

Le directeur de la DST se déclare « dépendant d'une hiérarchie »

MM. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, actuel député socialiste de l'Aisne, et Bernard Gérard, directeur de la Direction de la surveillance du territoire (DST), seront-ils inculpés dans les prochains jours ? C'est l'intention présumée du juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau. Il manifesterait ainsi sa volonté d'agir sur les deux versants de cette affaire : l'escroquerie, qui implique un ancien

ministre socialiste, et son exploitation politique, qui met en cause les protections policières dont a bénéficié M. Yves Chalier, principal accusé et principal accusateur, durant sa « cavale » de six mois en Amérique latine.

L'inculpation de M. Nucci, qui contournerait l'obstacle de la Haute Cour en invoquant des faits indépendants de ses anciennes fonctions ministérielles, ne serait pas surprenante au vu des inves-

tigations financières laborieuses mais précises, déjà réalisées, qui ont permis de confirmer certaines des accusations portées par M. Chalier. L'inculpation de M. Gérard, en revanche, se présenterait comme une épreuve de force entre le juge d'instruction et le ministre de l'Intérieur. M. Pasqua, M. Michau est en effet convaincu qu'en soulevant le « secret défense » à propos du « vrai faux » passeport remis par la DST à M. Chalier, M. Gérard se pèle à la volonté de son

ministre et cela d'autant plus que le directeur de la DST, entendu le 9 décembre, aurait alors confié de vive voix, hors procès-verbal, au juge d'instruction avoir agi en cette affaire sur ordre de M. Pasqua lui-même. Interrogé par le Monde, M. Gérard a cependant démenti cette information, tout en reconnaissant avoir expliqué au juge qu'il était « dépendant d'une hiérarchie ».

A la demande de M. Pasqua ?

Le 9 décembre dernier, M. Michau se rend dans les locaux de la DST, rue Nèlaton, à Paris, dans le quinzième arrondissement. Il veut interroger M. Gérard sur les conditions dans lesquelles son service, chargé du contre-espionnage, a été amené à délivrer, en juillet 1986, un vrai passeport, sous la fausse identité d'Yves Chalier, lors d'un mandat d'arrêt international, M. Yves Chalier. De cette rencontre ne subsiste dans le dossier d'instruction qu'un court procès-verbal, où M. Gérard répond notamment : « En ma qualité de directeur de la surveillance du territoire, fonctionnaire habilité, je suis dans l'obligation légale de vous opposer le secret défense ». Le juge insiste, pour savoir si les « éléments » qui lui sont demandés sont couverts par le secret défense ; en vain : M. Gérard se contente d'invoquer sa « qualité de fonctionnaire habilité ».

Le juge d'instruction ne pouvait se satisfaire de telles réponses, M. Chalier n'étant aucunement un agent de la DST et, encore moins, un agent d'Yves Chalier, lors de sa fuite. Aussi, hors procès-verbal, pratique courante dans des affaires délicates, le magistrat n'a pas caché son étonnement, et M. Gérard, pris sous une double contrainte — l'autorité ministérielle, l'autorité judiciaire, — s'est alors confié un peu plus. Le responsable de la sous-direction technique de la DST, service qui a confec-

tionné le « vrai faux » passeport, M. Jean-Pierre Brut fut convoqué à cet entretien informel. Ce qu'a compris le juge correspond à ce que confient volontiers divers responsables policiers de la place Beauvau. Alors en difficulté (son départ de la DST était prévu en septembre 1986), M. Gérard aurait été convoqué au début de l'été par le ministre dans son bureau. M. Pasqua lui aurait alors demandé un service pour une personne en mission à l'étranger. M. Gérard a répondu qu'il n'avait rien de réel. De retour à la DST, M. Gérard aurait ensuite confié à M. Brut la réalisation du « vrai faux » passeport en lui remettant les deux photos d'identité de M. Chalier rapportées quelques semaines auparavant du Brésil. C'est en les découvrant que les spécialistes du contre-espionnage comprennent de quoi il retournait, de nombreuses photographies de l'ancien chef de cabinet de M. Nucci ayant été publiées dans la presse.

La filière brésilienne

La colère du juge, dont témoignent ses confrères, n'est donc pas feinte. M. Michau veut appliquer la détermination l'information judiciaire sur le Carrefour du développement, il aurait désormais acquis la conviction que l'affaire, très gênante pour les socialistes, était parallèlement manipulée à des fins politiques au ministère de l'Intérieur. C'est pourquoi, le magistrat envisage l'inculpation de M. Gérard au titre de l'article 154 du code pénal, qui vise celui qui aura délivré « indûment » des documents administratifs à une personne qu'il « sait n'y avoir pas droit ». C'est ce même chef d'inculpation qui frappe M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police nationale, proche de M. Pasqua, désigné par M. Chalier comme organisateur de sa fuite à l'étranger et homme-orchestre de ses révélations, distillées depuis son refuge latino-américain.

M. Michau semble pressé d'agir. Après plusieurs auditions nouvelles de M. Chalier sur l'autre versant de l'affaire, il devrait confronter, en fin de semaine, celui-ci et M. Delebois, et, de plus, il pourrait inculper MM. Nucci et Gérard. A moins qu'entre-temps, il n'entende certains collaborateurs du directeur de la DST ou certains de ses supérieurs. Que sait le premier d'entre eux, M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale ? A-t-il été alerté par M. Gérard du service qu'on exigeait de lui ? Le prochain départ de M. Verbrugghe, que l'on dit très choqué par le déroulement de cette affaire, ne semble pas constituer un obstacle à d'éventuels éclaircissements qu'il pourrait donner s'il était entendu.

Ensuite, M. Michau veut se rendre rapidement au Brésil afin d'entendre deux témoins importants : M. Jules-Philippe Filippetti, dit Yves Julien, qui avait hébergé M. Chalier à Rio-de-Janeiro, et M. Arnaldo Campora, ancien chef de la politique de l'Etat de Rio, qui a rapporté de France le vrai faux passeport. En effet, cet aspect brésilien de l'affaire n'est pas le moins troublant. Détenus au Brésil depuis le 19 décembre, sous le coup d'une

procédure d'expulsion administrative, M. Filippetti est accusé par la presse brésilienne d'être l'un des responsables de la mafia des jeux. Cet élément inconnu particulièrement plusieurs spécialistes de la police judiciaire française.

A leurs yeux, M. Chalier a bénéficié dans sa fuite de complicités dans le milieu des jeux. La présence dans ce dossier de M. Pascal Desynter, avocat de M. Delebois mais aussi défenseur habituel de M. Jean-Dominique Fraton, ancien patron du casino Ruhl de Nice, toujours recherché par la police française, conforte leurs inquiétudes. Après cinq ans de fermeture, M. Pasqua vient d'autoriser la réouverture pour un an de ce casino, dont la direction a été confiée à des proches de M. Fraton.

Escroquerie, manipulation politique, implication de policiers et maintenant milieu des jeux... En se défendant de se livrer à des conclusions hâtives, les responsables de la police judiciaire jugent cependant cette affaire extrêmement dommageable pour l'image de l'institution policière. « En ce début d'année, c'est l'affaire de tous les dangers », confie l'un d'eux, en ajoutant ce détail : lorsque M. Pierre Chiarelli, ami de M. Chalier, revient du Brésil, porteur des deux photos qui vont servir au « vrai faux » passeport, il est accusé à l'adoption par deux policiers qui lui font évaluer les contrôles douaniers et policiers.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

Les libéralités de M. Yves Chalier

Avec la fin de l'année 1986, le juge d'instruction Jean-Claude Michau a clos l'un des chapitres de l'affaire Carrefour du développement : celui du sommet de Bujumbura. Tenu en décembre 1984, cette réunion franco-africaine constitue l'un des points-clés du scandale, celui qui explique une grande partie des sommes dilapidées ou détournées grâce à l'association Carrefour du développement, dont M. Yves Chalier, chef de cabinet du ministre de la coopération, M. Christian Nucci, était le trésorier.

Officiellement, on le sait, ce sommet a coûté aux caisses de l'Etat quelque 67 millions de francs, versés en grande partie par Carrefour du développement, elle-même largement subventionnée par le ministère de la Coopération. Après plusieurs mois d'instruction, le juge d'instruction a calculé que le coût réel du sommet ne s'élevait en réalité à 52 millions de francs. La différence, soit 15 millions, représente l'argent disparu et justifie l'accusation de détournements de fonds publics.

La première tâche du magistrat instructeur et de la brigade financière a été d'en retrouver la trace et, surtout, de comprendre le mécanisme qui a permis les détournements. Ces derniers ont notamment suivi deux voies : la surfacturation et la double imputation comptable. C'est ainsi qu'une facture de la société Formes nouvelles, d'un montant de 6,5 millions environ, a été payée deux fois par Carrefour du développement : la première fois à la

société Formes nouvelles elle-même, pour les prestations effectivement fournies, c'est-à-dire la décoration de l'hôtel de Bujumbura abritant la conférence ; la seconde fois pour procurer de l'argent liquide aux promoteurs du trafic. C'est avec une partie de cet argent qu'une autre association dirigée par M. Chalier, La promotion française, semble avoir acheté le château d'Ortie. Les procédés de surfacturation ou de facturation fictive valent leur inculpation à plusieurs dirigeants de sociétés de transport qui ont travaillé avec le ministère de la Coopération à la préparation du sommet franco-africain. Le procédé est classique : une société demande le paiement d'une facture « bidon » ou, variante, d'une véritable facture considérablement augmentée. Le paiement à peine fait, la société bénéficiaire retire de son compte bancaire l'argent en liquide et le restitue au payeur, amputé d'une commission de 10 % environ. Grâce à la bienveillance de plusieurs sociétés de transport, M. Chalier s'est ainsi procuré quelque 7 millions de francs en argent liquide.

Que sont devenus ces 7 millions ? Au dire de M. Chalier, quelque 200 000 F sont arrivés dans les caisses du Parti socialiste, tandis que 700 000 autres ont été utilisés à payer les frais de campagne électorale de M. Christian Nucci. Le paiement des cérémonies annuelles organisées par ce dernier pour célébrer sa nomination ministérielle comme celui de l'invitation faite par

M. Guy Pénne aux ambassadeurs africains en poste à Paris, aurait également été prélevé sur cette somme.

De même, M. Chalier affirme avoir donné 1 000 000 F pour éponger le trou apparu dans la comptabilité de l'Association pour la promotion communale internationale (APCI) présidée par M. Alain Poirer, président du Sénat. Bien que discret dès qu'il s'agit de son propre compte, M. Chalier a également reconnu avoir utilisé le même circuit pour payer le loyer de son appartement parisien, soit 120 000 francs.

Grâce à l'argent du sommet de Bujumbura

Mais le paradoxe de cette distribution est qu'une partie de l'argent frauduleusement prélevé par M. Chalier a été réinjecté dans le circuit du sommet de Bujumbura pour pallier des mécanismes de financement défaillants. C'est ainsi qu'il a été payé deux barbonnes engagées pour surveiller une éventuelle infiltration libyenne lors du sommet, et qui ont coûté quelque 1 200 000 F (400 000 F de salaire plus 800 000 F d'armes et de matériels d'écoute sophistiqués).

Selon la même méthode, ont été réglés les frais des fonctionnaires du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) envoyés sur place sept mois avant le sommet pour former une centaine de policiers burundais aux tâches de protection et d'intervention ; le président mauritanien a, lui, reçu 60 000 F en argent liquide pour le carburant de sa Caravelle ; 62 000 F ont été utilisés pour l'aménagement de ce que les inculpés appellent pudiquement une « maison de passage » (au moment du sommet, plusieurs dames dénommées pour la circonstance « journalistes accompagnatrices » y ont été amenées de Paris, par avion).

Avec la même générosité et grâce toujours à l'argent du sommet, Carrefour du développement semble avoir payé, à l'occasion des fêtes de Noël 1984, l'envoi d'un avion contenant 18 tonnes d'alcool, d'huiles et de foie gras destinés au personnel français resté au Burundi.

La liste des libéralités n'est pas complète : les dernières auditions de M. Chalier, à la fin du mois de décembre, ont été consacrées à l'examen du fonctionnement de l'association La promotion française. Les mêmes procédés de fausses factures ou de surfacturation y ont été utilisés. Les détournements s'élevaient à une dizaine de millions de francs.

G. M.

USA
Que ce soit
Luxembourg
NEW YORK
Luxembourg
WASHINGTON
Luxembourg
CHICAGO
Luxembourg
DETROIT
Prix aller-retour
2590 F
seulement.
Taux PEX 14/86 jours
Acheminement 580F compris
sur devis accepté.
C'est un tarif
ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages

SOLEIL D'HIVER A AQABA

2263 HOLDIN JO. - TEL : 582-312428
PO BOX 215 AQABA - JORDANIE

EN JORDANIE
A AMMAN
L'Hôtel Intercontinental
et l'Hôtel Amra-Forum
A PETRA
Le Forum-Hôtel
vous invitent au voyage sur les traces
de Lawrence d'Arabie
INTER-CONTINENTAL HOTELS
FORUM HOTELS
INTERNATIONAL
Réservations européennes :
à Londres à partir du 1^{er} décembre 1986
Téléphone : (19) 05-90-85-55
appel gratuit

Les 200 000 F de La France avec vous
L'association La France avec vous, dont M^{me} Danielle Mitterrand est la présidente, a décidé de poursuivre en diffamation les quotidiens le Figaro, France-Soir et le Quotidien de Paris qui, selon M^{re} Georges Kleinman, avocat de l'association, « s'étaient fait l'écho de déclarations de M. Yves Chalier selon lesquelles cette association bénéficiait de fonds provenant du Carrefour du développement ».
Au cours de ses auditions, M. Chalier a effectivement déclaré avoir versé à l'association 200 000 F provenant des fonds gérés par Carrefour du développement. De même, l'association Information, Formation, Promotion professionnelles des femmes (IFFPF), que dirige M^{me} Martha Mercadier, avait, selon M. Chalier, reçu 350 000 F.
Dans l'entourage de M^{me} Mitterrand, on précise que l'association La France avec vous a bien reçu en 1985 une subvention de 200 000 F. Mais cette somme émanait du ministère de la Coopération, et le versement en a été effectué par chèque bancaire émis par la trésorerie générale du Trésor, selon une procédure diligente sous l'autorité de M. Patrick Lefas, directeur de cabinet de M. Christian Nucci.

Société

A Paris

Tentative d'attentat contre M. Jean-Louis Bruguière le magistrat chargé des dossiers d'Action directe

La police a déjoué, lundi 5 janvier dans la soirée à Paris, une tentative d'attentat à la grenade piégée devant le domicile du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, magistrat chargé des principaux dossiers concernant le groupe terroriste français Action directe (AD). C'est grâce à la vigilance et au sang-froid de l'un des gardiens de la paix chargés d'effectuer régulièrement des rondes de surveillance dans cet immeuble du centre de Paris que l'attentat a été évité. L'attention du policier a été attirée, vers 19 heures, par un fil de nylon barrant le palier de l'étage où habite le magistrat. Sans s'affoler, le gardien de la paix a suivi ce fil de nylon pour aboutir devant une grenade à fragmentation. Celle-ci était à demi dégonflée.

l'été et reliée au fil. Le policier a alors désamorcé l'engin.

Selon les premières constatations des enquêteurs de la police judiciaire, une personne se prenant les pieds dans ce fil aurait très vraisemblablement provoqué l'explosion de l'engin. Au moment de la découverte de la grenade, le juge Bruguière était absent de son domicile. Dans l'après-midi, il avait entendu au Palais de justice Régis Schleicher, membre d'Action directe et inculpé de meurtre dans l'affaire de la fusillade de l'avenue Trudaine, à Paris, en 1983, au cours de laquelle deux policiers avaient été tués.

Les enquêteurs considèrent que la tentative d'attentat est probablement le fait du groupe terroriste. La

technique utilisée ne serait pas très éloignée de celle employée par les auteurs de l'attentat visant, le 15 décembre, M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, et tuant un agent municipal de Provins (Seine-et-Marne). Pour le reste, les spécialistes de la lutte antiterroriste ne sont pas surpris que le ou les organisateurs de la tentative d'attentat aient réussi à savoir où habitait l'un des magistrats les plus exposés de France. « Le fait surprenant, c'est plutôt que des terroristes aient mis tant de temps à trouver cette adresse, a déclaré lundi soir l'un des responsables de la police judiciaire. Compte tenu de la surveillance organisée autour du juge, il était pratiquement inévitable que ce dispositif inhabituel attire l'attention un jour ou l'autre. »

La solitude des « petits juges »

François Renaud en 1975, Pierre Michel en 1981 : juges d'instruction comme M. Jean-Louis Bruguière, ils payèrent de leur vie leur obstination à démasquer des criminels. Le métier de magistrat instructeur est une profession à hauts risques. La police d'enquête se trouve souvent difficile à poser sur leurs seules épaules. Si les policiers travaillent en équipes, le juge d'instruction, par fonction, est seul. Seul à détenir tous les fils d'une enquête. C'est lui aussi qui incarne. C'est lui encore qui décide de mettre en liberté un inculpé. Tant de responsabilités lui peu partagées en font des cibles de choc. François Renaud — le « Shérif » à l'écran — fut victime de l'acharnement qu'il mettait à traquer le milieu lyonnais. Les gros bonnets de la drogue à Marseille eurent raison de Pierre Michel.

M. Bruguière est de cette race-là, de ces magistrats qui ne lâchent pas leur proie, qui travaillent la main dans la main avec les policiers et n'hésitent pas, quand il le faut, à les accompagner sur le terrain.

Jacques Perrin, qui incarne Pierre Michel dans le film Le Juge, sort son stylo devant un de ses collègues siciliens qui lui montre son revolver et dit à ce magistrat italien : « C'est ma seule arme. »

M. Bruguière, lui, est armé depuis longtemps. Il bénéficie de l'arrêt de la loi de 1963 les magistrats à détenir un revolver sous réserve de l'autorisation de leur chef de juridiction. Son domicile était surveillé. Il bénéficiait d'une protection normale, quoique intermittente de la police. L'attentat qui, sans

doute, le visait, a échoué, preuve que ces précautions ne sont pas superflues.

Pierre Michel, lui, fut assassiné de deux balles à bout portant par des tueurs à moto qui ne lui laissèrent aucune chance. Il ne voulait pour arme que son stylo... Deux conceptions qui divisaient les juges d'instruction à hauts risques, ceux à qui, dans les juridictions difficiles, Paris, Marseille ou Lyon, on confiait les dossiers dangereux. Certains, fatalistes, estimaient que rien ne peut arrêter des tueurs déterminés. D'autres entendaient vendre chèrement leur peau.

M. Bruguière est de ceux-là et c'est sans doute pour cette raison que ceux qui voulaient apparemment l'assassiner n'ont pas couru le risque de l'approcher directement.

L'homme à abattre

Avant qu'Action directe se radicalise et que le terrorisme devienne en France ce qu'il est aujourd'hui, ce n'était pas les « politiques » que M. Bruguière redoutait le plus. « La menace que, dans ma carrière, j'ai prise le plus au sérieux, confiait-il en 1984, émanait d'une équipe de professionnels moyens que j'avais mis à genoux. Non seulement ils étaient sous les verrous, mais j'avais convaincu les filles qu'ils employaient de rompre avec eux. La source de leurs revenus était tarie. Ils m'en voulaient à mort. »

Aux obsèques du juge Michel, M. Robert Badinter alors garde des sceaux, avait eu ce mot prémoniteur : « Il est fini le temps de la magistrature tranquille... »

Procureur de la République au tribunal de Paris

M. Michel Raynaud installé dans ses nouvelles fonctions

Nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris, M. Michel Raynaud a été installé, le lundi 5 janvier, dans ses nouvelles fonctions en présence de M. Albin Chalandon, garde des sceaux.

Salué par M. Yves Monnet, président de cette juridiction, qui doit être lui-même installé, le mercredi 7 janvier, dans ses fonctions de nouveau procureur général à la cour d'appel de Paris, M. Raynaud a fait valoir, dans son allocution, « la tâche toujours lourde » du ministère public, qui « prend à Paris une dimension souvent nationale, donc particulière, en raison du nombre des affaires dont il est saisi, de la gravité de certaines formes de criminalité et de sa compétence élargie en matière de terrorisme ».

« Le terrorisme que chacun redoute et que tous condamnent, a-t-il ajouté, la honteuse diffusion de la drogue et la malheureuse multiplication des délinquants, les atteintes violentes aux personnes et aux biens, trop souvent dirigées contre les plus faibles, les infractions de masse, requièrent une vigilance soutenue. Le parquet de Paris s'efforcera, à sa place et pour sa part, en usant des moyens que la loi lui donne, de contribuer au maintien de la sécurité publique et de la paix sociale, si nécessaires en ces jours où, alimen-

tées par des déséquilibres technologiques, culturels et économiques, se produisent, parfois jusqu'à la rupture, des tensions extrêmes entre les nations, les groupements d'intérêts, les individus. »

Pour cette tâche, le nouveau procureur de la République a déclaré qu'il faisait « confiance aux magistrats et aux fonctionnaires du parquet », tout en les sachant « différenciés par l'âge, le sexe, la formation, les opinions », mais en ajoutant qu'« il se réjouissait de cette richesse ».

En conclusion, M. Raynaud a exprimé son souci d'allier « les exigences de la tradition et celles de la modernité ».

182 km/h de trop

On ne reprochera jamais à un pilote de formule 1 d'aller trop vite. Seul s'il excède ses talents hors circuit. C'est le cas du champion grenoblois René Arnoux, contrôlé, lundi 5 janvier, par un radar de la gendarmerie alors qu'il traversait un petit village au sud de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne) au volant de sa Mercedes personnelle à 242 km/h.

On en a eu la preuve avec les menaces que Régis Schleicher, figure de proue d'Action directe, a proférées il y a quelques semaines contre les magistrats et les jurés de la cour d'assises de Paris qui prétendaient le juger. On la vérifie aujourd'hui avec l'attentat dont M. Bruguière a été victime.

Préoccupé par cette montée des périls, M. Badinter avait fait adopter par le Parlement une loi permettant aux juges d'instruction de travailler à trois. Certains secrets pèsent trop lourd pour un magistrat seul. Détenteur unique de ces secrets, il devient l'homme à abattre. A trois, les risques sont moindres, à moins qu'ils ne soient multipliés.

Cette réforme applicable en principe en mars 1988 ne verra probablement pas le jour. Pour des raisons de coût et d'efficacité, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a l'intention de l'abroger. La tentative d'attentat contre M. Bruguière relance le débat sur cette loi qu'avait écarté d'autres formes de terrorisme.

La vague d'attentats de ces derniers mois avait incité les responsables du Palais de justice de Paris à renforcer les contrôles dont les visiteurs sont traditionnellement l'objet. Fouilles systématiques, détecteurs de métaux : M. Bruguière était hors de portée dans son bureau de la galerie de l'instruction. Il fallait le frapper ailleurs. Sortis du palais, les magistrats instructeurs sont terriblement vulnérables. Ils n'usent pas leur nom de « petits juges », une dénomination à la mesure des risques immenses qu'ils courent parfois.

BERTRAND LE GENDRE.

Au tribunal de Nanterre

54 inculpés dans une affaire de drogue

L'usage de drogue et le petit « dealer » de banlieue ont été les gros trafiquants, depuis lundi 5 janvier, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Nanterre (Hauts-de-Seine) présidée par M. Jean-Claude Fouquet. Elle va examiner pendant toute la semaine une vaste affaire de stupéfiants découvertes en région parisienne, avec des ramifications internationales et dans laquelle sont inculpés cinquante-quatre personnes.

Il s'agit d'un peu plus d'une trentaine d'un côté, assés sur des chaînes de fortune installées pour l'occasion dans la cour d'assises du palais de justice de Nanterre : fumeurs de haschisch, d'héroïne, de cocaïne, tous de vingt à trente ans de moyenne d'âge.

A leur droite, dans la box cette fois, les trafiquants : un Portugais, un Colombien, un Italien, trois Sénégalais et quatre Français sensiblement du même âge, excepté Marcel Mouchigian, cinquante-cinq ans, déjà condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour trafic d'héroïne.

« Nouvelle expédition de France d'un Basque espagnol. Un Basque espagnol, M. Amador Aguirre, membre présumé des Commandes autonomes antistatistes (CAA), a été expédié mardi matin 6 janvier vers l'Espagne, selon la procédure d'urgence absolue.

AUTOMOBILISME : le rallye Paris-Alger-Dakar

Les pleins du désert

La deuxième épreuve spéciale du rallye Paris-Dakar, disputée lundi 5 janvier entre Chebaba et Fogaret El Zouar près de In-Salah a confirmé la supériorité des 205 Peugeot. L'équipage Sheikh Methe-Mike Dougherty a renouvelé son exploit de la veille en remportant l'étape de 492 kilomètres. Autour d'une course très rapide sur un parcours très caillouteux, le blond Ari Vataneh a amélioré son temps au classement général et occupe la neuvième place. En catégorie motos Cyril Neven se hisse en tête devant l'italien Picco.

IN-SALAH de notre envoyé spécial

Les guides affirment que c'est la ville la plus chaude du Sahara. Affirmation toujours difficile à vérifier. Surtout quand il souffle un méchant vent qui empêche de voir des bienfaits du soleil. Et ce lundi 5 janvier le vent s'est réellement mis de la partie. Il souffle de minces grains de sable qui volent au ras du sol et vont se nicher partout. Les rues de la cité de style soudanais sont presque désertes. Dans l'enceinte du vaste marché aux murs ocre, les vendeurs et leurs clients se sont réfugiés derrière les colonnes ou sous les porches.

Ce lundi après-midi, toute l'activité de ce gros bourg industriel et commercial se concentre sur la piste de Tamarassat est concentrée à l'entrée, juste après l'arc de triomphe de terre rouge qui enjambe la route. Là se situe la station-service. Mohammed Majamer, un grand Africain responsable de l'essence et autres carburants dans la ville, a requisitionné de l'aide pour cette journée qui promet d'être longue. Habituellement, les clients sont nombreux à venir faire halte sur son parking, point stratégique pour les voyageurs entre El-Goléa (460 kilomètres au nord) et Tamarassat (650 kilomètres au sud). Point de ravitaillement obligatoire avant d'affronter d'un côté ou de l'autre la route moitie sable moi-

tié goudron qui dérole son long ruban bien droit au milieu des dunes mouvantes. Ici se croisent les randonneurs de tous pays avant leur plongée dans le désert. Motos venues d'Italie et Land-Rover remplies d'Allemands se côtoient dans l'immense file d'attente qui se forme toujours autour de la petite cabane de Mohammed. Les lourds semi-remorques jaunes de poussière laissent peu de place aux petites voitures et les cars bourrés de passagers jouent du klaxon et du volant pour s'imposer dans la queue.

Fin le rêve

Mais ce lundi, jour de passage du rallye Paris-Dakar, la bousculade est encore plus importante. Aidé de deux hommes, la tête dissimulée dans de larges turbans blancs, Mohammed n'arrête pas de manier les pistolets des pompes. Dans un bruit d'enfer les motos de grosse cylindrée se faufilent entre les voitures dont les carrosseries valent des fabricants de pizzas ou des marques d'alcool. Insensibles en apparence à cette débâcle de publicité, le pompiste et ses compagnons s'activent. Ils tentent de répondre à toutes ces mains tendues pleines de dinars qui réclament leur ration de survie pour continuer l'aventure. Il n'a pas le temps de parler, le pauvre Mohammed, de demander comme il le fait habituellement à ses visiteurs d'où ils viennent et surtout aux Français leur ville d'origine. Finis le rêve et les considérations sur les cités d'outre-Méditerranée, les affaires provoquent le service rapide.

Appuyé à une peinture de l'usine de La Hague agitant la portière d'un 4x4, il regarde son compteur tourner et ne cherche même pas à adresser la parole à des concurrents harassés qui s'interpellent entre eux. Parfois il intervient pour éviter qu'un quennelle ne s'envenime entre des clients trop pressés. Il s'efforce aussi de calmer ses amis d'In-Salah, légèrement irrités par des attentes imprévues. Mais sur la large rue qui borde sa station, le bruit du vent couvre celui des tuyaux d'échappement.

La station-service et quelques mètres plus loin l'unique hôtel de la ville sont les deux lieux qui attirent les concurrents. Les maisons d'argile rouge, la palmeraie, les échoppes sous les eucalyptus, ce sera sans doute pour un autre voyage. Des habitants indifférents, des concurrents qui n'ont pas le temps d'être curieux font que les rencontres s'ont pas lim.

10 kilomètres plus loin, à proximité de l'aéroport, le camp s'est installé au milieu de vieilles carcasses polées par le sable. Loin de la ville, « les fous », comme les appellent un commerçant ravi toutefois de louer au prix fort sa camionnette, les pilotes et leurs amis vont chercher le repos. « On nous a dit que tous les gens qui courent le Paris-Dakar étaient des millionnaires », explique avec une fausse naïveté un chauffeur de taxi à la recherche de clients prêts à payer « en argent français ».

Enveloppés dans leur duvet, les « privilégiés » de la piste se disputent le moindre repli de terrain. Le vent qui les agresse est mandité par tous. Il empêche des réparations d'urgence et rend tous les déplacements problématiques. Les hauts murs de l'hôtel évitent aux pilotes des Peugeot de connaître ces désagréments.

SERGE BOLLOCH.

● JEU A XII : mort d'un joueur. — Le trois-quarts centre carcassonnais Jean-François Daré, trente-deux ans, blessé dimanche 4 janvier sur un plaquage régulier au cours de la rencontre Carcassonne-XII Catalan, est mort lundi 5 janvier à l'hôpital de Toulouse-Rangueil, où il avait été transporté dans un coma profond.

● SKI ALPIN : la Coupe du monde. — La Suissesse Vreni Schneider a remporté, lundi 5 janvier, le slalom géant de Saalbach (Autriche), devant le Yougoslave Metja Svet et une autre Suissesse, Maria Walliser. La première Française, Carole Merle, s'est classée douzième.

REPÈRES

Défense

M. Mitterrand au plateau d'Albion

M. François Mitterrand se rendra, mardi 13 janvier, au plateau d'Albion, en Haute-Provence, où sont enterrés en silos dix-huit missiles stratégiques S-3 à une charge mégatonique (l'équivalent de cinquante fois l'explosion atomique d'Hiroshima). Le plateau d'Albion est l'une des composantes, avec les bombardiers Mirage IV et les sous-marins stratégiques lance-missiles, de la pénopie française de dissuasion.

Avant la préparation de la loi de programme militaire 1987-1991, qui sera présentée en avril prochain à l'approbation du Parlement, le président de la République s'était montré partisan de la modernisation du plateau d'Albion avec l'installation, en priorité, d'un nouveau missile, le S-4, dans les silos existants. Le premier ministre avait souhaité, pour sa part, la conception, à partir du projet S-4, d'un missile à déplacement élastique, c'est-à-dire susceptible d'être mobile. La loi de programme militaire retient la première formule, sans exclure la seconde si le plateau d'Albion devenait vulnérable après 1996.

Espace

Satellite italien pour Ariane

Le premier satellite de télécommunications italien, Italcas, sera mis en orbite en 1990 par la fusée européenne Ariane, comme le prévoit le contrat signé, lundi 5 janvier, entre la société Ariaspace et le Conseil italien de recherche. D'une masse de 1 650 kilogrammes au décollage, Italcas est un satellite « prépositionné » destiné à tester les liaisons téléphoniques numériques que les Italiens veulent mettre en service au cours de la prochaine décennie. Avec ce contrat, le carnet de commandes.



d'Arianespace s'élève à quarante et un satellites à lancer, pour une valeur de 13 milliards de francs.

SIDA

Des victimes dans le clergé américain

Selon le San Francisco Examiner, une douzaine de prêtres et religieux américains seraient atteints ou morts du SIDA, en Californie, à New-York, à Washington, dans le Missouri et à Hawaii. L'un de ces malades, un bénédictin de trente-sept ans, Mario Rivocco, a décidé de rompre la loi du silence entretenu à tort, dit-il, par la hiérarchie catholique : « Le prêtre doit savoir que l'Eglise ne regarde pas cette réalité en face. Les ecclésiastiques ne sont pas immunisés contre le virus du SIDA et chacun sait que les prêtres ne vivent pas toujours en célibataires. »

Tiers monde

L'épiscopat défend le CCFD

Les deux procès en diffamation intentés par le CCFD (Comité catholique contre le faim et pour le développement) contre le Figaro-Magazine et l'UNI (Union nationale interuniversitaire) sur le lieu le 13 janvier, à la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris. Ces actions judiciaires font suite à la publication d'un livre de l'UNI, l'Eglise et la Subversion, accusant le CCFD de complicité avec les mouvements marxistes du tiers-monde. Le Figaro-Magazine avait repris ces attaques, dénonçant l'action du CCFD en Afrique ou au Chili. Mgr André Faucher, évêque de Troyes, président de la commission française Justice et Paix, en personnellement défendant au tribunal la cause de ce mouvement, qui dépend directement de l'épiscopat.

à dévorer

Le livre : 700 photos, 195 francs. Éditions Du May. L'expo : du 9 janv. au 7 fév. 200 affiches. M.H.C.-B.O.C. Hôtel des Invalides. Un livre. Une expo

Société

Le CNRS veut mieux contrôler ses chercheurs

Les milieux de la recherche médicale et biologique sont en proie à une vive agitation. La raison en est l'envoi aux chercheurs de deux lettres, l'une adressée par le directeur du CNRS, l'autre par la direction de l'INSERM, visant à « permettre une gestion rationnelle des personnels tout en préservant leur mobilité ».

chers chercheurs travaillent au CNRS et exerçant leurs activités dans les laboratoires de l'INSERM seraient concernés par ce texte, beaucoup moins pour l'INSERM.

Un grand nombre d'équipes de points étant rattachées à l'INSERM ou à l'INSERM, il est à craindre, estime certains directeurs d'unités, que, à terme, 80 % des chercheurs du CNRS travaillant à l'INSERM demandent leur intégration définitive dans ce dernier organisme.

Or la situation budgétaire de l'INSERM ne lui permettrait pas d'absorber ce surplus, sinon en consacrant la majeure partie des sommes réservées à l'embauche de jeunes chercheurs ou à la création de nouvelles unités. Le renouvellement de corps des chercheurs serait alors menacé.

Pour le moment, les ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) ne seraient pas encore concernés par ces décisions administratives, mais, selon les syndicats, le CNRS leur a demandé de ne pas postuler pour des unités de l'INSERM en création. Quant aux jeunes chercheurs, qui envisagent de rentrer dans ce

organismes, ces mesures ne les concernent pas puisque le CNRS et l'INSERM ont décidé d'un commun accord de maintenir pour 1986 et 1987 des recrutements croisés. Cela laisse supposer qu'il en ira différemment dès 1988.

Pas d'arrière-pensée

Interrogé sur cette directive, le CNRS déclare ne pas avoir d'arrière-pensée et affirme que ces lettres ont été envoyées pour faire évoluer l'association entre les deux organismes qui doit se faire « sur une base plus saine et plus solide ». Indique le directeur général du CNRS, il est clair que la direction générale du CNRS souhaite, par cette réflexion, déterminer les unités de recherche qu'il convient de renforcer.

Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser qu'à l'avenir elle s'interrogera sur certaines autres unités qu'elle estime insuffisamment performantes. Mais il s'agit aussi pour elle d'éviter « que ne soient pénalisés dans leur carrière des chercheurs du CNRS travaillant dans des unités de l'INSERM dont les missions de recherche n'ont rien à voir avec le CNRS ».

A l'INSERM, on regrette l'attitude par trop rigide du CNRS au cours des négociations qui ont eu lieu fin décembre, et l'on indique que « ce n'est pas de cette façon qu'un organisme de recherche tel que le CNRS fera reconnaître la valeur de sa politique scientifique ».

Certains directeurs d'unités de recherche vont encore plus loin en se demandant s'il ne faut pas voir derrière ces mesures purement administratives en apparence une « volonté législatrice et impériale » de la direction du département des sciences de la vie du CNRS, qui espère ainsi rééquilibrer à son profit ce secteur très rentable de la recherche.

« Jusqu'à présent, c'est l'interprétation libre entre les deux organismes qui a fait la force de notre recherche médicale biologique », remarque le professeur Claude Kordon, l'un des quelque trente directeurs d'unités de recherche INSERM appartenant au CNRS. Il serait vraiment dommage de commencer aujourd'hui à lancer des pavés dans la mer ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
et FRANCK NOUCH.

Un système planétaire en formation

Nouvel indice dans la recherche de systèmes solaires extérieurs au nôtre : des chercheurs de l'observatoire européen austral (ESO) et du Space Telescope Science Institute américain ont pu photographier en lumière visible, au télescope de 2,2 mètres de diamètre qu'exploite l'ESO au Chili, le disque de poussière qui entoure l'étoile Beta Pictoris. Ce disque avait été détecté en infrarouge par le satellite IRAS en 1983.

L'intérêt de la nouvelle observation est de montrer que les constituants du disque ont une taille supérieure à 1 micron — il

s'agit d'un minimum, elle peut être beaucoup plus grande. Cette taille est au moins dix fois supérieure à celle des poussières normalement présentes dans l'espace interstellaire. Cela prouve que les poussières se collent les unes aux autres pour constituer des objets de plus en plus gros. Un des chercheurs a résumé la découverte en disant qu'« on est passé du sable fin aux galets ». Il est possible que certaines grosses planètes soient déjà constituées au sein de ce disque, mais il se peut aussi que l'ensemble du disque soit encore au stade protoplanétaire.

VIVEZ LE DÉSERT SUR LES TRACES DE LAWRENCE D'ARABIE

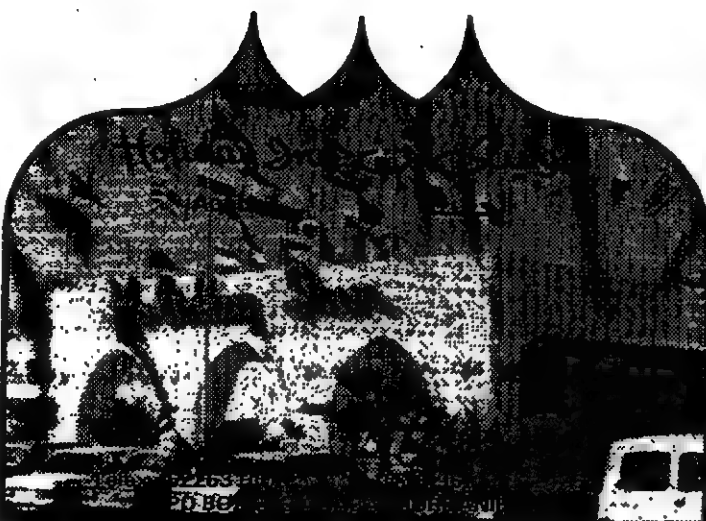


Pour toute information :

MINISTÈRE DU
TOURISME JORDANIEN
B.P. 224
Amman - Jordanie

ROYAL JORDANIAN
12, rue de la Paix
75002 Paris
(16-1) 42.61.80.60

SOLEIL D'HIVER A AQABA



AÉRONAUTIQUE

Mort de Louis Gusta, le « père » de la Caravelle

Louis Gusta, le « père » de l'avion Caravelle, qui a été vendu à deux cent quatre-vingt exemplaires par la France, est mort, à la fin de l'année dernière à Paris, dans sa soixante-dixième année. Ses obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris.

Ce passionné d'aviation, lui-même pilote d'avion, de ballons libres et de dirigeables, fut né le 21 mai 1909 à Marseille. Polytechnicien et ingénieur, Louis Gusta avait occupé plusieurs fonctions d'ingénieur au ministère de l'Air avant la seconde guerre mondiale, avant d'entrer dans l'industrie à la Libération. En 1958, notamment, il est directeur général de Sud-Aviation et conserve ce poste lors de la fusion, en 1970, de cette société avec Nord-Aviation et la Société d'études et de

réalisation des engins balistiques (SEREB) pour créer la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) devenue, depuis, l'Aérospatiale. A ce titre, Louis Gusta a été le responsable industriel de la fabrication en série d'avions aussi différents que l'Ouragan, les Mystère II et IV de Dassault.

Mais Louis Gusta a donné toute sa mesure pour organiser la production en série du bi-réacteur moyen-courrier français, la Caravelle, qui a donné sa réputation mondiale à l'industrie française dès le premier vol du prototype en 1955. C'est encore le même homme qui a organisé la production en série du Concorde.

En 1972, Louis Gusta devait prendre sa retraite, tout en continuant à conseiller des sociétés françaises d'équipements.

ACTUEL
N° 87

le numéro de janvier
entièrement
consacré au printemps de décembre.

L'histoire complète du mouvement
des étudiants et lycéens

150 photos 850.000 personnages

ACTUEL

Actuel. 22 F. En vente dans tous les kiosques.

à dévorer

Un livre. Une fois

ARTS

Van Gogh à New-York

Les chemins du travail

Au Metropolitan Museum, l'exposition Van Gogh à Saint-Rémy et à Auvers est probablement en train de battre quelques records de fréquentation. Un succès mérité.

Dans le seul article consacré à Van Gogh de son vivant, le critique Albert Aurier, poète symboliste et éditeur, n'y allant pas avec le dos de la cuiller, concluait son long texte louangeur (1) en estimant peu probable qu'un jour les toiles de Van Gogh puissent être payées au prix des « petites infamies de M. Métsu », et, quand bien même cela serait, en doutant fort que « beaucoup de sincérité puisse entrer dans cette tardive admiration du grand public ». Il ajoutait : « Van Gogh est à la fois trop simple et trop subtil pour l'esprit bourgeois contemporain. Il ne sera jamais compris que de ses frères, les artistes très artistes... et des heureux du petit peuple, du tout petit peuple, qui aiment, par hasard, échappés aux bienfaisants enseignements de la laïque... ».

Pour les cotes, Aurier ne trompait un peu, quant aux méfaits de la « laïque » et à la « sincérité du grand public », allez donc savoir... Allez donc savoir, par exemple, qu'il aujourd'hui anime la foule qui, chaque jour, remplit les salles du Metropolitan Museum, où sont réunies les peintures de Saint-Rémy et d'Auvers; impossible de rester, même une minute, devant un tableau sans provoquer des boucans, pas question de faire marche arrière, pour revoir quelque chose — une situation que l'on connaît bien à Paris aussi, mais à cette différence appréciable qu'au Met on affiche complet, comme au spectacle, qu'on réserve son entrée plusieurs jours à l'avance, donc qu'on ne fait pas la queue des heures durant aux portes du musée.

Bien ou mal vu, l'exposition new-yorkaise n'est de toute façon pas de celles qu'on oublie si vite. Même en ayant quelque idée de son contenu, on ne peut qu'être encore et encore saisi par l'éclatante force du fait pictural dans la dramatique période abordée, par-delà toute considération sur le cas Van Gogh. Les quatre-vingt-dix tableaux présentés — soit presque la moitié de l'intense production du peintre entre son arrivée, le 8 mai 1889, à Saint-Rémy, volontaire pour l'asile de Saint-Paul-de-Mausole, et sa mort, fin juillet 1890, deux jours après s'être tiré une balle dans la poitrine — offrent l'occasion unique de



« Champ de blé au soleil levant » (dessin, décembre (?) 1889)

reconsidérer l'œuvre et l'itinéraire plastiques. Celui-ci a été trop souvent confondu avec la maladie et pensé comme un crescendo lugubre et insurmontable, rythmé par trois œuvres-clés : la *Nuit étoilée*, l'*Eglise d'Auvers* et le *Champ de blé aux corbeaux*, à venir au compte de la fois visionnaire, mystique et finalement désespérée.

Le parcours, qui ne passe d'ailleurs pas par l'*Eglise d'Auvers*, restée à Paris, comme les autres peintures du musée d'Orsay (lequel possède aussi, pour cette période, un autoportrait irremplaçable, ce qui n'est pas tout à fait le cas du célèbre *Portrait du docteur Gachet*, dont il existe deux versions), montre tout autre chose : le travail quotidien du peintre et, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, la bataille livrée (et gagnée) pour ordonner le chaos des impressions visuelles, expliciter sa perception du paysage, sa lecture renouvelée du monde, cela dans un grand redéploiement panoramique de la couleur, plus nuancé qu'à Arles, dans l'épaisseur des touches et leurs variations rythmiques, selon l'état

des lieux autant que sous l'effet des tempêtes intérieures. Dans ces mois terribles entrecoupés de crises (d'épilepsie, a-t-on dit), pendant lesquels Van Gogh ne peint pas, les tableaux hautes par un désir de grande paix, à l'exemple de Millet. Puis, on de l'art d'Extrême-Orient, sont aussi nombreux que ceux où l'on voit la boue des blés, des Alpilles, des oliveraies, des chemins bordés de cyprès flamboyants et de toits de chaume.

La nécessaire dédramatisation à laquelle Ronald Pickvance se livre à travers l'exposition comme dans le catalogue remarquablement fait (2) aurait sans doute dû être marquée par plus d'insistance sur les suites de peintures d'après Millet ou encore Delacroix, quand le peintre est à Saint-Rémy, et ne peut sortir. En contrepartie, le refus de considérer les « deux grands champs de blé sous des ciels troubles », comme l'aboutissement irrévocable de l'œuvre, leur préférer comme fin le paisible *Jardin de Dubigny*, en hommage au peintre de Barbizon, et le prendre, avec les deux autres, dans la suite des grands paysages peints au format nouveau chez

Van Gogh de 50 centimètres de haut sur 1 mètre de large, dont onze sur douze ont été rassemblés, conclut magnifiquement.

L'exposition ne sera pas présentée en Europe. Elle a été conçue avec les musées hollandais (qui ont prêté une bonne trentaine de tableaux complétant les richesses américaines), lesquels recevront en échange, au printemps, des tableaux français. La seule chance qu'il reste en France de bénéficier de cette belle initiative est donc le catalogue, qui, espérons-le, sera traduit comme celui de Van Gogh en Arles (chez Skira), que le Met avait présenté en 1984, et dont l'exposition actuelle est la suite.

GENEVIEVE BREERETTE.

(1) Publié en 1890 dans le premier numéro du *Mercure de France*.

(2) Le catalogue fort documenté est notamment l'occasion de proposer une nouvelle datation pour les lettres de Vincent à Theo, pendant la période de Saint-Rémy et d'Auvers.

* Van Gogh à Saint-Rémy et à Auvers, The Metropolitan Museum of Art, jusqu'au 22 mars.

MUSIQUE

Gershwin chic à Bercy

Symphony in blue à Bercy : Gershwin réincarné en Lorin Maazel et Laurent Terzieff. L'Orchestre national de France américanisé : on aurait eu tort de se méfier.

Fondateur de l'Orchestre national, splendide Lorin Maazel, unis pour le meilleur et pour le pire dans une entreprise pour le moins risquée : servir à quelques milliers de personnes (Bercy a moitié plein soit environ six mille spectateurs) la musique la plus populaire du monde. Allait-on trouver des musiciens condescendants, désinvoltes, égarés dans Gershwin ? Trop parisiens pour cet Américain en mal d'identité, pour cet autodidacte poussé à Broadway, incapable d'écrire une symphonie sans le tintement de bleu ? Non : respectueux, minutieux, plus professionnels que jansénistes, et mieux encore convaincus et joyeux, un orchestre en fête jouant le jeu de la pompe à vélo et de la trompette bouchée, luttant par l'humour contre le sinuisme et par le rythme contre la redondance harmonique. Euphonique, sans générer, et un pianiste (Lionel O'Connor) solide et équilibré comme un irlandais.

Maazel dans Gershwin, c'est un peu, il faut le dire, Karajen dans Johann Strauss : le classe. Plus technique, plus sobre, plus retenu dans ses gestes, plus attentif au détail dans ces œuvres « faciles » que dans le grand répertoire, Maazel distingué, et moins à contre-emploi qu'on le croirait. De Gershwin, il a en effet enregistré pour Decca toute l'œuvre enregistrable : *Porgy and Bess*, *Rhapsody in Blue*, *Un Américain à Paris*.

Ouverture cubaine, avec l'Orchestre de Cleveland, belle équipe dont il fut longtemps le capitaine. Et lorsqu'il a voulu faire briller à l'étranger ceux de Pittsburgh, peloton de série B qu'il a juré de pousser en première division, il leur a fait jouer en tournée la suite de l'*American*, qu'il a dû bosser à Paris si l'on se souvient bien.

Oui, Gershwin, pour Maazel, c'est une histoire privée, peut-être un cas particulier d'identification, le Nouveau Monde s'inventant une tradition, un peu comme lorsque Bernstein dirige Bernstein : plutôt joit à regarder. Maazel d'ailleurs, pour l'occasion, avait emprunté le fau et le cigare du dandy de Broadway et s'était mis au piano pour accompagner, façon boîte de nuit enfumée, Charles Williams (le Sportin' Life du Met en 1984) et Wilhelmina Fernandez (elle fut l'une des Aida de Bercy) dans *Swanee* et autres *Lady be good*. *Songes* dans un palais des sports : il faut aimer...

Projections de photos et d'images vidéo captées en direct sur le plateau (il ne se passe pas grand-chose dans l'orchestre de Gershwin : il n'y avait donc pas grand-chose à projeter, sinon le sourire de Maazel) ; piano et chanteurs plantés en haut et à droite sur une plate-forme en surplomb : Laurent Terzieff ressortant en haut à gauche, et au même niveau, la vie et l'œuvre du grand George, d'une voix éraillée à souhait : *Gershwin à Bercy*, repris ce mardi et retransmis en direct sur France-Musique, c'est, vous l'aurez compris, un spectacle à ne conseiller qu'aux âmes pures et aux esprits fous.

ANNE REY.

* Ce 6 janvier, 20 h 45, Palais omnisports de Bercy.

PHOTO

Donigan Cumming au palais de Tokyo

L'insolite quotidien

Donigan Cumming, photographe commercial, inconnu en Europe, est présenté pour la première fois par le Musée canadien de la photographie contemporaine.

Suivant la trace des livreurs d'une épicerie locale, comme le laitier ou le facteur dans sa tournée, Donigan Cumming s'introduit dans les maisons ou institutions pour se livrer à une sorte d'enquête photographique sur les habitants du centre ville de Montréal.

A l'écoute des habitants portés instantanés, il brosse les cartes de la reconnaissance immédiate et dénonce l'imposture de l'identité en dévalant au grand jour, sans dupes, le décor faussement rassurant du cadre de vie. Il y porte un œil inquiet, débouquant l'horrible derrière le familier, l'insupportable, derrière la médiocrité du quotidien. Son décor ainsi planté avec une simplicité de moyens qui est celle de Meatyard, Cumming entraîne ses sujets au-delà de la pose et, instaurant une dramaturgie simple, les invite à jouer leur propre rôle comme le feraient des acteurs. Bourreaux d'eux-mêmes ou suppliciés, entre l'horreur et le rêve, ses modèles (parfois rémunérés), exemples de naturel et larges dans le cadre, partagés entre l'artifice et la vérité, ne sont que des individus devant l'objectif d'une scène élogique et vitale dont ils possèdent seuls la clé.

L'impact éblouissant du résultat tient à deux raisons. D'une part, l'instinct insouciant avec laquelle Cumming dévoile la supercherie du « vrai », et, exhibant manies, tares, cicatrices et blessures morales, parvient à faire exprimer physiquement les désirs secrets propres à chaque individu. D'autre part, l'audace avec laquelle il parvient en des tableaux vivants à transformer des simples figurants en héros de leur propre vie.

A ces deux constantes s'en ajoute une troisième : le débordement de

l'interdit, du non-dit, du refoulé qui surgit à chaque prise, au détour d'un silence, d'une chanson, par le simple détournement d'un ustensile, dans un fragment d'action où, au-delà de la pose, se tient l'échec de toute une vie, comme ce vieillard en manteau de vision à l'hôpital, ou manchot découvrant son moignon, l'aveugle enceinte, le pêcheur en maillot de bain dans son salon asséché, ou cette vieille femme exhibant impudiquement son sexe.

La puissance suffoquante de ce reportage, réalisé entre le 25 mai 1982 et le 24 février 1986, sur un pourtour de 1 kilomètre carré, composé de trois parties exposées pour la première fois intégralement et comprenant cent trente et une photographies sans titre ni légende (et six enregistrements sonores illustrant des tirages géants d'admirateurs d'Elvis Presley), provient de ce que Cumming dépasse avec un réalisme cru les limites ordinaires autorisées à la curiosité. Revenant des frontières que l'on croyait bloquées depuis Arbus, tout en exprimant la dignité de la misère, de la laideur ou de la solitude, il apporte photographiquement la preuve d'une irréalité, d'une autre présence au monde. Implacable et réfléchi, le modernité de son approche réalise la jonction entre le courant du documentaire social défini dans les années 60 par John Szarkowski et sa mise en cause radicale par des auteurs et plasticiens comme Krims, Karen Knorr ou Eileen Cowin, pour qui la vérité du constat photographique rejoint la fiction.

En complément de Klein et Donigan Cumming, dont l'œuvre méthodique et déroutante est une authentique révélation, pour respecter ses engagements, le CNP propose le travail de Jean-Marc Zaorski, ancien de Viva, Prix Niépce 86, qui, dans la lignée de Cartier-Bresson et Marc Riboud, a réalisé durant dix ans un reportage ethnologique sur les rites et fêtes en Europe, en Inde et au Pérou. Sobre, classique et sans surprise, presque intemporel, quantifiant l'authenticité plutôt que le pittoresque ou le sensationnel, le témoignage ici se borne à recueillir des instants privilégiés où s'exprime par l'émotion la banalité du quotidien.

PATRICK ROEGERS.

* Donigan Cumming, « La réalité et le désenchantement », exposition organisée avec le concours du ministère des Relations extérieures du Canada et du Centre culturel canadien à Paris, présentée par le CNP, au palais de Tokyo, jusqu'au 2 mars.

* Jean-Marc Zaorski, présenté par le CNP, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e, jusqu'au 26 janvier.

THÉÂTRE

Maria Pacôme fait sa rentrée

Du côté du rire

Maria Pacôme, la charmante survoletée, aurait pu être tragédienne, elle a mieux réussi du côté du rire

« J'ai toujours en cette voix-là. Mes parents me disaient déjà que j'avais la voix un peu bizarre. Mais, c'est vrai, un jour j'ai créé une pièce et j'ai eu une grippe, la touille, un tas de choses qui se sont réunies et, quand j'ai pu repartir, j'avais cette voix. Elle n'a plus bougé. C'est du bronze ».

« Quand j'ai démarré, avec la gueule que j'ai, on m'a proposé des rôles dramatiques. Cela tombait bien parce qu'au début on veut toujours faire pleurer les foules, on a une grande envie d'émouvoir. C'est très adolescent. On ne pense pas à faire rire, alors que c'est très difficile. Faire pleurer, c'est facile. En cinq minutes, vous n'imaginez pas comme je peux être émouvante ».

« J'ai commencé ma carrière au cours Simon, pleins d'ailleurs au Villars, le café d'à côté. Mon père a été arrêté, c'était pendant la guerre, on l'a envoyé à Buchenwald. Je me suis alors sentie très seule mais très libre et j'ai choisi de faire du théâtre. Je me suis donc inscrite chez René Simon. Au bout de deux mois, je ne pouvais plus payer. Simon a été très bien. Il m'a dit : « Tu peux pas payer mais tu restes, t'es une gueule ». Il ne m'a pas dit que j'avais du talent ».

« J'ai créé ma première pièce comme ça, en passant une audition. C'était la *Reine et les insurgés* d'Ugo Betti avec Edwige Fenech et Michel Piccoli. J'ai pensé que j'allais faire un tabac. Pas du tout. Alors je suis partie pour le Canada pour rejoindre un petit ami. Je suis revenue à Paris un an plus tard pas

ser une audition pour Oscar. Là, tout a commencé ».

« Ça me fait drôle quand on me dit que je suis « auteur ». Lola, c'est la quatrième pièce que j'écris. Il y a eu *Apprends-moi Céline*, le *Jardin d'Éponine* et *On m'appelle Émilie*. Ma préférée, c'est *Eponine*, pour laquelle j'ai reçu des coups de bâton. Ça parlait de la mort d'une façon rigoureuse ».

« Je n'ai jamais eu envie d'écrire. Trop flemmarde. Mais j'avais une étiquette et on m'envoyait des choses vraiment trop connes. Des horreurs ! Une patronne de bordel original, une bourgeoisie du XVII^e arrosée... C'est fait, on bonnes femmes du XVI^e. Elles ne sont plus comme on les imagine, c'est encore pire, elles s'adaptent ».

« Les *Seins de Lola*, c'est l'histoire d'une femme casée. Il y a beaucoup de douleur, de choses qui n'ont pu être. Mais elle a la pudeur, pour les autres, que cela se transforme dans le rire. Elle a une apparence de joie de vivre, de turbulence et elle est entourée d'une bande de jeunes qui circulent beaucoup. Je n'ai aucun effort à faire pour être bien avec les jeunes. Ce n'est pas par affection, par coquetterie, pour rester dans le coup. Je trouve les jeunes très bien, plutôt bien ».

« On les disait avachis, endormis. Ils ne le sont pas du tout. Le mouvement du mois dernier l'a montré. J'étais totalement avec eux. Ils l'ont très bien fait. Il y a eu des scores parce qu'il y en a toujours avec la police, les provocations, tout ça. Ce qui m'inquiète, c'est la situation d'aujourd'hui. Je me demande comment le gouvernement va s'en sortir, il est bloqué ».

« Moi, je suis de gauche. J'ai été élevée par un père communiste. Tous les Pacôme ont disparu, va

frère fusillé... C'est pour cela que j'ai pris des distances avec la politique, mais je suis attentive. Je ne pourrais pas être de droite. Il est certain que les gens de droite ne disent pas que des conneries et que les gens de gauche ne sont pas tous sublimés, mais je ne pourrais pas être de droite. Il n'est pas possible d'être humain, d'être Maria telle que je suis et d'être de droite ».

« Je suis une vedette de théâtre. Pas du tout de cinéma, je ne ramène pas un fanal au cinéma. Pourtant, j'aimerais bien faire du cinéma, être une énorme vedette, aller à Cannes. Pour cela, il faut faire quelque chose, je ne fais pas. Je ne l'ai jamais fait. Tous mes grands amis ne sont pas de ce milieu. Ce sont Jean-Jacques Pauvert, des toubibs, des avocats. Des amis comédiens ou metteurs en scène, je n'en ai pas beaucoup ».

« Des trucs de cinéma, on m'en a proposé, des rôles de dingues bien habillés, excentriques, qui passent à 150 à l'heure dans un film. Cela ne m'intéresse pas. On bien je ferais du cinéma la carrière que je fais au théâtre ou bien je n'en ferais pas ».

« Au théâtre, on ne me fait jamais de vraies propositions non plus. Je n'ai pas vraiment envie de jouer des classiques, je n'arrive pas à vivre

dans le passé. Mais, pourtant, j'aimerais bien être Lady Macbeth pour un festival, jouer Jules Renard ou Henri Bocque. Je ne joue jamais mes pièces très longtemps. Même mes propres pièces, je les arrête. Le théâtre est devenu très morvant, les gens sont sollicités, on ne peut plus jouer les pièces deux ou trois ans. C'est l'angoisse d'ailleurs, on vient pointer au bout d'un moment, ce n'est plus possible. Je ne joue les pièces qu'une saison ».

« J'ai accepté de jouer *Lola* huit mois, jusqu'à fin août. Je partirai en vacances en septembre. Parce que la chute de tout cela, c'est partir ailleurs, parce que j'aime bien partir. Ce qui est important, c'est ce qui se passe « entre ». Je n'aime pas spécialement jouer, mais aller brailleur sur une scène, c'est finalement ce que je fais le mieux. Non, ce que je fais le mieux, c'est ne rien faire : les vacances, le paradis. Enfin, je peux m'installer à une terrasse de café, écouter les gens et découvrir leur vérité ».

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

* Les *Seins de Lola*, de et avec Maria Pacôme, François Perrot, Stéphane Hillel et Caroline Fournier, Théâtre Saint-Georges, à partir du 9 janvier. Tél. : 48-78-43-47.

THÉÂTRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45 45 49 77

du 6 Janvier au 8 Février

Après VOYAGES D'HIVER, la nouvelle création de RICHARD DEMARCY

LES RÊVES DE LOLITA ET LAVERDURE

Culture

VARIÉTÉS

Michel Sardou ou la tradition « coup de poing »

Peu de chanteurs populaires ont, comme Michel Sardou, fait coïncider leurs chansons et l'air du temps. Au Palais des congrès, ce fils et petit-fils d'artistes célèbre vingt ans de rengaines.

La tradition du spectacle est de rigueur chez les Sardou depuis au moins sept générations. Au milieu du siècle dernier, un Sardou, menuisier la semaine, faisait le mineur les samedis et dimanches sur le boulevard du Crime. D'autres Sardou, comédiens ou diseurs, se sont succédés ensuite. Dans les années 20, Valentin, le grand-père de Michel Sardou, était tête d'affiche régionale à Toulon, à Marseille et dans toute l'Afrique du Nord : comique troyen, il représentait les chansons de Polin, de la Calcaïssière du Grand Café à la Petite Tonkinnoise. Fernand Sardou, père du chanteur et spécialiste de l'opérette marseillaise, eut un vrai succès du disque avec *Aujourd'hui peut-être*.

Rien d'étonnant donc que Michel Sardou ait su d'emblée mesurer les préoccupations d'un public et rejoindre les convictions du plus grand nombre en se jetant avec un appétit féroce, et souvent avec une incapacité à faire l'économie de ses passions, dans des chansons « coup de poing ». Il y ajoutait encore une volonté de dramatisation et une utilisation constante du « je ».

Accessoirement, son goût de la bravade, de la provocation vaguement anarchoïde, essentiellement individualiste, le poussa, dans les années 70, à travailler sans filet, à réfléchir sans précaution dans quelques chansons des sentiments cauchemars. Le jeu mené un peu trop loin et l'abus de mots ont alors polarisé un faisceau de réactions et ont été

quêtés à la va-vite un chanteur qui, à vrai dire, ne s'est jamais soucié d'avoir une carte d'identité.

Moins tendu, moins nerveux qu'il y a dix ans, maîtrisant sa vitalité, Michel Sardou se contente aujourd'hui de produire un album tous les ans, de présenter un spectacle tous les deux ans et de rajouter des titres à une liste impressionnante de succès élaborés avec Jacques Revaux, le compositeur attitré : *des Bals populaires à la Tarte de Broadway*, de *la Maladie d'amour aux Lacs du Connemara* et à *la Musulmane*. Chanteur populaire au sens plein du mot, ancré dans une certaine tradition française de la chanson, Sardou propose, sur des mélodies faciles à retenir, des histoires simples qui traduisent, avec un ton souvent juste et efficace, tout un monde.

En 1986, au Palais des congrès pour deux mois, il célèbre à la fois la quarantaine et vingt ans de chansons. Il a changé son système d'écriture. Autrefois, il imaginait un texte et le faisait habiller. A présent, il démarre sur un son ou sur des cris et laisse les mots dans la musique. Mais sa façon de chanter ne s'est pas modifiée. Et priorité est toujours donnée à la voix pleine, nette, qui claque. Huit musiciens apportent à celle-ci un soutien précis, rigoureux. Et les lumières de Jacques Rouveyrols plantent le décor.

Comme nombre de chanteurs qui ont fait beaucoup de route, Michel Sardou a dans la tête un rêve de comédien. En février sortira ainsi *Croix*, film policier dans lequel Sardou forme avec Roland Giraud un couple étrange. La saison prochaine, il jouera au théâtre une pièce en deux actes de Jean-Claude Brisville, *le Rôdeur*, l'histoire d'un homme et d'une femme.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ A partir du 9 janvier au Palais des congrès.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Géographie universelle

1 La dernière chance

Une télévision qui après trente ans de rodage offre un samedi soir à son heure de plus grande écoute la chose entre la deuxième partie d'un téléfilm, une émission de variétés usée jusqu'à la corde toute populaire qu'elle soit, et *Bon week-end Mickey* est une télévision peu digne d'un pays qui affiche les prétentions culturelles qu'on sait. Les avantages de cette pénurie sont loin de m'échapper : il faut bon se coucher tôt ! On va pouvoir lire son *Monde* de la première jusqu'à la dernière page. Retrouver les joies de la vie de famille. Consulter le guide des spectacles. Ecouter ces quatuors de Beethoven offerts pour Noël.

Si l'on tient à tout polir, soit on se réjouit de voir notre télévision, après dix mois de chiquéisme, dans un si pitoyable état, soit on fera le renard, après cinq ans de socialisme, on ne pouvait guère s'attendre à mieux et que, après une telle indigence pendant les fêtes, l'on n'a plus rien à perdre en passant du public au privé — ce qui était peut-être le but recherché ! Des personnes plus cyniques ou plus sceptiques se demanderont si notre télévision mérite les reproches qu'on lui adresse, si son niveau n'est pas au moins égal, en culture, en drôlerie, à la moyenne de celui des Français. Ce qui m'étonne pour ma part, c'est cette fabuleuse perte de temps. Il ne s'agit pas, répétons-le, de supprimer ce que des millions de personnes apprécient, et je suis sûr que l'une de ces personnes : variétés, jeux, films, séries américaines, Mickey, Donald et Dingo en tous genres. Mais que depuis trente ans tout Cornille, tout Racine, tout Molière, tout Marivaux, tout Musset, etc., n'aient pas été mis en boîte, qu'opéras et opéras-comiques soient des exceptions, que tous les musées du monde n'aient pas été visités, films avec le même soin maniaque que les animaux le sont, ça je n'en reviens pas !

Et pourtant, deux hommes ont présenté que la télévision pouvait tout se permettre. Rappelons-les de 1974, au moment des élections présidentielles. Et si vous n'avez pas l'âge, demandez aux anciens. Quand Chaban-Delmas était encore dans la course, ça n'allait pas fort pour lui. Sa voix ne passait pas à la télévision à Châteaufort, lui, était passé avec une scénariste de goddites à Giscard ! En désespoir de cause, pour donner de l'air à sa campagne, Chaban fit appel à son vieux compagnon Malraux qui boudait sous sa tente à Verrillères-le-Suisse. Malraux n'aimait pas Mitterrand et encore moins Giscard qu'il avait eu comme ministre des finances et qui pour tout arranger avait voté non lors du référendum de 1969. Le numéro préparé par nos deux artistes n'eut pas des résultats heureux : il fit sourire. La légende veut que Malraux ait été réveillé de bonne heure par l'équipe de télévision chargée de l'enregistrement. Le colloque du grand homme s'en ressentit. Dans son coin, stoïque, Chaban répétait à intervalles réguliers : « Je le ferai. » On se serait cru revenu très en arrière, quand Edith Piaf chantait sur la scène de l'Olympia ou ailleurs avec l'un de ses derniers petits, Théo Sarapo, l'un de ces chanteurs qui avaient le don de nous bouleverser : « A quel ça sert l'amour ? — L'amour, mon enfant, je vais te le dire... » Et c'était parti. Mais Chaban-Sarapo et Malraux-Piaf, ce jour-là, ça fit partir du monde, mais pas dans le sens qu'il aurait fallu. Domage, car Malraux venait d'acquiescer à la télévision future qui ne manquerait ni de grandeur ni même de sagesse. Télévision qui aurait peut-être évité à la France pas mal de réformes et de crises de l'enseignement. Et je crois que Chaban-Delmas qui avait été proprement « limogé » par Pompidou en partie pour avoir essayé de doter la France d'une télé-

sion enfin libérale dans l'information, s'il avait été élu, aurait été assez fou pour suivre les conseils inspirés de son ami.

La question en effet n'est pas de savoir si M. Han, M. Contamine, tels anciens PDG de chaîne se conduisent ou se sont conduits en RPR, socialistes ou libéraux, mais s'ils ont, s'ils ont eu, le caractère, l'intelligence et la culture de leur fonction. A l'évidence, non. Il est tout de même stupéfiant de se dire que, depuis plusieurs septennats, quand on veut citer un homme de télévision ayant un réel pouvoir et s'étant montré à la hauteur de sa tâche, on ne trouve que M. Desgrupes. C'est flatter pour lui, ce n'est pas gai pour nous. Imaginer que le salut télévisé viendra du *Figaro*, d'Hachette ou de tel financier en béton, c'est rêver. Si ces groupes abondent en personnalités de talent, en charité bien ordonnée, ils devraient commencer par les faire valoir dans leurs propres entreprises ! Pour l'information, l'une des questions est de savoir si nous la supportons quand elle ne va pas dans le sens de nos opinions.

2 Entracte

Des lecteurs m'ont écrit pour me demander où ils pouvaient se procurer le dernier livre de Frédéric Vitoux, *Riviera* (le Seuil), dont je leur avais conseillé. Il y a quinze jours, l'achat et qu'ils ne trouvaient pas en librairie. En fait, *Riviera* ne sort que le 8 de ce mois, mais le Seuil avait oublié de me le signaler. Les éditeurs sont excusables. Quand un récit n'est pas un événement, une « bombe », il n'imaginent pas qu'on puisse le lire aussitôt reçu, dans la journée même, et en parler sans façon avant que notre lecture n'ait séché. *Riviera* n'était qu'un bon livre, et c'est vrai que les bons livres en général ne sont pas pressés ! Je prie le Seuil de m'excuser si j'ai dérangé ses habitudes.

Une maison d'édition qui commence vraiment à me surprendre, c'est Rivages, qui habite Paris et Marseille. En deux, trois ans, elle vient de publier dans sa collection de littérature étrangère (dirigée par Gilles Berbedotte) une quinzaine de romans, anglais ou allemands, italiens ou américains, tous dignes d'intérêt. C'est cette maison par exemple qui avait édité *l'Enchanteur*, de Nabokov. Aujourd'hui, elle réédite en nous faisant découvrir (en France) Alison Lurie et ses *Lies et trahisons* (v.o. : *Foreign Affairs*, Random House, 1984, traduit par Sophie Mayou, 89 F). Ce roman a eu le prix Pulitzer en 1985. Alison Lurie (née en 1926 à Chicago) n'a rien d'une débutante. L'éditeur nous apprend qu'elle partage son temps entre Londres, New-York et la Floride, que Truman Capote la considérait comme l'une des cinq meilleures romancières américaines (oui, mais pour lui, quelles étaient les quatre autres ?), que Christopher Isherwood lui trouvait une valeur extraordinaire et que John Fowles met *Foreign Affairs* sur le même rayon que les livres de Henry James et de Edith Wharton (soit, mais en plus drôle et en plus méchant). C'est toujours gracieux de découvrir un écrivain connu et qui semble digne de sa réputation : on s'accroche aux moindres détails. Maintenant que les présentations sont faites, la semaine prochaine nous entrerons dans le livre et je conseille aux bons élèves de se munir dès maintenant de leur livre de textes !

Toujours partisan de la décentralisation, je vous signale un livre qui nous vient de Strasbourg, *Vu sur la mer*, de Jean Rolin (chez Buch et Ruebnaux, Hachette distribution, 72 F). Comme son sous-titre l'indique, il s'agit de chroniques maritimes et fluviales. Notre confrère Jean Rolin n'est pas un inconnu. Pour

son *Journal de Gand aux Aléoutiennes* (chez J.-C. Lattès), il avait obtenu le prix Roger-Nimier. Michel Contat avait dit lui-même que Jean Rolin était l'un des plus doués parmi les écrivains qui éprouvaient leur talent dans les journaux et il avait comparé son style à celui d'Alexandre Vialatte. Les chroniques réunies dans *Vu sur la mer* ont été publiées dans *Libération*, *Lui* et *l'Autre Journal* (le journal de Butel nous manque. On était toujours déçu mais on avait chaque semaine l'envie de savoir comment on allait l'être. C'était bon de rester sur sa faim quand on était gavé de mauvaise presse) entre 1980 et 1986.

Avec Jean Rolin, vous allez remonter le Congo, vous irez à Singapour, dans le nord-ouest de Bornéo, vous serez sur le *Mermoz*, à bord du *Ville-de-Bordeaux*, vous échouerez dans le port de Mogadiscio, en Somalie. Et pour finir, vous aurez la surprise de vous retrouver à Tbilissi, l'ancienne Tiflis. Lors de son passage dans cette cité, par suite d'une erreur du plan quinquennal, Jean Rolin a manqué succomber d'une indigestion de concubines. Il en mangait au petit déjeuner « en fines tranches circulaires », au déjeuner « en lanternes fusiformes », « en petits dés » lors du dîner. Le talent de Jean Rolin, c'est de transformer en savoir tous ces endroits du monde où à sa place nous serions morts de peur et d'ennui.

3 Retour aux choses sérieuses

Prenant au pied de la lettre les affirmations de Soliers sur mes connaissances en vin, un lecteur me demande de lui indiquer des ouvrages qui lui permettraient de s'y retrouver. Pas trop complexes. D'une lecture agréable. Il me semble que *l'Encyclopédie des vins et des alcools de tous les pays*, d'Alexis Lichine (« Bouquins », Laffont), avec ses 960 pages, son prix abordable, est une aimable introduction. Pour compléter cette vision planétaire de la question et profitant de sa toute récente mise à jour, j'ajouterais le *Nouvel Atlas mondial du vin* (toujours Robert Laffont, 320 F) par l'homme qui connaît aujourd'hui de l'intérieur et de l'extérieur le mieux le vigna, Hugh Johnson.

Avec ses 176 cartes en couleurs, ses innombrables photos, ses croquis, ses statistiques, ses diatribes, ses commentaires aussi succincts que bien informés, cet atlas est une réjouissante façon de visiter la terre. On regrette d'autant plus certaines coquilles, certaines imprécisions dans la traduction. Ainsi, page 240, quand nous sommes en Chine : « La géographie humaine et viticole amène à s'interroger quiconque considère le vin comme une bénédiction pour le genre humain. » A ces visions macrocosmiques du vin, certains lecteurs dans un premier temps peuvent préférer des appellations bien de chez nous.

La microcosme, la le trouveront dans le *Grand Bernard des vins de France*. Bernard Ginestat est le paterin inlassable des vins de Bordeaux. Dans les précédents épisodes, il nous avait fait connaître petits et grands châteaux de Pomerol, de Margaux, des côtes de Bourg, de Saint-Julien, etc. Aujourd'hui, il fait le tour du saint-émilion (chez Nathan). Vaste programme, aurait dit le général de Gaulle ! La région de Saint-Emilion en effet est une des plus vastes du Bordelais. Une des plus connues aussi. Une récente révision du classement des vins de cette appellation n'a peut-être pas arrangé les choses. Il fallait toute la subtilité érudite de Bernard Ginestat pour aider à nous y retrouver. Pour dire les choses plus clairement, le classement de 1969 des grands crus de Saint-Emilion paraît à Bernard Ginestat plus fiable que celui de 1986.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE PLEYEL
Mercredi 7 janvier
à 20 h 30
(p.a. Valentin)

CONCERTS LAMOREUX

Dir. : Marcello VIOTTI

Sol. : Arnold ROUSSIN

Marc LAFORÊT

SCHUBERT, BEETHOVEN

SAINT-SAËNS

STRAVINSKI

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA
Salle Fourier
Lundi 10 janvier
à 20 h 30
(p.a. Valentin)

CONCERT D'ENSEMBLE A VENT

par les Musiciens de l'OPÉRA

BEETHOVEN

DVORAK, MOZART

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 12 janvier
à 20 h 30
(p.a. Valentin)

MAURICE RAVEL

1^{er} concert de l'année

Sol. : Coleen ALLIOT-LUGAZ

Luc COMÉDIE

45-04-12-15

(p.a. Valentin)

G.A.I. et O.C.

T.M.P.
Châtelet
au THÉÂTRE MOGADOR
Lundi 12 janvier
à 18 h 30
(p.a. Valentin)

BEROFF

piano

HU KUN

violin

TARTINI, BEETHOVEN

WENIAWSKI, DEBUSSY

T.M.P.
Châtelet
au THÉÂTRE MOGADOR
Lundi 12 janvier
à 20 h 30
(p.a. Valentin)

GAVRILOV

piano

CHOPIN

AUDITORIUM DES HALLES
Porte St-Eustache
Mardi 13 janvier
à 18 h 30
(p.a. Mondial)

GROUPE VOCAL DE FRANCE

CRÉATIONS À PARIS

LEVYNAS / KOPELANT

DE PABLO

SALLE GAVEN
Jeudi 15 janvier
à 20 h 30
(p.a. Valentin)

J.-M. FOURNIER Prod.

BEETHOVEN

HEIDSIECK

MARIONNETTES

DE SALZBOURG

40 REPRESENTATIONS

Les Contes d'Hoffmann

Don Giovanni

La Fête enchancée

CASSA-MOZZETTA

LOCATION OUVERTE



Directeur Daniel Barenboim

MUSIQUE SYMPHONIQUE

SALLE PLEYEL - 20H30

8 janvier - 20h30

10 janvier - 16h

Daniel Barenboim, dir.

Hildegard Behrens, sop.

Elizabeth Laurence, mezzo

Siegfried Jerusalem, ténor

Donald McIntyre, basse

WAGNER : SIGFRIED, ACTE II

14, 15 janvier

Daniel Barenboim, dir.

Pinchas Zukerman, violon

DURILLON - BEHOVEN

16 janvier

Hors-abonnement

Daniel Barenboim, dir.

Pinchas Zukerman, violon

BEHOVEN : CONCERTO POUR VIOLON

WAGNER : PRÉLUDE DE PARFISAL ET

OUVERTURE DES MAÎTRES CHANTEURS

17 janvier - 16h

Pinchas Zukerman, violon

Solistes de l'Orchestre de Paris

BRAMSE - MENDELSSOHN

21, 22 janvier

Lawrence Foster, dir.

Frank Peter Zimmermann, violon

BRUCH - STRAVINSKY - SCHUMANN

MUSIQUE DE CHAMBRE

SALLE CHOPIN-LEYEL - 18H45

20 janvier

Solistes de l'Orchestre de Paris

HAYDN - MOZART - RIMSKY

LOCATION : SALLE PLEYEL - 45.63.07.36

12 JANVIER / 7 MARS 87

Dirigé par Jean-Claude FALL

Coéditeurs :

101, rue de la République - 93011 PARIS

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

ADEMA / LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE

• VENDREDI 8 JANVIER, 20 H 30

DR. CHRISTOPH ESCHENBACH - MARTHA ARGERICH

MOZART - SCHUMANN - MENDELSSOHN

• VENDREDI 16 JANVIER, 20 H 30

DIR. ELJAHU INBAL - MAURICE GENDRON

RAVEL - SCHOENBERG - MOUSSORGSKY/RAVEL

• JEUDI 15 JANVIER, 20 H 30, GRAND AUDITORIUM

RECITAL STANISLAV BOUMINE, PIANO

CHOPIN - DEBUSSY

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

• VENDREDI 9 JANVIER, 20 H 30, GRAND AUDITORIUM

DIR. FERDINAND LETNER - BORIS BELJON

BRAMSE - BRUCH

• SAMEDI 10 JANVIER, 20 H 30, TH. NATIONAL DE CHAILLOT

GEORGES APÉRIS - LIEBESTADT

DIR. YVES PRIN

• JEUDI 15 JANVIER, 20 H 30, ST-LOUIS-DES-INVALIDES

CHOEUR DE RADIO FRANCE

DIR. MAREK JANOWSKI - BETH GRIFFITH

IRABRO ERICSON

OLIVIER MESSIAEN - GYÖRGY LIGETI : REQUIEM

LOCATION : 14 JOURS À L'AVANCE

RADIO FRANCE

TEL. 42 35 15 14

SALLE PLEYEL

TEL. 45 63 81 73



LA MUSIQUE EST NOTRE ÉLÉMENT

du 6 au 21 janvier à 20h30

dimanche 17h, relâche lundi

« POURSUITE ET FUGUE »

Spectacle de Jean-Claude Buchard,

composé à partir de témoignages

et d'écritures de femmes incarcérées

et interprète par certaines d'entre elles

Salle Boris Vian de la Grande Halle

Loc. sur place, 42.49.77.22 et FNAC

M. P. de Pontin

avec Alpha FNAC et Fondation FNAC

la VILLETTA

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE PLEYEL : lundi 12 janvier 1987 (18 h 30), mardi 13 (18 h 30 et 21 h), mercredi 14

(15 h), jeudi 15 (20 h 30), vendredi 16 (15 h, 18 h 30 et 21 h), dimanche 18 (14 h 30)

REGARDS SUR LE NORD

CAMEROUN

En partant de Yaoundé... Les réserves de la Réunon et de Waza. La vie secrète de la

brousse, Le sacrifice des éléphants. Les villes musulmanes et leurs sanctuaires graduelles.

En partant de Yaoundé... Les réserves de la Réunon et de Waza. La vie secrète de la

brousse, Le sacrifice des éléphants. Les villes musulmanes et leurs sanctuaires graduelles.

En partant de Yaoundé... Les réserves de la Réunon et de Waza. La vie secrète de la

brousse, Le sacrifice des éléphants. Les villes musulmanes et leurs sanctuaires graduelles.

En partant de Yaoundé... Les réserves de la Réunon et de Waza. La vie secrète de la

brousse, Le sacrifice des éléphants. Les villes musulmanes et leurs sanctuaires graduelles.

En partant de Yaoundé... Les réserves de la Réunon et de Waza. La vie secrète de la

brousse, Le sacrifice des éléphants. Les villes musulmanes et leurs sanctuaires graduelles.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 6 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 **Feuilleton : Dames.**
1^{er} épisode : La famille resuscitée.
21.25 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
Documentaire : Ouzel roman que ma vie !
Portrait d'Alphonse Boudard (en deux parties).
Réalité par Daniel Costelle. 1^{re} partie : La crosse.
22.20 **Paris-Dakar : résumé.**
23.30 **Journal.**
23.45 **Magazine : C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.35 **Les douze de l'écran.**
Chénas : **Boat People** ■
Film chinois d'Ann Hui (1982). Avec Lam Chi-Ching, Cona Miao.
Un journaliste de retour au Vietnam cherche à comprendre le phénomène des « boat people ». Affronté, dramatique, comédien, par l'émotion et du réalisme, **Boat People** est un film parfait de l'humanité humaine. Réalisé ou roman ? A vous de juger.
22.20 **Sur le thème « Charité internationale ou solidarité humaine ? »** Avec Amadou Mahat M'Bow, directeur général de l'UNESCO ; le docteur Claude Malaurie, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme ; le docteur Bernard Kouchner ; le docteur Jean-Christophe Rufin ; André Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat ; Jacques Pélissier de la Croix-Rouge et Léon Kesteven de l'Unicef.
23.25 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 **Cinéma : La dernière séance.**
Série **Gregory Peck** ■
1^{er} film : **La Femme modèle** ■
Film américain de Vincente Minnelli (1956).
Les amours tumultueuses d'un journaliste sportif et d'une dessinatrice de mode, chacun des deux époux gardant ses amis, son univers et son passé. Le couple idéaliste formé par Gregory Peck et Lauren Bacall est une vraie réussite, et le film mouvementé de mariage est présenté à une brillante comédie. Une petite merveille.
22.20 **Mémoires des années 50 et des années 60.**
Tom et Jerry, Les Aventures.
23.05 **Journal.**
23.35 **2^e film : La Gloire et le Peur** ■
Film américain de Louis Maltès (1959, v.o.).
Avril 1953 : à la fin de la guerre de Corée, Américains et Chinois se disputent la colline Pork Chop. Historiquement « de la Côte de l'ouest ». Les reporters

arrivent-ils à l'heure ? Un film de guerre ultra-classique. Le plan en scène pendant du Vietnam Louis Maltès emboîte le pas dans les piteux antiques.

CANAL PLUS

- 20.35 **Cinéma : le Montage du siècle** □ Film français de Philippe Galland (1983). Avec Andréas, Thierry Lhermitte, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy, Martin Lamotte.
22.05 **Flash d'Informations.** 22.15 **Cinéma : Saint Paul, saint le trésor** □ Film italien de Sergio Corbucci (1981). Avec Bud Spencer, Terence Hill, John Furey, Lino Banati, Sal Borgese.
23.25 **Cinéma : Mariage royal** ■ Film américain de Stanley Donen (1950). Avec Fred Astaire, Jane Powell, Peter Lawford, Sarah Churchill, Keenan Wynn, Albert Sargent (v.o.). 1.38 **Téléfilm : Bonnes-vies en l'air.** 2.05 **Série : Hollywood Blues.**

LA « 5 »

- 20.30 **Cinéma : les Serpents de la première compagnie** □ Film français de Michel Gérard. 21.55 **Série : Supercopier.** 22.55 **Série : Les Grands.** 23.55 **Série : La chaussette d'homme.**

TV 6

- 20.30 **Cinéma : Mon épouse favorite** ■ Film américain de Gannon Kniss. **Quiproquo dans une famille américaine : quand une exploratrice qu'on croyait disparue retrouve son foyer, elle s'aperçoit que son mari s'est marié. Une jeunesse comédie américaine.** 22.05 **6 Toile.**

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Le Journal de la culture.** L'homme suit à la mer ; Dossier : Le handicap, l'accès et le droit au travail. 21.30 **Musique : Diagonales.** Rencontres avec Lionel Pons et Atahualpa Yupanqui. 22.30 **Nuits musicales.** La nuit et le moment ; production : Minot. 0.10 **Deux ans de l'année.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (en direct du Palais national de Paris-Bercy). Ouverture cubaine, Porgy and Bess (extraits). Concerto pour piano et orchestre en fa majeur, Rhapsody in blue, Un Américain à Paris, de Gershwin, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel, sol. : W. Fernandez, soprano, John O'Connor, piano. 23.05 **Les sélections de France-Musique.** Le concert de minuit. Symphonie n° 8, en fa majeur, op. 93, de Beethoven, Tchaïkovski (ouverture et baccarat), de Wagner ; La force du destin (ouverture), de Verdi, par l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Arturo Toscanini (enregistré le 8 novembre 1952) ; Sérénade n° 1, en ré majeur, op. 11, de Liszt, et Concerto n° 2, pour piano et orchestre, op. 18, de Brahms, avec Vladimir Horowitz (enregistré le 23 octobre 1948).

Mercredi 7 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 **Série : La croisière d'été.**
14.40 **Feuilleton : Lesse.**
15.15 **Vitamine.**
Avec Rita Mizouho, Caroline Loh.
17.25 **La vie des Bêtes.**
17.50 **Feuilleton : Huit, ça suffit.**
18.20 **Mini-journal, pour les jeunes.**
De Patrick Drevet.
18.40 **Jeu : La roue de la fortune.**
18.50 **Feuilleton : Santa Barbara.**
19.40 **Cocorocochy.**
19.55 **Tirage du TAO-Tao.**
20.00 **Journal.**
20.30 **Tirage du Loto.**
20.35 **Série : Marie Perle.**
Le jour de gloire n'est pas près d'arriver.
Avec Danielle Evnou.
Les nouvelles aventures d'une journaliste pleine de charme et d'humour.
21.30 **Magazine : Médécine à la une.**
Emission d'Igor Barrière.
Sur le thème « La médecine du futur », sont invités : les professeurs René Frydman (hôpital Antoine Béclère), René (hôpital Foch), René (hôpital de la Croix-Rouge), René (hôpital de la Croix-Rouge) et David (hôpital de la Croix-Rouge).
23.05 **Paris-Dakar : résumé.**
23.10 **Journal.**
23.25 **Magazine : Premier plan.**
Emission préparée par Alain Bénéval.
Actualités géographiques.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.45 **Feuilleton : L'amour en héritage.**
14.45 **Terre des Bêtes.**
Les animaux du divorce ; Singeries exemplaires ; La naissance de la bête du Nord ; Les tortues sont de retour.
15.10 **Résumé A 2.**
Ty Uan ; Les Schtroumpfs ; Quik et Fimpe ; Les Évois ; Le sourire du dragon ; Si jeune et déjà poudré ; Shrek Holton ; Flip Bane ; Comptons.
17.45 **Magazine : Membre marin.**
Des mini-reportages pour les moins de quinze ans.
18.05 **Série : Ma sorcière bien-aimée.**
18.30 **Magazine : C'est la vie.**
18.50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19.10 **D'accord, pas d'accord.**
19.15 **Actualités régionales.**
19.40 **Le nouveau théâtre de Boulevard.**
20.00 **Journal.**
20.35 **L'heure de vérité.**
Invité : Raymond Burr.
L'ancien premier ministre répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Albert du Roy, Alain Duhamel, Catherine Noy et Jean-Louis Lancelin.
21.55 **Magazine : Moi... je.**
A la semaine : l'explosion ; Toccato-folies ; Qui d'est cet amoureux-là, maman ? ; La chanson qui vous aide à survivre ; Double jeu ; Urgences hémisphères.
22.55 **Journal.**
23.05 **Beşiktaş : Coupe d'Europe des clubs champions.**
Orléans-Tourcoing, en direct d'Orléans.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 **Documentaire : Splendeur sauvage** (rediff.).
14.30 **Documentaire : Voyage à travers le système solaire.**
Premier volet d'une série de trois.

- 15.00 **Téléfilm : Le mystère du vase bleu.**
L'après Agatha Christie.
16.00 **Documentaire : Les mystères d'Europe.**
Première partie : Castille Flammarion, un grand précurseur.
17.00 **Feuilleton : Demain l'amour.**
17.25 **Dessin animé : Lucky Luke.**
17.50 **Inspector Gadget.**
18.30 **Le 19-20 de l'information** (et 19.35).
19.55 **Dessin animé : Les entrecroisés.**
20.05 **Les jeux, à l'écran.**
20.35 **Variétés : La nouvelle étoile.**
Spécial chanson française.
Avec Johnny Hallyday, Jacques Goldman, Philippe Castella, Bruno Glatigny, Alain Manervac, Patrice Pétrelle, Buz, Karim Kasal.
21.55 **Magazine : Thalassa.**
22.40 **Journal.**
23.10 **Documentaire : Bordeaux le nuit** (rediff.).
23.35 **Préface à la nuit.**
Trois danses de Luigi Roccherini.

CANAL PLUS

- 14.00 **Cinéma : 14-30** **Téléfilm : Les deux Muses.** 16.00 **Les spectacles du catch.** 17.15 **Série : Winchester à l'œuvre.** 18.00 **Flash d'Informations.** 18.05 **Dessins animés.** 18.15 **Les 1^{ers} : Les affiches** avec les affiches. 18.45 **Top 90.** 19.15 **Flash d'Informations.** 19.25 **Flash d'Informations.** 20.30 **Les triplés.** 21.00 **Cinéma : Tasse walker** ■ Film américain de Tom Kennedy (1982). Avec Ben Murphy, Kevin Brophy, Nina Anzorov, James Kays. **Une histoire, racontée d'Égypte par un voleur archéologue, se réveille pour terroriser la Californie. Horreur et mystère. Qui était ce pharaon ? Le scénario, bien scénarisé, est réjouissant ; la mise en scène a fait la dépense d'un extra-terrestre. A tenter, pour les amateurs d'idioties d'un autre monde.** 22.30 **Flash d'Informations.** 22.35 **Cinéma : Norma Rae** ■ Film américain de Martin Ritt (1979). Avec Sally Field, Beau Bridges, Ron Leibman, Pat Hingle, Barbara Baxley, Gail Strickland (v.o.). 0.29 **Téléfilm : Contrat à Cherry Street.**

LA « 5 »

- 14.10 **Dessins animés : Les Schtroumpfs.** 15.05 **Série : Chien.** 16.05 **Série : K 2000.** 17.05 **Série : Shérif, fais-moi peur.** 18.00 **Série : Supercopier.** 19.00 **Série : Happy days.** 19.30 **Série : Star Trek.** 20.30 **Téléfilm : La fleur sanglante** (1^{re} partie). 22.30 **Série : Supercopier.** 23.30 **Série : Les Grands.** 0.15 **Téléfilm : La fleur sanglante** (2^e partie). 2.00 **Série : Supercopier.**

TV 6

- 14.00 **6 Toile.** 17.00 **Système 6.** 18.50 **NELJ** 6. 19.40 **Série : Max la menace.** 20.10 **Feuilleton : Le temps des copains.** 20.30 **Série : La grande valise ; Les châteaux de la nuit ; Désolation danger ; An cœur du temps.** 0.06 **Toile.**

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Antipodes.** Kutch Yacine. 21.30 **Musique : Plein vent.** Émission sur le livre musical. La sélection du mois : Du best dans la musique ; Richard Wagner à Mathilde Wesendonck ; La revue critique. 22.30 **Nuits musicales.** La nuit et le moment ; Sur le vil : les karantés. 0.10 **Deux ans de l'année.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (dans la salle Pleyel le 12 décembre 1986). Le Festival, ouverture de Weber ; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, op. 35, de Tchaïkovski ; Une vie de héros, poème symphonique, op. 40, de R. Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Bernard Klee ; Vladimir Spivakov, violon. 22.30 **Les sélections de France-Musique.** Vienne Letzere nocturne... ; à 23.05, Jazz-Club.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 6 janvier à 0 heure et le dimanche 11 janvier à 24 heures.
Le flux s'orientera progressivement à nord, nord-est, amenant sur notre pays des masses d'air plus froid et des passages de perturbations pluvio-neigeuses.
Mercredi matin, de la Normandie au Bassin parisien, à la région Rhône-Alpes, à l'Alsace et au Nord, le ciel sera chargé de nuages. Tandis qu'il pleuvra

près de la Manche, il neigera jusqu'en plaine en Alsace, Lorraine, Bourgogne et Franche-Comté. Sur le Bassin parisien, quelques flocons se mêleront aux gouttes de pluie. Les nuages prédomineront également en montagne sur la Côte atlantique et les Pyrénées. Partout ailleurs, on bénéficiera dès le lever du jour de belles éclaircies.

En cours de journée, le ciel se couvrira tout à tour sur le centre, l'est du Massif Central, la vallée du Rhône, la Provence et la Corse où quelques ondées se produiront. Il neigera en montagne sur les Alpes et le Massif Central, ainsi qu'en Corse.

Sur toutes les autres régions, l'après-midi s'annonce ensoleillé bien que brumeux.

Près de la Méditerranée, mistral et tramontane souffleront assez fort. Ailleurs, s'établira un vent modéré de nord-est à nord.

Côté températures, la tendance est à la baisse : il faut s'attendre à de faibles gelées matinales dans l'intérieur, excepté le Sud-Ouest où le minimum avoisinera 1 degré à 2 degrés. Près de la mer, on conservera 3 degrés à 5 degrés en général, 1 degré à 2 degrés près de la Manche.

Quant aux températures maximales, elles seront voisines de 8 degrés à 10 degrés près de la Méditerranée, 4 degrés à 6 degrés dans le Sud-Ouest, 1 degré à 3 degrés partout ailleurs, excepté dans le Nord-Est où elles ne dépasseront pas -1 degré à -3 degrés.

EN BREF

● **EXPOSITION :** les voyages de Jules Verne. — Conquête de l'espace (*Autour de la Lune, De la Terre à la Lune, Cinq semaines en ballon*), exploration des fonds marins (*Vingt Mille Lieues sous les mers*), découverte de notre planète (*Voyage au centre de la Terre, le Tour du monde en quatre-vingt jours*). Jules Verne a tout prévu. Grâce à une imagination hors du commun mais aussi à un esprit scientifique rigoureux lui permettant d'évoquer les hypothèses les plus aventureuses considérées comme utopiques à l'époque. Jusqu'au 25 janvier, le Parc floral de Paris présente une exposition consacrée à l'écrivain-visionnaire. Des maquettes présentent ses principales inventions et les plans de l'île mystérieuse, ainsi qu'une ville futuriste. Les jeunes visiteurs pourront participer à divers jeux et concours.

● **PARC FLORAL DE PARIS :** expositions du château de Vincennes, bois de Vincennes, 75012 Paris. Entrée du Parc : adultes 3,80 F, enfants de six à dix ans 1,90 F, moins de six ans gratuit. Entrée exposition adultes 25 F, enfants de six à dix ans 15 F, moins de six ans gratuit.

● **FORMATION PROFESSIONNELLE :** juriste international. — L'université de Paris I et le King's College de l'université de Londres ont mis au point un programme de formation en droits français et anglais permettant à des jeunes (diplômes de classes terminales, de lettres supérieures, étudiants en droit de première année) parfaitement bilingues d'obtenir au bout de quatre années d'études (deux années à Londres et deux années à Paris) le diplôme français de maîtrise en droit et le LL.B. (son équivalent britannique). Ces juristes internationaux pourront ainsi devenir conseillers d'entreprise ou s'occuper d'affaires internationales dans des cabinets d'avocats spécialisés. Le nombre de places est limité, une sélection doit donc être organisée. Elle sera faite d'abord sur dossier, puis, dans le courant du mois de mars, à la suite d'un entretien avec un jury franco-anglais.

★ Le dossier est à retirer avant le 31 janvier au secrétariat de l'UER-07, université de Paris I, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05.

● **FORMATION :** « Mon fricot m'intéresse ». — Sous cet intitulé, l'Union féminine et sociale (UFGS) propose un stage de deux jours sur les placements boursiers et la Bourse, vendredi 9 janvier 1987 et samedi 28 avril.

★ Renseignements : UFGS, 6, rue Bréanger, 75003 Paris, tél. : 16-1-42-72-15-18.

ÉCHECS

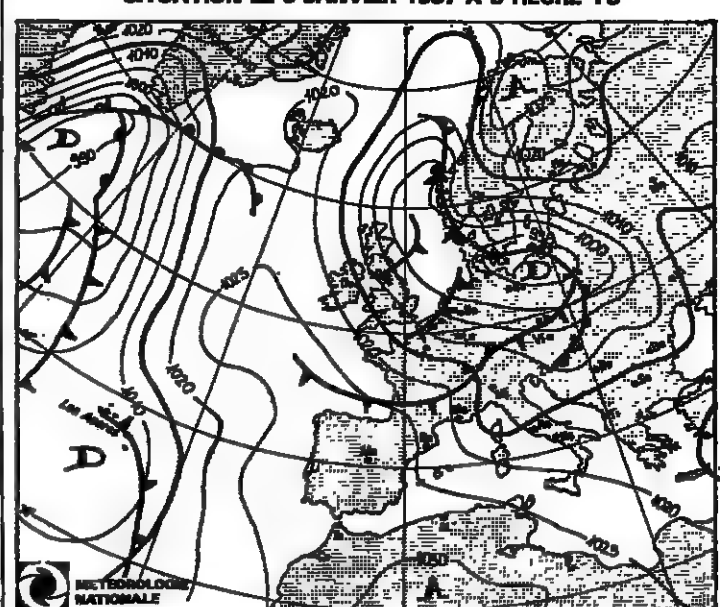
Le classement 1986 de la FIDE Kasperov et Karpov au-dessus du lot

La FIDE (Fédération internationale des échecs) vient de publier le classement, pour l'année 1986, des meilleurs joueurs mondiaux. Le champion du monde Garry Kasparov devance logiquement son adversaire Karpov de vingt-cinq points, mais il est loin du record établi en 1972 par Bobby Fischer : 2 780. Derrière Karpov, c'est le goffre : soixante-cinq points d'écart avec Sokolov, qu'il doit rencontrer en février, ce match désignant le futur adversaire de Kasparov. On notera enfin la bonne tenue des « vieux » : Kortchnoi, Portisch, Spassky et Tal, toujours dans les dix premiers, alors que Timman n'y figure plus.

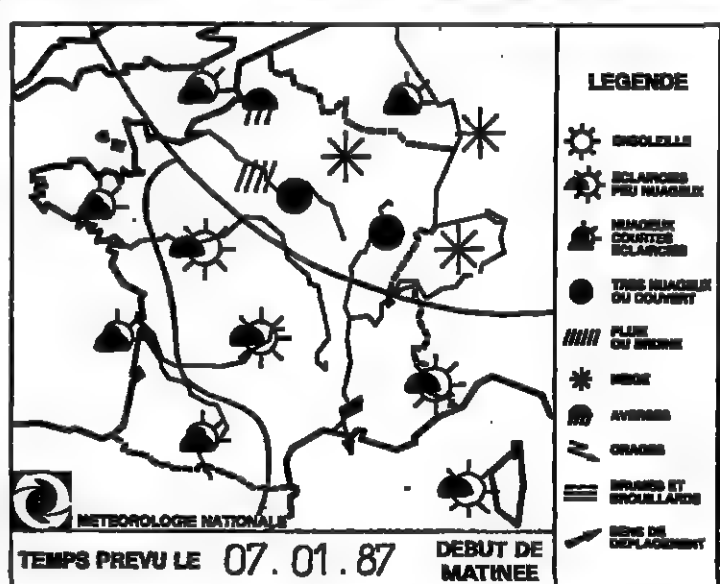
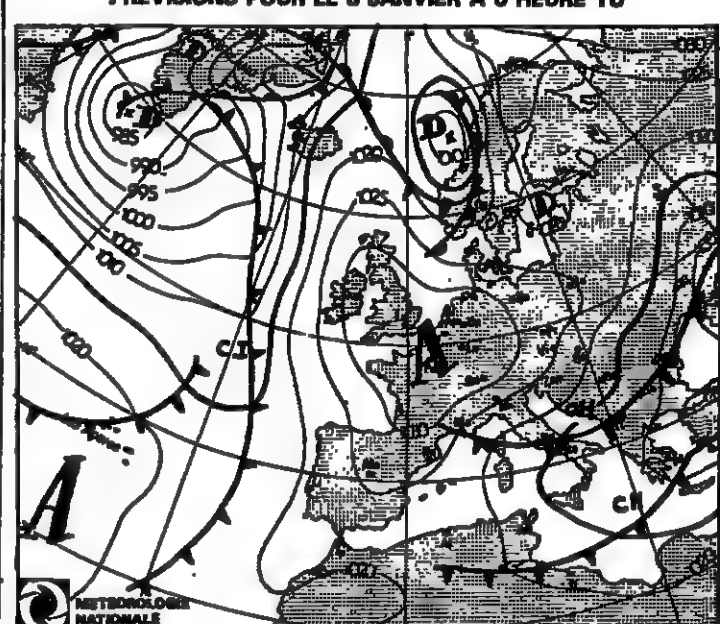
CLASSEMENT : 1. Kasparov (URSS), 2 735 ; 2. Karpov (URSS), 2 710 ; 3. Sokolov (URSS) et Youssoupov (URSS), 2 645 ; 4. Kortchnoi (Suisse), 2 625 ; 5. Ljubojevic (Yougoslavie), 2 620 ; 6. Hübner (RFA) et Short (Angleterre), 2 615 ; 7. Portisch (Hongrie), 2 610 ; 8. Spassky (URSS, naturalisé français) et Tal (URSS), 2 605, etc.

● **LE TOURNOI DE CLICHY.** — Ancien champion d'URSS, ayant obtenu l'autorisation d'immigrer en Israël il y a un an, le grand maître Boris Goulo a facilement remporté le Tournoi de Clichy, qui s'est terminé le dimanche 4 janvier. Avec six points et demi sur neuf possibles, il devance l'ancien champion du monde junior, l'Américain Dlugy. Les Français Renet, Koutly, Haik et Miralles ont réussi un tir groupé aux dernières places.

SITUATION LE 6 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 JANVIER A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 5-1 à 6 h TU et le 6-1-1987 à 6 h TU											
le 6-1-1987											
FRANCE											
ALGER	13	4	N	TOULOUSE	10	8	P	LYON	16	4	D
BARCELONE	12	7	C	PARIS	10	8	N	LUXEMBOURG	12	4	N
BREDA	11	8	P	BOURGES	7	6	N	MARSEILLE	20	4	D
BREST	9	6	A	CLERMONT-FERR.	10	5	A	MEXICO	22	4	D
CAEN	9	5	A	DIJON	3	3	P	MILAN	3	5	B
CLERMONT	8	6	A	GRENOBLE	3	2	P	MONTEAL	-2	9	C
COCHIN	3	3	P	LE HAVRE	8	5	P	MOSCOW	-22	25	C
GENÈVE	10	5	A	LIÈGE	8	5	P	NAGASAKI	26	15	B
GRANVILLE	3	2	P	LILLE	8	5	P	NEW-YORK	3	3	D
LAKE	8	5	P	LYON	16	4	D	OSLO	-8	9	C
LYON	16	4	D	MASSILLON	11	4	D	PALMA-DE-MAJOR	15	0	B
MASSILLON	11	4	D	NANCY	5	2	P	PARIS	10	8	N
NANCY	5	2	P	NANTES	11	5	D	ROMA	10	10	D
NANTES	11	5	D	NICE	13	3	D	SINGAPOUR	31	24	A
NICE	13	3	D	PARIS	10	8	N	STOCKHOLM	-4	12	C
PARIS	10	8	N	REIMS	8	5	D	SYDNEY	29	21	D
REIMS	8	5	D	STRASBOURG	12	4	A	TOKYO	5	0	N
STRASBOURG	12	4	A	TOULOUSE	10	8	N	TUNIS	14	5	D
TOULOUSE	10	8	N	VALENCIENNES	12	4	A	VIENNE	1	0	C
VALENCIENNES	12	4	A	WATFORD	13	3	N	YOKOHAMA	0	2	B
WATFORD	13	3	N								
ÉTRANGER											
ALGER	16	1	A	AMSTERDAM	7	4	A	ATHÈNES	6	8	D
BANGKOK	35	25	N	BELGRADE	14	2	D	BOMBAY	3	4	A
BRAZILIA	3	1	B	BUEENOS AIRES	3	1	B	BUENOS AIRES	7	4	A
CARACAS	3	1	B	CAIRO	31	15	D	CHANGHAI	20	10	B
CHANGHAI	20	10	B	CHENNAI	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21	17	D	CHONGKING	2	3	D
CHONGKING	2	3	D	CHONGKING	21						

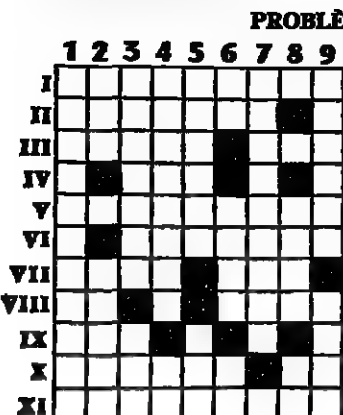
★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

I ♥ ENGLISH magazine mensuel en Anglais - dès 12 ans
QUAND ON AIME ON COMPREND TOUT
NOUVEAU
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

« Services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Un homme pour qui l'entourage est très important. — II. Remplis d'os. — III. Corps d'hommes. Base de lancement. — IV. De quoi faire une fixation. — V. D'un contact très doux. — VI. Famille de paresseux. — VII. A dose en un tint de fleur. Un jeu d'enfant. — VIII. Symbole. Singe d'Amérique. — IX. Émit un doute. — X. Paris en retraite. Note. — XI. Être sur les « dents ».

VERTICALEMENT
1. Avec laquelle il ne faut pas s'attendre à une addition salée. — 2. Se dit en déclinant. Ouverture de bars. — 3. Batteries ou instruments à vent. Instrument à corde. — 4. Calmer le feu. Bruit. — 5. Femme divine. Permettait de conserver sa culotte. — 6. Petit lit. Cherche toujours à paraître grand. Possessif. — 7. Méthode de purification. — 8. Bien arrivées. Personnel. — 9. Instruments de « dressage ». Période sombre.
Solution du problème n° 4392
Horizontalement
I. Calvitie. — II. Elol. Iran. — III. Niveau. — IV. Tse. Adent. — V. An. Fief. — VI. Nerfs. Lac (allusion aux Méditations de Lamartine). — VII. Siège. — VIII. Cadence. — IX. FL. Chef. — X. Fournaise. — XI. Lugeuse.
Verticalement
1. Cent ans. FFL. — 2. Allié. Clou. — 3. Lève. REA. UG. — 4. Vie. FF. Dore. — 5. Laisse. Nu. — 6. Tibde. Inca. — 7. Irréflexible. — 8. Eu. Agées. — 9. Notice. — 10. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 6 janvier 1987 :

DES DÉCRETS
N° 86-1389 du 31 décembre 1986 modifiant le décret n° 82-285 du 8 avril 1983 instituant une taxe parafiscale sur certains produits pétroliers.
N° 86-1390 du 31 décembre 1986 portant modification du décret n° 67-513 du 30 juin 1967 relatif aux tarifs des droits et taxes perçus par le Centre national de la cinématographie.

PRÉCISION. — Dans les nominations et les promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur (le Monde du 2 janvier), nous avons signalé la promotion au grade d'officier de M. Alfred Duraffour. Il s'agit de M. Paul Duraffour, dont le premier prénom non usité, est effectivement Alfred.

RESULTATS COMPLETS

LOTOTO SPORTIF

Rang	Classement	Montant
1	1 949 313,00 F	
2	130 125,00 F	
3	6 146,00 F	
4	476,00 F	
5	87,00 F	
6	79,00 F	

Tirage des 17 numéros de la Chèque de Dimanche 4 Janv. 1987 : 0 8 9 9 2 0

loterie nationale

TRANCHE N°1 DU

TIRAGE DU LUNDI 5 JANVIER 1987

LE NUMÉRO 089920 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 853 GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale

TRANCHE N°1 DU

TIRAGE DU MARDI 6 JANVIER 1987

LE NUMÉRO 026519 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 262 GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Le Monde

sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

3615 TAPÉZ LEMONDE

Le Carnet du Monde

Naissances

— M^{me} Denise Mairay, née Diatkine, et M^{me} André Mairay, Aude et David, M^{me} et M^{me} Alain Diatkine, Cyrille et Coralie, Le professeur et M^{me} René Diatkine, Le docteur et M^{me} Gilbert Diatkine et leurs enfants.
M^{me} et M^{me} Daniel Diatkine et leur fille.
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumazan et sa fille.
M^{me} et M^{me} Jean-Nicolas Diatkine, ont la douleur de faire part du décès de
M. Lucien DIATKINE, survenu le 1^{er} janvier 1987. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
28, rue Vauquelin, 75005 Paris.
17, rue des Alouettes, 44100 Nantes.
— La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) font part du décès de son président, le docteur Louis-François FICHEZ, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, ancien déporté de la Résistance au camp de Mauthausen, FFL réseau Century, survenu le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et un ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Victoires (cathédrale de Saint-Raphaël).
10, rue Leroux, 75116 Paris.
— M^{me} et M^{me} Félix Carrel, M^{me} et M^{me} Charles Farnel, M^{me} et M^{me} Joseph Farnel, M^{me} veuve Henri Farnel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve FINKELSZTEIN, née Alda Elbaum, survenue le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, née Annie Trintignac, Ses enfants, Raphaël, Maud, Amélie et Hadrien, M^{me} Marie-Thérèse Aletti et sa fille, Audrey, M^{me} et M^{me} Jacques Aletti, M^{me} et M^{me} René Trintignac, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, Erik Philippe et Ingrid Trintignac, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Jean-Marie ALETTI, président de l'Ecole française de Denver, survenu accidentellement, aux USA, le 30 décembre 1986.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, 10163 W-Marlowe Place, Littleton Co 80123 (USA), M^{me} veuve Louis Aletti, Le Camaret, 77, boulevard Leader, 06150 Cannes, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, 41, route de Morigny, Anvers-Saint-Georges, 91580 Etremby.
— M^{me} et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 26 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.
39, boulevard Suchet, 75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bryères, 91680 Bryères-le-Châtel.
— Annie Joye-Bonnamy, sa fille, Rémi Bonnamy, son gendre, Catherine, Isabelle et Eric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme CORNILLON, survenue le 1^{er} janvier 1987, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.
— Le docteur Jean Decressac, ses époux, M^{me} Jacques Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Jean-François Virlet, M^{me} et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Marcel Lagrange, M^{me} et M^{me} Dominique Pigot, Le docteur et M^{me} Bernard Decressac, M^{me} et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de
M^{me} Jean DECRESSAC, née Geneviève Gestrache, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.
L'inhumation au cimetière de Bardiac se fera dans la plus stricte intimité familiale.
Ses dernières volontés ont été : plus de prières et de messes que de fleurs et couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Georges-Clemenceau, 16000 Angoulême.

Décès
— M^{me} Jean-Marie Aletti, née Annie Trintignac, Ses enfants, Raphaël, Maud, Amélie et Hadrien, M^{me} Marie-Thérèse Aletti et sa fille, Audrey, M^{me} et M^{me} Jacques Aletti, M^{me} et M^{me} René Trintignac, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, Erik Philippe et Ingrid Trintignac, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Jean-Marie ALETTI, président de l'Ecole française de Denver, survenu accidentellement, aux USA, le 30 décembre 1986.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, 10163 W-Marlowe Place, Littleton Co 80123 (USA), M^{me} veuve Louis Aletti, Le Camaret, 77, boulevard Leader, 06150 Cannes, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, 41, route de Morigny, Anvers-Saint-Georges, 91580 Etremby.
— M^{me} et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 26 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.
39, boulevard Suchet, 75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bryères, 91680 Bryères-le-Châtel.
— Annie Joye-Bonnamy, sa fille, Rémi Bonnamy, son gendre, Catherine, Isabelle et Eric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme CORNILLON, survenue le 1^{er} janvier 1987, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.
— Le docteur Jean Decressac, ses époux, M^{me} Jacques Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Jean-François Virlet, M^{me} et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Marcel Lagrange, M^{me} et M^{me} Dominique Pigot, Le docteur et M^{me} Bernard Decressac, M^{me} et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de
M^{me} Jean DECRESSAC, née Geneviève Gestrache, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.
L'inhumation au cimetière de Bardiac se fera dans la plus stricte intimité familiale.
Ses dernières volontés ont été : plus de prières et de messes que de fleurs et couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Georges-Clemenceau, 16000 Angoulême.

R.-X. PRINET
au
MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
M^{me} Montparnasse
T.J. et h. de 10 h à 17 h 40
du dimanche 10 au 17 janvier 1987

— M^{me} Denise Mairay, née Diatkine, et M^{me} André Mairay, Aude et David, M^{me} et M^{me} Alain Diatkine, Cyrille et Coralie, Le professeur et M^{me} René Diatkine, Le docteur et M^{me} Gilbert Diatkine et leurs enfants.
M^{me} et M^{me} Daniel Diatkine et leur fille.
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumazan et sa fille.
M^{me} et M^{me} Jean-Nicolas Diatkine, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle,
M. Lucien DIATKINE, survenu le 1^{er} janvier 1987. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
28, rue Vauquelin, 75005 Paris.
17, rue des Alouettes, 44100 Nantes.
— La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) font part du décès de son président, le docteur Louis-François FICHEZ, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, ancien déporté de la Résistance au camp de Mauthausen, FFL réseau Century, survenu le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et un ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Victoires (cathédrale de Saint-Raphaël).
10, rue Leroux, 75116 Paris.
— M^{me} et M^{me} Félix Carrel, M^{me} et M^{me} Charles Farnel, M^{me} et M^{me} Joseph Farnel, M^{me} veuve Henri Farnel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve FINKELSZTEIN, née Alda Elbaum, survenue le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, 10163 W-Marlowe Place, Littleton Co 80123 (USA), M^{me} veuve Louis Aletti, Le Camaret, 77, boulevard Leader, 06150 Cannes, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, 41, route de Morigny, Anvers-Saint-Georges, 91580 Etremby.
— M^{me} et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 26 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.
39, boulevard Suchet, 75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bryères, 91680 Bryères-le-Châtel.
— Annie Joye-Bonnamy, sa fille, Rémi Bonnamy, son gendre, Catherine, Isabelle et Eric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme CORNILLON, survenue le 1^{er} janvier 1987, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.
— Le docteur Jean Decressac, ses époux, M^{me} Jacques Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Jean-François Virlet, M^{me} et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Marcel Lagrange, M^{me} et M^{me} Dominique Pigot, Le docteur et M^{me} Bernard Decressac, M^{me} et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de
M^{me} Jean DECRESSAC, née Geneviève Gestrache, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.
L'inhumation au cimetière de Bardiac se fera dans la plus stricte intimité familiale.
Ses dernières volontés ont été : plus de prières et de messes que de fleurs et couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Georges-Clemenceau, 16000 Angoulême.

— M^{me} Denise Mairay, née Diatkine, et M^{me} André Mairay, Aude et David, M^{me} et M^{me} Alain Diatkine, Cyrille et Coralie, Le professeur et M^{me} René Diatkine, Le docteur et M^{me} Gilbert Diatkine et leurs enfants.
M^{me} et M^{me} Daniel Diatkine et leur fille.
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumazan et sa fille.
M^{me} et M^{me} Jean-Nicolas Diatkine, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle,
M. Lucien DIATKINE, survenu le 1^{er} janvier 1987. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
28, rue Vauquelin, 75005 Paris.
17, rue des Alouettes, 44100 Nantes.
— La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) font part du décès de son président, le docteur Louis-François FICHEZ, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, ancien déporté de la Résistance au camp de Mauthausen, FFL réseau Century, survenu le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et un ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Victoires (cathédrale de Saint-Raphaël).
10, rue Leroux, 75116 Paris.
— M^{me} et M^{me} Félix Carrel, M^{me} et M^{me} Charles Farnel, M^{me} et M^{me} Joseph Farnel, M^{me} veuve Henri Farnel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve FINKELSZTEIN, née Alda Elbaum, survenue le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, 10163 W-Marlowe Place, Littleton Co 80123 (USA), M^{me} veuve Louis Aletti, Le Camaret, 77, boulevard Leader, 06150 Cannes, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, 41, route de Morigny, Anvers-Saint-Georges, 91580 Etremby.
— M^{me} et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 26 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.
39, boulevard Suchet, 75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bryères, 91680 Bryères-le-Châtel.
— Annie Joye-Bonnamy, sa fille, Rémi Bonnamy, son gendre, Catherine, Isabelle et Eric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme CORNILLON, survenue le 1^{er} janvier 1987, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.
— Le docteur Jean Decressac, ses époux, M^{me} Jacques Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Jean-François Virlet, M^{me} et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Marcel Lagrange, M^{me} et M^{me} Dominique Pigot, Le docteur et M^{me} Bernard Decressac, M^{me} et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de
M^{me} Jean DECRESSAC, née Geneviève Gestrache, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.
L'inhumation au cimetière de Bardiac se fera dans la plus stricte intimité familiale.
Ses dernières volontés ont été : plus de prières et de messes que de fleurs et couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Georges-Clemenceau, 16000 Angoulême.

— M^{me} Denise Mairay, née Diatkine, et M^{me} André Mairay, Aude et David, M^{me} et M^{me} Alain Diatkine, Cyrille et Coralie, Le professeur et M^{me} René Diatkine, Le docteur et M^{me} Gilbert Diatkine et leurs enfants.
M^{me} et M^{me} Daniel Diatkine et leur fille.
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumazan et sa fille.
M^{me} et M^{me} Jean-Nicolas Diatkine, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle,
M. Lucien DIATKINE, survenu le 1^{er} janvier 1987. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
28, rue Vauquelin, 75005 Paris.
17, rue des Alouettes, 44100 Nantes.
— La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) font part du décès de son président, le docteur Louis-François FICHEZ, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, ancien déporté de la Résistance au camp de Mauthausen, FFL réseau Century, survenu le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et un ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Victoires (cathédrale de Saint-Raphaël).
10, rue Leroux, 75116 Paris.
— M^{me} et M^{me} Félix Carrel, M^{me} et M^{me} Charles Farnel, M^{me} et M^{me} Joseph Farnel, M^{me} veuve Henri Farnel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve FINKELSZTEIN, née Alda Elbaum, survenue le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, 10163 W-Marlowe Place, Littleton Co 80123 (USA), M^{me} veuve Louis Aletti, Le Camaret, 77, boulevard Leader, 06150 Cannes, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, 41, route de Morigny, Anvers-Saint-Georges, 91580 Etremby.
— M^{me} et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 26 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.
39, boulevard Suchet, 75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bryères, 91680 Bryères-le-Châtel.
— Annie Joye-Bonnamy, sa fille, Rémi Bonnamy, son gendre, Catherine, Isabelle et Eric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme CORNILLON, survenue le 1^{er} janvier 1987, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.
— Le docteur Jean Decressac, ses époux, M^{me} Jacques Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Jean-François Virlet, M^{me} et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Marcel Lagrange, M^{me} et M^{me} Dominique Pigot, Le docteur et M^{me} Bernard Decressac, M^{me} et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de
M^{me} Jean DECRESSAC, née Geneviève Gestrache, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.
L'inhumation au cimetière de Bardiac se fera dans la plus stricte intimité familiale.
Ses dernières volontés ont été : plus de prières et de messes que de fleurs et couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Georges-Clemenceau, 16000 Angoulême.

— M^{me} Denise Mairay, née Diatkine, et M^{me} André Mairay, Aude et David, M^{me} et M^{me} Alain Diatkine, Cyrille et Coralie, Le professeur et M^{me} René Diatkine, Le docteur et M^{me} Gilbert Diatkine et leurs enfants.
M^{me} et M^{me} Daniel Diatkine et leur fille.
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumazan et sa fille.
M^{me} et M^{me} Jean-Nicolas Diatkine, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle,
M. Lucien DIATKINE, survenu le 1^{er} janvier 1987. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
28, rue Vauquelin, 75005 Paris.
17, rue des Alouettes, 44100 Nantes.
— La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) font part du décès de son président, le docteur Louis-François FICHEZ, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, ancien déporté de la Résistance au camp de Mauthausen, FFL réseau Century, survenu le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et un ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Victoires (cathédrale de Saint-Raphaël).
10, rue Leroux, 75116 Paris.
— M^{me} et M^{me} Félix Carrel, M^{me} et M^{me} Charles Farnel, M^{me} et M^{me} Joseph Farnel, M^{me} veuve Henri Farnel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve FINKELSZTEIN, née Alda Elbaum, survenue le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, 10163 W-Marlowe Place, Littleton Co 80123 (USA), M^{me} veuve Louis Aletti, Le Camaret, 77, boulevard Leader, 06150 Cannes, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, 41, route de Morigny, Anvers-Saint-Georges, 91580 Etremby.
— M^{me} et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 26 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.
39, boulevard Suchet, 75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bryères, 91680 Bryères-le-Châtel.
— Annie Joye-Bonnamy, sa fille, Rémi Bonnamy, son gendre, Catherine, Isabelle et Eric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme CORNILLON, survenue le 1^{er} janvier 1987, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.
— Le docteur Jean Decressac, ses époux, M^{me} Jacques Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Jean-François Virlet, M^{me} et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Marcel Lagrange, M^{me} et M^{me} Dominique Pigot, Le docteur et M^{me} Bernard Decressac, M^{me} et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de
M^{me} Jean DECRESSAC, née Geneviève Gestrache, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.
L'inhumation au cimetière de Bardiac se fera dans la plus stricte intimité familiale.
Ses dernières volontés ont été : plus de prières et de messes que de fleurs et couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Georges-Clemenceau, 16000 Angoulême.

— M^{me} Denise Mairay, née Diatkine, et M^{me} André Mairay, Aude et David, M^{me} et M^{me} Alain Diatkine, Cyrille et Coralie, Le professeur et M^{me} René Diatkine, Le docteur et M^{me} Gilbert Diatkine et leurs enfants.
M^{me} et M^{me} Daniel Diatkine et leur fille.
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumazan et sa fille.
M^{me} et M^{me} Jean-Nicolas Diatkine, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle,
M. Lucien DIATKINE, survenu le 1^{er} janvier 1987. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
28, rue Vauquelin, 75005 Paris.
17, rue des Alouettes, 44100 Nantes.
— La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) font part du décès de son président, le docteur Louis-François FICHEZ, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, ancien déporté de la Résistance au camp de Mauthausen, FFL réseau Century, survenu le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et un ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Victoires (cathédrale de Saint-Raphaël).
10, rue Leroux, 75116 Paris.
— M^{me} et M^{me} Félix Carrel, M^{me} et M^{me} Charles Farnel, M^{me} et M^{me} Joseph Farnel, M^{me} veuve Henri Farnel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve FINKELSZTEIN, née Alda Elbaum, survenue le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
M^{me} Jean-Marie Aletti, 10163 W-Marlowe Place, Littleton Co 80123 (USA), M^{me} veuve Louis Aletti, Le Camaret, 77, boulevard Leader, 06150 Cannes, M^{me} et M^{me} Paul Trintignac, 41, route de Morigny, Anvers-Saint-Georges, 91580 Etremby.
— M^{me} et M^{me} Michel Boucoiran et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Paul Foubert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
M^{me} Madeleine BOUCOIRAN, survenue le 26 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Antony et au cimetière de Montmorency.
39, boulevard Suchet, 75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bryères, 91680 Bryères-le-Châtel.
— Annie Joye-Bonnamy, sa fille, Rémi Bonnamy, son gendre, Catherine, Isabelle et Eric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme CORNILLON, survenue le 1^{er} janvier 1987, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.
— Le docteur Jean Decressac, ses époux, M^{me} Jacques Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Jean-François Virlet, M^{me} et M^{me} Alain Dubois de Labarre, M^{me} et M^{me} Marcel Lagrange, M^{me} et M^{me} Dominique Pigot, Le docteur et M^{me} Bernard Decressac, M^{me} et M^{me} Henri Bouffard, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, font part du décès de
M^{me} Jean DECRESSAC, née Geneviève Gestrache, endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.
L'inhumation au cimetière de Bardiac se fera dans la plus stricte intimité familiale.
Ses dernières volontés

Le Monde SCIENCES

Les « petits monstres » de M^{me} Le Douarin

Depuis vingt ans, les chercheurs de l'Institut d'embryologie du CNRS et du Collège de France créent des « monstres ». L'étude de ces animaux hybrides permet de mieux comprendre les mécanismes de certaines maladies nerveuses et le fonctionnement du système immunitaire.

ELLE est toute modeste. Comme son bureau qui sent bon le désordre des chercheurs et où on prend le thé entre deux piles de dossiers, une affiche à la gloire des peintres naïfs et une peau de panthère dont elle « a hérité à son arrivée dans le labo ». Mais elle est aussi toute passionnée pour ces drôles d'oiseaux qu'elle fait naître dans son laboratoire. Depuis plus de vingt ans, Nicole Le Douarin, ainsi que son équipe forte aujourd'hui d'une centaine de chercheurs et de techniciens, joue avec les dieux.

De son laboratoire, dans les locaux de l'Institut d'embryologie du CNRS et du Collège de France de Nogent-sur-Marne qu'elle dirige, depuis 1975, à la lisière du bois de Vincennes, sortent des animaux étranges : des chimères. Non pas de ces bêtes de légende comme les chimères à trois têtes, les chevaux ailés ou l'hydre de Lerne, mais des volailles, de simples volailles en apparence pour qui ne sait pas. Seul indice de leur singularité : cette pigmentation brun-marron des plumes de leurs ailes qui est

typique de la caille japonaise avec laquelle ces animaux ont été « croisés ». Curieux poulets que ces poulets-là qui ont valu à leur créatrice la médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'un des plus grands prix scientifiques du moment, le prix Kyoto (300 000 dollars), récemment créé par la firme japonaise Kyocera.

Rien d'étonnant à cela. Car, au-delà des succès déjà obtenus par Nicole Le Douarin sur la migration des cellules au cours de l'embryogenèse, se profilent des découvertes qui pourraient aider à mieux comprendre la sclérose en plaques, les phénomènes de rejets de greffe et les processus conduisant à l'apparition de lésions dues à des maladies comme l'encéphalomyélite et la névrite allergique expérimentale. Comment en est-elle arrivée là ? Le plus simplement du monde, en s'amusant, dit-elle. « Depuis des années, je m'amuse, mais à la manière de ce sculpteur qui me disait : vous êtes comme moi, vous essayez de faire l'impossible. »

Tout a commencé à la fin des années 50. Nicole Le Douarin, alors professeur de sciences naturelles dans un lycée, se passionne pour la biologie et décide de faire un peu de recherche tout en poursuivant ses activités d'enseignement. Le professeur Etienne Wolf, auquel elle succédera plus tard à l'Institut d'embryologie, lui donne alors sa chance. Il lui

1969, une découverte qu'elle fait « un peu par hasard » à la faculté des sciences de Nantes.

En tentant de marier des tissus d'embryons d'espèces différentes (du mésenchyme de caille et de l'épithélium pré-hépatique de poulet), Nicole Le Douarin va mettre au point une méthode de marquage cellulaire fondée sur la

monde entier, lui permet alors d'orienter ses recherches sur les migrations et les interactions cellulaires pendant le développement de l'embryon.

Recherche importante car le développement des chimères est analogue à celui de l'homme et des mammifères, et l'étude chez l'embryon de la mise en place de l'appareil nerveux offre un remarquable champ d'expérience. En effet, explique M^{me} Le Douarin, à côté du système nerveux central, « un système nerveux périphérique s'édifie à partir des bourgeons nerveux » (1). Ceux-ci se rejoignent au moment de la fermeture du tube nerveux et constituent une structure transitoire à laquelle on donne le nom de crête neurale.

ne commencent les migrations cellulaires.

Pour y répondre, les équipes de l'Institut d'embryologie se sont alors livrées à de nouvelles greffes consistant à modifier la position de morceaux de crête neurale. Un peu comme si, dans une colonne cylindrique formée de pièces de couleurs différentes, on remplaçait l'une des pièces du bas par une autre venant du haut et vice versa. Ces expériences ont permis de montrer que, lorsque le niveau d'origine des cellules était modifié dans la crête neurale, les cellules dérivées changeaient à leur tour de site d'attachement et se différenciaient en fonction de ce site. D'une certaine manière, les cellules paraissent donc capables de s'adapter à de nouvelles destinées.

Greffes de moelle, greffes de membres et même de parties entières de cerveau ont tout naturellement conduit Nicole Le Douarin à s'intéresser au système immunitaire. Il paraissait, en effet, intéressant de savoir ce que devenaient ces animaux bicolores et si les contacts établis entre les différentes cellules nerveuses de la caille et du poulet étaient fonctionnels à l'âge adulte. « Nous avons donc laissé éclore des chimères portant des greffes de moelle épinière. Au début, explique M^{me} Le Douarin, leur comportement moteur est semblable à celui des poulets normaux du même âge. Le seul signe indiquant qu'il s'agit d'un animal greffé est la présence d'une bande de plumes pigmentées comme celles d'une caille au niveau des ailes. »

Certaines de ces chimères atteignent un âge avancé. Mais, « deux à quatre mois après la naissance, les ailes de l'animal tombent. La paralysie s'étend et bientôt, l'oiseau ne peut plus se tenir debout ». A la coupe, les tissus nerveux apparaissent fortement dégradés. Le microscope révèle des lésions avec des pertes de myéline — substance qui sert de manchon aux fibres nerveuses — comparables à celles observées dans la sclérose en plaques évolutive et de certaines autres maladies comme l'encéphalomyélite et la névrite allergique expérimentale.

Ces chimères caille-poulet constituent donc un formidable modèle pour l'étude des maladies démyélinisantes de l'homme, mais aussi, et c'est l'objet des travaux actuellement engagés à Nogent-sur-Marne, pour tout ce qui concerne la « reconnaissance du soi ». Il s'agit-là d'un tout nouveau plan de recherche pour M^{me} Le Douarin portant sur les rejets de greffe. Rejets qui peuvent être abolis si, lors de la greffe, l'épithélium thymique du donneur est également implanté chez le receveur. Des ailes de caille qui pu ainsi être greffées chez le poulet sans être rejetées. On imagine donc sans mal les conséquences d'une telle étude qui, il y a quelques mois encore, faisait l'objet de débats très controversés et devait à sa publication faire quelque bruit dans la communauté scientifique.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La Recherche, n° 87, février 1979.



confie une étude sur la genèse du système digestif du poulet. Elle s'enthousiasme, rentre bientôt au CNRS et soutient brillamment une thèse sur le développement du foie et du tube digestif chez l'embryon de poulet. Une carrière classique de chercheur, mais que va bouleverser, en

structure particulière des noyaux des cellules de caille. Elle peut ainsi distinguer à tout moment dans une chimère caille-poulet les cellules venant de la caille de celles appartenant au poulet. La puissance et la simplicité de cet outil, utilisé aujourd'hui par les laboratoires d'embryologie du

Electrons sauteurs

On savait depuis 1913 que les électrons changent brutalement d'orbite. Ce phénomène vient enfin d'être observé.

TROIS expériences réalisées ces derniers mois viennent de prouver l'existence d'un phénomène, le saut quantique, brutal changement d'état d'un atome lorsqu'un des électrons émet de la lumière. Elles ont été rendues possibles parce que l'on sait maintenant enfermer un atome dans un « piège », et l'y garder pendant de longues périodes, pratiquement préservé de toute interaction avec d'autres atomes.

Apparemment, on ne savait expérimentalement que sur un grand nombre d'atomes en même temps, et l'on accédait donc aux propriétés d'ensemble mais non aux comportements individuels. Aujourd'hui c'est chose possible, et le progrès technologique accompli pour piéger des atomes est en passe d'apporter à la physique atomique un renouveau comparable à celui que fut, il y a vingt-cinq ans, l'invention du laser : avec à la clé nombre d'applications, en particulier dans le domaine de la métrologie.

Pour mieux comprendre ces progrès et mesurer ce que sont ces sauts quantiques, il faut remonter dans le temps. En 1913, lorsque le Danois Niels Bohr introduisit un modèle d'atome qui allait bouleverser la physique. Il supposait que les électrons tournaient autour du noyau en décrivant des orbites circulaires, en analogie avec le mouvement des planètes autour du Soleil. Mais, à l'inverse de celles-ci, les électrons pouvaient changer d'orbite, sauter brusquement de l'une à l'autre.

Si le saut rapprochait l'électron du noyau, ce qui libérait de l'énergie, celle-ci était émise sous forme lumineuse, avec des caractéristiques parfaitement calculables en termes de charge électrique, de masse de l'électron et de ce mystérieux quantum d'action introduit par Max Planck en 1900 pour résoudre un

problème de thermodynamique sans rapport direct avec la structure des atomes.

Le succès du modèle fut immédiat. Il expliquait parfaitement la structure des raies lumineuses émises par l'hydrogène, le plus simple des atomes, problème sur lequel les physiciens bégayaient depuis trente ans. Et des raffinements de la théorie montrèrent bientôt qu'on pouvait aussi rendre compte de l'émission lumineuse des autres atomes.

Pourtant, le modèle de Bohr était incompréhensible, en grande partie à cause de cette notion bizarre de « sauts quantiques » d'une orbite à l'autre. On n'imaginait pas la Terre décrivant brusquement d'aller se promener sur l'orbite de Vénus, et il est heureux pour ses habitants que cette fantaisie ne soit pas dans ses moyens. La mécanique classique, qui, depuis sa formulation par Newton, régnait le monde, n'autorisait certes pas d'aussi brutales transitions et ne prévoyait que des évolutions graduelles, parfaitement calculables et continues.

Einstein venait de renouveler la mécanique avec sa relativité et son équivalence entre masse et énergie, mais n'avait en rien touché à cette continuité fondamentale. Certes, il avait fallu introduire la discontinuité en physique. Planck l'avait fait, puis Einstein avait repris l'idée dans son explication de l'effet photoélectrique (1). Mais il s'agissait d'une discontinuité des échanges d'énergie, celle-ci étant transmise par petits paquets (quanta). On pouvait n'y voir qu'une restriction de la mécanique classique, une réduction de l'éventail des solutions qu'elle fournissait. Avec le modèle de Bohr, c'est la notion fondamentale de trajectoire qui était remise en cause, et l'agression contre la mécanique était patente.

On sait la fortune du modèle de Bohr. Amélioré, analysé, déformé, il engendra finalement la mécanique quantique, laquelle n'a rencontré que des succès depuis sa formulation précise entre 1925 et 1930. Elle est caractérisée par l'occurrence de transitions brutales et imprévisibles, traduction directe des sauts quantiques de Bohr. Ce caractère imprédictible, cet indéterminisme fondamental de la théorie, a fait couler beaucoup d'encre et soulevé de fortes oppositions. Il est maintenant très généralement admis, bien que certains physiciens continuent de le trouver gênant. Mais comment s'opposer à une théorie qui collectionne à tel point les succès ?

Une théorie qui collectionne les succès

Pour autant, on n'avait jamais observé directement les sauts quantiques au sens strict, les changements d'orbite brutaux des électrons atomiques. Les expériences qui auraient pu les montrer portaient sur un très grand nombre d'atomes, où un très grand nombre d'électrons changeaient d'état. Mais ils ne le faisaient pas en parfaite simultanéité, et l'étalement dans le temps des transitions recréait une apparence de continuité de l'évolution du système. La situation a changé ces dernières années, depuis qu'on sait isoler un seul électron on un seul atome, et étudier son comportement.

Comme pour beaucoup de progrès importants, le principe est simple, et la technologie effroyablement compliquée. Un électron est soumis à des forces quand on le place dans un champ magnétique ou dans un champ électrique. Un étudiant de première année a tous les outils nécessaires pour trouver une combinaison de ces deux champs qui confine l'électron dans une petite région, qui l'y ramène quand il essaie de s'en écarter si du moins sa vitesse n'est pas trop grande. Mais deux difficultés apparaissent. L'une, point trop grave, est qu'il faut

amener l'électron dans cette région en le freinant correctement pour qu'il puisse s'y stabiliser. L'autre, délicate, est que la région doit être aussi vide que possible de toute matière, car tout choc avec un atome fera disparaître l'électron.

Cela fait trente ans que le physicien américain d'origine allemande Hans Dehmelt étudie à l'université de l'Etat de Washington des « pièges à électrons ». Cela n'en fait pas dix qu'il a obtenu des résultats positifs, en surmontant tous les obstacles, en obtenant une qualité de vide telle que la pression de l'atmosphère résiduelle soit réduite à quelques millièmes de milliardième de sa valeur normale. Son équipe a pu ainsi garder le même électron dans un piège pendant dix mois, et l'utiliser pour plusieurs expériences. L'espoir était de tenir un an, et un gros gâteau d'anniversaire était déjà prévu. Mais un des quelques atomes résiduels a probablement heurté l'électron, et l'a éjecté hors du piège.

MAURICE ARVONNIY.

(Lire la suite page 18.)

(1) Pour expliquer que les électrons soient arrachés d'un métal recevant de la lumière ultraviolette, Einstein supposa que l'énergie lumineuse était concentrée sur des corpuscules, plus tard appelés photons.

Fragiles chimères

Tous ces travaux ont donc permis d'établir une cartographie de cette crête neurale et l'on sait désormais que telle cellule qui va dans telle zone est dérivée de telle région de la crête. Mais, en dépit de ces progrès, une question restait posée : celle de savoir si la crête neurale est formée d'une population homogène de cellules à potentialités multiples ou si elle est un mélange de cellules dont la destinée est génétiquement programmée avant que

INSERM

ÉLECTIONS AUX COMMISSIONS SCIENTIFIQUES SPÉCIALISÉES

Validation des listes électorales : date limite des réclamations le 15 janvier 1987.

Les listes provisoires peuvent être consultées notamment au siège de l'INSERM ou auprès de ses administrations déléguées régionales.

Dépôt des candidatures individuelles (collèges A1 et A2) ou par listes (autres collèges) : date limite le 2 février 1987, à 12 heures. Les formulaires de dépôt de candidatures sont disponibles aux endroits indiqués ci-dessus.

Date des scrutins : 27 février 1987 (premier tour, tous collèges) et 20 mars 1987 (deuxième tour, collèges A1 et A2).

BUREAU DES ÉLECTIONS
INSERM
101, RUE DE TOULBIAC, 75664 PARIS CEDEX 13

L'écran des arbres

Des chercheurs ont mis au point une simulation sur ordinateur de la croissance des arbres. On peut ainsi sans attendre voir ce que sera la plantation adulte.

SUR l'écran défilent une série d'images qu'entre aux chercheurs nomment « les quatre saisons ». Celles d'un cerisier dont on suit les métamorphoses au fil des mois. Simple squelette aux branches nues en hiver, l'arbre s'épanouit sous une riche floraison au printemps, verdoie en été et roussit en automne. S'il ne s'agit pas là que de nouvelles images de synthèse — elles ont été calculées et dessinées par ordinateur — venant enrichir les catalogues existants, on pourrait déjà saluer la précision du graphisme et la justesse des couleurs. Mais il y a plus.

Ces dessins sont strictement conformes à une réalité possible. Au point qu'un arboriculteur attentif n'y trouverait à redire. Et pour cause : le programme informatique qui a conduit à cette séquence d'images a été concocté par un agronome. Ou plutôt par un « agromathématicien », comme se définit M. Philippe De Reffy, chercheur au laboratoire de modélisation du Centre international de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à Montpellier. Que les images obtenues soient d'excellente qualité et qu'elles commencent à susciter l'intérêt de quelques artistes, M. De Reffy s'en réjouit. Mais c'est pour lui un heureux accident de parcours dans une recherche qui avait au départ des objectifs scientifiques puisqu'elle visait avant tout à une meilleure compréhension de la croissance des plantes.

« Données de croissance »

M. De Reffy, qui travaillait sur le caféier et le palmier, n'avait en effet en tête que des problèmes agronomiques lorsqu'il a entrepris, en 1978, d'élaborer un modèle mathématique simulant la croissance des arbres. C'est pour répondre aux besoins de ses recherches qu'il a écrit un logiciel sur la base de théories statistiques fournissant les probabilités de ramification, de croissance ou de mort des bourgeons. Puis, pour différentes espèces et variétés étudiées, il a introduit dans le programme général des « données de croissance » mesurées sur le terrain.

Appliqué en Côte-d'Ivoire à des cultures de caféiers, ce modèle a permis d'étudier la verse et de dégager des critères de sélection de variétés moins sensibles à ce phénomène qui fait tomber les arbres. Bien

d'autres renseignements utiles ont pu être acquis par le simple calcul — de l'influence de différentes doses d'engrais sur la croissance des plantes à diverses maladies — évitant ainsi de longues observations expérimentales.

Certes, d'autres logiciels de ce type existaient dans des laboratoires, mais chacun d'eux était adapté à une espèce particulière. Celui qui a été élaboré à Montpellier a ceci d'original et d'intéressant qu'il est très général et peut fonctionner avec n'importe quel végétal. « Il est possible de calculer et de représenter une plante aussi loin qu'on en a le courage », souligne M. De Reffy.

Fleurs imaginaires

C'est cette souplesse qui a séduit M. Claude Edelin, spécialiste de l'« architecture végétale » (voir encadré) à l'Institut de botanique de l'université de Montpellier, et qui l'a conduit, il y a trois ans, à s'associer aux études de modélisation. Le botaniste pouvait enrichir le modèle en y apportant des données qualitatives reflétant le développement des axes des arbres (tronc et branches) les uns par rapport aux autres. En contrepartie, le programme informatique lui fournissait « un excellent moyen de tester certaines hypothèses de croissance d'arbres complexes, dont la vérification aurait été fort longue sur le terrain ».

Le logiciel, même dans sa toute première version, pouvait aussi permettre de dessiner des arbres « calculés ». Au départ, M. De Reffy ne voyait là que du superflu car les agronomes peuvent très bien se contenter de travailler sur des données numériques. Mais il a vite compris qu'il pouvait être utile de « montrer » le résultat de ses travaux à des collègues moins rompus que lui aux finesses de l'informatique et ainsi de les « convaincre plus aisément » du bien-fondé de sa méthode.

Et, puisque images il y avait, il fallait tenter d'en parfaire l'élaboration, en affinant le détail ou le rendu des couleurs. On fit appel à un spécialiste des images de synthèse, M. Marc Jacier, qui a quitté l'université de Strasbourg pour se joindre à l'équipe. Quant aux importantes puissances de calcul que requiert le programme pour « tourner », elles sont fournies par le Centre national universitaire sud de calcul de Montpel-

lier, qui prête ses machines aux chercheurs.

Les compétences et les moyens étant réunis, on a pu faire évoluer le programme initial. D'abord en l'élargissant chaque année à une variété nouvelle : après le caféier, le palmier et le cotonnier, ce sera au tour de l'arbre à lychee, de l'hévéa, etc. Puis en améliorant sans cesse le logiciel lui-même, pour lui faire calculer et dessiner des détails toujours plus nombreux.

Les feuilles, par exemple, au départ simples taches vertes, apparaissent maintenant dans leur forme réelle, laquelle évolue à mesure que l'arbre croît. D'autres finesses sont aussi apparues dans l'image, comme l'ombrage de l'arbre ou son ombre au sol. Et l'on peut même, par écran interposé, « marcher » dans des plantes ou « grimper » sur des arbres. Au cours d'une de leur « promenade » dans le tronc du cocotier, les chercheurs ont ainsi eu la surprise de découvrir un fruit... preuve qu'il fallait apporter quelques modifications au calcul.

Rien n'empêche non plus d'appliquer la méthode à d'autres plantes que les arbres et de créer, comme l'a fait récemment M. De Reffy, des fleurs imaginaires, dont on parvient à distinguer sur l'écran les éta-

mines et les pistils. Les chercheurs envisagent aussi de faire bientôt de la conception assistée par ordinateur. Ils pourront alors faire « tourner » l'image de l'arbre pour l'observer sous toutes les coutures, comme cela se fait couramment pour le dessin des carrosseries d'automobile ou celui des engrenages mécaniques. L'opération semble a priori faisable, à ceci près toutefois que les arbres sont des objets d'une complexité telle qu'on ne pourra les représenter que sous forme de « structures fil de fer ».

Mais déjà dans sa forme actuelle, la modélisation réalisée à Montpellier offre suffisamment de possibilités pour attirer l'intérêt. Non seulement de la part des agronomes et des botanistes, mais aussi de celle de sociétés de service ou informatiques comme la SESA qui a acheté le logiciel et devrait le commercialiser en 1987. Les paysagistes y voient pour leur part un excellent outil qui peut les aider à prévoir quelle forme prendra un arbre selon le nombre et l'emplacement des tailles qui lui seront faites. Un bon moyen de vérifier si une branche du cèdre planté sur la place ne traversera pas un jour la salle des fêtes de la mairie!

ELISABETH GORDON.

Une nouvelle branche de l'architecture

LES arbres, eux aussi, peuvent être décrits en termes architecturaux. Depuis le siècle dernier, nombre de botanistes se sont efforcés de « regarder » les arbres en tenant compte de leur structure. Mais il ne s'agissait là que d'études éparpillées, qu'il fallait rassembler et généraliser. De ce besoin de globalisation est née, il y a une quinzaine d'années, une nouvelle discipline consacrée à l'« architecture végétale ». Cette dernière s'attache à classer les arbres selon la disposition de leurs axes — tronc et branches — les uns par rapport aux autres.

Considérées sous cet angle, des plantes aussi différentes que l'euphorbe ou le manioc se ressemblent étrangement, avec leur tronc court qui s'arrête brutalement et se ramifie, avec leurs fleurs qui, à l'extrémité de chaque axe, en arrêtant la croissance, de même de très nombreux végétaux des pays tropicaux et tempérés présentent le même « modèle architectural » que le pin maritime, au tronc droit et haut, aux branches dressées disposées en étages. Il suffit en fait d'une vingtaine de modèles architecturaux pour répertorier les quelques trois cent mille espèces d'arbres connues», explique M. Claude Edelin, de l'Institut botanique de l'université de Montpellier, un des laboratoires pionniers de ce type d'études.

Pour décrire complètement l'arbre, il faut encore ajouter à ces modèles — qui sont, pour une espèce donnée, héréditaires — un autre élément, celui dit de « répartition ». Quand elles vieillissent, certaines espèces, comme le peuplier, peuvent en effet reproduire leur propre architecture, de sorte que de « petits arbres », en tous points analogues à l'arbre-père, se développent à l'intérieur de celui-ci.

Une telle approche a déjà contribué aux progrès des connaissances botaniques. Mais elle s'est aussi révélée fort utile dans la modification de la croissance des végétaux.

E. G.

Electrons sauteurs

(Suite de la page 17.)

Les mêmes dispositifs, ou des variantes, ont permis de piéger des atomes ionisés (amputés d'un ou plusieurs électrons), puis des atomes entiers. Et l'on a pu ainsi observer les sauts quantiques imaginés par Bohr.

La méthode a été proposée par Dehmelt sous le nom de « shelving », ce qui se rend à peu près par « rangement sur une étagère ». On éclaire l'atome isolé avec un laser qui fait passer un électron de l'état normal à un état de plus haute énergie. En termes du modèle de Bohr, on l'envoie sur une orbite plus éloignée. Il en retombe aussitôt — en un temps inférieur au milliardième de seconde — en émettant de la lumière. Dès qu'il est retombé, le laser le repousse sur l'orbite éloignée, etc. On peut obtenir environ un milliard de transitions par seconde, et l'émission lumineuse de l'atome est alors suffisante pour qu'on voie à l'œil nu, au centre du piège, un point lumineux.

On éclaire maintenant l'atome avec un second laser qui peut aussi induire une transition et envoyer l'électron sur une autre orbite, qu'on appellera l'étagère. Mais on choisit une transition « interdite », ce qui signifie qu'elle est très improbable. Il faut plusieurs secondes pour que cette transition ait une chance de se produire, et autant pour que l'électron retombe de l'étagère où il est ainsi rangé. Or, pendant tout le temps où il est sur l'étagère, il n'est plus sensible au premier laser et n'émet donc plus de lumière. On voit donc le point lumineux disparaître, puis réapparaître, puis disparaître encore... ce qui met en évidence les sauts quantiques entre l'étagère et, disons, le plancher.

En bonne mécanique quantique, le résultat n'a rien d'étonnant. Il n'empêche que, quand la préparation d'une telle expérience fut annoncée lors d'un

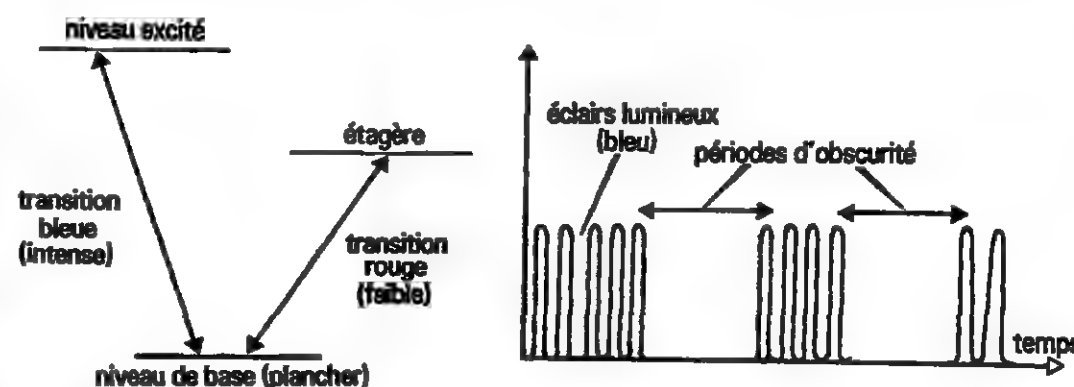
congrès de physique à Copenhague, il y eut des discussions sur son résultat ; la moitié des participants estimèrent qu'on ne verrait pas les sauts quantiques. Deux physiciens du laboratoire de l'École normale supérieure, Claude Cohen-Tannoudji, professeur au Collège de France, et Jean Dalibard, furent alors à même, en utilisant une méthode qu'ils avaient développée pour d'autres problèmes, de calculer le résultat précis que devait fournir l'expérience et de montrer que les sauts quantiques devaient bien être observés.

Les résultats ont confirmé les prédictions. Trois expériences ont été récemment faites. L'une est strictement conforme au processus qu'on vient de décrire. Elle a été réalisée au Colorado par des chercheurs du National Bureau of Standards qui ont observé les sauts quantiques sur des atomes de mercure ionisé. Deux autres, où l'objet étudié est un ion de baryum, sont d'un principe légèrement différent, mais qui ne changent rien sur le fond. L'une a été réalisée par l'équipe de Dehmelt, l'autre est

due à des chercheurs de l'université de Hambourg (RFA).

Outre qu'elles ont mis en évidence les sauts quantiques, ces expériences ont permis de mesurer la durée de vie de l'étagère, c'est-à-dire le temps moyen qu'y reste l'électron lorsque les atomes sont assez isolés les uns des autres pour que des chocs ne perturbent pas leur comportement. Ce n'est jamais le cas sur Terre, mais c'est celui de la matière interstellaire, et de telles mesures sont donc intéressantes pour les astrophysiciens.

MAURICE ARVONNIV.



L'étagère : un laser bleu est pointé sur un atome isolé, et fait passer un électron atomique du niveau de base à un niveau de plus haute énergie (niveau excité). L'électron retombe aussitôt en émettant un photon, enregistré par le détecteur comme éclair lumineux. Les aller et retour sont si fréquents que l'émission lumineuse paraît continue. Un autre

laser, rouge, éclaire aussi l'atome et peut envoyer l'électron vers un troisième niveau : l'étagère. Mais cette transition est très peu probable, à la montée comme à la descente. Quand l'électron est sur l'étagère, il y reste plusieurs secondes, pendant lesquelles l'atome n'est plus sensible au laser bleu et n'émet plus de lumière.

BIBLIOGRAPHIE

Une nouvelle collection de poche

DONNER au grand public une information scientifique sérieuse qui soit à la portée du plus grand nombre : tel est le but des éditions Le Rocher, qui ont lancé récemment une nouvelle collection : « Sciences et découvertes ». D'un format de poche (150 x 175 mm), chaque ouvrage, rédigé par un spécialiste du sujet traité, compte 128 ou 160 pages et 10 à 30 illustrations noir et blanc ou trait. Pas de photos ou d'images en couleurs (sauf sur la couverture).

Cette série a-t-elle son avantage : le prix de chaque livre est de 35 ou de 39 francs.

A ce jour, une douzaine de titres sont disponibles. Ils sortent, en effet, au rythme de deux toutes les six semaines. Leur variété est très grande : de la Vie des étoiles aux Oies du fond des mers et des Dinosaures à la Mésure, du Cerveau hormonal aux Volcans et magmas...

Y. R.

SOLDES

Dans tous les rayons
et jusqu'à épuisement des stocks

AUX TROIS QUARTIERS

17 Bd de la Madeleine Paris tél 42.60.39.30

VENDREDI 9 JANVIER
 Le Monde
 PLAISANCE



Supplément magazine en couleurs
avec la collaboration de **LOILES**
Gratuit avec le Monde
Vendredi 9 janvier 1987 samedi 10 janvier

AU SOMMAIRE
DE JANVIER
Le Monde DES
PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie

- NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
- Jeux d'enfants
 - Bilan philatélique de l'année 1986
 - Les 100 ans du Carré Marigny
 - Trois non-amis de la Réunion

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

SECTEURS DE POINTE



MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques (VAL, ARAMIS).
Son développement rapide l'amène à rechercher (H/F)

Ingénieur Mécanicien

Dans le cadre de nos nouveaux projets, il coordonnera et participera aux études et au développement du Matériel Roulant. Outre sa formation mécanique, il a une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine ferroviaire (ou équivalent) et une bonne pratique de l'anglais ; des connaissances en électrotechnique seraient un plus. Poste basé à VANVES (92). **Réf. A**

Ingénieur Génie Civil

Intégré à l'équipe en place, il suivra pour MATRA TRANSPORT, les études d'Avant Projets d'un de nos maîtres en province. La capacité à coordonner l'activité d'équipes importantes est un atout essentiel pour la réussite dans ce poste. Ingénieur grande école (Centrale, ENPC...) il a une expérience de 3 ans minimum en travaux publics (chantier ou Bureaux d'Etudes). Poste basé en Province. **Réf. B**

Jeune Ingénieur Electronicien

Intégré à l'équipe chargée des projets VAL, sa mission sera double : d'une part la maintenance des logiciels existants, d'autre part le développement de logiciels pour de nouvelles applications (France et export). Ingénieur débutant (ou première expérience) il a impérativement une connaissance de la programmation des microprocesseurs. Poste basé à LILLE (déplacements France et Etranger à prévoir). **Réf. C**

Pour ces 3 postes, l'esprit d'équipe, le sens de l'organisation et l'autonomie permettront aux candidats de réussir et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à :
MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



MATRA TRANSPORT

MARQUER La différence

En 2 ans d'activité SILICONE est devenu, après une très forte croissance, une entreprise mûre pour la réussite. Concevoir et réaliser des logiciels, maîtriser les aspects «hard» de la prestation, c'est notre métier et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle temps réel que nous investissons (aéronautique, électronique militaire, ingénierie des systèmes...).

Nous recherchons à **PARIS et GRENOBLE** des **INGENIEURS GRANDES ECOLES** qui avec nous saurons faire la différence.

► **CHEFS DE PROJETS**
connaissances souhaitées UNIX, TELECOM...

► **INGENIEURS LOGICIELS**
Débutant ou première expérience (1-2 ans), connaissant langage C, 68000, UNIX.

Notre entreprise propose des prestations sur mesure, à forte plus value intellectuelle. Vous maîtriserez de A à Z votre prestation : pour marquer la différence. Votre candidature et ses motivations sauront nous convaincre de votre capacité à réussir avec nous, en évoluant au sein d'une structure jeune, légère, volontaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Silicône 6, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

SILICONE

CONTEXTE

Branchez votre énergie sur MULTILOG



LES BATISSEURS DE GRANDS LOGICIELS

Concevoir et réaliser des logiciels professionnels micro. Au tout premier plan des concepteurs et des éditeurs français de logiciels professionnels micro, cette société de 43 personnes a déjà vendu plus de 20.000 exemplaires de son SGBD. Pour développer la synergie SGBD, télématique et intelligence artificielle, MULTILOG crée plusieurs postes. Dans cette entreprise jeune où les rapports sont conviviaux, le sens des réalités économiques et des responsabilités sont des valeurs qui permettent un réel épanouissement professionnel.

Ingénieurs de développement logiciels de base

Sous la responsabilité d'un chef de projet et en sein d'une équipe, l'ingénieur sera chargé de concevoir et de réaliser des logiciels de base (bases de données, traitement de texte, réseaux locaux, tableaux, graphique, télématique, synchrone-expert, interface langage naturel...). De bonnes connaissances des langages assembleur et C sont souhaitées. Lire l'anglais est réellement un plus. Les postes à pourvoir s'adressent à des ingénieurs débutants et expérimentés (2 ans). **Réf. A/D 2813AM.**

Ingénieurs de développement progiciels gestion

Sous la responsabilité d'un chef de projet, il s'agit de développer des versions nouvelles de progiciels existants et de participer à la conception et à la réalisation de progiciels nouveaux tels que comptabilité, paie, facturation. Les postes à pourvoir impliquent une ouverture intellectuelle vers la gestion mais s'adressent aussi bien à des ingénieurs qu'à des diplômés d'UT. **Réf. A/D 2813M.**

Responsable de l'informatique interne

Responsable de l'informatique interne auprès de la direction financière, le titulaire analysera et traduira en termes informatiques les démarches utilisateurs en matière de gestion financière (statistiques, état de trésorerie...). La supervision des techniques de production et la maintenance de l'ensemble du matériel lui seront également confiées. Le candidat possèdera une solide formation aux techniques de gestion (DUT, BTS...) complétée par quelques années d'expérience en analyse et programmation, sur mini ou micro. **Réf. A/D 2814M.**

Pour tous ces postes, des formations complémentaires appropriées seront offertes si nécessaire. Les rémunérations annuelles seront fonction des connaissances et compétences des candidats retenus. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ALPHABET

Professionnel des automatismes et liaisons ?

Oui ! Alors ceci vous concerne. Diplômé d'une école d'ingénieurs, mécanicien aguerri, vous avez une bonne maturité industrielle. Vous savez peser le pour et le contre des solutions techniques en automatismes, assumer la responsabilité des mises au point et établir des devis en maîtrisant vos prix de revient.

Une filiale d'un grand Groupe, en Rhône-Alpes, spécialisée dans l'automatisation flexible d'assemblage, cherche son responsable de la cellule Automatismes pour ses installations à base d'automates, de calculateurs et de réseaux.

Homme des situations d'avant-garde certes, vous privilégiez avant tout le bon sens et l'efficacité. Le moment est venu d'encadrer une équipe de techniciens et de participer à des réalisations unitaires, de qualité, dans un esprit d'équipe. Vos talents d'animateur et votre intégrité vous feront marquer des points. Notez enfin les possibilités d'évolution que peut offrir notre Groupe. Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, Le Britannia C, 20 boulevard Eugène-Deruelle, 69432 LYON CEDEX 03, sous référence 023 452 M, merci de joindre votre CV, une photographie et d'indiquer votre rémunération actuelle.



Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

TEK DIVISION INFORMATIQUE

TEKTRONIX FRANCE
Filiale d'un groupe international
Electronique et Informatique
Recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

Basé à Aix en Provence

- Vous avez une formation scientifique supérieure.
- Votre métier est de vendre des produits de Haute Technologie.
- Vous connaissez bien le marché des applications CAO/CFAO.
- Vous parlez l'anglais.

NOUS VOUS OFFRONS

- La gamme de terminaux et stations graphiques la plus étendue du marché.
- L'opportunité de prouver vos compétences commerciales.
- Un stage de formation aux USA.
- Un véhicule de fonction.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à :
TEKTRONIX FRANCE - Direction du Personnel - 1 rue de la République - 13001 AIX EN PROVENCE

Ensemble jusqu'à la pointe du possible

INGENIEUR THERMICIEN

Chartres

De formation type INSA, A.M., vous avez acquis votre expérience (4 à 5 ans) en bureau d'études, exploitation chimique ou conditionnement d'air appuyée par une connaissance en traitement informatique de données techniques. Vous possédez aussi une bonne pratique de l'anglais.

L'APPAVE, important organisme de vérifications techniques de sécurité vous propose d'exploiter au mieux vos compétences.

Après une période d'intégration - à Paris - vous serez rapidement amené à effectuer des diagnostics thermiques et assurer des missions d'assistance relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les locaux d'habitation et ensembles de bureaux ; ce qui implique de fréquents déplacements sur la région.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 87.07 à APPAVE, M. de Rigaud, 17 rue Salmaire, 75854 Paris Cedex 17.

apave

SECTEURS DE POINTE



GILSON INTERNATIONAL

Nous sommes concepteurs et constructeurs d'instrumentation de laboratoire pour la recherche scientifique. Notre service de « Mise en Fabrication » est pour nous un carrefour technique entre les études et la fabrication en série.

DES MOYENS DE FABRICATION...

et des outillages à concevoir, à réaliser, et à gérer (mise à disposition, maintenance préventive...), des besoins à gérer, seraient votre responsabilité d'

INGENIEUR en charge des outillages

Vous êtes ingénieur de formation, vous avez une expérience conséquente en fabrication ou en méthodes, vous connaissez les technologies récentes et vous savez les « vendre » aux utilisateurs qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur d'une entreprise.

Vous pratiquez l'anglais.
Ecrivez à Vincent Oberthür.

GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS-LE-BEL.

DES NOUVEAUX PRODUITS...

des instruments mécaniques ou automatiques à industrialiser, des modifications à appliquer, des fabrications à préparer, des solutions à rationaliser et à gérer, des valeurs à analyser constitueraient votre charge en tant qu' :

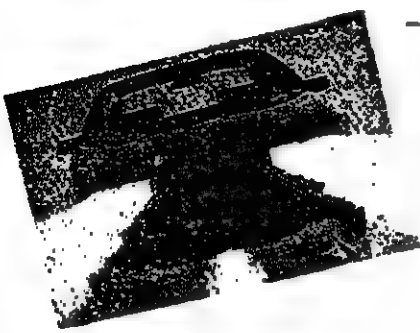
INGENIEUR d'industrialisation

Vous êtes ingénieur mécanicien, vous avez une bonne expérience d'étude ou d'industrialisation, vous êtes curieux « de naissance », vous pratiquez l'anglais.
Ecrivez à Norbert Demercoq.



MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE ANGERS

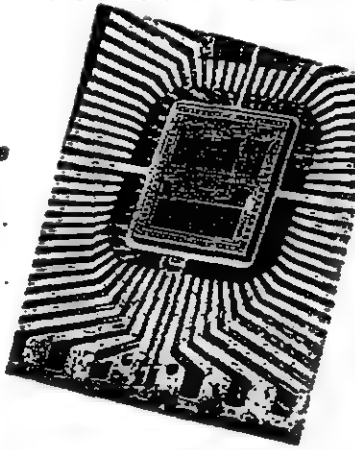
Motorola, c'est le leadership...
des hommes, des idées et de la technologie.



Angers, c'est non seulement le site du « Bon Rd Plané », mais aussi une ville universitaire et de haute technologie industrielle ; c'est également et surtout l'implantation depuis 3 ans de MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE, entreprise régionale à taille humaine de 220 personnes bénéficiant d'une présence mondiale à travers l'ensemble du groupe MOTOROLA.

En pleine expansion, nous produisons dans notre nouvelle usine des produits électroniques pour l'automobile.

A ANGERS LA QUALITE
N'EST PAS SEULEMENT UN
SLOGAN, C'EST
NOTRE METIER.



JEUNES DIPLOMES

Vous êtes :
SUPERLEC - ARTS ET METIERS - NT - DUT - BTS - débutants ou expérimentés.

Motivés pour participer au développement de nos départements : PRODUCTION - Assurance QUALITE - ETUDES Industrielles - LOGISTIQUE (achats, approvisionnement...) - procédés de FABRICATION. Vous voulez intégrer une équipe dynamique et tournée vers l'avenir, alors contactez-nous (lettre manuscrite, C.V. et photo) VALEURS PLUS - 58, rue de Richelieu - 75002 PARIS en précisant le domaine pour lequel vous postulez.



L'AIR LIQUIDE

Leader mondial des gaz industriels
recherche

CHEF DE PRODUITS

pour sa Division ALPHAGAZ EUROPE qui commercialise les gaz spéciaux de très haute pureté destinés aux laboratoires de recherche et aux industries de Haute Technologie en particulier l'industrie des Semi-Conducteurs.

Vous serez chargé de l'étude des nouveaux marchés et du lancement des nouveaux produits en coordination avec la Recherche, la Production et les Services Commerciaux.

Vous êtes impérativement diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur et possédez une expérience d'au moins 3 ans en Marketing Industriel dans un contexte international concernant de préférence des produits de haute technologie.

Ce poste basé dans la Région Parisienne nécessite de nombreux déplacements en Europe auprès des filiales du groupe et des principaux clients.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, celle d'une autre langue sera appréciée.

L'AIR LIQUIDE offre aux candidats de valeur de larges possibilités de carrière au sein de son groupe, 25.000 personnes dans 55 pays.

Adressez lettre manuscrite C.V. avec photo en précisant votre rémunération actuelle et la référence PM, à L'AIR LIQUIDE D.R.H.P. 75 quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07.

PROGRAMMES ARIANE 5 - HERMES

responsables fiabilité- sécurité d'un projet

La Direction des Lancements du CNES à Evry (91) recherche 2 ingénieurs dynamiques désireux de s'impliquer dans la Nouvelle Aventure Spatiale Européenne.

Vous possédez quelques années d'expérience industrielle dans le domaine de la mécanique ou de la propulsion.

Au sein d'une petite équipe, rattachée à la division Qualité-Fiabilité Lancement, vous bénéficierez d'une large responsabilité dans :

- la définition puis la coordination des études de FIABILITE-SECURITE entre les industriels contractants, - le suivi et la synthèse des travaux correspondant chez ces industriels.

Vous devrez avoir comme objectif permanent la prise en compte des composantes FIABILITE-SECURITE dans l'ensemble des activités de développement des lanceurs et des installations.

Soit (conception, essais, fabrication). Adressez votre candidature avec CV et photo, à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex, sous la référence 45.

Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

Optimiser les ressources informatiques

Les clés du succès de CANDLE résident dans la qualité technique des produits et des services offerts. Les logiciels QMGAMON analysent en temps réel les performances des grands et moyens systèmes IBM et sont utilisés par plus de 50% des sites MVS aux Etats-Unis.

Pour poursuivre son implantation française, cette société recherche son

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Véritable professionnel des systèmes d'exploitation, il aura une maîtrise parfaite des environnements MVS et IMS ou CICS ainsi qu'une expérience de la gestion de performances.

Auxonne, il intervient sur les systèmes dans le cadre du suivi de clientèle, assure la formation des utilisateurs et devient ainsi un authentique partenaire des services informatiques.

Les conditions de rémunération et l'environnement de travail sont très attractifs et les perspectives d'évolution très grandes.

Poste basé à Paris. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 611 606 LM (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Arianespace recrute

Afin de renforcer notre Direction Industrielle, nous vous offrons d'être

ingénieur mécanicien

Au sein de la Division Production et dans le cadre de la réalisation et de l'utilisation du troisième étage du Lanceur Ariane, vous :
- assurez le suivi technique et financier d'activités industrielles dans le domaine des structures et de l'intégration du 3^e étage,
- êtes responsable périodiquement des recettes d'étages, avec préparation des dossiers techniques correspondants, et ce jusqu'à la phase finale de la campagne de lancement en Guyane,
- participez à l'exploitation des résultats en vol,
- participez au suivi du programme de développement.

Diplômé d'une Grande Ecole (Arts et Métiers, ENSI ou équivalent), vous avez au moins 5 ans d'expérience, acquise dans l'industrie, en études de structures et systèmes mécaniques.

Vos qualités personnelles reconnues sont le goût et le sens de la gestion technique, calendaire et financière ainsi qu'un esprit d'équipe développé. Naturellement, la connaissance de l'anglais est impérative. R&L DMR 8630

ingénieur mécanique-propulsion liquide

Au sein de la Division Production et dans le cadre de la production, amélioration et mise en œuvre des 1^{er}, 2^e étages et propulseurs d'appoint du Lanceur Ariane, vous assurez, pour toute la Propulsion Liquide, en collaboration avec l'équipe existante :

- le suivi technique et financier de la production et des développements d'amélioration auprès des industriels réalisateurs des organes propulsifs,
- les réceptions d'ensembles propulsifs ou d'équipements, la préparation des campagnes de lancement et l'exploitation technique des vols correspondants,
- la responsabilité technique des ensembles propulsifs au cours de la mise en œuvre du Lanceur en Guyane.

Ingénieur spécialisé en mécanique, aéronautique..., vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience dans les activités spatiales ou aéronautiques. Vous avez le sens des responsabilités et l'esprit d'équipe. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée. R&L DMR 8636

jeune ingénieur informatique

Au sein de la Division Système, sous l'autorité du Chef du Département Analyse de Missions, vous êtes chargé :
- de réaliser les études techniques de trajectoire, de mécanique de vol et de performances, en phase préliminaire et en début de contrat,
- d'assurer les études du Département à la demande, par exemple l'amélioration des outils de calcul.

Vous êtes ingénieur débutant en informatique aéronautique et spatiale, (SUPAERO ou Poitiers par exemple) ou vous justifiez d'une première expérience de 5 ans maximum. R&L DMR 8630

Ces trois postes, basés à EVRY, impliquent des déplacements en Guyane Française et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence du poste choisi, à Bernard MALAGIE
Relations Humaines - ARIANESPACE - Boulevard de l'Europe - B.P. 177 - 91006 EVRY Cedex.



SECTEURS
DE POINTE

**Ingénieur logiciel
temps réel**

180.000 F +

Provence/Méditerranée. - Une des premières SSI françaises, réputée et connue internationalement pour l'excellence de ses techniques et de ses réalisations recherche un jeune ingénieur logiciel pour participer, dans une première phase, au démarrage, chez le client, d'un projet de développement d'une application temps réel. Numéro dans d'une équipe de six personnes, il devra, sur le plan technique, prendre en charge les aspects méthodologiques et qualitatifs de ce projet et veiller à leur stricte application. Il interviendra progressivement en tant que spécialiste conseil "génie logiciel" pour les autres projets de ce client. Ce poste s'adresse à un ingénieur informaticien issu d'une grande école d'ingénieurs ou d'une ENSI (INSA, ENSCM, ENSIEM, ENSIET...), possédant une première expérience d'environ 3 ans, acquise idéalement dans le secteur aéronautique ou spatial, dans le domaine de la trajectographie. Une expérience et le goût de la méthodologie (MERISE, SADT...) sont indispensables. Compte tenu de l'importance stratégique du poste, il sera accordé une grande importance au potentiel humain et commercial dans le choix du candidat retenu. Une rémunération de l'ordre de 180.000 francs ainsi que des avantages divers (logement de fonction, semaine sur quatre jours) sont liés au poste. Ecrire à François TERRIN à Aix en Provence en précisant la référence A/X 5012M. (P.A. Michel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

4, rue de Lamoignon - 13100 AIX-EN-PROVENCE - TEL. 04.42.55.55

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Ingénieur d'Etudes
Mécanique de Précision**

100 Km Ouest de Paris

200 000 +

Une PME (130 personnes) fabriquant et vendant des accessoires de distribution de gaz recherche l'ingénieur de son bureau d'études. Ingénieur de formation (AM, ESME, CNAM ou équivalent) vous avez la technique. Vous possédez une expérience pratique des études et développement, et connaissez bien la mécanique des fluides et la mécanique de précision. Vous maîtrisez l'anglais. Votre rôle ? en prise directe avec la Direction, vous aurez à concevoir de nouveaux produits, à les amener au niveau de la présérie, à élaborer le dossier technique destiné à l'assurance qualité. Nous désirons vous rencontrer, surtout si en plus de vos compétences vous avez un esprit créatif et le goût de l'autonomie. Logement prévu dans un premier temps. Envoyez à notre Conseil : Ph. VINCHON vous remerciera de lui envoyer votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence 3184 M.



65, Avenue Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

INGENIEURS GRANDES ECOLES

**VIVEZ
L'ENERGIE CREATIVE**

Tenez bien ferme, attention ! Vous avez du poudrier à revendre, vous voulez apprendre, créer... L'ingénierie de haut niveau, les grands comptes vous attirent. Vous êtes prêts à assumer autonomie, initiatives et responsabilités, à conduire demain la réussite d'une unité et devenir l'un des acteurs de notre développement. Mettons nos énergies en commun ! CGI, l'un des leaders des sociétés de services et d'ingénierie informatiques européennes vous propose une formation de pointe à ses outils et méthodes : une carrière placée sous le signe de la créativité. Candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence DJA-801 à Dominique JAMET - Compagnie Générale d'Informatique - 84 rue de Grenelle - 75007 Paris



Compagnie Générale d'Informatique

Angers, Barcelone, Bordeaux, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New York, Orléans, Paris, Reims, Toulouse, Tours, Turin, Washington.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
(4400 personnes), 1 milliard 1/2 de CA

recherche pour une de ses divisions située en Normandie (300 personnes)

UN INGENIEUR MECANICIEN

(Bureau d'études)
A.M., INSA, INSA etc...

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience. Rattaché au Responsable Technique de la division, il aura pour missions : - la conception et l'étude de projets (calculs, plans) - le suivi et la mise au point de produits nouveaux jusqu'à leur industrialisation complète. Ce poste requiert une formation de type mécanique pour laquelle des connaissances complémentaires seraient appréciées : - connaissances des matériaux (élastomères, plastiques et/ou textiles) - connaissances en robotique et automatismes (CAO-DAO). Bonne pratique de l'anglais. Goût des contacts humains. Des possibilités d'évolution sont envisageables au sein du groupe pour candidat de valeur. Adresser lettre, CV, photo et présentations sous réf. 2898 à L&L-Touring/Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Vendre le Métro ...

et son Pilote Automatique

Après différentes villes françaises qui ont choisi le métro VAL, ceux de JACKSONVILLE et CHICAGO O'HARE seront aussi MATRA. Agent réussi en période de crise, le VAL est ainsi reconnu comme leader mondial dans son domaine. D'autre part, Mexico, Caracas et Santiago du Chili sont nos clients pour les automatismes de leur métro. Pour accentuer notre pénétration sur le marché mondial, nous cherchons pour la ZONE AMERICAINE LATINE, notre

Responsable Grand Export

Ingénieur parfaitement bilingue espagnol et anglais, votre personnalité vous permet d'être à l'aise en toutes circonstances. Votre expérience des montages d'opérateurs techniques et financiers à l'export, vous rend immédiatement crédible quel que soit votre interlocuteur. Si de surcroît vous y ajoutez une bonne connaissance des transports urbains et des techniques des automatismes, vous serez le candidat idéal pour prendre en main notre développement dans cette partie du monde.

Souhaitant vivement vous rencontrer, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et présentations) à MATRA TRANSPORT - Direction du personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



MATRA TRANSPORT

LES NOUVEAUX ESPACES



Motivistes de l'espace, nous aurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs des trois étages du lanceur Ariane. Notre société est filiale du Groupe SNECMA. 25 000 personnes, dont 3 400 cadres, qui possèdent une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

La Société Européenne de Propulsion recherche pour sa Division Propulsion Liquide et Espace située à Vernon (Eure - 27)

DEUX INGENIEURS GRANDE ECOLE, option mécanique

Ref. 428-430/86

LA DEFINITION INDUSTRIELLE DES MATERIELS ARIANE 3 ET 4

Ils assureront la mise à jour permanente du dossier de définition industrielle en liaison étroite avec la conception et la fabrication - analyse des non conformités, synthèse des actions correctives et de leurs répercussions sur la production, établissement des programmes.

DEUX INGENIEURS PROGRAMME-PRODUCTION

Ref. 426-427/86

Ils seront responsables du SUM TECHNIQUE D'UN LANCEUR depuis la mise en montage des éléments constitutifs jusqu'à la phase finale du tir à KOUROU (2 millions par an). Le suivi des actions s'effectuera auprès de tous les secteurs concernés : Bureau Technique, ordonnancement, assistance technique extérieure, préreception et présentation au CNES.

Une expérience d'environ 10 ans en entreprise industrielle est nécessaire.

Vous voudrez bien adresser lettre, CV, et présentations en rappelant la référence du poste choisi à SNECMA - Département Recrutement - 2, boulevard Victor, 75724 PARIS Cedex 15.



**VOTRE CARRIERE ET
LA BANQUE CREDIT DU NORD**

Soyons clairs.

**Au Crédit du Nord,
l'informatique joue un rôle essentiel**



Le Crédit du Nord, côté informatique, c'est : UNE ARCHITECTURE PUISSANTE, SOUPLE ET DÉCENTRALISÉE : 4000 MICRO-ORDINATEURS MULTIFONCTIONS - soit près d'un micro-ordinateur pour 3 collaborateurs - reliés à un système central. Ils servent aussi bien au traitement des transactions avec la clientèle qu'au soutien à la vente ou aux diverses opérations de gestion.

Le Crédit du Nord propose de participer à ce plan en tant que

Ingénieurs Informaticiens

CONFIRMES : Grandes Ecoles + 2 à 5 ans d'expérience.

DÉBUTANTS : Formation Grande Ecole d'Ingénieurs : X, Centrale, Supélec, Mines, Ponts, Télécom...

POUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉS SUIVANTES :

international - financier, et pour le développement système au niveau central.

MOYENS :

Nos équipes travaillent dans un environnement IBM et mettent en place des produits de pointe (systèmes experts, réseaux locaux, bases de données...).

Le développement de ce plan ambitieux donne à nos Ingénieurs-Informaticiens, la responsabilité directe des projets conçus.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes dans l'ensemble du groupe où les candidats devront, à terme, évoluer pour participer directement aux activités bancaires.



Ecrire sous réf. LM6 à Direction du Personnel 6/8, Boulevard Haussmann 75009 Paris.

Crédit du Nord

SECTEURS DE POINTE

INGENIEURS INFORMATIENS MIEUX ETRE, BIEN TRANSMETTRE.

Intégrer L'A.F.P.A., principal organe d'intervention du Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi (10.000 personnes 150 établissements) pour accompagner le développement de ses formations dans le secteur informatique.

Élargir votre horizon en transmettant à des adultes désireux de devenir à leur tour des spécialistes, votre compétence et votre vécu dans l'entreprise.

Enseigner dans un centre.

Vivre en contact avec les stagiaires.

Contribuer à leur avenir en leur dispensant un enseignement toujours actualisé grâce entre autres, à vos rapports avec les entreprises (leurs besoins, leurs réalisations, leurs matériels) et à votre participation à l'étude de nouvelles formations.

Cette orientation nouvelle, nous vous la proposons dans les centres F.P.A. : d'Amiens, Besançon, Corté, Dijon, Limoges. De formation supérieure en informatique (Ingénieur grande école option informatique, Miage ou équivalent), vous avez acquis, en 5 ans de pratique professionnelle, une solide compétence de Chef de projet en informatique de gestion, dans un environnement évolutif et performant.

Expériences appréciées : environnement gestion PME-PMI micro et mini, G.P.A.O., réseaux téléinformatiques, commercialisation de produits et services informatiques, bureautique, télématique...

Votre propre formation pédagogique, assurée par nos soins, durera environ six mois.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. très complet, à Nicole LARDREAU - C.P.T.A. - 63, rue Ampère, B.P. 155 - Z.I. Les Chanoux - 93330 NEUILLY SUR MARNE. La sélection aura lieu les 26 et 27 janvier.

afpa

Evolution pour un électronicien de talent...

...qui pense que la Technique doit être tournée vers le Marché.
C'est l'opportunité que peut aujourd'hui vous offrir

le marketing industriel

Ingénieur Chef de Produit

Vous prendrez donc tout d'abord en charge, aux côtés du Directeur Marketing, la définition technique des produits nouveaux et l'analyse de la concurrence.

Interface privilégiée entre la Technique et le Marketing, vous développerez ensuite vos analyses de marché en terme de produits et services à venir.

Fidèle d'un grand Groupe français concevant, produisant, et commercialisant des produits utilisant des techniques les plus avancées en matière de télécommunications, les mettant nous-même en œuvre sur un créneau en très fort développement, nous sommes situés en région parisienne.

Ingénieur pour dominer le sujet, électronicien pour être rapidement opérationnel, de bonnes connaissances en anglais pour communiquer avec nos partenaires, nous souhaitons vous rencontrer.

Merci de bien vouloir transmettre votre dossier à
Christiane CHARBONNE notre Conseil sous référence C/CP/M



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

PROGRAMMES ARIANE

ingénieurs qualité

La Direction des Lancements du CNES recherche 3 ingénieurs Qualité
Systèmes Électroniques et Informatiques.

Pour Evry (91) - réf. "S.E." - :
Deux ingénieurs possédant une expérience de 4 à 5 ans, de type Projet et/ou
Exploitation de systèmes de contrôle commande sur des installations complexes,
pour ses ensembles de lancement.

Pour Toulouse (31) - réf. "S.T." - :
Un ingénieur possédant une expérience de 4 à 5 ans dans l'industrie
électronique (traitement de signaux ou hyperfréquences) pour la mise
en œuvre, dans les stations de poursuite lanceurs et satellites, des
systèmes de télémétrie, télécommunication, localisation.

Vous aurez à établir des plans Qualité par projet et à vérifier leur application
tout au long du développement des projets. Vous serez en interface avec les
industriels participant au projet pour le suivi et la synthèse des travaux.

De fréquents déplacements en Europe et à Kourou (pour les deux
premiers postes) sont à prévoir.

Adressez votre candidature avec CV et photo, en précisant la référence, à Monsieur le Chef
du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Centre National d'Etudes Spatiales

cnès

LES COMPÉTENCES DU FUTUR

RESPONSABLE DEPARTEMENT INFORMATIQUE LAGOS (NIGERIA)

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recrute un RESPONSABLE
DEPARTEMENT INFORMATIQUE pour sa filiale de LAGOS
(au NIGERIA).

Agé d'environ 30-35 ans, grâce à votre expérience, vous
connaissiez l'informatique, de l'analyse à la programmation,
ainsi que la conception d'applications (plus particulièrement
en temps réel et sur matériel NCR). Vous disposez
également d'une expérience en tant que responsable
d'une unité indépendante. Ce profil vous rend rapidement
opérationnel pour intégrer notre filiale.

Rattaché au Deputy General Manager Operations, vous
aurez pour mission :
- de choisir le matériel informatique pour les années à
venir ;

- d'encadrer une équipe de 30 personnes environ et de
mettre en pratique vos qualités de formateur auprès du
personnel local ;
- d'entretenir et suivre les relations avec les fournisseurs et
les entrepreneurs assurant la maintenance du matériel.

Déplacements prévus à l'intérieur du pays pour visiter nos
agences. Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et préten-
tions, sous la référence ESRI, à M^{me} Edwige SALEM -
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue
Caumartin - 75009 PARIS.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Notre Société (1 200 personnes) leader dans le domaine de
l'ingénierie de la communication technique (documentation technique,
maintenance informatisée, audiovisuel) recherche des

INGENIEURS qualiticiens fiabilistes

Rattachés à la Direction Qualité du Siège, ils auront pour mission de traduire les orientations de la Direction
Générale en développant le concept qualité au sein de chaque site de production et en définissant les objectifs
correspondants.

A ce titre, ils seront chargés : d'élaborer les procédures générales, les plans et instructions qualité propres à
chaque site ; de s'assurer de leur suivi et de leur mise à jour ; de mener les audits permettant de déceler la non-
qualité, d'en mesurer les coûts et d'engager les actions correctives ; de créer et animer les cercles de qualité ; de
gérer l'ensemble des documents qualité.

Relais efficaces de la Direction Qualité, leur compétence ainsi que leurs aptitudes relationnelles et pédagogiques
acquises au cours d'une expérience d'environ 3 ans en feront les partenaires incontournables des équipes et structures
de production impliquées dans le processus de construction de la qualité.

2 postes sont à pourvoir en Région Parisienne et 2 en Province.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous la réf. 4492/LM, à

MEDIA BA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS,
qui transmettra.

Nutrition thérapeutique

Notre filiale SOPHARGA, un des leaders dans ce domaine, souhaite
intégrer au sein de sa Direction Industrielle et Technique, basée à
CREUILLY (18 km de CAEN), un

Ingénieur développement et transposition industrielle

Interface entre le Département Médical, la Recherche et la Produc-
tion, vous participez à la conception de produits nouveaux, vous
mettez au point ces produits et les techniques de fabrication.

De formation Ingénieur ENSIAA, ENSAIA, ENSBANA... ou universi-
taire U.T.C., vous maîtrisez, grâce à une expérience d'environ 5 à 6
années, les techniques de formulation : sciences des aliments,
interactions entre composants, émulsions... et les technologies
utilisées : broyage, mélange, homogénéisation...
Vous pratiquez l'anglais et vous êtes disponible pour de courts
déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) sous réf. 101/M à
Jacqueline JOIN-DIETERLE - Direction de l'Encadrement et de la
Formation - 35, bd. des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

INTERGRAPH FRANCE

filiale de l'un des leaders mondiaux de la CAO recherche
son :

RESPONSABLE DES BENCHMARKS EN MACHINE-OUTIL/MECANIQUE

Vous avez le profil suivant :

- INGENIEUR d'une école de mécanique (Arts et Métiers,
etc.),
- deux à quatre années d'expérience dans la mécanique,
- bonnes connaissances en CAO, M.O.C.N. et robotique,
- parlant anglais,
- ayant un sens affirmé du dialogue et des contacts
humains.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la
référence L1/RB, à

michel joughannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

SOCOMECC

Avec 600 personnes et 500 H² de CA, notre Société occupe une
place prépondérante dans sa spécialité, la fabrication d'appareils
logiques et d'équipements électriques et électroniques. Notre
expansion est constante et rapide, et notre avance technologique
nous permet de croire en notre avenir. Nous recherchons un

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN GRANDE ECOLE

Expert en matière de courants forts, interruption et protection,
vous avez réussi une première expérience dans l'animation
d'équipe projets en milieu industriel.

Homme de communication, vous cherchez un nouveau type de
travail en étroite collaboration avec votre Direction Générale, pour
laquelle vous constituerez une force permanente de proposition.

Le poste ouvre une carrière très attrayante et une rémunération moti-
vante. Les conditions de collaboration offertes pour ce poste basé à proxi-
mité de Strasbourg sont à la mesure de nos exigences.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite
accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo à SOCOMEC
Direction des Relations Humaines,
B.P. 10 - 67250 BETHFELD

SEGIMTE INDUSTRIE

(Expansion 1986 : 50%)
Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
LOGICIEL DE BASE
CARTE A MEMOIRE
VIDEOTEX

recherche en création de postes

1) des ingénieurs CONFIRMES

2) des ingénieurs DEBUTANTS ayant une pre-
mière expérience acquise au cours de stages

Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS
REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITE des relations dans notre entre-
prise, l'INTERET des projets qui nous sont
confiés permettent d'offrir un travail enrichis-
sant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 64,
à JEAN TASSON - 6 bis/8, rue Firmin Gillot,
75015 PARIS.

SECTEURS
DE POINTE

Ingénieur de recherche produits procédés

CREALIS

Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Produits Sés : une équipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiserie, pâtisseries...

Le dynamisme des marchés sur lesquels nous intervenons nous incite à renforcer le potentiel humain de notre service Etudes et Projets.

Ingénieur Agro-Alimentaire, au moins 5 ans d'expérience vous ont permis d'acquies une bonne maîtrise des comportements technologiques des matières premières, de préférence dans les domaines de

la conserve, de la viande et du poisson. Vous aurez à orchestrer des tests en pilote et à apporter votre assistance aux usines dans la mise au point des produits et des procédés de fabrication. Vous pourrez élargir et développer votre expérience au sein d'un Centre de Recherche à la pointe de la technologie.

Poste à pourvoir à Brives la Gaillarde.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R.39 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Le Monde
CADRES

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Division Hybrides et Micro-ondes.

Notre objectif : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990. C'est notre pari et c'est le projet ambitieux que nous vous proposons.

Les exigences du marché et une concurrence croissante nous amènent aujourd'hui à renforcer l'équipe commerciale de notre Division Hybrides et Micro-ondes (CA = 790 Millions) dont les produits - diodes Asga et Silidium, gyromagnétisme, modules microcircuits - sont destinés à des équipements sophistiqués : radars, missiles, télécommunications...

CHEF
DES VENTES

Il contribue à l'élaboration de la politique commerciale, organise et coordonne les activités de vente (équipe de 7 personnes), se tient à l'écoute des besoins du marché et veille à l'amélioration de la qualité des services apportés.

Ingénieur en électronique de formation, il travaille dans la vente de produits électroniques depuis quelques années et a déjà une première expérience d'animation d'équipe qu'il souhaite valoriser dans un contexte performant.

Réf. 91432/LM

Les postes sont basés à Massy (Banlieue Sud-Ouest) et impliquent de nombreux déplacements. L'anglais est dans les deux cas indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

INGENIEUR
COMMERCIAL

Il développe la pénétration commerciale de notre société par sa présence sur le terrain et s'impose par sa crédibilité technique et commerciale.

Opérationnel rapidement dans ses nouvelles fonctions, il a une première expérience de 2 à 5 ans de vente de produits à dominante électronique. De larges possibilités d'évolution sont envisageables, notamment à l'export.

Réf. 91433/LM

INGENIEUR
INFORMATICIEN

Société de haute technologie, leader dans son domaine, filiale de grands groupes internationaux, recherche

Dans le cadre du service informatique, il participe à la mise en place des méthodes et des techniques de maintenance pour tous les équipements informatiques industriels, ainsi qu'au développement des logiciels en liaison avec les utilisateurs (suivi de process, téléchargement d'automates programmables...).

Candidat que nous recherchons est Ingénieur Informaticien ou équivalent, débutant ou possédant une ou deux années d'expérience en informatique industrielle sur matériel Digital - (DEC) : PDP 11 (RSK11M), RSX11S, VAX/VMS - Des connaissances en électronique et/ou en optoélectronique seraient appréciées.

et prétentions en rappelant la réf. 64015 à

Adresser CV détaillé, Brue des Pyramides 75001 Paris PROJET, s'entre en toute discrétion.

THE CHASE MANHATTAN
BANK N.A.

recherche son

Responsable de la
sécurité informatique

Rattaché au Directeur, contrôle interne et assiste d'un collaborateur :

- il développe et met à jour le plan de sécurité informatique,
 - il contrôle les accès aux données et les profils utilisateurs,
 - il assure du respect des procédures de contrôle interne au sein du Service Informatique,
 - il est l'interlocuteur Auditeurs Interne.
- Le candidat, qui a fait de la rigueur, est, depuis 3 à 4 ans, Auditeur Informatique ou Chef de Projet.
- il a une expérience configurations IBM 38/43 et Wang VS.
 - il possède une bonne connaissance de l'anglais.
 - il est capable de gérer à tous les niveaux de la Hiérarchie.
- Ce poste évolue et un développement de carrière au niveau Direction des Départements Informatique ou Opérations.

Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un Curriculum Vitae avec photo à : Denise JULIER, Département des Relations Humaines, 41, rue Cambon, 75002 Paris Cedex 01.

Groupe à vocation internationale
créé en son siège social (proche
banlieue ouest), le poste d'

AUDIT
INFORMATIQUE

Vous aurez pour principales missions de vérifier l'adéquation des systèmes d'information mis en œuvre avec le schéma directeur et d'identifier les synergies informatiques entre divisions et filiales. Par ailleurs, vous devrez évaluer la rentabilité des investissements informatiques, étudier l'opportunité d'achat ou de développement de logiciels, promouvoir la sécurité informatique dans ses différents aspects.

Vous avez une expérience informatique confirmée, acquise en entreprise ou en cabinet conseil et si possible dans l'audit. Vous serez élargie à d'autres fonctions au cours de votre carrière.

Le poste est rendu vivant par la mobilité qu'il implique.

Adresser votre projet professionnel par lettre manuscrite avec CV et prétentions, sous réf. 58842, à DEBS, 103 rue Jouffroy, 92017 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

Animer votre laboratoire de
contrôle qualité en biologie

Au sein du Département Central d'Analyse de notre centre de Recherche de Reimsville (83), vous concevrez, mettez en œuvre et optimiserez les techniques de contrôle destinées à évaluer la qualité des produits livrés au Chef de Service d'Analyse Biochimique et Directement à nos Recherches Biotechnologiques.

Directement rattaché au Chef de Service d'Analyse Biochimique et en tant que chef de laboratoire, vous animez, coordonnez et formez une équipe de sept techniciens.

Vous avez une formation supérieure (niveau 3ème cycle) en biologie, des connaissances approfondies en immunologie et une solide expérience du contrôle de qualité des protéines. Une bonne maîtrise de l'outil informatique appliqué à la biologie serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) sous réf. 102/M à Claudine LUSHART, Direction de l'encadrement et de la Formation, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

ROSSEL UCLAF

Les Consultants du Centor Emploi
et son équipe de Psycho-Grapho
vous présentent leurs meilleurs vœux
pour l'année 1987

centor

JEAN-CLAUDE MAURICE R.A.

Centre d'Adresses la Port Dieu
44, rue de la Ville 69003 LYON

THOMSON CONTACT

Le Monde CADRES

Charge d'agent de change dynamique

RECHERCHE

CHIEF COMPTABLE

minimum 30 ans, possédant si possible expériences Bancaire et de comptabilité analytique et connaissant l'informatique, ouvert aux problèmes éventuels de différents services et capable, par une forte personnalité, d'apporter, avec la Direction, les rendements nécessaires.

Ecrire au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 6.282
5, rue de Montesson, 75007 Paris.

Dans le cadre de son expansion, MUTATIS, Conseil de direction en stratégie d'entreprises et
matières techniques, industrielles et sociales cherche des

Consultantes expérimentées pour des missions terrain

Agée de 30-35 ans, vous êtes une professionnelle avisée ayant fait ses preuves en entreprise ou en cabinet, en particulier en out-placement, grâce à votre goût des relations humaines, de la gestion du potentiel psychologique et professionnel des candidats.

Vous maîtrisez parfaitement les outils d'évaluation des hommes et des techniques d'entretien ainsi que le marché de l'emploi et de la formation.

Vous établirez des diagnostics fiables, indispensables à la réussite des stratégies de réinsertion professionnelle des candidats et vous devez avoir la capacité d'animer des groupes sur le terrain. Si vous réunissez les critères indispensables au succès de ces missions, notre équipe de consultants sera heureuse de vous accueillir.



MUTATIS

Envoyer C.V. + photo à MUTATIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS sous la référence GB4.

L'Assemblée Nationale

recrute
surveys et références professionnelles

UN MÉDECIN ADJOINT

Ce Poste est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine, possédant la nationalité française, âgés de 45 ans au moins et de 53 ans au plus, ayant exercé la profession médicale pendant 15 ans au moins des cinq dernières années en qualité de médecin généraliste ou de praticien de médecine interne.

La date des inscriptions est fixée au
Vendredi 2 FÉVRIER 1987 à 17 heures

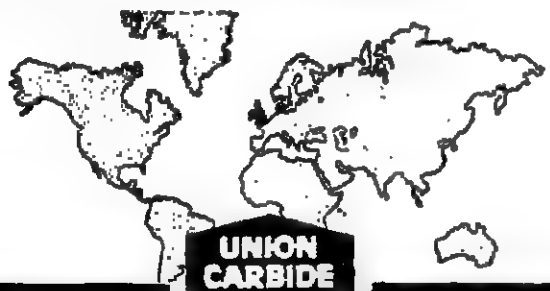
Pour tous renseignements, s'adresser au Service du personnel de l'Assemblée nationale, 231, bd Saint-Germain, 97 Paris (Tél. : 42-97-87-05).

Pour notre département
GAZ SPECIAUX, nous recrutons

un ingénieur de vente

Vous avez une formation chimie, trois à cinq ans d'expérience réussie de la vente.
Vous connaissez les laboratoires et les centres de recherche.
Vous parlez l'anglais couramment.
Après une formation à nos produits, vous visiterez une clientèle industrielle diversifiée dans la région Rhône-Alpes en priorité.
Vous êtes autonome, dynamique et ambitieux.
Vous recevrez une rémunération attractive et disposerez d'une voiture de fonction.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la
DIRECTION DU PERSONNEL - UNION CARBIDE
4, place des États-Unis - Silic 214 - 94318 RUNGIS CEDEX

UNION
CARBIDE

METHODS ET INFORMATIQUE
42, rue de Clichy PARIS 9
Le Personnel DPS 7
renforce son département commercial.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Agés de 26 à 30 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs ou grande école de commerce), les candidats auront pour mission de :

- prospecter la clientèle DPS 7
- établir les propositions commerciales de service dans le respect des normes et d'exigences de la Société
- négocier les contrats et en assurer le suivi commercial
- maintenir par la qualité de relations professionnelles l'image de marque de partenaire DPS 7 de la Société

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Agés de 26 à 30 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs ou formation universitaire), les candidats auront pour mission de :

- proposer des solutions techniques répondant aux besoins exprimés par la clientèle
- promouvoir les produits de la Société
- réaliser des applications clés en main
- projeter DPS 7
- produits de sécurité/lock-up
- missions d'audit et de conseil

CV à adresser à Robert GRANDPERRIN à l'adresse ci-dessus
Renseignements : tél. 42.85.72.72



Leader européen dans la fabrication d'
IMPRIMERIES SPÉCIALISÉES

Classée 4ème entreprise de l'électronique française pour stabilité, IER, en plus de ses propres fabrications, importe et revend des matériels mettant œuvre les technologies les plus modernes d'après (laser, projection d'ions, etc).

Sa forte expansion conduit IER à développer services Commerciaux et Techniques en recherchant :

un chef des ventes OEM

Réf. LM 601 A

Ingénieur diplômé spécialiste de la vente de matériel informatique de grande technicité, dans les grands comptes, comptes, SSII, intégrateurs. Personnalité capable de négocier au plus haut niveau.

un chef de groupe support technique Gentile

Pour les produits de revendeurs Réf. LM 601 B

Ingénieur diplômé de l'électronique, spécialiste de l'informatique, ayant une bonne expérience du management, allié à de fortes connaissances techniques (matériels/logiciels).

ingénieur électronicien responsable de prier

Réf. LM 601 C

Désireux de résoudre les problèmes techniques en relation avec nos ingénieurs commerciaux.

Connaissances logicielles, matérielles, micro, interfaces de communication. Pratique du langage assembleur et des outils de développement informatique. Ces 3 postes demandent une bonne expérience, une maîtrise parfaite de l'anglais ainsi qu'un très grand dynamisme.

Nombreux déplacements en France et à l'étranger.
Si vous pensez avoir l'un de ces profils, envoyez votre Curriculum-Vitae et lettre manuscrite avec photo et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi : Service du Personnel.
I.E.R. - 12, rue Sébastopol-92400 COURBEVOIL.

spécialiste de la communication interne

Un Etablissement Public d'Importance Nationale souhaite créer au sein de sa Direction du Personnel une cellule "Communication Interne" et recherche pour y collaborer un Expert en techniques de communication d'Entreprises.

Il doit participer à l'élaboration d'une stratégie de communication interne dans le cadre d'une politique générale de responsabilisation du Personnel. Il établit - dans le but de recueillir l'information nécessaire - de nombreuses relations avec les Directions Techniques, Commerciales et Financières et leurs correspondants régionaux. Il fera à la Direction Générale des propositions sur le contenu des messages de l'entreprise à son personnel, et les média à utiliser pour les rendre accessibles et efficaces. Enfin, il rédige et met au point les documents nécessaires.

Ce poste, à la fois passionnant et très exigeant, ne peut convenir qu'à un Diplômé d'Ecole Supérieure, IEP - CELSA, HEC, CNP par exemple, de 30 ans environ ayant acquis au cours d'une première expérience la maîtrise des techniques de l'information et de la communication interne, et possible dans un Grand Groupe, réputé pour ses réalisations dans ce domaine.

Les dossiers de candidature, indiquant la rémunération actuelle - sous réf. 3281 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

jeune ingénieur passionné de marketing industriel

IMPORTANT DÉPARTEMENT (C.A.: 2 milliards) d'un Groupe Industriel Français en forte croissance et à vocation exportatrice (50 % du C.A.) réputé pour sa stratégie résolument orientée vers la création et la mise sur le marché de produits à haute valeur ajoutée renforce sa structure Produits/Marchés et crée un nouveau poste de Chef de Produits Marketing Industriel.

Rapportant au Directeur Marketing et Ventes d'une ligne de produits, il se verra confier la responsabilité du développement, de la gestion et du suivi d'une gamme de produits techniques à forte marge s'adressant à une clientèle industrielle diversifiée implantée dans le monde entier. Il élaborera les outils de promotion et de vente destinés aux réseaux commerciaux France et Export. Son rôle sera de conduire à collaborer de façon étroite avec les Usines et les forces de Vente.

Ce poste charnière, impliquant - créativité, curiosité, initiatives - représente une réelle opportunité pour un jeune INGÉNIEUR DIPLÔMÉ MINES, CENTRALE, ENSI... (débutant ou ayant acquis une première expérience) désireux de faire ses preuves dans un contexte international. Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable.

Envoyer dossier de candidature complet : C.V. + lettre de motivation argumentée + photo sous réf. 3284 M à

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Banque Populaire

Dans le cadre de son développement
La Banque Populaire de Seine-et-Marne et de l'Aisne

Directeurs d'agence

Hommes de développement, d'animation et d'expérience, rompus aux relations avec une clientèle d'entreprises. Solide formation supérieure de techniciens.

Seconds d'agence et exploitants

Jeunes professionnels fortement motivés à tempérament commercial aiguisé, souhaitant valoir leur animation.

Adresser vos C.V. manuscrits, photo et prétentions à
Banque Populaire de Seine-et-Marne et de l'Aisne,
Direction du personnel
106, rue du Kilmestre-400, 71000 MACKON.

Une Energie Nouvelle en France

Sylvie CATHELAIN Gilbert RAYNAUD

Avec tous leurs vœux
pour 1987

vous informent de leur
nouvelle adresse :

7 rue de Monceau 75008 Paris.
Tél. : 42.89.10.25.

G.R.P. Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Crédit Mutuel Ile de France

RESPONSABLES D'AGENCE

• Votre expérience de plusieurs années dans le secteur bancaire a fait de vous un véritable spécialiste dans ce domaine.
• Vous désirez valoriser vos compétences et vos qualités de conseil et de service vous permettant de prendre la direction d'une de nos agences.

Grâce à votre sens commercial, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos clients. Amalgameur et gestionnaire, vous dirigerez notre équipe au sein d'une structure originale décentralisée et efficace.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence 1/87 RA, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cedex 11.

L'esprit pionnier

SOCIÉTÉ CHIMIE I.N.E.

filiale d'un groupe pharmaceutique

REGION RHONE-ALPES

recherche, pour diriger son laboratoire Analyse Contrôles

PHARMACIEN

- Travail en équipe et poste à responsabilités.
- Expérimenté en analyse organique et contrôle des principes pharmaceutiques.
- Anglais lu et parlé.

Adresser CV détaillé + lettre manuscrite + photo sous réf. 26190 LM à HAVAS CONTACT, 11, rue du Président Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

Responsable es relations extérieures et internationales

Communication d'entreprise

Société spécialisée dans la communication d'entreprise, nous contribuons activement au développement international des industries de l'agro-alimentaire, du commerce et de l'habitat par une approche multi-média. Pour renforcer notre équipe nous recherchons un Responsable des relations extérieures et internationales.

Homme de relations publiques, votre première mission sera de projeter à l'extérieur une image positive de notre société. Avec l'aide de conseils extérieurs et en harmonie avec les directeurs de salons, vous aurez à coordonner des campagnes publicitaires et promotionnelles, à les suivre, à les contrôler afin d'assurer le succès de ces salons près des publics visés en France et à l'étranger. Vous aurez aussi à apporter un appui dynamique au responsable des publications, 35 ans ou plus, vous avez une formation école supérieure de commerce de gestion et une expérience en relations internationales acquise dans le monde des affaires. Vous parlez l'anglais couramment et si possible l'allemand ou l'espagnol.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence C088/M à M. Christiane Bernal, SEMA-SELECTION, 18, rue Barbès 921 MONTEURGE CEDEX.

SEM-SELECTION
Paris - La Roche - Nanterre - Toulouse

TALCO S.A.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

P.M.I. EN FORTE EXPANSION IMPLANTÉE
A MONTAUBAN (82). TALCO
RECHERCHE

UN NOUVEAU RESPONSABLE

DE SES VENTES DE MATÉRIEL D'ALARME AU VOL EN
RÉGION RHÔNE-ALPES.
IL SERA CHARGÉ DU SUIVI DU DÉVELOPPEMENT DE LA
CLIENTÈLE ET DU LANCERMENT SUR LE TERRAIN DE SES
NOUVEAUX PRODUITS.

LE CANDIDAT RETENU SERA UN VENDEUR DE HAUT
NIVEAU, DISPOSANT D'UNE EXPÉRIENCE D'UNE
DIZAINE D'ANNÉES DE LA VENTE ET DE L'ANIMATION
D'UN RÉSEAU. IL AURA SI POSSIBLE UNE BONNE
CONNAISSANCE DE LA DISTRIBUTION DE MATÉRIELS
ÉLECTRONIQUES.

LE POSTE EST BASÉ EN RÉGION LYONNAISE. LE
SALAIRE MOTIVANT SERA FONCTION DE LA VALEUR
DU CANDIDAT RETENU.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. +
PHOTO ET PRÉFÉRENCES A : TALCO - 21 ROUTE DE
MONTAUBAN - 82000 MONTAUBAN CEDEX.

Equipement Médical - Bretagne DIRECTEUR TECHNIQUE SAV

Cette jeune division, parmi les leaders de sa branche d'activité, filiale européenne d'une
société américaine, fabrique, importe et commercialise auprès d'une clientèle de laboratoires
d'analyses médicales des produits d'avancement de haute technologie sur la France,
l'Europe et le Moyen-Orient. Face à son développement (doublement des effectifs dans les 3
ans à venir) grâce au lancement de nouveaux produits, elle recherche le responsable de
l'ensemble du service technique SAV.

Rattaché au directeur commercial, et en liaison avec une quinzaine de techniciens de bon
niveau (pré et terrain), il devra assurer la coordination, l'animation et le contrôle de l'activité
maintenance SAV. Garant de la qualité et de la rapidité d'intervention du service, il aura pour
tâches principales : définition des besoins en pièces détachées, matériel et formation, organi-
sation du travail, sélection de documents techniques, conseil auprès des distributeurs, etc.

Ce poste à large responsabilité, basé dans une grande ville universitaire du Nord de la
France, doit motiver un responsable technique de premier plan. Possédant une formation supé-
rieure à dominante électronique (niveau ingénieur de préférence), et âgé de 32 ans minimum,
il justifie d'une expérience réussie de 3 années au moins, acquise à ce niveau de responsa-
bilité. Une bonne connaissance de la micro-informatique et de la dynamique des fluides est
fortement souhaitable. Cette du milieu médical (notamment laboratoires) constitue un atout
supplémentaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous
référence M 21519 B à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE

15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

LAMBERT

LAMBERT DISTRIBUTION (C.A. 700 MF)
Bâle de négoce en matériaux de construction du Groupe Lambert,
recherche un

INGÉNIEUR EN LOGISTIQUE

Celui-ci aura pour mission l'amélioration des performances dans les
domaines tels que :
• systèmes d'entreposage
• organisation des dépôts
• gestion des flux d'information

Le candidat retenu devra justifier :
• d'une formation d'ingénieur Grande Ecole,
• d'une expérience de 3 ou 4 ans acquise de préférence au sein d'un
Cabinet d'organisation.

Le poste, basé à Nanterre, nécessite de fréquents déplacements en
région parisienne.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V., photo et préférences s/réf. 3899 à
LAMBERT DISTRIBUTION, Direction des Ressources Humaines,
2 rue du Port, 92000 Nanterre.

Dans le cadre de notre stratégie actuelle de renforcement de nos
structures d'exploitation, notre entreprise - Société française, de tout
premier plan dans le domaine de la distribution de produits de grande
consommation - recherche un

Jeune ingénieur

ENSAI, ENSI

En liaison directe avec le Directeur d'Exploitation, il sera tout d'abord
chargé de développer et de mettre en place des systèmes de lecture
code à barres dans nos différents unités de maintenance.
Dans un second temps, il évoluera vers des fonctions opérationnelles
élargissant ses responsabilités au sein d'un de nos centres de la région
parisienne.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur disposant d'une première
expérience du terrain en milieu industriel.

Les perspectives existantes dans l'entreprise sont de nature à intéresser
une personnalité de valeur.

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV complet et préférences à
A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 474.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'ÉCONOMIE MIXTE

RECHERCHE

CHARGÉS D'OPÉRATIONS jeunes généralistes

De formation supérieure (IEP, Sup. de Co) complétée le cas échéant par une
spécialisation en immobilier/aménagement, ils ont une première expérience profes-
sionnelle de l'immobilier et se verront confier la RESPONSABILITÉ de plu-
sieurs programmes de construction, réhabilitation ou aménagement pour lesquels
ils accompliront tous les aspects de la mission du maître d'ouvrage.

Ils devront faire preuve d'autonomie, d'initiative, d'autorité, de capacité de négo-
ciation, également de synthèse et de rigueur.

Ils assureront toutes les relations avec les architectes, entreprises, administra-
tions, opérateurs fonciers... ce qui nécessite goût des contacts et diplomatie.

SALAIRE PROPOSÉ : 130 000 F ANNUELS.

Merci d'adresser C.V. et photo au MONDE PUBLICITE
sous n° 249, 5, rue Montmartre, 75001 PARIS.

Importante société de construction et de gestion de logements sociaux
travaille à son équipe un

PERIPHERIE
MARSEILLE

Directeur d'agence HF

Les principales tâches sont :
- Direction du personnel (50 personnes),
- le suivi et la gestion des relations avec les locataires,
- le gestion d'un patrimoine immobilier difficile, en cours de réhabilitation,
- l'élaboration d'un budget avec les pouvoirs publics.

Poste, âgé d'un maximum 30 ans, vous devez une formation BAC + 4, une expérience professionnelle préalable de 5 ans
minimum, notamment HNS ou DSC souhaitable. Des connaissances techniques BTP sont un atout, ainsi qu'un esprit ouvert
et honnête.

Rémunération motivante.
Merci d'envoyer votre lettre de candidature, sous référence M 2151, à notre Conseil AD, 44 la Condamine,
13001 Marseille. Décision immédiate.

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

Notre Département FIBRES TEXTILES, leader dans les fibres synthétiques,
commercialise un produit porteur : le TYVEK. Il recherche

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

responsable des marchés français, belges et luxembourgeois.

Un challenge :
- Assurer la direction du TYVEK aux fabricants d'emballages agricoles et
d'emballages d'usages industriels.
- Promouvoir le produit auprès des distributeurs et auprès des fabricants de
déchets plastiques des opportunités de marchés.

Un négociateur de haut niveau :
De formation école supérieure de commerce ou école d'ingénieur, vous avez
développé l'expérience ventes-marketing.

Créatif et autonome, ayant le goût du travail en équipe, vous êtes disponible
pour de fréquents déplacements.

Des contacts à haut niveau vous permettront d'affirmer vos aptitudes de futur
manager.

Parlant FLAMAND, ALLEMAND et FRANÇAIS, votre potentiel vous ouvrira de
nombreuses possibilités d'évolution au sein d'une multinationale.

Nous ne proposons une rémunération motivante et des avantages sociaux
importants.

Envoyez votre lettre de candidature, C.V. et préférences à
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Service du Personnel 137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

* Mise déposée DU PONT DE NEMOURS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION SUCCURSALES

recherche pour service juridique et immobilier

ASSISTANT (e) JURIDIQUE DÉBUTANT (E)

Temps partiel 4 jours (30 heures)
Maîtrise Droit des affaires

Adresser votre C.V., photo et préférences
sous réf. 14988 M à BLEU PUBLICITE
17, rue du Docteur Label - 94307 VINCENNES CEDEX

Chemviron Carbon

Secours de CARBON CARBON Corp., leader mondial du charbon actif en
grains, solide, implanté en Europe depuis une vingtaine d'années
recherche :

INGÉNIEUR DES VENTES

Le champ d'application du charbon actif est très étendu : utilisation en
purification d'eau potable et de protection de l'environnement. Il touche
nombreux secteurs industriels (alimentaire, pharmaceutique,
pétrochimique, etc.).

Après une période de formation sur la technologie du charbon actif, le candidat
retenu sera en charge notre bureau des ventes situé à Paris et couvrant tout
le territoire français.

Les candidats doivent justifier d'une expérience réussie dans une activité
commerciale analogue (produits ou procédés).

Ingénieur chimiste de formation (ou similaire).

Parfaite maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Le poste implique de nombreux déplacements sur le territoire national et
quelques courts voyages à l'étranger.

Nous offrons un salaire attractif, une voiture de fonction, remboursement des
frais et autres avantages.

Envoyer C.V. détaillé à : M. SEGHN

CHEMIRON CARBON 37-39, rue Collonge, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

BANQUE DE DÉPÔTS

Paris, recherche pour son réseau d'agences
Paris - région parisienne

exploitants

35 ans maximum - Niveau Classe IV-V

Destinés à succéder le Directeur et susceptibles
d'accéder ultérieurement à une direction d'agence.

Adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 94.982,
PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

JEUNE DIRECTEUR D'USINE

Ingénieur électromécanicien

ENSI - INSA ou similaire

région Normandie.

Un groupe industriel dynamique recherche un jeune directeur
d'usine pour assurer la responsabilité globale d'une unité de
production automatisée de 40 personnes, fabriquant en continu
des produits de haute technologie aéronautique, exportés dans
le monde entier. 5 à 10 ans d'expérience du commandement et
autorisés au travail en continu, maîtrise en œuvre des
techniques modernes sont nécessaires. Poste d'envergure stable.
Rémunération motivante. Véritable défi de gestion. Logement facilité.

Adresser votre lettre de candidature, C.V. et photo, n° 94.982,
PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

JEUNE CHEF D'AGENCE SECOND ŒUVRE BATIMENT A GRENOBLE

Une importante société régionale désire confier ce poste à un
jeune ingénieur ou technicien en bâtiment niveau BTS, DUT, dispo-
nant de 5 à 10 ans d'expérience de la conduite et de la gestion de
travaux, de la recherche et de la négociation d'affaires, de l'animation
de groupes de travail, dans des domaines tels que : Bâtiments
(B.O.), charpente métallique, terrasses, couvertures, les aciers,
électricité, isolation de l'habitat. Poste d'envergure stable.
Rémunération motivante, corrélation pour reconstruire l'effort.
Veuillez de fonction utile en privé.

Discrétion absolue garantie.

Adresser votre lettre de candidature, C.V. et photo, n° 94.982,
PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

LA DIRECTION RÉGIONALE LOIRAINNE DE

SPIE - TRINDEL

RECHERCHE

pour son Service Automatismes
et Informatique Industrielle

DES CHEFS DE PROJETS ET DES ANALYSTES- PROGRAMMEURS

AVANT :

- 2 à 3 ans d'expérience en
programmation et 1 à 2 ans
d'expérience dans la fabri-
cation.

CONNAISSANCES SOUHAITÉES :

- matériel : DEC, HP, BULL,
SIEMENS ;

- systèmes : d'exploitation,
temps réel ;

- langages : FORTRAN,
PASCAL C, assembleur...

Envoyer C.V., photo et photo au
MONDE PUBLICITE
sous n° 242

5, rue de Montmartre, 75001 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS - NANTERRE

recherche

AGENT COMMERCIAL

Spécialiste du groupe
international
Socair - Ile-de-France
déplacements à l'étranger

Adresser votre lettre de candidature, C.V. et photo, n° 94.982,
PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

GRANDS DE FORM. CH. PROF.
D'ANALYSE POUR COURS DANS
94-34 ROSEY, 42-35-52-94.

GROUPE IMMOBILIER PARIS-9

recherche pour l'étude
de la réalisation et la gestion
de programmes immobiliers :

CADRE MAÎTRISE D'OUVRAGE GÉRANCE D'IMMEUBLES

I.C.H., D.E.U.G. de droit public.

- Il sera chargé également du
suivi de l'entretien et de la
gestion d'immeubles. Bureaux
et locaux.

- Connaissances immobilières
souhaitées (35 ans
maximum).

- Une affectation dans une
ville de province Ouest est
envisagée.

- Salaire annuel : 180.000 F

Adresser votre lettre de candidature, C.V. et photo, n° 94.982,
PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION PROFESSEURS

France langue étrangère
Téléphone : 47-38-68-68.

Si vous avez le goût des
contacts à haut niveau, le sens
des responsabilités et la
volonté d'entreprendre. Effectuez
un stage pour devenir l'un
de nos

CONSEILLERS
COMMERCIAUX H.F.

Tél. par rva : 45-00-24-03.

GROUPE SOCIÉTÉS cherche SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

minimum 45 ans. Connaissance
gestion administrative, et franc-
sais en relation avec l'anglais.

Adresser votre lettre de candidature, C.V. et photo, n° 94.982,
PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

GRANDS DE FORM. CH. PROF.
D'ANALYSE POUR COURS DANS
94-34 ROSEY, 42-35-52-94.

Importante société de construction et de gestion de logements sociaux
travaille à son équipe un

PERIPHERIE
MARSEILLE

Directeur d'agence HF

Les principales tâches sont :
- Direction du personnel (50 personnes),
- le suivi et la gestion des relations avec les locataires,
- le gestion d'un patrimoine immobilier difficile, en cours de réhabilitation,
- l'élaboration d'un budget avec les pouvoirs publics.

Poste, âgé d'un maximum 30 ans, vous devez une formation BAC + 4, une expérience professionnelle préalable de 5 ans
minimum, notamment HNS ou DSC souhaitable. Des connaissances techniques BTP sont un atout, ainsi qu'un esprit ouvert
et honnête.

Rémunération motivante.
Merci d'envoyer votre lettre de candidature, sous référence M 2151, à notre Conseil AD, 44 la Condamine,
13001 Marseille. Décision immédiate.

PERIPHERIE
MARSEILLE

Directeur d'agence HF

Les principales tâches sont :
- Direction du personnel (50 personnes),
- le suivi et la gestion des relations avec les locataires,
- le gestion d'un patrimoine immobilier difficile, en cours de réhabilitation,
- l'élaboration d'un budget avec les pouvoirs publics.

Poste, âgé d'un maximum 30 ans, vous devez une formation BAC + 4, une expérience professionnelle préalable de 5 ans
minimum, notamment HNS ou DSC souhaitable. Des connaissances techniques BTP sont un atout, ainsi qu'un esprit ouvert
et honnête.

Rémunération motivante.
Merci d'envoyer votre lettre de candidature, sous référence M 2151, à notre Conseil AD, 44 la Condamine,
13001 Marseille. Décision immédiate.

PERIPHERIE
MARSEILLE

1987:
LE 1^{er} EVENEMENT POLITIQUE
C'EST SUR
EUROPE 1

JACQUES
CHIRAC

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE
DE JEAN-PIERRE ELKABBACH
CE SOIR
DANS "DECOUVERTES"
DE 18H A 20H

EUROPE 1

LES GRANDS MOMENTS DE L'INFORMATION

Communication

Bataille au sommet dans la presse australienne

L'offensive de M. Murdoch est tenue en échec

En lançant une OPA sur le *Herald and Weekly Times*, M. Rupert Murdoch cherchait à prendre le contrôle de 75 % de la presse australienne. Mais une partie du gouvernement et deux groupes de presse s'opposent aux ambitions du géant des médias.

SYDNEY
de notre correspondant

L'Australie adore les histoires d'OPA qui, chroniquement, secouent son monde des affaires et donnent au pays — enfin à la seconde — l'impression qu'il vit au rythme frénétique d'une capitale financière de l'hémisphère nord.

Depuis quatre semaines, l'Australie se réveille : l'affaire — la reprise d'un des trois plus grands groupes de presse australiens, le *Herald and Weekly Times* de Melbourne — s'éternise délectablement et met aux prises ses deux nababs : M. Rupert Murdoch et M. Holmes A'Court.

Le 4 décembre, M. Murdoch, magnat de presse internationale et président de la News Corporation Ltd, lance une OPA pour le rachat du *Herald and Weekly Times*. La somme qu'il offre est rondelette : 1,8 milliard de dollars australiens (1). En l'absence d'une offre plus alléchante, le conseil d'administration du groupe conseille à ses actionnaires d'accepter la proposition.

L'affaire déclenche dans le pays une levée de boucliers. S'il obtient le contrôle du groupe, M. Murdoch régnera sur 75 % de la presse du pays. L'affaire provoque des réactions au sein du gouvernement. Le premier ministre, M. Hawke, ne cache pas qu'il approuve les visées de M. Murdoch, un « allié politique » dit-il. Mais M. Hayden, ministre des affaires étrangères, estime que le gouvernement doit tout faire pour empêcher cette concentration excessive des médias australiens entre les mains d'un seul homme qui n'est même plus citoyen australien. Au sein du cabinet, M. Hayden est mis en minorité. Dans les milieux journalistiques aussi, l'écueil aussi est grand : le président du Conseil aus-

tralien de la presse et le représentant de l'Association des journalistes australiens démissionnent. Ils estiment que le rachat est une menace pour la démocratie australienne.

Mais de menace, M. Murdoch, lui, n'en voit qu'une : elle a pour nom M. Holmes A'Court, un multimillionnaire de la côte ouest qui a en effet annoncé, dès le 5 décembre, qu'il prépare une surenchère à l'offre de M. Murdoch.

Né en Afrique du Sud, M. Holmes A'Court est issu d'une très vieille famille de barons anglais. A sa naissance il reste peu de la fortune ancestrale. Robert Holmes A'Court s'installe à Perth en Australie occidentale au début des années 60. On est en plein boom du nickel et, muni d'un diplôme d'avocat, il ne résiste pas à l'envie de spéculer. Dans la laine d'abord puis les minerais. Enfin le « cowboy de l'Ouest » s'aventure plus loin, plus haut. A la tête du groupe Bell, il rachète secrètement des parts dans la compagnie africaine Ansett, l'une des sociétés les plus assises du pays. Il se taille bientôt en Australie, mais aussi en Angleterre, la réputation d'un spécialiste de l'OPA spectaculaire. En septembre 1986, il défraye la chronique en s'attaquant au consortium BHP qu'on surnomme « la grosse australienne ».

Guerre des nerfs

Ce nabab, qui possède l'une des plus belles collections d'art du pays dont un Monet qu'il a acquies pour près de 4 millions de dollars australiens, n'est pas, contrairement à M. Murdoch un magnat de la presse. Le groupe Bell possède à peine quelques stations de télévision, à Perth et à Adélaïde et contrôle le *Western Mail*, un hebdomadaire de Perth dont les comptes sont plutôt déficitaires.

Ainsi, quand, le 24 décembre, M. Holmes A'Court coiffe l'offre de M. Murdoch pour le rachat du *Herald and Weekly Times* (il offre 2 milliards de dollars australiens, soit 13 dollars par action au lieu de 1,8 milliard de M. Murdoch, soit 12 dollars par action), M. Murdoch sourit. « Une offre soignée », dit-il.

Le sourire est de courte durée. C'est désormais une guerre des nerfs que se livrent les deux hommes. Le 30 décembre, les directeurs du *Herald and Weekly Times* annoncent qu'ils vont trancher entre les deux offres. Le 1^{er} janvier, M. Holmes A'Court pousse plus loin la surenchère. C'est 13,50 dollars par action qu'il propose désormais. Le 2 janvier, quand les directeurs du *Herald and Weekly Times* annoncent qu'ils ont choisi de recommander aux actionnaires du groupe l'offre du nabab de Perth — 2 125 millions de dollars, — le sourire de M. Murdoch se fige en grimace.

Les directeurs du groupe ont une excuse toute simple : « C'est la plus grosse offre en argent comptant sur la table ». M. Murdoch assure que son offre à lui, un mélange d'argent comptant et de valeurs convertibles, équivaut au moins à 14,17 dollars par action si l'on en croit les cotes en Bourse cette semaine.

M. Murdoch compte encore sur l'appui discret du principal actionnaire du *Herald and Weekly Times*, le groupe Queensland Press (24 % du capital), propriétaire de *The Courier Mail* et *The Telegraph* de Brisbane. Mais le 5 janvier, un nouvel acteur entre dans la bataille. Le groupe John Fairfax lance une OPA de 910 millions de dollars australiens sur Queensland Press. Pour la plupart des observateurs, cette offensive du groupe Fairfax a reçu l'aval de M. Holmes A'Court et vise essentiellement à barrer la route à M. Murdoch. Propriétaire du *Sydney Morning Herald* et surtout du très respecté *Age of Melbourne*, Fairfax, qui se fait en Australie le défenseur d'une presse indépendante et de qualité, compte bien, lui aussi, s'opposer à une excessive concentration du secteur aux mains d'un seul homme.

M. Murdoch est aujourd'hui forcé de surenchérir ou de renoncer à son OPA, et les Australiens attendent avec impatience l'issue d'une bataille qui mobilise les trois plus grands groupes de presse du pays.

SYLVIE CROSSMAN.

(1) 1 dollar australien vaut environ 4 F.

Polémiques autour des télévisions privées en Guadeloupe

M^{me} Michaux-Chevry dénonce les initiatives du conseil régional

Comme au bon vieux temps des radios libres, la Guadeloupe résonne aujourd'hui des échos des télévisions « pirates »... et des querelles et polémiques qu'elles engendrent de tous les côtés.

Après Canal 10, GTV et TSB-Eclair, TSB-Caraïbes est née le soir du 1^{er} janvier. « Cadéan » au peuple guadeloupéen du président (PS) du conseil régional, M. Félix Proto. Une naissance suivie, si l'on en croit un sondage réalisé par téléphone, par une grande proportion des foyers pouvant la capter. Mais une naissance difficile,

contrariée d'abord par le refus de la Commission nationale de la communication et de libertés de donner son feu vert à cette expérience prévue pour deux semaines en attendant un fonctionnement définitif, ensuite par divers problèmes techniques. Une naissance contre laquelle, enfin, M^{me} Lucette Michaux-Chevry, conseillère régionale de Guadeloupe mais aussi secrétaire d'Etat à la francophonie, s'élève : ici avec véhémence, elle qui s'était pourtant saine et saine-ment accommodée des précédentes initiatives.

« Je suis contre la piraterie, quel que soit sa forme et son origine », nous a déclaré le ministre. J'ai été contre les radios pirates. Je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée — je parle ici en tant que conseiller régional, — M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emission du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'exécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi.

dure financière qui vide toutes les règles budgétaires. Je lui reproche d'avoir signé des contrats qui excèdent la compétence prévue par le code des marchés et de ne point les avoir soumis au contrôle démocratique du bureau. Je lui reproche d'avoir signé un certificat administratif de 3,4 millions de francs en violation de toutes les règles de gestion administrative. Je lui reproche enfin, en violation d'une décision du bureau, d'avoir pris un arrêté créant un comité de pilotage de sa télévision où se trouvent que communis-tes, socialistes et indépendantistes. La Guadeloupe, que je sache, n'est pas composée que de ces idées-là. Cet arrêté est d'ailleurs nul sur la forme et sur le fond.

Trois arguments

Dénouant l'absence de transparence du projet de télévision et son coût actuel — qu'elle évalue à 40 millions de francs, — ironisant sur sa mise en œuvre « par de grands opérateurs venus de la métropole », la secrétaire d'Etat à la francophonie estime que les élus et le peuple guadeloupéen ont été « trompés ». En conséquence, conclut-elle, « je suis déterminée contre les agissements institutionnels de M. Proto, à mettre tout en œuvre avec mes amis politiques pour faire respecter la loi dans notre département. La justice va être saisie ».

A voir l'impact, à Basse-Terre, le président Proto, peu inquiet de la menace et d'attaques qu'il juge « excessives » et « politiquement ». Et d'avancer trois arguments : D'abord la légitimité de l'ambition : « Nous faisons une télévision qui s'ajoute, pour les Guadeloupéens,

démocratie, liberté et pas francophonie, mais francité ». Ensuite l'incompétence de la CNCL à donner son feu vert à cette expérience, « les décrets d'application de la loi sur l'audiovisuel n'étant pas publiés ». Enfin le bien-fondé des dépenses engagées : 3,4 millions de francs pour la pépinière et la formation de jeunes à l'audiovisuel (contre 6 millions de francs dans un premier projet), 10 millions de francs ayant été inscrits — en autorisations de programme — dans les orientations budgétaires du conseil pour 1987.

La CNCL, par la voix de son président, M. Gabriel de Broglie, « regrette » la décision de M. Proto. Les premières télévisions pirates viendraient contre ces coups de projecteur dont elles se seraient passées. Quant aux Guadeloupéens, habitués à compter les points entre adversaires politiques, ils composent des cantiques et chansons ironiques sur ces péripéties.

AMÉLIE COLEMAN.

Le câble à Tours. — La ville de Tours vient d'entamer le projet de convention avec les PTT prévoyant le câblage, entre 1989 et 1992. Soixante mille prises seront installées permettant aux Tourangeaux de recevoir une trentaine de chaînes privées. L'exploitation du réseau sera confiée à une société anonyme locale, dont le capital sera détenu en majorité par la Caisse des dépôts et consignations, la Lyonnaise des eaux, Forclum, Montanary et Turin air-transport. La ville disposera elle-même d'un temps d'antenne à un moment. M. Jean Royer, le maire, ayant reconnu, en réponse à l'opposition municipale, la nécessité d'établir une déontologie de la politique d'information de la ville.

UNIVERSITÉ : LE SÉISME

Le dossier complet des événements. Le nouveau visage des étudiants et des lycéens. Le problème de la sélection à l'entrée des universités. Les solutions adoptées au Japon, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne et en Suède.

ENFANTS : L'APRÈS-DIVORCE

Ce que deviennent les jeunes, une fois consommée la rupture. Les rapports avec la mère désormais seule. Le rôle du « troisième » parent et les relations avec les nouveaux « frères et sœurs » en cas de remariage. La fonction stabilisatrice de l'école.

Numéro de janvier, en vente chez votre marchand de journaux, 13 F.

L'Éducation

L'élargissement des conflits sociaux dans le secteur public

Grève suivie à EDF

En s'exprimant, le mardi 6 janvier en fin de journée sur Europe 1, M. Jacques Chirac aura en sa possession des éléments précis sur la réalité de l'extension de la grève de la SNCF à l'ensemble du secteur public. Il saura si la CGT, affiliée dans la fonction publique mais toujours forte à EDF, réussit ou non son pari d'aboutir à « un mouvement d'ampleur exceptionnelle ». Déjà, le CNPF s'alarme des effets du conflit à la SNCF qui a « perturbé grandement l'activité de toutes les entreprises françaises » et met en garde contre une extension à d'autres secteurs qui « compromettrait davantage les résultats déjà obtenus grâce à l'effort de tous dans la voie du redressement ».

Force ouvrière a également affirmé, mardi, sa volonté de ne pas se laisser entraîner dans un tel élargissement, après avoir réuni son bureau confédéral deux fois lundi et mardi. Dans une circulaire, signée exceptionnellement par tous les membres du bureau confédéral et adressée à toutes ses fédérations et unions départementales, FO parle de « situation dangereuse à tous égards ». Tout en soulignant que « le coût économique des grèves serait supérieur à ce qu'on aurait dû concevoir à froid » et en évoquant l'existence d'un mécontentement réel, la confédération demande à ses organisations de ne pas se laisser « entraîner dans des mouvements qu'elles ne maîtriseraient pas ».

Pour FO, le conflit de la SNCF est « désormais détourné de ses objectifs revendicatifs ». « En politique à fond, la CGT tente tout simplement d'offrir au PC matière à redorer son blason. » Il ne s'agit donc pas de se prêter à « ce type d'opération ». Cette prudence de la confédération de M. Bergeron se retrouve, avec quelques nuances, dans les positions de la CFDT. Ainsi la Fédération des transports et de l'équipement CFDT, qui reste pourtant engagée dans la grève, a écrit le 5 janvier à M. Douffignies pour souligner que « l'action des cheminots, à son dix-neuvième jour, n'a pas plus qu'à son début le dessein de s'attaquer à la politique générale du gouvernement. Elle n'a pas plus la volonté de provoquer des élections anticipées. C'est une action revendicative qui se suffit à elle-même ».

Pour l'heure cependant, la situation semble figée à la SNCF, et le gouvernement ne semble pas envisager, malgré le durcissement de la grève, de faire avancer la révision de la commission mixte de statut sur les conditions de travail prévue pour le 8 janvier. Les syndicats qui soutiennent les grévistes, comme la CFDT et la CGT — pour laquelle les cheminots n'ont obtenu jusqu'à présent que « des mièges » — se montrent par ailleurs pessimistes sur ce que pourrait annoncer la direction lors de cette réunion.

M. Jean Dupey, directeur général de la SNCF, a écrit à tous les syndicats pour rappeler formellement les résultats obtenus à ce jour dans les négociations. En début de matinée, mardi, il était encore difficile

d'évaluer l'extension du mouvement. Celui-ci semble cependant particulièrement bien suivi à EDF, où la baisse de charge était légèrement supérieure à 9 heures à 25 000 mégawatts, ce qui a entraîné des coupures de courant tournant pour cent cinquante mille clients parisiens.

Dans les PTT, on faisait état d'une cinquantaine de préavis déposés principalement par la CGT et concernant à 80 % la poste. Mais ces préavis, départementaux, régionaux, voire locaux mais non nationaux, sont très variés puisqu'ils prévoient, pour les uns des « rassemblements » et pour d'autres des grèves d'une heure. Autres tests de cette tentative d'extension de la CGT : les arsenaux et, dans une moindre mesure, Renault. Une réussite du pari cégétiste conforterait les grévistes de la SNCF dans leur détermination. Un échec les affaiblirait.

MICHEL NOBLECOURT.

Des grévistes de Saint-Lazare à 80 % non syndiqués suivent les délégués CGT

Face à une centaine de ses camarades, tous grévistes, Serge livre le bras et prend la parole. « J'ai fait huit jours de grève avec vous mais je ne peux plus suivre, avoue-t-il. Pécutant, je ne tiens plus, je suis prêt à repartir avec vous. Je suis solitaire... »

Dans la salle surchauffée qui jouxte le quai numéro un de la gare Saint-Lazare, l'assemblée vit un moment d'émotion. Une voix rassure Serge : « Si tu as pu aller jusqu'ici, c'est déjà bien. Applaudissements. « Ils veulent faire passer la situation, mais ils se trompent », déclare un autre, sous les acclamations.

As soir de leur quinzième réunion, après quinze jours de grève, les agents de trains, les guichetiers, les administratifs, réunis autour des délégués CGT, savent ce qu'ils ont déjà perdu. Environ 260 F par personne et par jour et, cependant, affirmant-ils, « ce n'est pas l'aspect financier qui compte ».

Pendant la discussion les orateurs CGT pourrissent évoquer les salaires, ils admettent, pour la plupart, avec un bel ensemble, que là n'est pas le problème. Ils veulent parler conditions de travail, de carrière dans une entreprise — un « monstre bureaucratique » — aux « comportements militaires ». D'ailleurs ils ne sont pas syndiqués et, à plus de 80 %, ils lèveront la main pour le faire savoir quand on leur posera la question.

Deux heures durant, le débat prendra des contours subtils, chacun tenant à son autonomie ou à son identité. « Vous êtes sur la bonne voie, c'est vous qui avez raison », assure le délégué CGT au centre de la pièce.

Parmi les non-syndiqués, on tient beaucoup au respect d'un code de bonne conduite. Toutes les questions peuvent être posées. Toutes les précisions doivent être fournies sans faux-fuyant. Au moindre signe de dérapage, chacun rappelle les conventions, sans excès. C'est à peine si, un moment choqué, un contrôleur laisse percevoir son étonnement en observant : « Le syndicat, j'en sors. » Mais le même un peu plus tard, approuvant un de ses collègues qui constate : « On est bien content d'avoir des délégués ».

De fait, les grévistes inorganisés se déclarent satisfaits de voir les militants syndicaux organiser et canaliser le conflit, y compris dans ses aspects pratiques. Soucieux de leur indépendance, ils utilisent en somme un savoir-faire, la CGT étant d'ailleurs présente que la CFDT — le délégué est malade — ou la CFDT.

C'est pour ces raisons que les agents de trains n'ont connu aucune défection depuis le début de la grève et qu'ils s'honorent d'être toujours solidaires ? C'est possible. Toujours est-il qu'à trois abstentions près ils ont recouvert à main levée la grève pour vingt-quatre heures le 5 janvier. Ou encore qu'ils se préparent à distribuer des tracts aux usagers, puis veulent réaliser « des actions responsables, calmes ».

A l'écoute de la base

Prudents, à l'écoute de la base, les délégués CGT, qui rappellent au passage qu'ils ont été élus au comité d'entreprise par la même électorat, prennent garde à ne pas rompre cette unité. Ils font tout pour désamorcer des positions communes qui, à chaque fois, renforcent la détermination de l'assemblée.

Toutefois, il faudra en venir à la convocation de l'assemblée générale du 6 janvier, qui précédera d'une heure — les grévistes n'ont pas voulu davantage — la manifestation de la CGT prévue à la gare Montparnasse. Inévitablement surgira le thème de la politisation de la grève par le syndicat. « C'est le gouvernement qui en porte la responsabilité », répliquent en chœur les délégués. L'appel aux autres secteurs nationaux ou de la fonction publique ? « C'était prévu de longue date, bien avant la grève de la SNCF », rétorquent les cégétistes. La manifestation était arrêtée depuis longtemps.

« Sommes-nous obligés de manifester ? », demande un gréviste. « Bien sûr que non », répond le délégué, qui avait reconnu d'un air contrit : « Nous sommes obligés de politiser. »

A. L.

La coordination de Paris-Nord ne supporte pas de regarder passer les trains

L'assemblée générale des agents de conduite devait se tenir à l'antenne de la gare du Nord, à 11 heures, le lundi 5 janvier. Informelle de bout en bout, elle n'a jamais commencé, et parallèlement ne s'est pas achevée. Sans « chef » syndical, sans meneur, les cinquante participants se sont égarés dans des digressions et n'ont pas pu conclure. « Une assemblée générale, ça démoralise plutôt que ça mobilise », constatait, amer, un mécanicien.

Rapidement abordée, la question de la poursuite de la grève est traitée sans vote. « Nous sommes d'accord pour la reconquête, puisque nous sommes là », déclarent quelques-uns sans être contredits. Décidément déconcertants, les mêmes s'interrogent un peu plus tard sur le sens à donner aux manifestations prévues par leur coordination pour l'après-midi même, devant les directions régionales de la SNCF, et le 7 janvier devant la gare du Nord. « Ça servira à quoi ? », se demandent les uns et les autres. « Les défilés, tout ça c'est de la merde ! »

Le climat n'est pas à l'euphorie. Chacun trouve des mots pour faire savoir qu'il a bien conscience de l'impasse. Tous expliquent que, aussi déterminés soient-ils, la grève finira par s'essouffler. « On n'a plus qu'à attendre », disent les plus sages, les plus lucides ajoutant qu'il y aura plus de négociations réelles.

« De jour en jour, le mouvement va balayer et des trains circuler », soulignent les pessimistes sans toutefois renoncer. Après tout, se répètent-ils, « on compte habituellement plus de dix mille trains par jour et il y en a à peine cinq cents actuellement ». Ce qui n'empêchera pas la direction d'y voir une tendance à la reprise et d'en persuader l'opinion, notent-ils, désemparés.

« Il faut faire quelque chose », « il faut relancer un peu le mouvement », clament des cheminots à la recherche d'une « idée » ou d'une « solution » susceptible de leur permettre de reprendre les choses en main. « Nous devrions mener des actions d'éclat », « employer la méthode flic », proposent certains. « Si nous flanchons à Paris-Nord, les autres vont lâcher aussi », proclament ceux qui en appellent aux réactions d'orgueil de cette « base » si fière d'avoir été à l'origine du conflit. Plusieurs donnent dans l'humour noir : est-ce qu'il faudrait « avoir un mort comme les étudiants » pour gagner en extremisme ? On désigne Gaby en riant, puisqu'il est « à quelques mois de la retraite » ou Ignacio « en raison de ses origines troubles », certains préférant « tirer à la courte paille ».

Ce sentiment d'impuissance et d'être en train de perdre quand on est si proche, les conducteurs le vivent mal.

« L'Ile-de-France la région la plus touchée », « L'Ile-de-France est la région la plus touchée par la grève des transports publics », indique M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional.

« Avec vingt millions de déplacements quotidiens, dont deux tiers concourent à la vie économique, la région capitale ne peut supporter un blocage de longue durée de ses moyens de transport, qui conduirait progressivement à la paralysie de ses entreprises », a-t-il écrit. C'est que, selon les intérêts d'une catégorie de salariés, on ne peut sur une si longue période porter une telle atteinte aux conditions de vie des Français qui voient, brutalement, doubler voire tripler leur temps de trajets quotidiens, poursuit-il.

M. Giraud apporte « son soutien au gouvernement dans l'attitude de fermeté qu'il a choisie pour favoriser le redressement économique du pays ».

connaissent depuis dimanche soir, depuis que les CRS et les gardes mobiles occupent chacune des voies et leur interdisent l'accès à la gare. Chaque nouveau départ, pourtant presque à vide, les décourage, comme les rares arrivées de trains de grandes lignes. « Il y a encore des képis », s'exclament-ils, en désignant du doigt « les couples de CRS » qui circulent seuls dans les wagons.

Pour passer le temps, les grévistes s'amusent bien un peu à narguer les forces de l'ordre en tentant de se rapprocher des locomotives. « Quand on voit les cow-boys, faut se faire la patte », prévient un malin, pour éviter que, comme le 3 janvier, une demi-douzaine de personnes ne se retrouvent au commissariat. De leur côté, les forces de l'ordre se distraient jusqu'à ce qu'une annonce par haut-parleur les rappelle au devoir de leur fonction.

« Messieurs les CRS, il est interdit de jouer avec les manettes d'arrêt d'urgence des escaliers mécaniques ».

Cette petite guerre finit par miner le moral. Les grévistes restent en cause les cadres qui font circuler les trains et ne respectent pas toujours les règles de sécurité. Ils s'inquiètent, sans le dire, sur le devenir de leur action, la plus longue depuis 1971. Si leur spontanéité a été indispensable à l'origine, leur façon informelle de s'organiser les empêche maintenant de gérer la sortie d'une crise aux justifications plus psychologiques que salariales. Bien plus que les salaires, d'ailleurs, c'est la future grille, il y a un malaise persistant que personne n'évoque vraiment, même s'il se résume aux revendications sur les conditions de travail et le déroulement de carrière.

« Ils sont 300 inscrits sur le tableau », il y en a 10 nommés chaque année. C'est dire qu'ils en auront pour trente ans.

ALAIN LEBEAUE.

Des grèves existentielles

Les grèves de la RATP et de la SNCF laissent perplexes. Elles présentent un côté rétro, soixante-huitard, par le spontanéisme des comités de coordination et l'embaras où se trouvent plongés les syndicats patentés. On décèle dans les propos des grévistes un mélange bizarre de corporatisme étroit et de dignité bafoyée. L'opinion publique, elle, se demande avec inquiétude ce qui sous-tend et ce qui satisfera leur jusqu'au-boutisme.

Ces grèves stypiques ont la caractéristique commune d'avoir été lancées par une même catégorie professionnelle : les conducteurs, ceux qui pilotent les rames de métro, les TGV, les trains de banlieue et les convois de marchandises. Ceux qui l'ont fait bien continuer d'appeler l'« aristocratie du rail ».

M. Pierre Bouvier, chargé de recherches au CNRS et responsable de l'unité socio-anthropologie du travail, connaît bien ces « seigneurs », dont il a étudié le comportement et les difficultés, à Paris comme à New-York, dans les profondeurs du métro, tout comme dans les réseaux de surface (1). Il discerne dans les sous-bosses actuels un mal-être influencé plus profond que le difficile brouillage des fins de mois.

La modernisation, mais...

Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ? A la SNCF, le projet de grille faisant la plus large part à l'avancement au mérite ; à la RATP, le rattrapage salarial des conducteurs par des catégories que ceux-ci jugent inférieures. « C'était exactement pour le même motif que se sont déclenchées les grèves de 1971 », explique M. Bouvier. Toucher à la grille des salaires, la remodeler ou la laisser se déformer, c'est inévitablement provoquer des réactions très vives de la part du personnel. La grille donne aux salariés une identité professionnelle, des assurances pour l'avenir et une reconnaissance sociale. La remettre en cause est ressentie comme une agression.

On retrouve cette exigence de reconnaissance dans les réactions à

la modernisation des conducteurs et autres mécaniciens. « A la RATP, les agents ne sont pas fondamentalement opposés au progrès technique qui les chassera de la « loge » de conduite un jour ou l'autre, analyse M. Bouvier. Mais ils veulent que soit maintenue une filière qui leur soit propre : ils veulent que l'un d'entre eux demeure indispensable au bon fonctionnement de la rame. Certes, la conduite automatique les réduit à n'être plus que des chefs de train, qui ouvrent et ferment les portes. Ils tiennent pourtant à être reconnus comme des professionnels de haut niveau, selon leur adage « à matériel sophistiqué, personnel très qualifié ». C'est une même remise en question de leur professionnalité que vivent les cheminots puisqu'avec le futur système informatique, ils ne pourront plus se mesurer à leur propre mesure de compétence, une fausse catastrophe. C'est comme ça : celui qui ne peut plus se tromper se sent dépossédé de sa responsabilité ».

Pourquoi les organisations syndicales ont-elles été débordées par une base spontanée ? La rarefaction des agents — ce que l'on a appelé la déshumanisation du métro — a réduit à sa plus simple expression la vie sociale des conducteurs du métro, enfermés dans la « loge ». Ils n'aspirent qu'à quitter le tunnel. Les vétérans ne peuvent plus transmettre leur expérience aux plus jeunes et les syndicats se trouvent incapables de former leurs troupes. Les réactions sociales sont donc imprévisibles, violentes et passablement irrationnelles.

On a aussi l'impression que la gêne infligée aux usagers par leur grève importe médiocrement aux conducteurs. « Le rapport à l'usager est très ambivalent », répond M. Bouvier. La vocation ferroviaire est, dans leur esprit, la vocation noble. Ils se sentent investis de la mission de réguler des convois et de faire circuler le plus vite possible des masses humaines. Ils connaissent à fond la conduite à tenir pour assurer la sécurité. En revanche, on ne les a pas formés à l'art de traiter les passagers grincheux... »

Une certaine nervosité

La situation n'évoque guère à la SNCF, même si la direction espère passer, le mardi 6 janvier, au service de « deuxième urgence » avec 45 % du trafic sur les grandes lignes. Dans la journée de lundi, la circulation des TGV était déjà à peu près normale de Paris vers la Bourgogne, la Suisse, Lyon et la Savoie et les rapides et les express ont été assurés à 40 % vers la province, mais les transmanuels et les omnibus demeurent rares, et le trafic régional naissant, malgré la circulation sur la banlieue inégale : par exemple, à la gare du Nord de Paris, le trafic réel n'était guère, dans la soirée, que d'un train sur sept ou sur huit, plutôt qu'un sur cinq. Sur les trains de marchandises, la SNCF reconnaissait n'avoir réussi à mener à bien que 80 % des cinq cents trains prévus. Les difficultés persistaient pour ceux qui devaient passer par des tris. Au total, avec un millier de trains, on n'était encore qu'au dixième de la moyenne normale.

En effet, la reprise a été lente, marquée par des retours en arrière : les retours au travail individuels ont été compensés par un certain durcissement des assemblées générales de grève, par exemple, à Périgny-Dijon comme la veille à Rennes. Selon la direction de la SNCF, 30 % seulement des agents de conduite étaient au travail en moyenne : en fait, une proportion très variable selon les régions et les dépôts, allant de 60 % sur l'Est, notamment vers Strasbourg et Nancy, à 11 % sur le Sud-Est (et moins encore à Marseille et à Montpellier) en passant par 50 % en Bretagne.

Je paralyse, donc je suis

Ce qui est le plus déroutant dans l'attitude des conducteurs est qu'ils ne paraissent pas savoir précisément ce qu'ils veulent, mais qu'ils l'ont. Ce n'est pas la base qui a initié la grève, mais la base est très dure, note M. Bouvier. Les augmentations salariales de ces dernières années ont été faibles. La gauche au pouvoir a inhibé les mouvements sociaux importants. Après le succès des étudiants, les agents de conduite éprouvent aujourd'hui le besoin de dire : « Nous existons, nous aussi. » Toujours la recherche de l'identité ! Leur jusqu'au-boutisme est d'autant plus fort qu'il n'a pas de finalité précise. Les conducteurs sont heureux de la forte convivialité retrouvée pendant les assemblées générales. Ils éprouvent le besoin de perpétuer cet état de grève, qui les rassure sur leur force puisqu'ils peuvent arrêter tout trafic. « Je paralyse, donc je suis ».

Il semble enfin que les directions éprouvent du mal à saisir toutes ces implications psycho-sociales. « C'est vrai, elles ont de la difficulté à comprendre les questions de sociabilité, de dignité, de conditions de travail, l'isolement du conducteur comme les susceptibilités catégorielles. L'encadrement ne leur a pas été d'un grand secours, car il n'a pas reçu de formation adaptée à l'animation sociale. » Toujours la primauté de la technique.

ALAIN FAUJAS.

(1) Technologie, travail, transports. Les transports parisiens de masse (1900-1985), par Pierre Bouvier, 1985, Librairie Les Méridiens, 89 F.

Polémique chez les cadres cheminots

L'initiative prise par un groupe de cadres de la direction commerciale voyageurs de la SNCF de publier dans plusieurs quotidiens — dont le Monde — une page publicitaire présentant aux usagers leurs excuses pour la gêne causée par la grève suscite des remous dans l'encadrement cheminot.

Les signataires anonymes de ce texte se déclarent « contrits devant le préjudice qu'ils ont causé ». Ils précisent encore : « Sachez aussi que la SNCF — votre SNCF — n'a rien à voir avec la présentation anachronique et corporatiste qu'en donne, sur nos ondes, une minorité d'agents. La grande majorité des cheminots — plus de deux millions sur trois — ne se sont pas joints au mouvement ».

D'autres cadres, non grévistes mais très critiques à l'égard du comportement de la direction, s'étonnent que cet encart publicitaire ait été placé dans les journaux par la centrale d'achat d'espace de la SNCF et qu'il ait été diffusé sous forme de communiqué grâce au fichier de presse de la Société nationale. « Maintenant on nous demande de contribuer au paiement de cette publicité, raconte l'un de ces protestataires. Ceux qui ne verseront par leur droit seront catalogués. Tout comme l'ont été ceux qui ont refusé de jouer les briseurs de grève, car on nous a demandé de nous porter volontaires pour vendre des billets et pour accompagner des trains de banlieue. On a même souhaité que des femmes cadres montent dans les TGV pour reconforter, par leur présence, les agents de conduite non grévistes. Tout cela a des relents de chasse aux sorcières ».

Un autre groupe de cadres souligne le hiatus existant entre les cheminots et la direction. « La base ne suit pas », déclarent-ils. Pourquoi ? La SNCF s'engage à consacrer 6,5 % de sa masse salariale à la formation, mais celle-ci reste essentiellement technique et utilitaire. Le cheminot ignore tout des enjeux stratégiques et économiques de l'entreprise, des réalités du marché de la concurrence. Pour lui, l'entreprise est indestructible ; le chemin de fer indispensable et, par conséquent, la direction, incapable. La SNCF exige un autre type de management, qui tienne davantage compte des hommes. Mais il faudra d'abord passer les plaies ».

AL F.

Une certaine nervosité

La situation n'évoque guère à la SNCF, même si la direction espère passer, le mardi 6 janvier, au service de « deuxième urgence » avec 45 % du trafic sur les grandes lignes. Dans la journée de lundi, la circulation des TGV était déjà à peu près normale de Paris vers la Bourgogne, la Suisse, Lyon et la Savoie et les rapides et les express ont été assurés à 40 % vers la province, mais les transmanuels et les omnibus demeurent rares, et le trafic régional naissant, malgré la circulation sur la banlieue inégale : par exemple, à la gare du Nord de Paris, le trafic réel n'était guère, dans la soirée, que d'un train sur sept ou sur huit, plutôt qu'un sur cinq. Sur les trains de marchandises, la SNCF reconnaissait n'avoir réussi à mener à bien que 80 % des cinq cents trains prévus. Les difficultés persistaient pour ceux qui devaient passer par des tris. Au total, avec un millier de trains, on n'était encore qu'au dixième de la moyenne normale.

En effet, la reprise a été lente, marquée par des retours en arrière : les retours au travail individuels ont été compensés par un certain durcissement des assemblées générales de grève, par exemple, à Périgny-Dijon comme la veille à Rennes. Selon la direction de la SNCF, 30 % seulement des agents de conduite étaient au travail en moyenne : en fait, une proportion très variable selon les régions et les dépôts, allant de 60 % sur l'Est, notamment vers Strasbourg et Nancy, à 11 % sur le Sud-Est (et moins encore à Marseille et à Montpellier) en passant par 50 % en Bretagne.

SITÉ:
SME
des étudiants
de Bretagne
TS:
IVORCE
la rupture
le rôle du
stabilité

Economie

L'élargissement des conflits sociaux

M. Toubon : la grève n'a plus de légitimité

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré à l'émission « Face au public » de France Inter, lundi 5 janvier : « Il n'y a aucun lien possible entre la grève de la SNCF, par exemple, et les autres, sauf politique. La grève de la SNCF, aujourd'hui, la poursuite de la grève dans un certain nombre de centres, par un certain nombre de grévistes, syndicaux ou non syndicaux, répond simplement désormais à un objectif que l'on ne peut qualifier, parce qu'il n'y a pas d'autres mots, que de « politique ». Cela veut dire que les revendications qui étaient à l'origine de ce conflit ont été prises en considération et elles ont fait l'objet d'un certain nombre d'accords ».

M. Marchais : les conflits ne sont pas dirigés par le PCF

De retour d'un voyage officiel à Cuba, où il a passé les fêtes de fin d'année en compagnie de Fidel Castro, qu'il a rencontré le 1^{er} janvier pour évoquer « l'idéal d'un monde sans arme et sans guerre », M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, était l'invité matinal de RTL, le mardi 6 janvier, pour répondre aux questions relatives aux mouvements sociaux français. « Les grèves ne sont pas dirigées par le PCF », a dit le dirigeant communiste, c'est le mouvement syndical qui conduit ces grèves. Indiquant qu'il ne participerait pas lui-même à la manifestation des agents du secteur public organisée, ce même jour, par la CGT, de Montparnasse à la Bastille, M. Marchais a rappelé que son parti soutient ce droit de grève, selon lui, devrait se trouver des députés communistes.

Parlant de la CGT, dont il est adhérent, il a déclaré : « Si elle va plus vite que la base, elle se coupe de celle-ci ». Il a mis en accusation la politique suivie de 1974 à 1986, qui a provoqué, selon lui, d'assez part, « une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, une baisse de la consommation et une aggravation du chômage », d'autre part, un accroissement du déficit du commerce extérieur « malgré la baisse de 70 milliards de francs de la facture pétrolière » en 1986. Il s'est élevé contre la « politique anti-inflationniste » qui a entraîné « un accroissement des profits et une aggravation des difficultés des travailleurs ».

« Aujourd'hui, cette grève n'a plus de légitimité quant à la défense des intérêts des salariés de la SNCF, elle n'a qu'un objectif qui dépasse la SNCF et qui dépasse la défense du secteur public et, en ce sens, je pense que c'est une grève qui est détournée de son objet ».

M. Toubon, après avoir approuvé les propos tenus par M. Mitterrand sur la lutte contre l'inflation, a cependant ajouté : « Que M. Mitterrand reçoive certains grévistes ou que M. Mitterrand, il y a un mois, aille voir les parents du jeune Malik, pourquoi pas ? Mais ce que je désapprouve pour ma part, c'est que ce soit toujours dans le même sens. Il n'est pas allé rendre visite aux veuves des policiers tués en service, il n'a pas consulté le directeur général de la SNCF pour avoir les points de vue de tout le monde sur la grève. Avant 1986, d'ailleurs, j'ai remarqué, il ne recevait pas les grévistes. Quand les chauffeurs routiers, en 1984, ont fait grève pendant un mois, M. Mitterrand ne les a pas reçus ».

« Alors, je dis simplement qu'à partir du moment où la compréhension est à sens unique, ce n'est plus de dialogue, ce n'est plus de l'arbitrage, c'est un soutien, un soutien « habile », dit-on, d'ailleurs beaucoup applaudit à cette habileté. Moi, je n'applaudis pas à cette habileté, car c'est à l'occasion des difficultés du pays qu'elle se déploie. Ce n'est pas un rôle d'arbitre ».

M. Stasi : le libéralisme « social »

Commentant le mardi 6 janvier sur Europe 1 le conflit à la SNCF, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a souligné que le gouvernement ne montre « prêt au dialogue et ne cherche pas la capitulation pure et simple, ni à humilier ceux qui font grève ». Constatant que depuis le 16 mars « un certain nombre de catégories de Français ont pu se sentir exclus du banquet du libéralisme », le député de la Marne a déclaré que le principe d'un libéralisme à volonté sociale, « Le rôle des députés CDS, a-t-il conclu, est de rappeler sans cesse qu'il ne faut pas se laisser entraîner par le libéralisme comme étant une idéologie miracle. Les ministres CDS agissent au sein du gouvernement dans le cadre de la médiation, de la justice sociale, de la concertation. J'espère qu'ils seront davantage écoutés dans l'avenir qu'ils ne l'ont été depuis le 16 mars. C'est l'intérêt de l'ensemble de la majorité ».

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Télécommunications du Sénégal SONATEL

a décidé d'implanter un Réseau Public de Transmission de Données à Commutation par Paquets au SENEGAL.

Pour la phase initiale de ce réseau, elle lance un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation de ces équipements.

Quel que soit leur pays de provenance, les matériels proposés par les soumissionnaires devront respecter les normes définies ou acceptées par l'Union Internationale des Télécommunications.

Les équipements, travaux et services objet du présent appel d'offres seront regroupés en lots.

Les adjudications seront faites par lot.

LOT 1 : RESEAU

Il est composé de COMMUTEURS, CONCENTRATEURS et d'un CENTRE DE GESTION.

Les matériels de test et de mesure, l'énergie et l'aménagement des bâtiments et de l'environnement font aussi partie de ce lot.

LOT 2 : MODEMS UTILISATEURS

Ils seront proposés en deux variantes :

variante 1 : modems Bande de Base partout où c'est possible.

variante 2 : modems téléphoniques (série V du CCITT).

Chaque variante comprendra aussi les équipements de ligne (amplificateurs, correcteurs, etc.).

La fourniture et l'installation sont demandées pour chaque lot.

Les dossiers d'appel d'offres seront délivrés aux lieux ci-dessous contre paiement par chèque libellé à l'ordre de la SONATEL d'une valeur de 100 000 FCFA, à compter du :

MARDI 13 JANVIER 1987

SONATEL

8, rue Wagene Diouf
DAF Département des marchés et contrats, 3^e étage
BP 69, DAKAR. - Tél. : 23-10-23 ou 21-42-42,
SÉNÉGAL, TLX : 1296 SG, FAX : 22 14 82

OU

FRANCE CABLES ET RADIO
24, rue des Joûneurs
4^e étage
75002 PARIS. - Tél. : 42-33-44-02,
FRANCE, TLX : 214233F,
FAX : 42-36-75-20.

Les offres seront déposées devant la commission de réception le LUNDI 6 AVRIL 1987 à 9 heures à la salle de conférence de la SONATEL, 4^e étage à DAKAR.

Le directeur général de la SONATEL.

Huit mois après l'accident nucléaire

Oublier Tchernobyl

Les séquelles de Tchernobyl sur les programmes nucléaires occidentaux demeurent pour l'heure tout aussi limitées. Certes, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et en Italie, les partis socialistes (dans l'opposition) ont pris position pour l'arrêt du nucléaire, en se gardant toutefois d'en préciser l'échéance. Certes, les querelles transfrontières se sont multipliées entre état « pro » et « anti » nucléaire : Suède-Danemark, RFA-Autriche, France-Luxembourg.

Mais force est de reconnaître que les programmes eux-mêmes n'en ont jusqu'ici guère souffert. Dans la plupart des cas les gouvernements en place ont maintenu le cap. Seuls deux pays ont « craqué » et gelé leurs programmes : la Finlande pour des raisons évidentes - elle utilise les techniques et, surtout, des cuves en acier soviétiques - et les Pays-Bas, déjà fort hésitants.

Une autre victime :

le tiers-monde

Mais en Allemagne fédérale, où le poids des Verts est déterminant, le gouvernement a quand même mis en service la centrale de Brokdorf, près de Hambourg, symbole de la contestation, après douze années de retard ; et en Grande-Bretagne M^{rs} Thatcher s'apprête à donner le feu vert à la construction d'un nouveau réacteur à Sizewell, dans le Suffolk.

En revanche, il y a peu de chances que soit, désormais, décidée la construction du second supergénérateur européen « Superphénix 2 ». Déjà handicapé par des coûts énormes, il pâtit sûrement des embarras allemands et ita-

liens. Bien qu'en France les études officiellement se poursuivent, EDF, le CEA et Novatome ont déjà commencé à démanteler les équipes responsables.

Hors de l'Europe, les principales victimes de l'accident seront probablement... les pays en voie de développement candidats au nucléaire. « Le problème n'est pas résolu, médite M. Cogné, il s'agit d'accident qu'en exploitation de les pays acheteurs ne sont pas préparés. » Le Brésil a déjà décidé un moratoire de trois ans de son programme, et arrêté en juin sa seule centrale en service afin d'étudier un plan d'évacuation. L'Égypte, la Turquie, le Mexique, la Libye, etc., ont désormais bien peu de chances de se voir offrir les crédits, les technologies et surtout les partenariats nécessaires. « Je n'ai pas assisté à l'exploitation de nos centrales en Égypte », assure M. Leclerc, l'accident ? Ça n'arrive qu'aux autres...

Oublier Tchernobyl... « Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans - ce qui est loin d'être le cas - je considérerais le nucléaire comme une source d'énergie intéressante », a déclaré cet été le directeur de la sûreté à l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne. C'est tout dire...

Pourtant derrière la belle assurance de l'Internationale nucléaire, l'inquiétude voire l'angoisse affleurent, même chez les responsables les plus haut placés. Tchernobyl dérange. « C'est la plus grave accident intervenu dans le nucléaire civil, dont on n'imaginait pas qu'il soit possible », reconnaît M. Cogné. Après cette catastrophe, nul ne peut affirmer, comme on l'a longtemps fait, qu'un réacteur ne peut pas exploser et toucher les populations voisines. Nul ne peut garantir que la technique et les conditions d'exploitation prévoyaient à tout coup, la folie humaine. « Les Soviétiques se sont acharnés à démolir leur centrale. Ils ont commis six erreurs majeures. S'ils en avaient évité une seule, ils l'auraient sauvée. C'est inimaginable », s'étonne M. Leclerc.

« Un accident de ce type n'est pas concevable en France », assure M. Cogné. Le nouveau patron du CEA, mais qui jusqu'à la catastrophe n'avait eu qu'un rôle de sécurité des centrales soviétiques, aujourd'hui clouées au pilori ? L'URSS n'est-elle pas, après les États-Unis et la Grande-Bretagne, mais loin devant la France, le pays qui possède la plus grande expérience du nucléaire civil (2), pour ne pas parler du militaire ? Tous les hommes de l'art désolés en conviennent : on peut limiter le risque au minimum ; on ne peut plus l'éliminer totalement. Et c'est nouveau. « Cet accident montre que la probabilité d'une catastrophe majeure, longtemps

Les conséquences pour l'URSS...

Le réacteur décapité dort maintenant pour des lustres sous son sarcophage de béton. L'Ukraine pense se plaindre et n'a pas fini de compter ses victimes. Trois cents personnes ont été gravement brûlées : vingt-neuf sont mortes, onze encore souffrent à l'hôpital, les autres en sanatorium. Mais il faudra soixante-dix ans pour connaître le nombre exact des cancers supplémentaires prévus parmi les 75 millions d'habitants de la région. 2 000 ? 24 000 ? Beaucoup plus ?

Le saut-t-on jamais ? A Kiev, passé le premier élan de solidarité et d'héroïsme, on s'efforce surtout de limiter les dégâts. « La catastrophe a provoqué une vague sourde de mécontentement dans une région-clé de l'URSS. On a même parlé d'une tentative d'attentat qui y aurait été commise cet été contre M. Gorbatchev », explique M^{me} Irène Commau Ruffin, de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Autour de la centrale, d'énormes travaux d'assainissement ont été faits par le contingent - et dit-on nombre de forçats, - pour protéger notamment la nappe phréatique. Mais 1 500 kilomètres carrés restent stérilisés pour des années. 135 000 Ukrainiens ont été évacués de force par l'armée - avec leurs 60 000 têtes de bétail - ils ont été tant bien que mal logés et n'ont touché en guise d'indemnisation que l'équivalent d'un mois de salaire !

Mais la récolte ukrainienne a été sauvée. Grâce aux efforts déployés pour limiter la contamination, grâce aussi à des normes sanitaires et à une pression sociale moins contraignantes qu'ailleurs... Paradoxalement les agriculteurs hongrois ou polonais (1), voire les producteurs européens (2) ont été plus tou-

chés que les Soviétiques, bien que la pollution, sauf cas spécifiques, y ait été infiniment moins dangereuse et beaucoup plus sporadique.

La potentielle énergétique de l'URSS sort également presque indemne du désastre. Le réacteur décapité comptait pour moins de 1 % des capacités électriques du pays. A peine trois-trois neuvièmes que les deux autres tranches intactes de la centrale ont été remises en route dans des conditions d'exploitation invraisemblables (3), ce qui, soit dit en passant, n'a soulevé aucune protestation des « verts » européens... Quant aux autres centrales du même type (6 % de la capacité électrique totale), elles tourneront à plein cet hiver, après quelques améliorations techniques au demeurant limitées. Non seulement l'Union soviétique n'a pas remis en cause son programme nucléaire, mais tous les pays du COMECON, réunis à Moscou le 26 novembre, ont annoncé leur intention de multiplier par cinq d'ici l'an 2000 leur production d'énergie nucléaire.

V.M.

... et en France

Les responsables français du nucléaire, tout en affichant leur confiance dans la sûreté des centrales, ont néanmoins entrepris d'intégrer le risque d'accident majeur dans les techniques et les plans de sécurité. Mais ils le font lentement, et presque en catimini. Ainsi EDF va-t-elle discrètement remettre à jour ses plans d'urgence, revoir la sûreté de ses centrales à graphite gaz (les plus anciennes), étudier les moyens d'intervention en milieu très radioactif et réactualiser les études faites sur les accidents dits de « réactivité », jusque-là négligés puisque l'on croyait un embellissement de la réaction en

chaîne, comme celui de Tchernobyl, impossible.

Au niveau de l'administration, un comité interministériel revêt notamment les plans d'urgence (évacuation, plan ORSEC, réquisition de véhicules), les dispositions sanitaires (formation de médecins spécialisés), bref, l'ensemble des problèmes posés par le risque d'accident nucléaire majeur, jusque-là totalement sous-estimé. Mais ces études, comme celles faites pendant l'été sur les dangers d'actions terroristes contre des installations nucléaires, dureront pour l'heure largement confidentielles.

considérée comme nulle, ne l'est justement pas, et qu'il faut prendre en compte cette nouvelle donnée dans l'évaluation des programmes énergétiques », assure M. Bernard Lapointe, physicien des réacteurs et directeur général de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Pourtant le débat de fond est apparemment retombé presque aussi vite que le nuage, sans postérité en RFA. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, en France (lire encadré), bref, dans tous les grands pays producteurs d'énergie, on est fait pour éviter de le relancer. D'abord, car il risque de gêner du civil au militaire, sujet tabou. Ensuite, car cette catastrophe pourrait, si on en tirait toutes les conséquences, remettre en cause l'économie de la filière. L'industrie est déjà handicapée par le coût des normes de sécurité existantes. Aux États-Unis, après Three Mile Island, les délais de construction ont doublé, ruinant nombre de compagnies exploitantes. La nucléaire ne supporterait pas qu'on alourdisse encore ces normes. Encore moins qu'on intègre dans les coûts la couverture du risque nucléaire. En France, la responsabilité de l'exploitant - pour laquelle il souscrit une assurance - est limitée à 50 millions de francs par centrale, celle de l'État à 350 millions de francs.

Enfin, le débat pourrait déboucher sur les limites mêmes du nucléaire et de son utilité pour la collectivité si le coût social est jugé exorbitant. L'exemple de l'Italie montre qu'un pays développé peut prévoir « faire sans », celui de la Suède qu'on peut très bien s'en passer à terme.

Oublier Tchernobyl, c'est peut-être vite dit, car l'opinion publique ne s'y est pas trompée. Dans tous les sondages, même en France, le nucléaire a perdu au moins dix points. En automne 1985, selon une enquête menée par le Credo (3) à la demande d'EDF, 67 Français sur 100 étaient d'accord avec le développement de l'énergie nucléaire, 33 seulement s'avouaient inquiets d'un éventuel accident. En juin 1986, les pro-nucléaire n'étaient plus que 53, et les inquiets 56 ! « On a senti passer Tchernobyl, mais l'impact s'estompe avec le temps », assure tranquillement un homme de l'art, les catastrophes naturelles nous aident beaucoup !

VÉRONIQUE MAURUS.

(2) Selon le CEA, l'expérience cumulée sur le réacteur de tous les réacteurs nucléaires actifs ou déclassés depuis le démarrage des programmes atteignait à la fin 1985 : 1 141 années/réacteurs aux États-Unis, 692 en Grande-Bretagne, 529 en URSS et 346 en France.

(3) Ces enquêtes ont été menées auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes, à l'automne 1985 et en juin 1986.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE DE SYRIE
ORGANISME PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ
Direction des Affaires Financières
Département des Marchés ExtérieursAPPEL DIRECT D'OFFRES EXTERNES N° 1625
Concernant l'exécution de travaux relatifs
à la réalisation de turbines à gaz et à gaz-oil à Tayem

L'Organisme Public d'Électricité lance un appel d'offres pour la conception, la fourniture, la réalisation et la construction de trois turbines à gaz et à gaz-oil d'une puissance de 30 (± 10 %) MW chacune.

Chaque turbine sera destinée à la production d'énergie électrique d'une puissance de 30 MW (± 10 %) pour chacune des installations pour garantir une puissance globale non inférieure à 90 MW (± 10 %).

Les personnes et/ou sociétés intéressées devront soumettre leurs offres selon deux possibilités : l'une (A) qui pourra se situer dans le cadre des Travaux Publics et l'autre (B) hors de ce cadre, dans lequel cas, celles-ci devront fournir le matériel nécessaire à l'exécution des travaux.

Financement - Les personnes ou sociétés intéressées par la présente offre devront soumettre une offre faisant état des possibilités et conditions de financement.

Garantie d'offre : Deux millions de livres syriennes ou une somme équivalente.

Garantie d'exécution : Elle devra être égale à 5 % de la valeur du marché.

Délai d'exécution : Six mois pour la première turbine. Deux mois pour la deuxième turbine, à compter de la réalisation de la première. Quatre mois pour la troisième turbine à compter de la réalisation de la deuxième.

Il sera accordé une priorité aux fournisseurs qui auront lieu dans les meilleurs délais.

Indemnités pour retard - En cas de non - respect du délai d'exécution prévu, conformément aux termes du Cahier des Charges, il sera déduit des indemnités, à condition toutefois que le taux desdites indemnités, qui n'inclut pas les indemnités techniques, ne représente pas plus de 20 % de la valeur du marché.

Les personnes ou sociétés intéressées par la présente offre devront s'acquiescer des droits prévus par le Cahier des Charges ci-joint.

Les personnes ou sociétés intéressées peuvent obtenir la présente soumission auprès du Département des Marchés Extérieurs de l'Organisme Public d'Électricité contre règlement de 3 000 livres syriennes pendant les heures de bureau : entre 11 h et 12 h 30.

Les offres devront être adressées à l'Organisme Public d'Électricité avant le fin de la journée de travail du 1-12-1987.

Les offres seront rendues publiques lors de la rencontre publique à laquelle participeront les représentants des sociétés le lundi 2-12-1987 à 10 h dans les locaux de l'ORGANISME PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ à ARKOUN.

Fait à Damas, le 15-12-1986

Directeur général de l'ORGANISME PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ.

10 ANS SANS IMPOT SUR LES BENEFICES

Pour trois "zones d'entreprises" créées dans les régions de Dunkerque, Aubagne-La Ciotat, Toulon-La Seyne

Pas d'impôt sur les sociétés pendant 10 ans :

L'exonération automatique et garantie de l'impôt sur les sociétés pendant les 10 années suivant la création de l'entreprise est un atout exceptionnel.

Un interlocuteur unique pour l'entreprise :

Dans chaque zone une seule personne représente toutes les administrations. Plus de "parcours du combattant" pour les entreprises : des procédures administratives allégées et accélérées.

Pour tous renseignements, appeler au
Ministère de l'Industrie, des P&T et du Tourisme,
tél (1) 45.56.45.45
ou à SVP (1) 47.87.45.45

LES ZONES D'ENTREPRISES
on y respire la liberté d'entreprendre



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

5 JANVIER Cours réservé à 17 h 34

VALEURS										Réglement mensuel										VALEURS										VALEURS																	
Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	+	-	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	+	-	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	+	-	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	+	-	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	+	-	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	+	-						
1636	A.S. 1973	1620	1805		- 0,37		1636	Chenier S.A.	2380	2400	2400	+ 1,68	1770	Interall	1510	1530	1530	+ 1,72	630	Schneider *	811	811	822	+ 1,98	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03					
1227	C.A.F. 1973	1220	4220		- 0,86		1227	Chenier S.A.	2380	2400	2400	+ 1,68	1770	Interall	1510	1530	1530	+ 1,72	630	Schneider *	811	811	822	+ 1,98	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03					
1228	B.A.P. T.P.	1220	4220		- 0,86		1228	Chenier S.A.	2380	2400	2400	+ 1,68	1770	Interall	1510	1530	1530	+ 1,72	630	Schneider *	811	811	822	+ 1,98	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03					
1229	C.C.F. T.P.	1168	1139		+ 0,16		1229	Chenier S.A.	2380	2400	2400	+ 1,68	1770	Interall	1510	1530	1530	+ 1,72	630	Schneider *	811	811	822	+ 1,98	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03					
1230	Ch. Lyon T.P.	1128	1128				1230	Chenier S.A.	2380	2400	2400	+ 1,68	1770	Interall	1510	1530	1530	+ 1,72	630	Schneider *	811	811	822	+ 1,98	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03	100	Edinburgh Ltd.	108	104,90	104,90	- 1,03					
2002	Chenier S.A.	2400	2400		- 0,91	270	2002	Chenier S.A.	2400	2400	2400	- 0,91	270	2002	Chenier S.A.	2400	2400	2400	- 0,91	270	2002	Chenier S.A.	2400	2400	2400	- 0,91	270	2002	Chenier S.A.	2400	2400	2400	- 0,91	270	2002	Chenier S.A.	2400	2400	2400	- 0,91	270	2002	Chenier S.A.	2400	2400	2400	- 0,91
2100	Chenier S.A.	2100	2100		- 0,31	1672	2100	Chenier S.A.	2100	2100	2100	- 0,31	1672	2100	Chenier S.A.	2100	2100	2100	- 0,31	1672	2100	Chenier S.A.	2100	2100	2100	- 0,31	1672	2100	Chenier S.A.	2100	2100	2100	- 0,31	1672	2100	Chenier S.A.	2100	2100	2100	- 0,31	1672	2100	Chenier S.A.	2100	2100	2100	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	191																																	
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910	- 0,31
1910	Chenier S.A.	1910	1910		- 0,31	1672	1910	Chenier S.A.	1910	1910	1910</																																				

Comptant (selection)

[illegible]

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.B.P. S.A.	1366	1330	Dauphin O.T.A.	2728	2720	MOA	204 90	230
A.S.P. International	910	880	Dawson	1825	2032	Namco-Colson	700	703
Aspac	800	465	De Beers	300	340	Osaka J.P.	502	65
B.A.P.	770	802	Diamond International	519	530	Os. East, P.	304	304
BELMIL	469 80	464	Diamond-CKL comm.	3710	3300	Panama-R.D.	5410	3485
B.L.P.	1180	1190	Edison Indus.	270	259 20	Pap. Indus.	228	240
C.A.P.	945	465	Edison Indus.	610	610	Pavane	1276	1280
Calsonic	540	545	Egypt	534	513	Pentel	1280	1285
Calsonic de Lyon	1180	1206	Falcon	881	818	St-Charles Industries	1280	1280
Celacoma	732	740	Falcon	690	637	St-Charles Industries	262	26 20
Celcom	732	740	Gen. Suprem	982 70	982 70	S.T. Group	1327	1327
Cop Carrier Supply	2100	2100	I.C.C.	381 70	384	Suez-Marine	1240	1230
C.O.M.E.L.	820	820	Ind International	320	320	S.E.P.	1040	1280
C.O.M. Elec.	270	275	Le jeu de main	300	312	S.E.P.A.	1884	1870
C.E.P.	1828	1828	Le jeu de main	270	270	S.E.P.A.	205	205
C.E.P.-Communication	1180	1220	Minette	638	614	Sof. Group	600	600
C.E.L. International	790	790	Miner, Incubator	425	428	Sofus	385	341
C. Chant. Française	1180	1180	M.M.L.	148	148 80	Sofus	1718	1718
C. Chant. Française	213	213						

SICAV (selection) 5/1

VALUES	Emulsion Price Inst.	Ratchet post	VALUES	Emulsion Price Inst.	Ratchet post	VALUES	Emulsion Price Inst.	Ratchet post
A.A.A.	761 70	743 12	Farne Islands	1220 61	1202 61	Panama Canal	1282 62	1272 60
Arctic France	463 33	446 04	Farne-Norwegian	1302 91	1302 91	Panama Canal	1123 71	1131 59
Arctic-Philippines	600 80	579 30	Farne-Port	257 94	252 65	Panama-Norwegian	1617 03	1605 32
Arctic-Port	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. Arctic-Port	1151 23	1123 56	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	563 89	550 26	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 500	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 100	451 68	434 09	Farne-Port	282 71	277 48	Port of Panama	294 81	293 32
A.S.F. 1000	1123 23	1121 62	Farne-Port	282 71				

Hors-cote[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Affectation		
Air Liquide	99 10
Chinois
Cold. Foncier France	226	236
Printed Board	255
Total	840

Cote des changes

OFFICIAL	COURS	COURS	COURS
	publ.	5/1	Actual
.....	6 348	6 382	6 050
.....	8 958	8 955
(D)	331 200	330 880	329 800
.....	15 906	15 873	15 200
(D)	283 170	282 980	279
.....	87 480	87 326	82 800
.....	85 700	85 450	83 500

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS \$/1
Or fin (à la on once)	\$2500	\$1700
Or fin (au pique)	\$2200	\$2250
Pièces d'appoint (20 ct)	548	544
Pièces d'appoint (10 ct)	308
Pièces d'appoint (5 ct)	542	546
Pièces d'appoint (20 ct)	480	476
Strogonne	618	606

MINTEL

La gestion en direct
de votre portefeuille par
38.15 Taux LEMONDE plus

e : coupon détaché
 o : offert
 d : droit détaché
 d : demandé
 p : prix précédent

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 États-Unis : le projet de budget de M. Reagan jugé inacceptable par les démocrates.	7 La cérémonie des vœux à l'Élysée.	9 Le Carrefour du développement.	12 L'exposition Van Gogh au Metropolitan Museum de New-York.	31-32 L'élargissement des conflits sociaux dans le secteur public.	Radio-télévision 15
4 Grande-Bretagne : le Parti travailliste part en campagne contre l'accroissement des inégalités.	8 Voyage dans la maison Barre.	10 L'attentat contre le juge Brugère.	13 Digressions, par Bernard Frank.	34 Le fonctionnement du système monétaire européen : M. Delors presse les Allemands de faire leur « devoir ».	Annouces classées 20 à 28
- La tension dans les relations franco-australiennes.	DÉBATS	11 Sports : le rallye Paris-Alger-Dakar.	COMMUNICATION	34-35 Marchés financiers.	Carnet 15
	2 Enseignement.		30 Polémique autour des télévisions privées en Guadeloupe.		Météorologie 16
					Mots croisés 18
					Loto 16
					Echecs 15
					Spectacles 14

La situation sociale en France

Des mouvements de grève diversement suivis

À vingt-huit jours de la grève des cheminots, la direction de la SNCF indiquait le mardi 6 janvier au matin qu'elle assurait 40 % du trafic des trains rapides et express sur les grandes lignes. Pour le TGV, le trafic était évalué à 90 % (avec une réduction de la circulation au sud de Lyon). Des grévistes ont bloqué dans la matinée pendant 30 minutes à Varennes le TGV Rouen-Lyon. En début de matinée, sur la banlieue la direction assurait que le trafic en heure de pointe était de deux trains sur trois à la gare de l'Est, à Saint-Lazare, aux gares de Paris-Lyon et Montparnasse, de deux trains sur cinq à Paris-Nord et d'un train sur deux sur la ligne C du RER.

À EGF, où la CGT avait déposé pour le 6 janvier, un préavis de grève de 24 heures, la baisse de charge était supérieure à celle observée lors de la précédente grève du 17 décembre. À 10 h 30, la baisse de production était évaluée par la direction à environ 25 000 mégawatts, ce qui a entraîné pour la clientèle de nombreux désagréments tournants suivant les régions.

Dans les arsenaux, le mot d'ordre de grève de la CGT pour le 6 janvier se traduit par des consignes diverses suivant les établissements : une heure de grève à Lorient, Cherbourg et Toulon, une matinée à Brest et Indret, près de Nantes, 24 heures à

Saint-Etienne. Selon le ministère de la défense, on recensait entre 15 % et 20 % de grévistes à Indret et entre 25 % et 30 % à Saint-Etienne. Les fédérations FO, CFTD et CFTC ont appelé ensemble à un « premier arrêt de travail de vingt-quatre heures » le 8 janvier.

À la régie Renault, la CGT avait appelé à des actions sous diverses formes le 6 janvier, au moment où la direction devait fixer avec les syndicats le calendrier des négociations salariales pour 1987. Une manifestation a rassemblé environ trois cents personnes à Billancourt. Selon la direction, il y avait le 6 janvier au matin, 537 grévistes sur 8 670 salariés au centre industriel de Billancourt, soit seulement 6,19 %.

RATP : une paralysie moindre que prévu

La grève paralysait moins que prévu, le mardi 6 janvier en fin de matinée, le trafic de la RATP : en tout cas beaucoup moins que ne le laissait craindre les préavis de grève lancés par la CGT, la CFTD, le Syndicat autonome traction, le Syndicat autonome des machinistes et le Syndicat indépendant. Compte tenu de la représentativité de ces organisations syndicales, ces mots d'ordre auraient dû quasiment paralyser les transports en commun parisiens.

Selon la direction, il circulait deux autobus sur trois, sauf au

Le trafic maritime et portuaire reprenait progressivement le mardi 6 janvier, en dépit de la grève des dockers. Dans les ports normands — où accostent notamment les ferries pour la Grande-Bretagne — les rotations s'effectuaient normalement. À Marseille aussi, le trafic se normalise peu à peu. En revanche, la poursuite de la grève continue à perturber le trafic sur tous les ports du Sud-Ouest atlantique (La Rochelle, Bordeaux et Bayonne), où les marins ont partout voté la poursuite de la grève pour une durée illimitée tant que les négociations sur le paiement des jours de grève n'auront pas abouti.

départ des députés des Lilas, de Flandres, d'Ivry, de Thiais et de Créteil où l'on ne décomptait qu'un bus sur trois. La situation était plus variable dans le RER : ainsi la ligne de Sceaux fonctionnait-elle au rythme de deux trains sur cinq et la ligne A au rythme d'un train sur six. Sur cette même ligne A, le trafic était totalement interrompu entre Fontenay-sous-Bois et Tourny, et les trains ne s'arrêtaient plus à la station Auber où le courant électrique a été coupé par les ouvriers d'entretien des installations électromécaniques.

La direction et les syndicats n'étaient pas parvenus, dans l'après-midi du 5 janvier, à progresser sur la question des augmentations salariales en 1987. Tour à tour, les représentants de la CGT, de la CFTD et du Syndicat autonome traction avaient claqué la porte de la salle des négociations. M. Jacques Delallé, secrétaire de la CGT-RATP, a résumé le point de vue des protestataires en ces termes : « La direction n'a fait aucune proposition nouvelle, elle reste dans le carcan des directives gouvernementales ».

Effectivement, M. Michel Rousselot, directeur général, est resté ferme sur ses propositions d'augmentations salariales de 2,9 %. Il poursuit le dialogue avec FO, la CFTC et la CGC, qui ont demandé que 0,5 % intervienne le 1^{er} janvier et 1,1 % au 1^{er} juin. M. Rousselot a déclaré qu'il reviendrait, le mercredi 7 janvier, « avec quelque chose de précis et de plus élaboré » à ce sujet.

Les assemblées générales décident de la poursuite ou de l'arrêt de la grève. La CGT, la CFTD et les conducteurs autonomes ayant déposé des préavis de vingt-quatre heures reconductibles, les perturbations pourraient donc se prolonger au-delà du 6 janvier.

Sur le vif
Voie de garage

Oh là là ! Vous avez vu mon Jacquot, hier, à la télé ? Cette fureur rentrée, ces menaces à peine feutrées. Il est colère, hein ! Il en a après son Mimi, c'est clair. Ça, le coup du bouquet offert par les cheminots à Brigranon, il l'a pas avalé. Cette idée, aussi, d'accepter des fleurs de n'importe qui ! Qu'est-ce que c'est que ces manières ? Ils étaient marants tous les deux, côte à côte, pour la cérémonie des vœux à l'Élysée. Le grand et le petit. L'un furax, bras haut croisés, profil fermé. L'autre patelin, roublard, lâchant un peu de lest, pas trop, juste ce qu'il faut.

Moi, je me suis dit : ça va péter, c'est pas possible. Faudrait pas qu'il pousse, mon Mimi, parce qu'à la première occasion il part en claquant la porte, Chirac. C'est un emporté, c'est un impulsif et c'est un habitude. Rappelez-vous avec Valéry, ça n'a pas traîné. En plus là, maintenant que sa cote dégringole et qu'il est dans la crotte, on voit pas pourquoi il continuerait à se laisser marcher sur les pieds.

Je lui ai demandé, moi, ce matin après la conférence, au chef du service politique, je lui ai dit :

— Qu'est-ce que t'en penses, la cohabitation, ça peut durer encore combien de temps ?

— Ben, jusqu'aux prochaines élections.

— Ouais, mais ça, il peut le provoquer quand il veut mon Jacquot.

— N'importe quoi ! Enfin, voyons, ça c'est Mitterrand qui décide et avec le nouveau scrutin, il a aucun intérêt à dissoudre la Chambre.

— Et si Chirac démissionne ?

— Il appellera quelqu'un d'autre.

— Et s'ils refusent les autres, les Barre, les Giscard, les Chirac, les Léotard, s'ils se croient les bras ? Pourquoi il n'y aurait que la SNCF, la RATP, l'EDF et les PTT à se foutre en grève ? Pourquoi pas les PM, les premiers ministres. C'est tout pareil, c'est le service public.

— Et alors ? A ce moment-là, ton Mimi, il aura aucun mal à trouver un jeune, enfin je veux dire un rose, un social, pour faire le boulot ! Ça fera comme pour les TGV, on installera des CRS dans la cabine de conduite à Matignon, histoire de la protéger et...

— Et arrivé en gare du Palais-Bourbon, son premier train de réformes, il va décoller, non ?

— Non, pas forcément. Il ira rejoindre tranquillement ceux de Devaquet, de Chalandon et de Monory sur une voie de garage.

CLAUDE SARRAUTE.

Après les vœux du président de la République

M. Bérégovoy :

un avertissement au gouvernement

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie et des finances, a estimé, le lundi 5 janvier, que la déclaration de M. Mitterrand sur la nécessité de la lutte contre l'inflation dans la justice sociale est « un avertissement au gouvernement, car il n'y a pas de lutte contre l'inflation réussie si l'équité sociale n'est pas respectée ». M. Bérégovoy a rappelé qu'on « ne peut pas toujours demander des efforts aux mêmes » et souligné que M. Valéry Giscard d'Estaing a dit au « Grand Jury RTL-Le Monde » des choses fort intelligentes « sur le conflit de la SNCF. « Tout se passe, a ajouté M. Bérégovoy, comme si le gouvernement voulait politiser le conflit pour écarter les cheminots à la reprise du travail dans de mauvaises conditions ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 janvier

Nouvelle flambée de hausse

Une nouvelle flambée de hausse s'est produite, mardi matin, rue Vivienne, au cours de la session pré-louvaine. En progrès de 1,18 % à l'ouverture, l'indiceur instantané enregistré en clôture une avance de 1,86 %. L'indiceur baisse n'a été relevé. Parmi les valeurs les plus favorisées (entre + 2 % et + 4,3 %), citons : Pernod-Richard, Moët, Midis, Bongrat, Générale des eaux, Peugeot, Michelin, Chargeurs, Vales, Navigation mixte.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Aziar	487	488	481
Agropar	2120	2120	2140
Air Liquide (L)	632	633	631
Alcatel	1063	1063	1080
Banque	2350	2380	2410
Bouygues	1245	1255	1280
B.S.M.	428	430	4370
Carrefour	3551	3575	3620
Chaparral S.A.	1575	1610	1630
Ch. de Madagascar	857	864	882
Cyflor	1440	1456	1472
Elf-Aquitaine	1282	1278	1296
ELF-Aquitaine	315	316	315
Elf	3573	3600	3625
Elf-Aquitaine	1344	1365	1370
Michèle	2485	2550	2570
Midis (G)	1802	1840	1840
Midis-Hennessy	2270	2400	2425
Moët	1021	1050	1065
Oréal (L)	2843	2850	2850
Peugeot	1230	1280	1280
Peugeot-Renault	1022	1021	1045
Peugeot S.A.	1175	1206	1211
Sancé	755	780	780
Scania	780	807	807
Sté (G)	2105	2140	2140
Thomson-C.S.F.	1571	1580	1583
Total-C.F.P.	400	403	408
Vale	2293	2300	2300
Vale	511	520	520

A. B. C. D. E. F. G.

L'ARCHITECTURE RURALE FRANÇAISE
ILE DE FRANCE-ORLÉANAIS
23 x 30 cm - 256 p. - 340 F
Un outil précieux
un livre de référence
Editions
Berger-Levrault

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

Le numéro du « Monde »
daté 6 janvier 1987
a été tiré à 526 023 exemplaires

TCHAD

● Un Mig-23 libyen abattu à Fada
● Paris envisage une riposte limitée

Le gouvernement français affirme n'avoir pas l'intention de déclencher une riposte « à chaud » après le raid aérien lancé, dimanche, par l'aviation libyenne, au sud du 16^e parallèle. Une certaine volonté de minimiser l'importance de l'incursion des Mig-23 et du Tupolev-22 libyens dans une zone sous contrôle de l'armée française est affichée dans les milieux gouvernementaux, où l'on estime qu'il s'agit d'un « cas limite » justifiant cependant automatiquement une riposte. On parle ainsi de la nécessité de peser la « réaction appropriée », du souci de ne pas entrer dans une « escalade du conflit », et de tenir compte de « toutes les informations recueillies sur place ». Bref, il semble urgent d'attendre pour ne pas commettre des « erreurs » lourdes de conséquences, même si on insiste sur le fait que le colonel Kadafi « est sorti des rails » et que la France se doit de réagir.

Cet état d'esprit se manifeste dans la déclaration du porte-parole du premier ministre, M. Denis Boudouin, qui, lundi 5 janvier, a déclaré : « S'il y a une riposte française au Tchad, ce qui est possible et pensable, ce sera sur un objectif militaire, et elle sera extrêmement limitée ». Certes, le gouvernement français a des engagements, il les tiendra donc, tout cela, a précisé M. Boudouin, relevant d'une « conversation très étroite entre le président de la République et le premier ministre ».

Cette concertation a été intensive depuis quarante-huit heures. Lundi, entre deux cérémonies de vœux à l'Élysée, M. Mitterrand s'est entretenu avec M. Chirac et M. Giraud, ministre de la défense, à propos du type de réaction que la France pourrait engager. La prudence des milieux officiels français contraste fort avec l'attitude des autorités tchadiennes, pour qui le bombardement d'Arada doit entraîner pour « seule et unique réponse (...) un soutien aérien » aux forces tchadiennes dans leur entreprise de reconquête de l'intégrité du pays.

On confirme, d'autre part, de source française, la destruction d'un Mig-23 libyen, lundi, à Fada, par les Forces armées nationales tchadiennes (FANT). Celles-ci disposent de missiles sol-air américains et français (Red-Eye et Mistral), ainsi que de missiles de fabrication soviétique type SAM-7, qui leur ont déjà permis d'abattre un avion libyen Sukhoi-22, le 12 décembre, à Bardai, et un hélicoptère de combat, le 3 janvier, à Fada.

L'insistance avec laquelle on souligne, du côté français, l'importance de la destruction de ce Mig-23

donne à penser que certains responsables français estiment qu'une première partie de la riposte a déjà été apportée à la suite du raid de l'aviation de Tripoli. En revanche, l'affirmation de N'Djamena, selon laquelle les villes d'Abéché et de Sahr, respectivement situées à 250 et 750 kilomètres au sud du 16^e parallèle, ont été survolées, dans la journée de dimanche, par des chasseurs-bombardiers Mig-23 et, deux heures plus tard, par un Tupolev-22, est sérieusement mise en doute.

Il reste qu'il est possible que la prudence affichée par les autorités françaises concernant une riposte soit une manœuvre : compte tenu du fait que les troupes libyennes s'attendent vraisemblablement à une opération de représailles de la part de la France, l'affirmation d'une volonté ou d'un climat de « détente » à Paris ne peut que favoriser la réussite d'une opération militaire qui, en tout état de cause, n'est pas exempte de risques.

Manifestation
à N'Djamena

A N'Djamena, où les autorités ont levé les mesures de censure préalable à l'encontre de la presse, tout en accordant des visas pour le Tchad à un nombre — limité — de journalistes, une manifestation de toute la population de la capitale a été organisée mardi pour dénoncer l'occupation libyenne dans le nord du Tchad. Selon le ministre tchadien de l'information, M. Moumine Togof Hamidi, la Libye a notablement augmenté le nombre de ses avions de combat depuis quarante-huit heures, sur les bases d'Ouaddi-Douna, Amson et Martin-Assara, en Libye. Cette affirmation est confirmée de source française. On estime que 8 000 soldats libyens seraient actuellement présents dans le nord du Tchad, 2 000 se trouvant à Amson, 2 000 à Faya-Largeau, 3 000 autres étant répartis en quatre groupes mobiles équipés de près de 300 véhicules blindés. Un peu plus d'un millier de Libyens se trouvaient à Fada, avant que cette localité soit reprise par les FANT.

Sur le plan diplomatique, N'Djamena a fait état de son scepticisme à propos de la mission de médiation de M. Ide Oumarou, secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), qui est arrivé, lundi, dans la capitale tchadienne, après avoir effectué un bref séjour à Tripoli, où, selon certaines sources, il n'a pas été reçu par le colonel Kadafi.

LIBAN

● Affrontements entre milices à Beyrouth
● Des émissaires du président Gemayel à Damas

Beyrouth. — La capitale libanaise a de nouveau été, ce mardi 6 janvier, le théâtre de combats opposant, cette fois, deux milices en principe alliées, celle du Parti social national syrien (formation libanaise laïque, proche de Damas) et celle du Parti socialiste progressiste, à majorité druze (PSP). Les accrochages à la roquette et à la mitrailleuse se sont déroulés essentiellement dans le quartier de Ras Beyrouth, à la périphérie ouest de la ville (un secteur musulman).

Leur origine est encore quelque peu mystérieuse. Les affrontements ont, semble-t-il, éclaté après que deux hommes du PSP eurent été tués samedi soir lors d'une embuscade à l'entrée sud de Beyrouth, incident qui avait conduit à la fermeture de la route côtière reliant la capitale au sud du pays.

D'autre part, les corps de deux soldats syriens tués par balles lundi soir ont été découverts mardi matin dans le secteur musulman de la capitale. Ces hommes faisaient partie de la centaine de soldats syriens dépêchés par Damas en juillet dernier pour assurer la sécurité à Beyrouth-Ouest.

● RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE : sept morts au cours du week-end. — Sept personnes ont été tuées au cours du dernier week-end en Afrique du Sud, dont quatre dans des affrontements entre deux factions de Zoulou, dans le ghetto noir de Dududu, à Umtombas (province du Natal). D'autre part, un homme noir, non identifié, a été brulé vif, le samedi 3 janvier, par un groupe d'une centaine de personnes à Soweto, et une fillette de sept ans a également été tuée, dimanche, dans la cité noire de Sebokeng, à 70 kilomètres au sud de Johannesburg. Enfin, une femme noire, M^{lle} Sylvia Ntshangase, épouse d'un inspecteur de l'éducation du hantoutan du KwaZulu, a été tuée par l'explosion d'une grenade lancée contre sa maison. — (ASA-Routier.)

Enfin, le directeur chrétien d'une importante firme de conseil en construction mécanique, M. Saba Saoud Abdo (cinquante-six ans), a été enlevé lundi, toujours dans le secteur musulman de la capitale libanaise.

C'est sur ce fond de tensions accrues, de conflits exacerbés entre factions libanaises et après plus de trois mois de « guerre des camps » palestiniens que l'on repart de la possibilité d'un prochain sommet entre le chef de l'Etat syrien, M. Hafez El Assad, et le président libanais, M. Aminé Gemayel. Les deux hommes n'ont eu aucun contact depuis un an, date à laquelle M. Gemayel a rejeté un accord de paix conclu, sous les auspices de Damas, entre les milices (chrétienne, druze et chiite).

Pour la première fois depuis cette rupture, des émissaires officiels du président Gemayel se sont rendus lundi à Damas afin de discuter des perspectives d'un sommet syro-libanais. Dans la soirée, le premier ministre, M. Rachid Karamé, a estimé que les conditions pour une telle rencontre « dans un avenir pas trop lointain » semblaient réunies.

MARCEL LASSANCE

SOLDES

du 7 Janvier
au 24 Janvier 198717, rue du Vieux-Colombier
Paris (6^e)
Galerie Point Show
66, Champs-Élysées

INCREDIBLE!
650 F.*
PARIS LONDRES A/R
Filez à l'anglaise avec
British Airways.
RÉSERVATION : 47.78.14.14 ou chez votre agent de voyages.
*Tarif soumis à des conditions particulières.

BRITISH AIRWAYS

Jp 110150